

# Agir au sein de la classe

## Les trotskystes français majoritaires de 1952 à 1955

**Dans le deuxième secteur de Paris**

**2.272 VOIX TROTSKYSTES**



**A** PRES une campagne nettement moins animée que celles des années précédentes, le candidat du P.C.I., le camarade Lambert, bénéficia du vote de 2.272 électeurs du deuxième secteur de la Seine.

Il fit campagne contre la répression, contre l'emprisonnement de Jacques Duclos, de Messali Hadj et de nombreux militants ouvriers et coloniaux, pour le front unique et le gouvernement communiste-socialiste, et défendit avec conséquence le programme de la Révolution socialiste.

Le nombre de voix recueilli est encourageant pour notre parti si l'on tient compte de la composition sociale défavorable de la plupart des arrondissements du secteur (ainsi notre pourcentage de voix tombe à 0,5 % dans le 8<sup>e</sup> arrondissement, de composition bourgeoise en majorité) si on y ajoute le très fort pourcentage d'abstentions (50 %) et si on se rappelle que notre parti mène campagne pour la première fois dans ce secteur.

Au second tour, le candidat du P.C.I. s'est désisté pour Gaston Auguet, candidat du P.C.F., qui arrivait en tête des candidats ouvriers. Il appela le Parti socialiste à se désister pour Auguet, et les électeurs socialistes à reporter leurs votes sur Auguet, candidat ouvrier le plus favorisé et de manifester ainsi leur opposition à la répression anti-ouvrière du gouvernement Pinay et leur volonté de voir enfin se réaliser le front unique des partis ouvriers.

**PIERRE LAMBERT**

Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine  
préparée sous la direction de Michel DREYFUS  
et d'Annie FOURCAUT

Septembre 2006



A ma femme Danièle  
et à mes enfants,  
Carole et Vincent

**Remerciements**

à Michel Dreyfus,  
à toute l'équipe du Cermtri  
(et particulièrement à Pierre Levasseur),  
ainsi qu'à Michel Lequenne,  
François de Massot,  
Joëlle Lachize,  
Gilbert Clauss,  
Alain Durand,  
Jean Baumgarten,  
Louis Eemans,  
André Fichaut,  
Claude Kahn,  
Daniel Lafièvre,  
Jean-Guillaume Lanuque,  
Céline Malaise,  
Jean-Jacques Marie,  
Roger Monier,  
Claude Pennetier,  
Jacques Simon,  
Christiane Tranchant,  
Karel Yon,  
Nadine Lhuillier,  
Michèle Garo,  
Jacques Dupont,  
Sandrine Marxer  
et surtout à Anne-Marie Mairesse.

**La photographie de couverture** est extraite du numéro 298 de *La Vérité* (juillet 1952). Il s'agit du premier numéro publié après la scission.

## TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AL	Archives de Michel Lequenne
AM	Archives André Marty du Centre d'histoire sociale du XXème siècle
AR	Archives Raoul détenues par Christiane Tranchant
BDIC	Bibliothèque de documentation internationale contemporaine
BP	Bureau politique
CC	Comité central
CEI	Comité exécutif international de la IV <sup>e</sup> Internationale
CERMTRI	Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux
CI	Comité international de la IV <sup>e</sup> Internationale
Comité Messali	Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression
CRC	Comité de redressement communiste
CRUA	Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action
FB	Fonds Marcel Bleibtreu à la BDIC
FCL	Fédération communiste libertaire
FEN	Fédération de l'éducation nationale
FJ	Fonds Stéphane Just à la BDIC
FLN	Front de libération national
FNSA-PTT	Fédération nationale des syndicats autonomes des PTT
FP-CGT	Fédération postale de la CGT
IC	Internationale Communiste
MAS	Marxistische Aktion der Schweiz Section suisse de la IV <sup>e</sup> Internationale
MNA	Mouvement national algérien
MRJ	Mouvement révolutionnaire de la jeunesse Organisation de jeunesse du PCI
MTLD	Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques
OCI	Organisation communiste internationaliste
RP	Région parisienne
SFIO	Section française de l'internationale ouvrière Autre nom du Parti socialiste
SI	Secrétariat international de la IV <sup>e</sup> Internationale
SWP	Socialist Workers Party (USA)
UD	Union départementale

## IDENTIFICATION DES SOURCES DU CERMTRI

Au Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux (CERMTRI), les documents - imprimés ou manuscrits - sont rangés dans des cartons. On identifie un carton par une cote inscrite sur sa tranche. La cote est parfois assez longue. Par commodité et pour alléger les notes de bas de page dans la présente maîtrise, chaque carton du CERMTRI sera identifié par AC (pour Archives CERMTRI) plus un numéro séquentiel. Le tableau qui suit indique la correspondance entre cet identifiant et la cote sur la tranche du carton. Un document qui concerne le PCI majoritaire est a priori classé dans un carton correspondant à son année de rédaction comme PCI 52, PCI 53... Mais certains documents sont classés dans des cartons thématiques correspondant à une ou plusieurs années. Par exemple, le carton avec la cote 1947-1957 TRAVAIL SYNDICAL.

<b>Identifiant utilisé dans le texte de la maîtrise</b>	<b>Cote sur la tranche du carton</b>
AC1	1951 PCI
AC2	1951 VII <sup>e</sup> congrès du PCI
AC3	1952 PCI
AC4	1952 PCI (suite)
AC5	1952 VIII <sup>e</sup> congrès du PCI
AC6	1953 PCI
AC7	1954 PCI
AC8	1954 IX <sup>e</sup> congrès du PCI
AC9	1955 PCI
AC10	1956 PCI
AC11	1957 PCI
AC12	1948 PCI
AC13	1953 GREVES D'AOÛT
AC14	FRANCE COMITE INTERNATIONAL 1953-1964
AC15	COMITE INTERNATIONAL 1952 à 1954 Correspondance Fonds G. Bloch.
AC16	COMITE INTERNATIONAL 1952 à 1962 Correspondance Fonds G. Bloch.
AC17	FONDS GERARD BLOCH 1946 à 1952 Notes et correspondances

<b>Identifiant utilisé dans le texte de la maîtrise</b>	<b>Cote sur la tranche du carton</b>
AC18	FONDS BLOCH BI Correspondances 1947 à 1963
AC19	SI SECRETARIAT INTERNATIONAL BULLETINS INTERIEURS 1953/54
AC20	FONDS GERARD BLOCH 1952 à 1958 Notes et correspondances
AC21	FRANCE 1951-1952 L'UNITE
AC22	FRANCE 1952-1957 L'UNITE SYNDICALE
AC23	1947-1957 TRAVAIL SYNDICAL

## INTRODUCTION

L'histoire du mouvement trotskyste en France commence à être défrichée au début des années 1970. Le développement des groupes trotskystes français entraîne la publication d'ouvrages sur ce thème. De jeunes historiens – souvent aussi militants – mènent des travaux sur la période 1929-1944. Les années 1980 - marquées par un recul de l'extrême gauche - voient une raréfaction de ce type de recherches. De manière symétrique, à partir de 1995 les progrès des organisations trotskystes françaises vont s'accompagner d'un renouveau des études sur ce courant politique. En 1998, un groupe de jeunes historiens créent le *Bulletin de Liaison des Etudes sur les Mouvements Révolutionnaires (BLEMR)* afin de stimuler et aider la recherche sur l'extrême gauche. Deux ans plus tard, ce bulletin donne naissance à la revue *Dissidences-BLEMR*. Ce renouveau d'études sur l'histoire du mouvement trotskyste français s'annonce très prometteur.

Nous avons voulu nous inscrire dans ce chantier de recherches et apporter notre pierre à l'édifice commun en choisissant un sujet non encore traité. La liste des travaux universitaires sur le mouvement trotskyste français montre que la période 1952-1965 est peu étudiée<sup>1</sup>. Ce manque d'intérêt s'explique : il s'agit d'une période noire pour les trotskystes français. En juin 1952, leur parti se coupe en deux. Chacun des deux groupes conserve le nom de l'organisation d'origine : Parti communiste internationaliste - Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. Pour les différencier, nous utiliserons la convention adoptée par l'équipe du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*<sup>2</sup> (DBMOF) en charge du corpus « extrême gauche (marxiste) ». Dans ce mémoire, le terme « PCI majoritaire » désigne l'organisation regroupant le plus grand nombre de militants trotskystes. Le terme « PCI minoritaire » s'applique à celle reconnue par la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale. De la même manière, nous

---

<sup>1</sup> *Dissidences-BLEMR* n° 3 a présenté une liste des études universitaires sur le mouvement trotskyste français ensuite actualisée dans les *Cahiers Léon Trotsky*, n° 79, décembre 2002, p. 86-89.

<sup>2</sup> Ce dictionnaire est aussi appelé *Maitron* du nom de son initiateur, Jean Maitron.

désignerons leurs militants sous les termes de majoritaires et de minoritaires pendant la période étudiée. Pour alléger la rédaction, nous nous contenterons parfois de nommer le PCI majoritaire sous le terme PCI. Cela ne signifie pas une volonté de nier le PCI minoritaire.

Nous avons choisi d'étudier le PCI majoritaire car il existe déjà des mémoires sur la crise du PCI en 1951-1952<sup>1</sup> et sur le PCI minoritaire dans les années cinquante<sup>2</sup>. Par contre, il n'existe pas de recherche universitaire sur le PCI majoritaire ni sur le groupe « Lambert » ou groupe « La Vérité » qui le remplace en 1958. Les travaux existants portent après 1965 sur les organisations qui ont succédé à ce groupe : l'Organisation communiste internationaliste (OCI) puis de nouveau le PCI<sup>3</sup>. Nous étudierons le PCI majoritaire de juin 1952 jusqu'en juin 1955. La première date correspond à la scission. Juin 1955 correspond au rejet par la direction du PCI de la demande du Comité international de réintégrer les militants récemment exclus. Le départ définitif de ces militants - dont Marcel Bleibtreu et Michel Lequenne sont les plus connus - constitue un tournant dans l'histoire du PCI majoritaire. Pour une meilleure compréhension de notre sujet, nous dépasserons ce cadre chronologique dans le premier chapitre en résumant le parcours du PCI depuis sa fondation en 1944 jusqu'à la scission de 1952. De manière symétrique, dans le chapitre consacré au militantisme dans le PCI nous utiliserons quelques faits légèrement postérieurs à notre période.

Les premiers écrits sur cette organisation sont militants. En 1970, la brochure de l'OCI *Quelques enseignements de notre histoire* raconte l'histoire de ce courant. Elle consacre une douzaine de pages aux six années d'existence du PCI majoritaire - de 1952 à 1958. Ce texte reconnaît la faiblesse de ce dernier mais considère qu'il a renoué avec la

---

<sup>1</sup> Il s'agit des mémoires de F-X. Breton, *La scission du PCI (Parti communiste internationaliste) section française de la IV<sup>ème</sup> Internationale en 1952*, de J-L. Escuret, *La crise de 1952 et les courants du trotskisme en France* et de S. Michelet, *L'exclusion de la Section Française de la Quatrième Internationale*. Les références complètes des travaux universitaires sont indiqués dans la bibliographie.

<sup>2</sup> Il s'agit des mémoires de G. Grzybek, *Les trotskystes dans les organisations communistes françaises pendant les années cinquante*, et de S. Pattieu, *Les camarades des frères. Guerre d'Algérie et extrême gauche en France. Dynamiques et recompositions*. Ces deux recherches fournissent de nombreuses informations sur PCI minoritaire.

<sup>3</sup> Il s'agit des recherches d'E. Brandely, *L'OCI-PCI de 1965 à 1985. Contribution à l'histoire d'une organisation trotskyste*, de K. Landais, *Un parti trotskiste. Eléments pour une socio-histoire des relations de pouvoir : introduction à une étude de l'OCI-PCI* et de K. Yon, *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique ? Etude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*. Les travaux de K. Landais et K. Yon sont plutôt sociologiques. En particulier, le DEA de K. Yon consacre une large place à la scission en 1986 du groupe Convergences socialistes.

tradition trotskyste après les errements de la section française<sup>1</sup>. Six ans plus tard, M. Lequenne raconte les trois premières années du PCI majoritaire dans un article « Continuité et discontinuité du « Lambertisme » - Contribution à l'histoire d'une dégénérescence »<sup>2</sup>. Il accuse Pierre Lambert d'avoir usurpé le pouvoir dans cette organisation puis d'en avoir exclu ses opposants - dont il faisait partie. En fait, M. Lequenne veut mettre en garde son organisation - la Ligue communiste révolutionnaire - contre tout rapprochement avec l'OCI, héritière du PCI majoritaire. Dans ses écrits postérieurs, ce militant continue son réquisitoire contre le « lambertisme »<sup>3</sup>. En 1995, l'historien Pierre Broué consacre un long article à « Raoul, militant trotskyste »<sup>4</sup>. Raoul était le pseudonyme de Claude Bernard (1921-1994). Militant trotskyste depuis 1942, Raoul possédait une personnalité haute en couleur. Il se distingua en animant le rayon Puteaux-Suresnes à la Libération. Une bonne partie de cet article controversé concerne son militantisme au PCI majoritaire. Deux ans plus tard, Christophe Bourseiller - qui n'est pas militant - publie *Cet étrange Monsieur Blondel*<sup>5</sup>. Malgré son titre, cet ouvrage traite surtout de P. Lambert. C. Bourseiller présente ce dernier comme un manipulateur rusé construisant depuis cinquante ans un réseau aux multiples ramifications. Le livre, très journalistique, consacre une quinzaine de pages à la période étudiée, mêlant des faits réels avec des inexactitudes et des jugements à l'emporte-pièce. Daniel Gluckstein - appartenant à la même organisation politique que P. Lambert - réplique par une brochure « Un faussaire nommé Christophe Bourseiller »<sup>6</sup>. A la suite du livre de C. Bourseiller, et surtout à l'annonce en 2001 du militantisme passé de Lionel Jospin à l'OCI, d'autres ouvrages paraissent sur ce courant baptisé « lambertiste »<sup>7</sup>. Cette série d'ouvrages nous inspire deux remarques. D'abord, il

---

<sup>1</sup> *Quelques enseignements de notre histoire*, Paris, Selio, 1979 (troisième édition), p. 79.

<sup>2</sup> *Critique Communiste*, n°7, 1976, p.120-145.

<sup>3</sup> Dans son dernier ouvrage *Le trotskisme, une histoire sans fard*, Paris, Syllepse, 2005, M. Lequenne raconte que le parti trotskyste américain - le SWP - protesta lors de la publication de l'article de 1976 (p. 337).

<sup>4</sup> P. Broué, « Raoul, militant trotskyste », *Cahiers Léon Trotsky*, n°56, juin 1995, p. 4-186. Cet article mêle un récit de la vie militante de Raoul avec les réflexions politiques qu'elle lui a inspiré. Il constitue un hommage à Raoul construit à partir de commentaires faits à l'auteur et d'extraits de lettres. Souvent, ces lettres ne sont pas référencées. Ce texte a suscité les critiques de François De Massot, « Mise au point », *La Vérité*, n°623, mars 1996, p. 155-165 et de Michel Lequenne, « Notes sur notre histoire », *Critique Communiste*, n°148, p 93-98.

<sup>5</sup> Paris, Editions Bartillat, 1997.

<sup>6</sup> *La lettre de La Vérité*, supplément au n°38, 1997.

<sup>7</sup> Ces ouvrages sont étudiés dans *Dissidences - BLEMR* n° 1, 10 et 11.

faut signaler l'inconvénient de nommer un courant politique avec un terme qu'il réfute<sup>1</sup>. Nous n'utiliserons donc pas le terme de « lambertiste » dans ce mémoire. Ensuite, il faut indiquer les qualités du livre de Philippe Campinchi<sup>2</sup>. Il fournit de bien meilleures informations sur le PCI majoritaire que les autres ouvrages. Par exemple, Christophe Nick dans son ouvrage « Les trotskystes »<sup>3</sup> évoque « les lambertistes, qui mettent un point d'honneur à ponctuer leurs arguments à coups de boule »<sup>4</sup>. Il raconte une réunion du comité central « lambertiste » en 1959 où Pierre Broué prend sa chaise, la casse puis la lance vers Pierre Lambert. Ce dernier se baisse et un autre militant la reçoit en pleine figure<sup>5</sup>. Ce type de texte nous a donné l'envie d'étudier de près cette organisation.

Le présent mémoire vise d'abord à reconstituer la trame événementielle souvent mise à mal dans les ouvrages précédemment évoqués. Bien entendu, nous n'évoquerons pas tous les événements de la période. Nous citerons ceux qui ont eu un impact sur le PCI majoritaire. Ainsi, nous ferons mention du soulèvement à Berlin-Est ou du déclenchement de la guerre d'Algérie mais sans les étudier de manière précise. Par contre, nous privilégierons les événements internes à l'organisation. Notre sujet, c'est le PCI majoritaire de 1952 à 1955 et ses tentatives pour agir sur la société française de son époque. Nous étudierons comment le PCI majoritaire a essayé d'atteindre son objectif - la révolution prolétarienne - ainsi que les débats passionnés que cela a entraîné dans ses rangs. Nous nous efforcerons de présenter de manière objective les positions des différents groupes ou tendances. Surtout, nous essayerons de discerner les lignes politiques sous-jacentes et les clivages qu'elles entraînent. En particulier, le fonctionnement du Parti a donné lieu à polémique. Au cours des événements, nous nous efforcerons de décrire celui-ci. Enfin, nous nous intéresserons aux militants du PCI. Nous en préciserons le nombre car il y a débat sur celui-ci. Nous chercherons à décrire ces militants : âge, domiciliation, profession... Après cet examen social des militants, nous examinerons leurs idées. Nous étudierons la conception du militantisme et les principales convictions spécifiques aux membres du PCI majoritaire.

---

<sup>1</sup> Voir l'article de J-G Lanuque « Réflexions et réflexions sur l'utilisation du vocabulaire dans l'étude de l'extrême gauche » dans *BLEMR*, n° 1, décembre 1998.

<sup>2</sup> P. Campinchi, *Les lambertistes, un courant trotskyste français*, Paris, Balland, 2000.

<sup>3</sup> C. Nick, *Les Trotskistes*, Paris, Fayard, 2002.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 185.

<sup>5</sup> *Ibid.*

Pour atteindre ces objectifs, nous avons étudié la plupart des livres cités dans la bibliographie puis nous avons mobilisé le maximum de sources disponibles dans le délai imparti. Nous avons d'abord consulté les fonds déposés au CERMTRI. Ce centre privé d'archives a été créé en 1978 par l'OCI en association avec d'anciens militants. Il dispose des archives du PCI majoritaire et de celles de militants comme Gérard Bloch ou Louis Eemans. Les documents fournis par G. Bloch sont particulièrement précieux : ils contiennent de nombreuses lettres de sa main mais aussi de M. Lequenne, de Joseph Hanley (militant américain du SWP) ou de Betty Hamilton (militante anglaise). Le CERMTRI dispose de l'intégralité de la presse du PCI majoritaire. De plus - et ce n'est pas négligeable - l'équipe d'animation du centre se révèle toujours efficace et extrêmement disponible. Nous avons consulté les archives André Marty du Centre d'histoire sociale du XXème siècle ainsi que les fonds Marcel Bleibtreu et Stéphane Just à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC). Dans ce mémoire, nous avons référencé les documents de ces fonds sous les sigles respectifs AM, FB et FJ. Nous signalons l'importance pour notre sujet du fonds M. Bleibtreu récemment déposé à la BDIC. Il comprend une très riche correspondance de ce dirigeant. Christiane Tranchant a eu l'amabilité de nous prêter des lettres de son compagnon Raoul (pseudonyme de Claude Bernard). Nous avons référencé ces documents sous le sigle AR pour Archives Raoul. Nous avons complété les informations ainsi obtenues par des entretiens avec cinq anciens militants du PCI majoritaire : Michel Lequenne, François de Massot, Jean Baumgarten, Claude Kahn et Jacques Simon. Nous avons choisi des militants dont les itinéraires politiques après le PCI sont très divers. Ces entretiens ont été menés d'une manière semi-directive. Pour chacun, nous avons préparé une douzaine de questions que nous avons complétées par de nouvelles interrogations en fonction des propos de l'interviewé. Ce n'était pas toujours facile pour ces militants de se souvenir précisément de faits d'il y a cinquante ans mais ces entrevues se sont révélées fructueuses. Elles ont mis en lumière des aspects peu connus du PCI majoritaire et nous ont permis de compléter nos sources. Ainsi, François de Massot nous a signalé un texte qu'il avait écrit en réponse à l'article de Pierre Broué. M. Lequenne a eu l'amabilité de nous communiquer la liste de synthèse des militants élaborée par le groupe *Maitron* en charge de l'extrême gauche (1940-1968). Surtout, M. Lequenne a retrouvé chez lui par hasard deux dossiers de documents inédits

de 1952 et 1954-1955 dont il a bien voulu nous faire bénéficier. Dans ce mémoire, nous avons classé ces documents sous la référence Archives Lequenne (AL). Louis Eemans, André Fichaut, Basile Karlinsky, Daniel Lafièvre et Pierre Levasseur ont répondu à des questions ponctuelles. L'historien Claude Pennetier nous a fourni de précieux renseignements sur André Marty. Enfin, deux doctorants ont eu l'amabilité de nous communiquer les textes des entretiens qu'ils avaient menés. Céline Malaisé a rencontré Louis Eemans le 20 février 2002. Karim Landais a mené des entretiens avec Alexandre Hébert (le 7 avril 2004), Michel Lequenne (le 19 mars 2004) et Pierre Broué (le 26 février 2004)<sup>1</sup>.

Nous avons découpé notre mémoire en six chapitres. Suite à notre volonté de reconstituer d'abord la trame événementielle, ces chapitres sont chronologiques à l'exception du quatrième. Ce chapitre est thématique : nous le consacrons entièrement aux activités et aux idées du militant majoritaire. Les annexes contiennent les textes des cinq entretiens réalisés. Elles comprennent aussi une lettre très intéressante de P. Lambert écrite juste après le congrès de la scission. Le texte original a été difficile à déchiffrer : nous avons été aidé par deux membres de l'équipe du CERMTRI. Il fallait garder trace de cet effort commun. Une annexe consiste en une table de passage officielle entre les prix de ces années et nos prix actuels. Les autres annexes comprennent des listes de militants trouvées au hasard des archives. Ces listes concernent de simples adhérents ou des responsables. Nous les avons reproduites car elles peuvent servir à d'autres chercheurs. En particulier, la liste des militants majoritaires en RP au 12/12/1954 reproduite en annexe 9 est commentée par les militants précédemment cités.

Nous allons expliciter plusieurs conventions. Souvent, nous nommerons la IV<sup>e</sup> Internationale sous le numéro IV<sup>e</sup>. Dans le PCI majoritaire, chaque militant adopte un ou plusieurs pseudonymes afin de gêner la répression policière ou celle du PCF. Dans ce mémoire, nous avons choisi de nommer les membres du PCI par leur vrai nom. La première fois que nous citons un militant nous indiquerons en note son ou ses pseudonymes. Nous ne respecterons pas ce principe pour quelques rares militants dont les noms (Boussel, Raptis, Abraham ou Bernard par exemple) sont beaucoup moins

---

<sup>1</sup> K. Landais s'est suicidé quelques semaines après avoir eu l'amabilité de nous avoir communiqué ces

connus que les pseudonymes (respectivement Lambert, Pablo, Mestre et Raoul). Quand ils ne sont pas référencés en note, les éléments biographiques proviennent du *Maitron*. Les majoritaires utilisent dans leurs écrits le terme de réformiste. Nous précisons qu'il désigne alors des personnes relevant de la mouvance social-démocrate, jamais du PCF. Nous l'utiliserons avec cette signification.

Enfin, nous tenons à indiquer notre sympathie et notre admiration pour ces militants trotskystes - majoritaires ou minoritaires. Ils luttèrent à contre-courant dans un contexte des plus difficiles.

## CHAPITRE I

# UNE ORGANISATION ORPHELINE

Le matin du samedi 29 juin 1952 le comité central du Parti communiste internationaliste (IV<sup>e</sup> Internationale) se réunit. Le comité central (ou CC) constitue pour une organisation léniniste comme le PCI l'instance dirigeante entre deux congrès. L'ambiance est très tendue. Dès le début de la réunion le secrétaire à l'organisation, Pierre Lambert<sup>1</sup>, au nom des membres majoritaires du comité central, accuse les minoritaires d'avoir volé l'appareil technique d'impression du Parti au cours de la nuit du 26 au 27 juin. Le 26 juin au soir, une militante minoritaire - Michèle Mestre<sup>2</sup> - s'est laissée enfermer dans le local du Parti au 46 rue de l'Arbre-Sec (1<sup>er</sup> arrondissement de Paris)<sup>3</sup>. Elle a permis à d'autres militants minoritaires d'entrer et d'emporter le matériel d'impression (ronéos, machines à écrire...)<sup>4</sup>. Lors de la réunion du 29 juin, les membres de la minorité présents ainsi que le représentant de la IV<sup>e</sup> Internationale, Ernest Mandel, reconnaissent l'enlèvement du matériel. Ernest Mandel lit une résolution expliquant que cet appareil technique appartient d'abord à l'Internationale qui l'a ainsi mis à l'abri des menées majoritaires. Ce matériel est maintenant à la disposition des membres du Parti, fidèles à l'Internationale, qui vont préparer le VIII<sup>e</sup> congrès du PCI prévu en juillet. La majorité du comité central vote alors la suspension des membres minoritaires et l'envoi au Secrétariat international (SI) de la IV<sup>e</sup> d'une lettre expliquant cette suspension. Marcel

---

<sup>1</sup> Pseudonyme de Pierre Boussel né en 1920.

<sup>2</sup> Pseudonyme de Lucienne Abraham.

<sup>3</sup> Maurice Rajfus décrit ce local au pages 133 et 134 de son ouvrage *Une enfance laïque et républicaine*, Paris, Manya, 1952. En particulier, il se souvient de "l'atelier de duplication où quelques ronéos antiques bruissaient du matin au soir".

<sup>4</sup> Entretien avec M. Lequenne le 21 décembre 2005.

Gibelin<sup>1</sup>, le président de séance majoritaire, demande aux membres suspendus de se retirer. Devant leur refus, les majoritaires partent poursuivre la réunion au local du Parti. Là, ils décident de placer hors du Parti la minorité du comité central ainsi que tous les militants du PCI qui s'en solidarisent. Ils élisent un nouveau bureau politique, l'instance exécutive du comité central, et préparent le congrès prévu les 13 et 14 juillet<sup>2</sup>.

Ce 29 juin, l'organisation qui regroupait la quasi-totalité des trotskystes français vient de se couper en deux. Cette rupture constitue l'issue d'une lutte fractionnelle qui dure depuis le début de 1951. Il faut maintenant revenir en arrière pour en comprendre les origines, connaître les positions des deux parties puis dresser un état des lieux de cette organisation au lendemain de la scission.

## Le mouvement troskyste dans l'impasse

Avant tout, le PCI constitue une des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée par Léon Trotsky en septembre 1938 avec seulement quelques milliers de partisans. Pour L. Trotsky, Joseph Staline est le chef tout-puissant d'une caste bureaucratique qui dirige l'état soviétique et l'Internationale communiste (IC). La IV<sup>e</sup> internationale vise à remplacer l'IC considérée comme passée du côté de l'ordre bourgeois. Lors de son congrès de fondation, elle adopte le texte de Trotsky connu sous le nom de Programme de transition. Ce texte énonce une série de revendications dites « transitoires » qui doivent aider les masses à passer de leurs revendications immédiates au programme de la révolution socialiste. Il est nécessaire d'en rappeler quelques idées forces :

- « Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. **La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire<sup>3</sup>** ». Les organisations ouvrières mènent une politique de trahison des intérêts ouvriers. Les trotskystes doivent constituer la nouvelle direction révolutionnaire qui mènera le prolétariat à la victoire. Pour cela « l'édification de partis révolutionnaires nationaux, sections de la IV<sup>e</sup> internationale, est la tâche centrale de l'époque de transition<sup>4</sup> ».

<sup>1</sup> Né en 1920, dans le compte-rendu il est nommé sous le pseudonyme de Bailly. Ce pseudonyme a été identifié par l'auteur suite à la lecture des documents internes du PCI majoritaire de juin à septembre 1952.

<sup>2</sup> Le récit de cette journée du 29 juin est fait dans AC3, « Compte rendu du comité central du 29 juin », 6 p.

<sup>3</sup> L. Trotsky, « Programme de transition », *Bulletin de l'Opposition*, n°66-67, 1938, p. 3. Il est fait référence ici à la version disponible sur le site web marxists.org.

<sup>4</sup> *Ibid*, p. 7.

- utilisation du mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan pour démasquer les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et paysans et qui refusent de rompre avec la bourgeoisie. Ce mot d'ordre permet aussi de déployer « une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du gouvernement ouvrier et paysan »<sup>1</sup>.

- les militants trotskystes doivent militer dans les syndicats mais « il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques »<sup>2</sup>. « Les sections de la IV<sup>e</sup> internationale doivent constamment s'efforcer [...] de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise »<sup>3</sup>.

Ce document constitue une véritable boussole pour tous les groupes trotskystes.

Trotsky escomptait que la guerre mondiale qui approchait provoquerait une puissante vague révolutionnaire. Effectivement, à partir de 1943 une nouvelle montée révolutionnaire commence en Europe. Pour mieux en tirer profiter en France, les trotskystes français, jusqu'alors divisés, s'unifient dans le Parti communiste internationaliste (PCI) en février-mars 1944<sup>4</sup>, quelque mois avant le débarquement des alliés. L'organisation recrute les années suivantes mais elle ne dépasse pas le millier de membres. Par contre, les grandes organisations ouvrières tiennent le haut du pavé dans l'Europe libérée. En France, c'est particulièrement le cas pour le Parti communiste. Comme les conditions de vie des travailleurs s'aggravent (rationnement, hausse des prix...), à partir de 1947 les luttes sociales d'envergure reprennent. La plus importante est la grève à la Régie Renault d'avril-mai 1947 qui provoque le départ du PCF du gouvernement. L'opposition des communistes à ce dernier devient de plus en plus forte, en même temps que la tension croît entre l'URSS et le camp occidental. La guerre froide commence. Le PCF et l'organisation syndicale qu'il chapeaute, la CGT, appellent désormais les travailleurs à la grève et à la lutte pour améliorer leur sort. A la fin de l'année 1947, des syndicalistes quittent la CGT pour constituer une nouvelle confédération CGT-Force Ouvrière<sup>5</sup>. FO se définit comme réformiste et très hostile aux communistes. Les trotskystes condamnent cette scission. Pour eux, la nouvelle

---

<sup>1</sup> *Ibid*, p. 16.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>4</sup> A l'exception du petit groupe Lutte de classe qui refuse la fusion. Lutte Ouvrière se considère comme l'héritière de ce groupe.

<sup>5</sup> Elle sera identifiée par le sigle FO dans ce mémoire.

confédération « est dominée par les fonctionnaires chevronnés du syndicalisme réformiste »<sup>1</sup>. Ils tentent de constituer dans la CGT une tendance syndicaliste-révolutionnaire. Malgré leur faible nombre, les trotskystes français essaient d'intervenir dans les luttes sociales qui recommencent. Ils y parviennent au cours de la grève Renault où le groupe Lutte de classe et le PCI jouent un rôle important. Comme les divisions politiques et syndicales nuisent aux combats des travailleurs, les trotskystes appellent à la constitution à la base de comités d'unité d'action démocratique et font de la propagande pour un front unique PC-PS.

Il faut expliciter cette expression de front unique. La tactique de front unique fut élaborée en 1921-1922 par l'Internationale communiste. Cette dernière constatait que les jeunes partis communistes demeuraient minoritaires dans la classe ouvrière face aux organisations réformistes. L'IC préconisait aux PC de proposer publiquement à ces organisations de lutter ensemble pour satisfaire des revendications syndicales et politiques communes à tous les travailleurs. En fait, cet appel à constituer un front unique visait aussi à démasquer les dirigeants réformistes devant les prolétaires. A partir de 1947, le front unique préconisé par le PCI est purement propagandiste vu sa faiblesse numérique. Il cherche à lutter contre la politique de division des organisations ouvrières.

Les trotskystes gagnent quelques militants ouvriers entre 1946 et 1948, surtout des métallurgistes<sup>2</sup>. Stéphane Just adhère à cette époque. Entre juillet et septembre 1946, le PCI constitue chez Caudron sa première cellule d'entreprise<sup>3</sup>. Peu après, il crée d'autres cellules d'entreprise. Les plus actives sont Renault, Chausson et Unic<sup>4</sup>. Dans les années suivantes, le PCI considèrera toujours ce début d'implantation ouvrière comme un progrès important. Néanmoins, le PCF demeure - de très loin - hégémonique au sein de la classe ouvrière. Surtout, ces progrès du PCI sont contrebalancés en 1948 par le départ de sa tendance dite « droitère »<sup>5</sup>. Elle prônait la révision du programme trotskyste et la constitution d'un regroupement « large » avec d'autres organisations. Cette tendance regroupait près de la moitié des militants. A la même époque, Cornélius Castoriadis

---

<sup>1</sup> J. Simon, « Au congrès CGT-FO », *La Vérité*, n°217, 16 avril 1948.

<sup>2</sup> Selon S. Michelet, *L'exclusion de la Section Française de la Quatrième Internationale - 1952*, mémoire de maîtrise sous la direction d'Antoine Prost, Université Paris I, 1980, p. 290.

<sup>3</sup> S. Minguet, *Mes années Caudron une usine autogérée à la Libération (1944-1948)*, Paris, Syllepse, 1997, p. 85.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 111.

<sup>5</sup> Elle est surnommée ainsi par les autres tendances du PCI.

(1922-1997) constitue dans le PCI un groupe définissant l'URSS comme une formation sociale d'un type nouveau : un capitalisme bureaucratique totalitaire et non un état ouvrier dégénéré comme le pensait Léon Trotsky. Ce groupe réfute le schéma du parti léniniste et rompt avec le PCI à l'automne 1948. Ensuite, il publie la revue *Socialisme ou Barbarie*.

Le II<sup>e</sup> congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale se réunit à Paris en avril 1948. La révolution socialiste si attendue n'a pas eu lieu mais cette organisation conserve la perspective du congrès de fondation : effondrement imminent du capitalisme et du stalinisme avec croissance du parti révolutionnaire. Ainsi, le congrès souligne que les progrès des sections « ne sont pas proportionnés aux possibilités objectives et, moins encore, aux exigences historiques. Partout, la tendance générale est vers la transformation des organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale en réels partis de masse »<sup>1</sup>. En fait, les effectifs des sections augmentent mais de manière limitée<sup>2</sup>. Les congressistes sont influencés par le récent tournant "gauche" effectué par les PC et l'ambiance de la guerre froide qui commence ; aussi l'Internationale envisage :

“En cas d'aggravation continue des rapports USA-URSS, de polarisation accrue des antagonismes sociaux et du maintien de l'impuissance des partis 'ouvriers', il est probable que la menace réactionnaire se précisera en France et en Italie. Dans ces conditions, il est probable également que ces deux pays deviendront le théâtre d'une âpre guerre civile mettant aux prises les forces de la dictature bourgeoise et les masses<sup>3</sup>.”

Au cours du même congrès, la IV<sup>e</sup> se dote de nouveaux statuts très précis afin de lui assurer une direction ferme<sup>4</sup>. Entre les congrès souverains, l'organisation est dirigée par un Comité exécutif international (CEI) composé de représentants des sections nationales. Pour des raisons d'abord matérielles - l'Internationale est très pauvre et les déplacements sont alors difficiles - les sessions du CEI n'ont lieu que deux ou trois fois par an. Finalement, c'est un Secrétariat international (SI) d'une demi-douzaine de

---

<sup>1</sup> R. Prager (sous la direction de), *Les congrès de la Quatrième Internationale, tome 3 : Bouleversements et crises de l'après-guerre (1946-1950)*, Paris, Editions La Brèche, 1988, p. 115.

<sup>2</sup> En 1950, seules les sections de Bolivie, de Ceylan et des Etats-Unis dépassent le millier de membres selon S. Michelet, *op. cit.*, p. 151.

<sup>3</sup> *Ibid*, p. 107.

<sup>4</sup> Le texte de ces statuts est dans R. Prager, *op. cit.*, p. 296-307.

membres qui dirige la IV<sup>e</sup> au jour le jour. Parmi eux, Michel Pablo<sup>1</sup> a pris l'ascendant sur les autres membres. Une des raisons du conflit qui va surgir entre le PCI et le SI est que ce dernier, établi à Paris, prendra l'habitude de suivre de très près les activités de la section française. Selon la brochure *Quelques enseignements de notre histoire* :

« Aucune décision n'est prise par le bureau politique ou le comité central du PCI sans son aval. La direction française lui est complètement inféodée et participe à ses intrigues, qui, bien souvent, tiennent lieu de ligne politique<sup>2</sup>. »

En septembre 1948, le Kremlin rompt brusquement avec le PC yougoslave. Le PCI et toute la IV<sup>e</sup> Internationale se mobilisent pour soutenir la Yougoslavie. Le PCI organise des brigades de jeunes qui font le voyage en 1950 et témoignent à leur retour des réalités de ce pays. Mais, en juillet 1950 alors que la guerre de Corée vient de commencer la Yougoslavie s'abstient lors d'un vote stratégique à l'ONU. Le mouvement trotskyste qui espérait se développer en soutenant le régime yougoslave connaît un nouvel échec. En mars 1950, le PCI n'a plus que 253 militants<sup>3</sup> alors que la révolution vient de triompher en Chine et semble prête à se propager mais les trotskystes n'y ont joué aucun rôle.

## Une longue lutte fractionnelle

En novembre 1950, Michel Pablo, dirigeant effectif du Secrétariat international de la IV<sup>e</sup>, présente au IX<sup>e</sup> plenum du CEI des "Thèses sur les perspectives internationales" qui optent pour une nouvelle stratégie. Il constate : "L'impérialisme s'est lancé dans la préparation accélérée, militaire et politique, d'une nouvelle guerre mondiale"<sup>4</sup>. Cette constatation semble à l'époque peu originale : beaucoup craignent alors le déclenchement d'une telle guerre. L'important, c'est que pour M. Pablo cette « guerre [...] se transformera dès le début en guerre civile internationale<sup>5</sup> » et « il n'est pas exclu que certains partis communistes puissent être entraînés avec le gros de leurs forces hors de la subordination stricte à la bureaucratie soviétique et esquissent une orientation

<sup>1</sup> De son vrai nom Michel Raptis (1910 - 1996).

<sup>2</sup> *Quelques enseignements de notre histoire*, Paris, Selio, 1979 (troisième édition), p. 79. Rappelons qu'il s'agit d'une brochure de l'OCI.

<sup>3</sup> AC17, « Compte rendu du comité central du 26 mars 1950 ». Le document précise qu'en ce début d'année 12 nouveaux militants ont été cooptés alors que 89 militants n'ont pas repris leur carte.

<sup>4</sup> R. Prager (sous la direction de), *Les congrès de la Quatrième Internationale, tome 4 : Menace de la troisième guerre mondiale et tournant politique (1950-1952)*, Paris, Editions La Brèche, 1989, p. 147.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 148.

révolutionnaire<sup>1</sup>». Quel est alors le rôle de la IV<sup>e</sup> Internationale ? Selon M. Pablo, dans les pays où la majorité de la classe ouvrière suit les partis communistes il faut que les militants trotskystes se rapprochent de leurs bases pour préparer les évolutions à venir. Ses thèses sont adoptées avec des amendements.

La vision catastrophiste qu'a M. Pablo des années à venir ne choque pas les militants du PCI. Elle est alors partagée par tous les trotskystes qui demeurent très marqués par les prévisions de Trotsky et les horreurs de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui par contre gêne un grand nombre de militants, ce sont les conclusions qu'en tire M. Pablo : s'insérer dans les mouvements ou partis staliniens. Dans un article « Où allons-nous ? » , écrit en janvier 1951, il précise ses idées. La guerre va développer des « tendances centristes<sup>2</sup> » dans les partis communistes, il suffit de les appuyer<sup>3</sup>. M. Pablo écrit que la bureaucratie russe et les partis staliniens peuvent réaliser une partie des objectifs dévolus à la la IV<sup>e</sup> Internationale. Pour la majorité des dirigeants du PCI, une telle politique remet en cause la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale et la construction de partis révolutionnaires indépendants. En France, cela signifie pratiquer l'entrisme dans le PCF. Pour une organisation, pratiquer l'entrisme dans un parti politique consiste à ce que ses militants y adhèrent soit pour en modifier l'orientation, soit pour y recruter des adhérents et en sortir plus nombreux. Le PCI est très fier d'être parvenu, depuis 1947, à s'implanter dans quelques entreprises - chez Renault, à la RATP... - et de pouvoir y exposer ses idées malgré la répression des communistes. Adhérer au Parti Communiste, conduirait les militants trotskystes à annuler ces efforts d'implantation et à se renier publiquement. Les 7 et 8 avril 1951, le comité central rejette les thèses citées. Un long conflit commence entre la majorité de la section française et la direction de la IV<sup>e</sup> c'est-à-dire le SI dominé par M. Pablo. La minorité de la section française - dirigée par Pierre Frank - est d'accord avec la direction de la IV<sup>e</sup>.

M. Bleibtreu<sup>4</sup> est le principal dirigeant de la majorité du PCI. Il critique les Thèses de M. Pablo à partir du CEI de novembre 1950 où il a obtenu des amendements. Dans un

---

<sup>1</sup> *Ibid*, p. 153.

<sup>2</sup> Dans la tradition léniniste, on appelle centriste un parti dont l'orientation est intermédiaire entre une orientation révolutionnaire et une orientation réformiste.

<sup>3</sup> *Ibid*, p. 27-47.

<sup>4</sup> Les dirigeants majoritaires sont présentés plus loin.

grand article de réponse « Où va le camarade Pablo ? »<sup>1</sup>, il refuse tout rôle progressif à la bureaucratie soviétique et aux PC inféodés au Kremlin<sup>2</sup>. Avec lui, la majorité du PCI conserve l'objectif "d'organiser une avant garde détachée des vieilles organisations, particulièrement du PCF"<sup>3</sup>.

Pierre Lambert rejoint clairement la majorité en juin 1951 : dans un bulletin interne il signe un article au titre explicite "Contre les menaces de liquidation". Pour lui, "le rapprochement préconisé par la minorité vers les militants staliniens n'est pas autre chose que le rapprochement vers la politique stalinienne"<sup>4</sup> aussi, "pour remplacer à une étape donnée le PCF comme direction, nous devons développer une politique, une stratégie, une tactique, des formes de mobilisation et d'organisation autonomes de la direction bureaucratique"<sup>5</sup>. Ce développement de structures indépendantes du PCF, P. Lambert l'a déjà entrepris. Il joue un rôle clé dans le regroupement syndical organisé depuis l'année précédente qui publie le mensuel *L'Unité*. Ce regroupement associe aux trotskystes du PCI deux autres composantes : des anarcho-syndicalistes (Alexandre Hébert, Maurice Joyeux...) et des réformistes de FO (Michel Morin, Yves Bellac...)<sup>6</sup>. L'accord s'est d'abord fait sur le soutien à la Yougoslavie qui aide financièrement le journal. Il continue sur les mots d'ordre d'unité d'action et de démocratie ouvrière. *L'Unité* est édité par une coopérative dirigée par un bureau paritaire. Les postes au sein de ce bureau sont répartis également entre les trois tendances citées. Les trotskystes minoritaires critiquent *L'Unité* : "nous pouvons dès maintenant observer dans le journal des manifestations plus accusées des éléments anti-communistes"<sup>7</sup>. Il est vrai que des rédacteurs de *L'Unité* comme M. Joyeux - anarchiste - ou M. Morin - réformiste - sont ouvertement anti-communistes.

---

<sup>1</sup> R. Prager, *op. cit.*, p. 71-93.

<sup>2</sup> Par contre, il estime que des développements centristes sont possibles au sein d'organisations communistes qui ont rompu ou qui s'éloignent du Kremlin (Yougoslavie, Chine...). Ainsi il critique les trotskystes chinois qui n'ont pas pratiqué l'entrisme dans le PCC.

<sup>3</sup> AC1, « Discussion préparatoire au VII<sup>e</sup> congrès du PCI », Supplément à *La Vérité* n°277 - juin 1951, p. 6.

<sup>4</sup> *Ibid*, p. 13.

<sup>5</sup> *Ibid*, p. 11.

<sup>6</sup> Sur *L'Unité*, voir Pluet-Despatin (Jacqueline), *La presse trotskyste en France de 1926 à 1968*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme/Presses Universitaires de Grenoble, 1978, p. 139 et AC3, « Lettre aux coopérateurs de l'Unité et aux abonnés du journal », 1 p.

<sup>7</sup> « Discussion préparatoire au VII<sup>e</sup> congrès du PCI », *op. cit.*, p. 7.

En juillet 1951, lors du VII<sup>e</sup> congrès du PCI la majorité - opposée au SI - l'emporte avec 13 membres élus au comité central contre 7 à la tendance Frank. Elle décide de se constituer en tendance internationale. Le III<sup>e</sup> congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale se tient en août 1951. Il adopte les thèses de M. Pablo tant sur l'imminence de la guerre que sur la nécessité d'intégrer les organisations de masse qui vont se radicaliser<sup>1</sup>. Les majoritaires français sont très isolés mais leur opposition oblige M. Pablo à un compromis : il est décidé que le bureau politique du PCI et le SI mettront au point une résolution d'orientation pour la section française sur la base des travaux du congrès. Si la direction française ne suit pas la ligne du congrès, " le CEI et le SI seront chargés de prendre toutes mesures organisationnelles pour redresser la situation dans le PCI "<sup>2</sup>. Il y a là une menace à peine voilée. Le compromis élaboré entre les majoritaires du PCI et le SI va rapidement se révéler inapplicable à cause d'un événement inattendu.

Le 10 septembre, le bureau confédéral de la CGT envoie une lettre aux autres centrales syndicales proposant :

« une réunion commune en vue de mettre au point nos revendications communes et les méthodes d'action propres à les faire aboutir »<sup>3</sup>.

A la suite de cette lettre, Benoît Frachon - secrétaire général de la CGT et dirigeant communiste – signe dans *L'Humanité* une série d'articles appelant à l'unité d'action de la base au sommet<sup>4</sup>. Comme la direction de FO rejette catégoriquement les propositions de la CGT, Benoît Frachon écrit dans *L'Humanité* le 15 septembre 1951 :

« Si les dirigeants de FO ont cru mettre un point final à nos propositions de réunion communes, [ ... ...] ils se sont trompés... Nous en poursuivrons la réalisation jusqu'à ce que les opposants soient convaincus ou submergés par l'action des travailleurs y compris leurs propres adhérents »<sup>5</sup>.

La majorité comme la minorité du PCI approuvent la démarche de la CGT. Elles jugent absolument corrects les commentaires de B. Frachon<sup>6</sup>. Par contre, les rédacteurs de *L'Unité* sont divisés. Certains articles expriment des réticences ou de l'hostilité à la

<sup>1</sup> Les « Thèses et résolution sur les perspectives internationales et l'orientation de la IV<sup>e</sup> Internationale » sont votées par 39 voix contre 3 (2 majoritaires français et un minoritaire vietnamien) et l'abstention du délégué suisse d'après le procès-verbal reproduit dans R. Prager, *op. cit.*, p. 124-125.

<sup>2</sup> R. Prager, *op. cit.*, p. 331.

<sup>3</sup> Cité par *La Vérité* dans l'article de R. Garreau « Convaincus ou submergés », n° 282, 11 octobre 1951.

<sup>4</sup> Voir en particulier *L'Humanité* des 12 et 15 septembre 1951.

<sup>5</sup> Cité dans l'article de R. Garreau, *op. cit.*

<sup>6</sup> *Ibid.*

démarche de la CGT<sup>1</sup>. Du coup, le SI réclame que le PCI modifie sa politique syndicale. Devant les réticences et les atermoiements de la majorité du comité central, le SI lui fixe la politique à suivre dans une lettre du 14 janvier 1952 :

“Cette politique, définissons-la encore une fois clairement : il s’agit de pratiquer dans un pays comme la France, de plus en plus une sorte de politique entriste *sui generis*<sup>2</sup> par rapport aux organisations et ouvriers influencés par les staliniens. Cela veut dire qu’au fur et à mesure que nous approchons de la guerre, une partie de plus en plus importante de nos forces doit s’investir dans les différentes organisations politiques et syndicales dirigées ou influencées par les staliniens, y compris dans le PCF, y rester et y travailler selon une tactique adaptée à la nature de chacune de ces organisations et subordonnée au principe d’un travail à longue échéance.”<sup>3</sup>

Selon la lettre, cet entrisme « sui generis » doit être de longue durée et clandestin. Les trotskystes doivent cacher leurs opinions et apparaître aux responsables du PCF comme des militants zélés. Si un secteur indépendant du PCI subsiste, ce ne sera que pour aider le travail entriste. Cet entrisme est très éloigné de celui pratiqué par les trotskystes français dans la SFIO en 1934-35 : à drapeau déployé et pour une durée limitée. Pour les majoritaires, cette orientation conduirait à la disparition de leur Parti. La réunion du comité central des 19 et 20 janvier 1952, à laquelle participe M. Pablo, n'est qu'un dialogue de sourds à l'issue duquel la majorité des membres rejette la consigne du SI. M. Pablo suspend les membres majoritaires du comité central qui refusent cette décision. La réunion dramatique des 19 et 20 janvier constitue un tournant. La marche à la scission est commencée.

Le X<sup>e</sup> plenum du CEI en février 1952 réaffirme la nécessité d'une politique entriste en France et élabore un nouveau compromis. Ce compromis exige des majoritaires qu'ils se résignent à l'entrisme « sui generis » dans le PCF et qu'ils acceptent lors du prochain et VIII<sup>e</sup> congrès du PCI de seulement discuter les modalités d'application de cette ligne. Une bonne partie des majoritaires désapprouvent ce compromis. De son côté, M. Pablo considère que les majoritaires ne respectent pas les statuts et la discipline de la IV<sup>e</sup>. Il

---

<sup>1</sup> Voir les éditoriaux de M. Morin dans le n° 27, 1<sup>er</sup> octobre 1951 et surtout dans le n° 26, 15 septembre 1951 « Les stratèges et nous ». M. Morin essaye de justifier le refus de FO à ces propositions. Voir aussi l'article de M. Joyeux « Coucou ! les revoilà... » dans la tribune libre du n° 28, 15 octobre 1951. Ce militant anarchiste ne voit dans les propositions de la CGT qu'une manœuvre « stalinienne » pour imposer des syndicats uniques.

<sup>2</sup> La traduction la plus appropriée de *sui generis* est : spécifique (Petit Robert).

<sup>3</sup> Prager, *op. cit.*, p. 401.

veut en finir avec eux. En juin 1952, le XI<sup>e</sup> plenum décide que “ le comité central et le bureau politique issus du VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti seront composés d’une majorité de camarades qui, dès avant le Congrès, aurait défendu la ligne du X<sup>e</sup> Plénum dans le parti”<sup>1</sup>. Cette résolution exaspère les majoritaires : ils considèrent qu’on les empêche de mener la lutte politique dans le PCI et dans l’Internationale. Cependant, ils se divisent sur la conduite à tenir<sup>2</sup>. Les minoritaires prennent les devants en démenageant l'appareil technique du Parti. Cet acte provoque la rupture finale. Le débat théorique sur les perspectives internationales a dégénéré en conflit sur la propriété des ronéos et machines à écrire. La scission est consommée.

Il faut examiner maintenant qui dirige cette organisation amputée, dans quel environnement elle se situe et enfin quelles sont ses forces et ses faiblesses.

## Les dirigeants majoritaires

Ils proviennent du courant "gauche" du PCI qui s'est constitué dans les années 1945-1947 dans la lutte contre les "droitiers" et qui a vaincu ces derniers<sup>3</sup>. Le courant "gauche" a certes des débats, par exemple sur la question yougoslave, mais il demeure uni jusqu'à ce comité central d'avril 1951<sup>4</sup>. Au cours de la discussion des Thèses de M. Pablo, ce courant se coupe en deux. Il faut présenter les responsables qui se rangent du côté des majoritaires<sup>5</sup>. On peut regrouper ces dirigeants en trois catégories :

- *Les "anciens" opposés au « pablisme » mais qui veulent rester dans la IV<sup>e</sup>.*

Marcel Bleibtreu (1918-2001), médecin, est trotskyste depuis 1934. Il est secrétaire politique du PCI. Il en est un des principaux dirigeants et même, selon M. Lequenne, le plus important<sup>1</sup>. Il est le premier à s’opposer aux Thèses de M. Pablo, lors du CEI de novembre 1950. Son article "Où va le camarade Pablo?" veut alerter l'Internationale sur les dangers des positions de M. Pablo, et il devient une référence pour les militants. Ce

<sup>1</sup> Prager, *op. cit.*, p. 449.

<sup>2</sup> AL, Lettre de Lucien Fontanel à M. Lequenne du 10 juillet 1952.

<sup>3</sup> Sur les « droitiers » voir le sous-chapitre « Le mouvement trotskyste dans l’impasse ».

<sup>4</sup> Voir sur ce point les remarques de M. Lequenne, « Continuité et discontinuité du « lambertisme » (Contribution à l’histoire d’une dégénérescence) », *Critique Communiste*, n°7, 1976, p.129 et S. Michelet, *op. cit.*, p.115-116. A noter que M. Lequenne insiste sur les qualités de la direction française, *op. cit.*, p. 126, alors qu’on a vu que la brochure *Quelques enseignements de notre histoire* était très critique à son égard.

<sup>5</sup> Sauf mention contraire, les informations biographiques qui suivent proviennent du *Maitron*.

texte sera ultérieurement publié par *La Vérité* sous le titre "Défense du Trotskysme"<sup>2</sup>. M. Bleibtreu a été nommé directeur politique du bimensuel du parti, *La Vérité*, lors d'un comité central tenu en septembre 1951. Le comité de rédaction de ce journal comprend plusieurs militants (L. Fontanel, D. Righetti...) avec lesquels il est en accord politique, en particulier le rédacteur en chef Michel Lequenne<sup>3</sup>. Dans un entretien reproduit en annexe<sup>4</sup>, M. Lequenne évoque ce comité de rédaction, solidaire de M. Bleibtreu. Il présente aussi les défauts de ce dernier<sup>5</sup>, son caractère difficile. Pour M. Lequenne :

"Bleibtreu était un type remarquable sur le plan politique, mais ce n'était pas quelqu'un de très facile à vivre, et il attirait beaucoup d'antipathie. Et c'est très mauvais en politique".<sup>6</sup>

Ce jugement rejoint celui d'un historien, F-X. Breton :

"Il était reproché à Bleibtreu de manquer de fermeté sur les principes d'organisation - arrivant systématiquement en retard aux réunions par exemple".<sup>7</sup>

De son côté, Pierre Lambert (né en 1920) est contrôleur des allocations familiales. A partir du premier procès de Moscou (juillet 1936), il devient un adversaire acharné du stalinisme<sup>8</sup>. Depuis 1937, il milite au sein du mouvement trotskyste. Cette année-là, il rejoint le groupe de Raymond Molinier et Pierre Frank<sup>9</sup>. Pendant l'Occupation, il continue de militer au sein de ce groupe tout en menant une activité syndicale de plus en plus importante. Il participe à la constitution de syndicats illégaux. A la Libération, il accède à des responsabilités au sein de la CGT. Cette expérience se révèle pour lui fondamentale<sup>10</sup>. P. Lambert considère l'activité syndicale comme primordiale. A la fin de 1947, comme les autres membres du PCI, il condamne la scission de FO. Néanmoins, il demeure en relation avec de nombreux militants de cette confédération<sup>11</sup>.

<sup>1</sup> M. Lequenne, *op. cit.*, p. 126.

<sup>2</sup> « La lutte des trotskystes français contre la pablisme liquidateur », *Cahiers du Cermtri*, numéro 47, décembre 1987, p. 26.

<sup>3</sup> M. Lequenne, *op. cit.*, p. 127.

<sup>4</sup> Sixième page de l'entretien avec M. Lequenne reproduit en annexe 1.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>6</sup> M. Lequenne, entretien avec K. Landais, p.15-16.

<sup>7</sup> F-X Breton, *Scission du PCI (Parti communiste internationaliste) section française de la IV<sup>ème</sup> Internationale en 1952*, Université de Bourgogne, 2001, p. 42.

<sup>8</sup> J. Birnbaum, *Leur jeunesse et la nôtre*, Stock, Paris, 2005, p. 54.

<sup>9</sup> D. Gluckstein et P. Lambert, *Itinéraires*, Ed. du Rocher, Paris, 2002, p. 132.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 45-46 et P. Campinchi, *Les lambertistes, un courant trotskyste français*, Paris, Balland, 2000, p. 147-148.

<sup>11</sup> P. Lambert, *op.cit.*, p. 58.

Rédacteur de la résolution syndicale majoritaire pour le VII<sup>e</sup> congrès (juillet 1951), il écrit :

« La meilleure des politiques, si elle ne trouve pas les formes d'organisation pour se réaliser dans les masses, apparaît comme purement académique. »<sup>1</sup>

Tout cela explique qu'il soit - avec Marcel Gibelin - responsable de la commission syndicale (dite aussi ouvrière) du PCI et le promoteur du regroupement autour de *L'Unité*. Il a hésité avant de rejoindre les majoritaires. La brochure *Quelques enseignements de notre histoire* assimile l'attitude de P. Lambert à celle de la commission ouvrière. Selon cette brochure :

« En fait, en 1950, les dirigeants ouvriers de cette commission ne mesuraient pas toute la portée de la lutte politique. [Mais la lutte politique s'aggrava et la commission ouvrière dut choisir ] d'un côté la capitulation, de l'autre la fidélité au programme en dépit du comportement petit-bourgeois du principal leader théorique de l'anti-pablisme »<sup>2</sup>.

Ce texte indique que P. Lambert a hésité d'abord à cause du comportement de M. Bleibtreu. Selon M. Lequenne, P. Lambert a tenté de négocier avec M. Pablo la sauvegarde de *L'Unité* très critiqué par le SI<sup>3</sup>. M. Pablo aurait accepté cette négociation puis l'aurait révélée en pleine assemblée générale de la Région Parisienne. C'est pour cela que P. Lambert aurait rejoint la majorité. M. Bleibtreu évoque une telle dénonciation en août 1951 lors d'une réunion de la commission française du III<sup>e</sup> congrès. Alors que M. Pablo préside, P. Frank aurait dénoncé les alliances que P. Lambert passait avec les bureaucrates de FO autour du journal *L'Unité*<sup>4</sup>.

P. Lambert joue un rôle de plus en plus important parmi les majoritaires. Dans le cadre du compromis du X<sup>e</sup> plénum, il devient secrétaire à l'organisation du PCI<sup>5</sup>. Selon M. Lequenne, P. Lambert a aussi la haute main sur les finances du Parti et en particulier sur la petite entreprise de matériel électrique dont le profit allait au PCI<sup>1</sup>. Doué pour l'organisation, il est ainsi le responsable de la souscription pour reconstituer l'appareil technique dérobé par les minoritaires. Ceci explique qu'en 1952 les majoritaires vont

<sup>1</sup> AC1, « Discussion préparatoire au VII<sup>e</sup> congrès du PCI », *op. cit.*, p. 3.

<sup>2</sup> *op. cit.*, p. 92-93.

<sup>3</sup> M. Lequenne, *op. cit.*, p. 125 et entretien avec M. Lequenne reproduit en annexe 1, p. 2.

<sup>4</sup> M. Bleibtreu a fait un récit de cette réunion dans un texte « Impressions de l'été 1953 », FB, F delta 19202/4/4/7/3. et lors d'un entretien rapporté par F-X. Breton, *op.cit.*, p. 37.

<sup>5</sup> « Note du secrétariat », *Cahiers du Cermtri*, numéro 45, juin 1987, p. 29.

être désignés par le SI sous le terme "tendance Lambert-Bleibtreu". Pourtant les deux hommes sont si différents que tout porte à croire que leur coopération sera difficile.

- *Les modérés qui veulent un compromis .*

Marcel Gibelin<sup>2</sup> (né en 1920) est un des principaux dirigeants du Parti. Avec M. Bleibtreu, il a représenté les majoritaires du PCI au III<sup>e</sup> Congrès mondial. Davantage préoccupé des questions syndicales, il se range dans le camp de la majorité tout en demeurant modéré. Las des luttes fractionnelles, lors du Comité central dramatique des 20-21 janvier 1952, il propose en vain aux majoritaires d'appliquer la décision du SI et de faire appel au CEI<sup>3</sup>.

Daniel Righetti (né en 1924) est un militant ouvrier de l'usine Chausson d'Asnières dont il a été licencié pour fait de grève. Membre du comité central<sup>4</sup>, il espère un compromis avec le Secrétariat international et lors de la réunion dramatique du 29 juin, il décide de se retirer de l'organisation<sup>5</sup>.

- *Les "jeunes" engagés dans cette lutte fractionnelle et décidés à mener la lutte contre le « pablisme » jusqu'à la victoire.*

La modération n'est pas le fort de Daniel Renard<sup>6</sup> (1925-1988). Il représente le type même du militant ouvrier que veut former le PCI. Ouvrier chez Renault, il a joué un rôle très actif pendant la grève de 1947. animateur de la cellule Renault, il s'oppose quotidiennement aux communistes avec un très grand courage. Il est exclu de la CGT en 1950 puis est licencié de chez Renault suite à la grève du 12 février 1952. Dès le début de la discussion, il s'oppose avec énergie aux thèses de M. Pablo ce qui explique sa nomination au bureau politique en avril 1951. Il est très critique envers les dirigeants majoritaires :

« Au commencement de la bataille, notre tendance était bicéphale, Marin [Gibelin] et F.B [Bleibtreu]. Une tête a disparu, Marin, et elle a vraiment disparu sans espoir de retour. Pendant tout un temps, nous avons essayé de lutter contre les incompréhensions de Rig [hetti], et de Lambert. Nous n'avons pas réussi.

---

<sup>1</sup> Entretien avec M. Lequenne reproduit en annexe 1, p. 6 et M. Lequenne, entretien avec K. Landais, p.8.

<sup>2</sup> Pseudos : Marin et Bailly.

<sup>3</sup> « Comité central des 19 et 20 janvier 1952 », *Cahiers du Cermtri*, numéro 44, mars 1987, p. 10.

<sup>4</sup> M. Lequenne, *op. cit.*, p. 127.

<sup>5</sup> AC3, « Compte rendu du comité central du 29 juin », p. 3.

<sup>6</sup> Pseudos : Garnier et François Tarrant.

Nous avons laissé Rig en route. Lambert, par un curieux retour des choses, et sans doute en compensation du passé, apparaît comme le camarade le plus décidé et le plus conséquent à mener la bataille jusqu'au bout. Il est vrai que Marin a eu une attitude criminelle. Mais que dire de F.B. ? Son courage politique et ses vues précises sur un certain nombre de questions n'exclut pas le fait que, restant le seul dirigeant politique de la tendance, il n'a pas agit comme tel en maintes occasions. »<sup>1</sup>

On voit dans ce texte se dessiner un accord entre P. Lambert et D. Renard.

Au même moment, Michel Lequenne<sup>2</sup> (né en 1921) est élu aussi au bureau politique. Il dépense la même énergie que Daniel Renard dans la lutte contre les « pablistes ». Il est permanent du PCI et rédacteur en chef de *La Vérité*. M. Lequenne est très lié à M. Gibelin et à M. Bleibtreu qu'il considère comme ses aînés<sup>3</sup>.

R. Berné<sup>4</sup> (1925 ou 1926 - 1955) est un jeune et brillant militant<sup>5</sup>, il est membre du bureau politique depuis février 52. Sûr de lui, il reproche publiquement à Bleibtreu le compromis passé lors du X<sup>e</sup> plénum avec les « pablistes »<sup>6</sup>.

Gérard Bloch<sup>7</sup> (1920-1987) est professeur de mathématiques. Militant trotskyste pendant la seconde guerre mondiale, il a été déporté et sa santé en a été affectée. En 1948, pour le V<sup>e</sup> congrès du PCI, il rédige une résolution où il envisage la possibilité pour les trotskystes d'intégrer une autre organisation afin de construire le parti révolutionnaire. Il propose aussi un travail en fraction dans le PCF. Cette résolution est repoussée<sup>8</sup>. Membre du comité central, il a immédiatement pris position contre M. Pablo. Il réside et milite à Clermont-Ferrand. Sa correspondance avec R. Berné, D. Renard ou M. Lequenne montre qu'il joue déjà un rôle important.

Stéphane Just (1923-1997) est ouvrier à la RATP. Forte personnalité, il anime la cellule Métro du PCI. Il est le fils du Claude Just, vieux militant SFIO passé au trotskysme et qui veut rester fidèle à la IV<sup>e</sup>. Stéphane Just, membre suppléant du comité central,

<sup>1</sup> AC20, Lettre de D. Renard à G. Bloch du 6-4-1952, p. 2.

<sup>2</sup> Pseudo : Maurin.

<sup>3</sup> Voir l'entretien avec lui en annexe 1.

<sup>4</sup> Pseudonyme : Garrive.

<sup>5</sup> Entretien avec M. Lequenne reproduit en annexe 1, p. 6-7.

<sup>6</sup> « Aux camarades de la conférence majoritaire du 22 juin », *Cahiers du Cermtri*, numéro 45, juin 1987, p. 47-50.

<sup>7</sup> Pseudos : Robert Monge et Pierre Lardes.

<sup>8</sup> AC12, « La vie du Parti », août 1948, p. 2-3. Cité aussi dans *Quelques enseignements de notre histoire*, op. cit., p. 75-77.

s'oppose publiquement à son père, rallié aux minoritaires, lors de la séance dramatique du 20 janvier 1952.

Ces jeunes cadres opposés à M. Pablo sont venus au trotskysme au cours de la guerre et dans l'immédiat après guerre. Ils remplacent des dirigeants minoritaires plus âgés (P. Frank est né en 1905, Michèle Mestre en 1911, Mathias Corvin et Jacques Grinblat en 1917) qui étaient trotskystes avant la guerre et sont devenus dirigeants depuis celle-ci. C'est pourquoi la brochure *Quelques enseignements de notre histoire* peut indiquer que "la plupart des vieux cadres d'avant 1939 rejoignent le Secrétariat International [...]»<sup>1</sup>. M. Bleibtreu indique aussi qu'une proportion notable des cadres expérimentés rejoint les minoritaires<sup>2</sup>.

## Un environnement hostile

Dès le 1<sup>er</sup> juillet 1952, une résolution du Secrétariat international reconnaît le groupe minoritaire comme seule section de la IV<sup>e</sup>. Elle prévient que seul sera valide le VIII<sup>e</sup> congrès que les minoritaires préparent. Les militants qui ne suivront pas les consignes du XI<sup>e</sup> plénum et celles de ce VIII<sup>e</sup> congrès seront exclus de l'Internationale à l'issue de ce congrès<sup>3</sup>. Les majoritaires sont nommés sous le terme "fraction Bleibtreu-Lambert" dont toutes les actions et décisions sont maintenant illégales pour la IV<sup>e</sup> internationale.

La quasi-totalité des dirigeants de l'Internationale condamnent en effet le PCI. La section française a la réputation d'être peu disciplinée et souvent en crise<sup>4</sup>. On a vu que lors du III<sup>e</sup> congrès, les délégués français majoritaires étaient très isolés. En février 1952, Daniel Renard a écrit à James Patrick Cannon, le dirigeant du parti trotskyste américain le Socialist Workers Party (SWP). Fondé en 1937 sous l'égide de Trotsky, ce Parti jouit d'un très grand prestige dans l'Internationale. Il ne peut plus formellement être membre de la IV<sup>e</sup> internationale à cause d'une loi américaine<sup>5</sup>. Dans sa lettre,

---

<sup>1</sup> *op. cit.*, p. 94.

<sup>2</sup> FB, F Delta 1902 1 / 1 (rédigé en 1977).

<sup>3</sup> R. Prager, *op. cit.*, p. 474.

<sup>4</sup> *Quelques enseignements de notre histoire op. cit.*, p. 93 et M. Lequenne, *Le trotskisme, une histoire sans fard*, Paris, Syllepse, 2005, p. 237 évoquent cette mauvaise réputation.

<sup>5</sup> La loi Voorhis, votée juste avant la seconde guerre mondiale, interdit à un parti politique américain d'adhérer à une organisation internationale. Le SWP dut en conséquence démissionner formellement de l'Internationale. Voir Pouvoir Ouvrier, « Le SWP américain pendant la Deuxième guerre mondiale », *La Quatrième Internationale 1940-1953*, disponible sur [www.pouvoir-ouvrier.org/theorie/QI/index.html](http://www.pouvoir-ouvrier.org/theorie/QI/index.html), 2002.

D. Renard expose la position majoritaire dans le conflit avec le SI. La réponse de J. P. Cannon n'arrive pas avant mai. Il se déclare tout à fait d'accord avec la nouvelle tactique entriste élaborée au III<sup>e</sup> congrès mondial et précisée au X<sup>e</sup> plenum. Il demande au PCI de l'appliquer<sup>1</sup>. En juin 1952, les majoritaires ont comme seul soutien la minorité de la section vietnamienne et quelques militants sud-américains argentins et chiliens<sup>2</sup>. Cet isolement est d'autant plus pénible, que le mouvement trotskyste est international, quasiment depuis ses origines. La IV<sup>e</sup> Internationale s'est voulue parti mondial et non fédération de partis.

De plus, le PCI se trouve en butte à la répression du PCF qui veut l'empêcher de s'exprimer dans la classe ouvrière. A cause du PCF, le PCI se trouve exilé de ce qu'il considère comme sa propre classe. Michel Lequenne raconte la mise en place en 1950 des brigades pour la Yougoslavie :

« Et la lutte avec les staliniens a été d'une violence inouïe ! Inouïe ! On a du mal à imaginer ça. Les cassages de gueules reprenaient !...C'était extraordinaire : quand on allait porter la contradiction dans leurs propres réunions, on se faisait casser la gueule. »<sup>3</sup>

Philippe Robrieux, un des responsables des étudiants communistes, se souvient d'un épisode de 1957 :

" Un militant trotskyste proposait des journaux à la porte [de la Sorbonne]. Il était jeune, dix-huit ans peut-être, frisé, frêle et solitaire ; il me fit un peu pitié. Je n'en donnai pas moins l'ordre de le "vider". Un de nos meilleurs militants, un "dur", un bagarreur s'avança alors vers lui [...] et le somma de "dégager". Le malheureux tenta de discuter, invoquant les principes de liberté. Mal lui en prit. Et je revois encore le visage livide de ce jeune trotskyste, injurié, bousculé et contraint à la fuite. J'étais tout de même mal à l'aise, pas très fier de moi. Mais je me persuadai que cette opération était juste : n'étaient-ce pas des "ennemis du parti", "des salauds ?". »<sup>4</sup>

Dans les entretiens, reproduits en annexe de cette maîtrise, M. Lequenne et F. de Massot se souviennent d'une grande agressivité des communistes à leur égard au cours des années cinquante. D'après ces témoins, elle s'atténue peut-être un peu au fil des ans car

---

<sup>1</sup> Leurs deux lettres sont dans *Cahiers du Cermtri*, numéro 45, juin 1987, p. 35-41.

<sup>2</sup> S. Michelet, *op. cit.*, p. 153.

<sup>3</sup> M. Lequenne, entretien avec K. Landais, p. 4.

<sup>4</sup> P. Robrieux, *Notre génération communiste*, Paris, Robert Laffont, 1977, p. 96.

les travailleurs acceptent moins cette violence et les trotskystes - divisés - semblent moins dangereux aux responsables communistes<sup>1</sup>.

Sur le plan syndical, voici la position du PCI, rappelée par les majoritaires dans leur orientation de travail pour le VII<sup>e</sup> congrès :

"Notre travail dans la CGT, qui reste la plus importante des Centrales syndicales, mené par la quasi-totalité de nos militants est un élément essentiel de la construction du parti ouvrier trotskyste."<sup>2</sup>

Les trotskystes appellent à la réunification syndicale au sein de la CGT. Cette stratégie s'explique d'abord par les effectifs de la CGT : ils sont bien plus importants que ceux de FO et de la CFTC. En 1952, elle regroupe environ deux millions et demi de syndiqués<sup>3</sup>. Les sources indiquent que les trotskystes essayent d'abord de militer dans cette confédération. Par exemple, A. Hébert se souvient qu'à cette époque les trotskystes nantais étaient à la CGT<sup>4</sup>. L'article « La lutte des trotskystes français contre le pablisme liquidateur » de G. Bloch et R. Berné (octobre 1953) rappelle qu'en 1951 " 90 % des membres salariés sont effectivement dans la CGT<sup>5</sup>". Mais, à la suite à la campagne du PCI pour la Yougoslavie, les trotskystes ont de plus en plus de mal à demeurer dans cette confédération. Toute une série de militants en sont exclus à la fin de l'année 1950 et au début de 1951 : D. Renard, S. Just, P. Lambert, Raymond Florence, Jean Maertens<sup>6</sup>... Ces militants n'adhèrent pas à un autre syndicat mais mènent une campagne pour leur réintégration dont *La Vérité* se fait périodiquement l'écho<sup>7</sup>.

Les héritiers politiques de Trotsky ne sont guère écoutés. Trotsky lui-même devient une sorte d'auteur maudit. Son vieux compagnon Alfred Rosmer éprouve les plus grandes peines à trouver des éditeurs pour publier ses ouvrages<sup>8</sup>. Plus généralement, l'ambiance de 1952 est peu favorable aux idées d'extrême gauche. Depuis l'échec des grandes

---

<sup>1</sup> M. Lequenne p. 12-13 et F. de Massot p. 7 de leurs entretiens respectifs.

<sup>2</sup> AC1, « Discussion préparatoire au VII<sup>e</sup> congrès du PCI », *op. cit.*, p. 8.

<sup>3</sup> D. Andolfatto, « La CGT : audience et organisation dans les années 1950 », dans *La CGT dans les années cinquante*, p. 213.

<sup>4</sup> A. Hébert, entretien avec K. Landais, p. 3.

<sup>5</sup> *Cahiers du Cermtri*, numéro 47, décembre 1987, p. 27.

<sup>6</sup> Cheminot.

<sup>7</sup> Surtout dans *La Vérité*, n°304, 4 décembre 1952.

<sup>8</sup> C. Gras, *Alfred Romer et le mouvement révolutionnaire international*, F. Maspero, Paris, 1971, p. 444-445.

grèves survenues en 1947-1948, la classe ouvrière est sur la défensive. Ses grandes organisations sont divisées. Du coup, la droite progresse lors des élections législatives de 1951. Le 8 mars 1952 Antoine Pinay constitue le gouvernement le plus à droite depuis la Libération : 27 députés gaullistes votent son investiture. Au premier semestre 1952, le PCF mène une lutte très « dure » (grèves, manifestations quasi-insurrectionnelles...) contre les préparatifs de guerre et contre le gouvernement. Il n'aboutit qu'à renforcer ce dernier. Après l'échec de la manifestation des communistes contre la venue à Paris du général américain Ridgway le 28 mai, le gouvernement se permet même d'emprisonner pendant un mois Jacques Duclos, le principal dirigeant du PCF pendant l'absence de M. Thorez.

## La démoralisation des militants

La longue lutte fractionnelle a été très dure à vivre pour les militants. André Fichaut raconte une réunion houleuse de la cellule trotskyste de Brest où J. Grinblat et M. Bleibtreu sont venus présenter les positions de chaque tendance :

"Ils en arrivent presque aux mains et ne se parlaient qu'en s'appelant "Monsieur" ce qui ne faisait guère partie de nos traditions".<sup>1</sup>

L'ambiance du parti devient détestable. M. Lequenne se souvient :

"Quant à nous, majorité, nous y allâmes [vers la scission] les yeux ouverts mais la mort dans l'âme : l'Internationale n'était-elle pas notre seule "patrie" ?"<sup>2</sup>

Des cadres de premier plan partent, tels que Marguerite Bonnet ou Jeanne Danos<sup>3</sup>. Cadre communiste venu au trotskysme, Marcel Thourel quitte alors le PCI, excédé par ce long conflit interne<sup>4</sup>. Quel camp choisissent ceux qui restent ? Comme le débat est difficile à suivre, les militants se décident généralement sur un seul critère. A. Fichaut opte pour les minoritaires afin de rester dans la IV<sup>e</sup><sup>5</sup>. F. de Massot, exclu

<sup>1</sup> A. Fichaut, *Mémoires d'un ouvrier trotskyste breton*, Paris, Syllepse, 2003, p. 64.

<sup>2</sup> M. Lequenne, « Notes sur notre histoire- II : La grande scission (1951-1952) », *Critique Communiste*, n°149, p. 70.

<sup>3</sup> M. Lequenne, *Le trotskisme, une histoire sans fard*, Paris, Syllepse, 2005, p. 252.

<sup>4</sup> M. Thourel, « Itinéraire d'un cadre communiste 1935-1950 », Privat, 1980, Toulouse, p. 300.

<sup>5</sup> A. Fichaut, *op. cit.*, p. 62.

douloureusement du PC, se refuse à pratiquer l'entrisme dans cette organisation<sup>1</sup>. Pierre Broué<sup>2</sup> (1926-2005) adopte la même attitude<sup>3</sup>.

Selon M. Bleibtreu :

« La crise laisse les militants désenchantés, soupçonneux à l'égard de la pensée théorique et des intellectuels »<sup>4</sup>.

Dans sa maîtrise, S. Michelet a estimé au mieux l'évolution du nombre de militants :

"D'environ 250 militants au début 51 l'effectif du PCI passe à 130 et même moins car au printemps 52 les militants se découragent, ne comprennent pas l'ardeur des luttes fractionnelles. Ils quittent le PCI par dizaine. »<sup>5</sup>

Après la scission, combien sont les militants du PCI majoritaire ? Il y a 82 votants lors de l'élection des délégués au VIII<sup>e</sup> congrès comme le montre un comptage par cellule<sup>6</sup>, la structure de base du parti. La préparation du congrès s'étant faite dans une atmosphère de crise et des militants n'étant pas arrivés dans l'urgence à se décider entre deux congrès rivaux, on peut penser que le nombre réel de militants du PCI est un peu supérieur. Ainsi, deux futurs membres du comité central majoritaire n'ont pas voté : P. Broué<sup>7</sup> classé avec les cellules absentes et Lucien Fontanel alors au sanatorium. En ajoutant quelques militants qui n'ont pas pu participer au vote ou qui ne sont pas à jour de leurs cotisations, nous arrivons à la centaine de militants proposée par *Quelques enseignements de notre histoire*<sup>8</sup> et S. Michelet<sup>9</sup>. Notons que les trois quarts des militants habitent la région parisienne (RP). Il y a là une évolution continue : avec la réduction du nombre de militants la proportion de la région parisienne augmente<sup>10</sup>. En octobre ou novembre 1952, une note interne indique qu'il y aurait 74 membres de l'organisation dans la RP<sup>11</sup>. Cela confirme le chiffre total d'une centaine d'adhérents. La

---

<sup>1</sup> Entretien en annexe 2 avec F. de Massot, p. 1. F. de Massot (né en 1932) a pour pseudonyme François Forgue.

<sup>2</sup> Pseudonyme : Scali.

<sup>3</sup> P. Broué, entretien avec K. Landais, p. 6.

<sup>4</sup> FB, F Delta 1902 1 / 1 (rédigé en 1977).

<sup>5</sup> S. Michelet, *op. cit.*, p.151.

<sup>6</sup> Reproduit en annexe 8.

<sup>7</sup> Il a eu un accident de moto.

<sup>8</sup> *op. cit.*, p. 94.

<sup>9</sup> S. Michelet, *op. cit.*, p. 157.

<sup>10</sup> Cette proportion était de 43 % en 1947 et de 52 % en 1950 selon AC17, « Compte rendu du comité central de mars 1950 ».

<sup>11</sup> AC4, « Liste des militants de la RP en retard de paiement de leurs cotisations-phalanges », 2 p.

perte est donc bien considérable. A la veille du VIII<sup>e</sup> congrès, la situation paraît bien sombre pour le PCI. Il possède néanmoins quelques atouts.

## Les atouts du PCI majoritaire

Tout d'abord les minoritaires se révèlent peu nombreux. Dès février, R. Berné constate avec satisfaction :

"Avec le local, le journal, toutes les activités du parti, nous jouons sur un terrain solide. »<sup>1</sup>

Les majoritaires conservent le local, vaste et situé en plein centre de Paris, et *La Vérité*, le périodique créé en 1929 sous l'égide de Trotsky. L'organisation de jeunesse du PCI, le Mouvement révolutionnaire de la jeunesse (MRJ) qui tient son congrès le 12 juillet 1952, se rallie massivement aux majoritaires<sup>2</sup>.

Les militants restants constituent un autre atout. Ils sont bien formés et généralement très actifs<sup>3</sup>. Au VIII<sup>e</sup> congrès, cinq informations ont été demandées à chaque délégué ou membre du comité central sortant : nom, âge, profession, date d'entrée au trotskysme et ancienne organisation politique<sup>4</sup>. Les résultats obtenus portent sur 41 militants. On notera que ces militants sont jeunes : 28 ans d'âge moyen avec 7 ans comme durée moyenne d'appartenance au PCI. Le doyen est Charles Margne (41 ans) et le benjamin François de Massot (20 ans). Par ailleurs ils appartiennent à la classe ouvrière au sens "large" : nous dénombrons 33 ouvriers, employés, cheminots ou travailleurs des PTT (employés d'état proches de la classe ouvrière). Ces résultats confirment que les militants plus âgés sont plutôt partis chez les minoritaires<sup>5</sup>. Seuls 8 des 41 répondants ont adhéré au trotskysme avant la fusion de 1944. Les majoritaires ont conservé la plupart des militants ouvriers. Déjà connus comme trotskystes dans leurs entreprises, ils auraient eu du mal à se renier publiquement pour essayer d'entrer dans le PCF. Parmi

---

<sup>1</sup> AC20, Lettre de R. Berné à G. Bloch, 6 février 1952, 3p.

<sup>2</sup> AC5, « Compte rendu du plenum du comité central des 27 et 28 septembre 1952 », 15 octobre 1952, p.4 et *La Vérité*, n°298, 5 juillet 1952.

<sup>3</sup> Ce point est largement développé dans le chapitre 4.

<sup>4</sup> Les données individuelles proviennent de AC4, « Fiche statistique sur le VIII<sup>e</sup> congrès », 3 p. Ces données individuelles sont reproduites en annexe 8. A partir de ces données individuelles, la commission des mandats du VIII<sup>e</sup> congrès a établi un tableau statistiques publié dans AC5, « Compte rendu du VIII<sup>e</sup> congrès du PCI », p. 5. Il y a de légères différences entre ce tableau et les statistiques calculées par l'auteur du présent mémoire.

<sup>5</sup> Par contre, selon M. Lequenne, les étudiants du PCI ont plutôt rallié M. Pablo comme Félix Guattari (entretien du 21-12- 2005).

les présents au VIII<sup>e</sup> congrès, 20 militants ont déjà appartenu à une organisation politique : soit socialiste (PS, JS, JSOP), soit communiste (PCF, JC, UJRF) à égalité.

Il faut examiner maintenant ce qu'il va advenir du PCI. Comme le dit Pierre Broué :

« La traversée du désert commençait : il fallait tout recommencer à zéro, subir un long isolement. »<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> P. Broué, « Raoul », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 56, juillet 1995, p. 64.

## CHAPITRE II

# REORGANISATION ET NOUVEAU CLIVAGE

### (juillet 1952 - mars 1953)

Le 13 juillet 1952 au matin, le VIII<sup>e</sup> congrès du PCI commence. L'assemblée des majoritaires a lieu dans une salle de l'Hôtel des chambres syndicales au premier étage du 10 rue de Lancry dans le X<sup>e</sup> arrondissement de Paris<sup>1</sup>. Il y a 57 présents<sup>2</sup> : délégués titulaires et suppléants, auditeurs et membres du comité central sortant<sup>3</sup>. Il n'y a qu'une délégation étrangère, représentant la minorité de la section vietnamienne<sup>4</sup>. Le congrès des minoritaires a lieu les mêmes jours et dans le même immeuble mais au rez-de-chaussée<sup>5</sup>. Malgré cette proximité, un seul incident se produit entre les deux groupes : S. Just frappe E. Mandel dans l'escalier car les minoritaires ont été chercher Claude Just à son domicile<sup>6</sup>.

Vu l'importance d'un congrès pour une organisation léniniste comme le PCI, nous allons en examiner les interventions et décisions majeures ainsi que le principal débat qui l'a animé.

### Le VIII<sup>e</sup> congrès

D. Renard prononce le discours d'ouverture où il insiste sur l'importance de ce congrès. Ce dernier constitue pour lui un sursaut du trotskysme contre la stratégie du Secrétariat international (SI) qu'il nomme « le pablisme révisionniste ». Sur sa proposition,

---

<sup>1</sup> AC5, « Note du secrétariat d'organisation », juillet 1952.

<sup>2</sup> AC4, « Tableau des présences au VIII<sup>e</sup> congrès ».

<sup>3</sup> Normalement un membre du comité central sortant ne peut pas être délégué au congrès mais il y a des exceptions.

<sup>4</sup> AC5, « Compte rendu du VIII<sup>e</sup> congrès du PCI », 10 p.

<sup>5</sup> A. Fichaut, *op. cit.*, p. 64.

<sup>6</sup> M. Lequenne approuve cet acte. Il donne un récit « à chaud » de ce congrès dans AL, Lettre à L. Fontanel, 19 juillet 1952, 2 p.

l'assemblée vote une résolution mettant hors du parti tout militant qui ne condamnerait pas le vol de l'appareil technique. Au cours de la journée, E. Mandel veut intervenir au nom du SI mais, comme il ne reconnaît pas la représentativité du congrès, il en est empêché.

M. Bleibtreu présente la résolution politique - rédigée dès mars 1952 par la majorité<sup>1</sup> - et un complément écrit en juillet 52 qui l'actualise<sup>2</sup>. La résolution reconnaît qu'avec le gouvernement d'A. Pinay "la bourgeoisie a pris un regain d'assurance du fait de l'incapacité du prolétariat"<sup>3</sup>. Cette situation est momentanée car la bourgeoisie française est en échec en Indochine et les récents événements en Tunisie ouvrent la nouvelle vague révolutionnaire en Afrique du Nord. Le PCF dirige l'avant-garde ouvrière. Les « pablistes » croient en un resserrement des militants du PCF autour de leur direction qui se radicaliserait. Pour se lier à ces militants, ils veulent que le plus grand nombre possible de trotskystes entrent au PCF et se montrent des militants dévoués et exemplaires. Pour les majoritaires :

« Les pablistes affirment que pour la première fois dans l'histoire le gauchissement du PCF est un processus parallèle à la radicalisation des masses. Cette affirmation révisionniste s'appuie sur une falsification de la réalité du mouvement ouvrier et sur une idéalisation mensongère de la politique stalinienne"<sup>4</sup>.

La résolution politique constate avec satisfaction l'erreur des « pablistes ». Depuis juin 1952, le PC entame un virage droitier après les échecs de la manifestation contre le général Ridgway du 28 mai et de la grève du 4 juin. Maintenant, le PCF s'oriente "vers un nouveau Front national de collaboration des classes pour l'indépendance"<sup>1</sup>. Selon la résolution, l'avant-garde ouvrière repartira tôt ou tard au combat contre la bourgeoisie, elle s'opposera alors à la direction du PCF. Il est nécessaire qu'un parti indépendant existe pour aider les ouvriers avancés à prendre conscience de la politique contre-révolutionnaire du PCF. Ce parti trotskyste restera fidèle à ses mots d'ordre de front unique des partis ouvriers et d'unité d'action des travailleurs, de la base au sommet. Mais le parti révolutionnaire ne se construira pas par une simple croissance linéaire du

<sup>1</sup> AC3, « Résolution politique pour le VIII<sup>e</sup> congrès », BI n°191, 23 p.

<sup>2</sup> « Complément à la résolution politique du VIII<sup>e</sup> congrès », *Cahiers du Cermtri*, n°45, juin 1987, p. 55-58.

<sup>3</sup> « Résolution politique pour le VIII<sup>e</sup> congrès », *op. cit.*, p. 6.

<sup>4</sup> « Complément à la résolution politique du VIII<sup>e</sup> congrès », *op. cit.*, p.56.

parti trotskyste, le PCI. Il se bâtit pour beaucoup avec des militants actuellement communistes et via des formes d'organisation transitoires impossibles à prévoir. Il faut combiner la construction du parti indépendant avec un travail de fraction dans le PCF pour mieux exploiter la crise à venir de cette organisation. Ce travail de fraction est très différent de l'entrisme « sui generis » : il s'agit d'un travail clandestin de type conspiratif. Il ne pourra être effectué que par quelques militants de haut niveau non connus publiquement comme trotskystes<sup>2</sup>.

Nous avons présenté les points les plus importants de la résolution politique. Trois remarques peuvent être faites. D'abord, cette résolution manifeste un grand pessimisme par rapport à l'économie française et ses possibilités de développement. Elle insiste sur les faiblesses de l'appareil de production du pays et son retard technologique<sup>3</sup>. A l'époque, tous les trotskystes pensent que l'économie française ne peut pas connaître une croissance importante dans le cadre du système capitaliste. En conséquence, la condition ouvrière ne s'améliorera guère. Ensuite, la résolution approuve Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, pour ses propos bien plus unitaires que ceux des autres dirigeants du PCF (Auguste Lecoœur, François Billoux...)<sup>4</sup>. Enfin, la résolution contient cette affirmation :

« Les responsables staliniens sont des ennemis infiniment plus habiles et capables que ne le sont les bureaucrates réformistes »<sup>5</sup>.

Cette remarque sous-estime la bureaucratie réformiste mais surtout montre le poids écrasant du PCF pour les majoritaires. Ils ont l'impression que la bureaucratie réformiste ne fait plus le poids à côté des communistes. Quelle attitude adopter face au PCF qui domine ainsi la classe ouvrière ? La résolution prône un travail de fraction dans ce Parti. Il ne s'agit pas d'une concession aux « pablistes » : M. Bleibtreu juge ce travail indispensable<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 57.

<sup>2</sup> La partie "Travail indépendant et travail fractionnel" de la Résolution politique est très importante car elle décrit précisément chacun des deux types de travail. Elle correspond aux pages 17 à 23.

<sup>3</sup> « Résolution politique pour le VIII<sup>e</sup> congrès », *op. cit.*, p. 5.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 6. Voir le chapitre I sur les propos unitaires de B. Frachon en septembre 1951.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>6</sup> M. Lequenne rassure L. Fontanel sur la volonté de M. Bleibtreu que ce travail soit effectué dans AL, Lettre de M. Lequenne à L. Fontanel du 19 juillet 1952.

Le débat qui suit l'exposé de M. Bleibtreu porte sur le travail en fraction dans le PCF. Cette discussion constitue le moment le plus important du congrès<sup>1</sup>. M. Gibelin s'oppose à ce travail. Depuis la récente scission des trotskystes, il ne croit plus au Parti. Pour lui, le trotskysme est discrédité auprès des ouvriers<sup>2</sup>. Ce dirigeant propose que le Parti se contente d'une action syndicale. P. Lambert exprime aussi son scepticisme sur le travail en fraction dans le PCF : l'organisation est trop faible, il n'y a plus de militants disponibles. Ces deux responsables de la commission ouvrière plaident pour un repli sur les activités syndicales. M. Bleibtreu et G. Bloch les accusent de « déviation syndicaliste » et soutiennent la nécessité de ce travail de fraction. Ils obtiennent gain de cause : les textes présentés sont votés à l'unanimité moins une abstention. Par contre, le congrès adopte une résolution présentée par D. Renard qui demande la poursuite de la discussion sur le travail de fraction, selon des modalités à fixer par le comité central. Surtout, le ton agressif de M. Bleibtreu et de G. Bloch a déplu aux congressistes<sup>3</sup>.

Il faut réorganiser le parti très affaibli. Le congrès décide plusieurs mesures organisationnelles : augmentation des cotisations, relances d'écoles du militant<sup>4</sup>... Une mesure importante porte sur la restructuration des dix-huit cellules du Parti, saignées à blanc par la lutte fractionnelle et la scission. Le congrès décide de grouper les militants par cellule d'entreprise ou de corporation. Il donne la priorité au travail ouvrier et syndical. Tous les responsables du PCI considèrent que, depuis la Libération, le mouvement trotskyste français est enfin parvenu à recruter des militants ouvriers. Le congrès, qui veut continuer dans cette voie, élit comme nouveaux membres titulaires du comité central des militants de ce type : S. Just, Roger Marchand<sup>5</sup>, Georges Nouvel<sup>6</sup> et Jean Maertens<sup>7</sup>. Onze membres du comité central restent en place : Henry Baratier<sup>8</sup>,

---

<sup>1</sup> Ce débat est commenté dans quatre lettres (AL, Lettres de M. Lequenne à L. Fontanel du 19 juillet et du 7 août 1952 ; AC20, Lettre de M. Lequenne à G. Bloch, 28 juillet 1952 et AC20, Lettre de P. Lambert à G. Bloch, fin juillet 1952) et dans l'article de M. Lequenne de 1976, *op. cit.*, p. 130-131. Le compte-rendu se contente de dire que le débat a été riche. La lettre de P. Lambert est reproduite en annexe 6.

<sup>2</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 2.

<sup>3</sup> Dans sa lettre du 28 juillet, M. Lequenne, très proche de M. Bleibtreu, leur donne raison sur le fond et tort sur la forme.

<sup>4</sup> Ces mesures seront évoquées plus précisément dans la quatrième partie « Militer au PCI ».

<sup>5</sup> Pseudo : Paulo.

<sup>6</sup> Métallurgiste nantais, G. Nouvel est militant CGT.

<sup>7</sup> Cheminot.

<sup>8</sup> Ouvrier de Renault et syndicaliste CGT. Il a pour pseudo Pagès.

M. Bleibtreu, G. Bloch, Robert Chéramy<sup>1</sup>, René Dumont<sup>2</sup>, R. Berné, M. Gibelin, P. Lambert, M. Lequenne, J. Lefèvre<sup>3</sup> et D. Renard. Le compte rendu du congrès dans *La Vérité*<sup>4</sup> insiste sur la forte représentativité ouvrière de cette instance<sup>5</sup>. Le comité central élu tient sa première réunion le 14 juillet. Lors de l'élection du bureau politique, M. Bleibtreu refuse que M. Gibelin en soit membre, à cause de son orientation de « repli syndical ». Cet ostracisme jette le trouble dans la réunion<sup>6</sup>. Finalement, les élus au bureau politique sont (par ordre décroissant) : M. Bleibtreu, P. Lambert (les deux premiers cités à égalité), D. Renard, M. Gibelin, M. Lequenne, R. Berné et Jean Lefèvre. P. Lambert échoue à constituer un bureau politique tendance « commission syndicale » opposé au travail dans le PC<sup>7</sup>. Parmi les militants qui lui sont proches, seul Jean Lefèvre est élu au bureau politique. S. Just et Robert Chéramy sont battus.

Les dirigeants se répartissent les responsabilités de la manière suivante : *La Vérité* à M. Bleibtreu, l'organisation à M. Lequenne, l'éducation à G. Bloch, les jeunes à R. Berné, « Fraction » à P. Lambert et les activités syndicales à J. Lefèvre<sup>8</sup>. P. Lambert est remplacé, contre son gré, par M. Lequenne au poste stratégique de secrétaire à l'organisation. Il se voit attribuer à la place une curieuse responsabilité « Fraction ». M. Lequenne s'en inquiète :

« Je suis aussi pour que Lambert retrouve des attributions bien déterminées et ne soit pas un factotum<sup>9</sup> (comme dit R. Berné qui parle latin comme Pablo lui-même) »<sup>10</sup>.

M. Lequenne estime que les tiraillements à la direction constituent le principal danger pour le parti<sup>1</sup>. G. Bloch lui prodigue le conseil suivant :

« Ne te laisse pas détruire (par Lambert) et tâche même de me répondre »<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Robert Chéramy (1920-2002) est agrégé d'histoire et militant syndical au SNES (FEN). Pseudos : Leroi ou Leroy.

<sup>2</sup> R. Dumont est photographe et responsable syndical FO à la Bibliothèque nationale.

<sup>3</sup> Né en 1920, J. Lefèvre est militant trotskyste depuis 1942. Il est dessinateur industriel chez Renault.

<sup>4</sup> *La Vérité*, n°299, 18 septembre 1952.

<sup>5</sup> Jeannine Weill, Louis Eemans et Annie Cardinal sont élus par le congrès à la commission de contrôle. Annie Cardinal a pour pseudonyme Gilles, elle est l'épouse de Daniel Renard. Louis Eemans (pseudo : Pelo) est employé de banque et milite à la CGT. J. Weill (pseudo : Claude) travaille aux PTT.

<sup>6</sup> Ce fait est évoqué dans les lettres pré-citées de M. Lequenne et P. Lambert. Les deux dirigeants jugent l'attitude de M. Bleibtreu déplorable et reprochent à G. Bloch son soutien à M. Bleibtreu. Il est rare que M. Lequenne et P. Lambert soient à ce point d'accord.

<sup>7</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à L. Fontanel du 7 août 1952, p.2.

<sup>8</sup> AC3, « Comité central du 14/7 ».

<sup>9</sup> Factotum : celui dont les fonctions consistent à s'occuper de tout dans une maison (selon Le Robert).

<sup>10</sup> AC20, Lettre de Michel Lequenne à G. Bloch, 28 juillet 1952.

A l'issue du VIII<sup>e</sup> congrès, M. Bleibtreu paraît être le leader du PCI majoritaire.

Il faut noter que l'attitude à adopter par rapport au PCF génère aussi un clivage dans le congrès minoritaire. Les militants qui croient en la possibilité d'un redressement du PCF (M. Mestre, M. Corvin) s'opposent à ceux qui veulent conserver une organisation trotskyste indépendante (P. Frank, J. Grinblat)<sup>3</sup>. *Le Monde* rend d'abord compte très succinctement du congrès minoritaire<sup>4</sup>. Puis le lendemain, le journaliste reconnaît son erreur : il y a eu deux congrès trotskystes. Ce journaliste ne comprend pas les divergences entre les deux groupes. Il les attribue à des querelles de personnes. En dehors des militants et de quelques sympathisants, ce VIII<sup>e</sup> congrès paraît avoir eu peu d'impact.

## La remise en route

M. Lequenne, nouveau secrétaire à l'organisation, écrit à G. Bloch : « Nous remettons en route le parti, très rapidement : intérieur et extérieur à la fois. »<sup>5</sup>. Le PCI majoritaire n'a pas de temps à perdre. Le PCI minoritaire n'a que 25 militants en région parisienne<sup>6</sup> mais le SI le soutient. Il publie à partir de juillet *La Vérité des travailleurs*<sup>7</sup> et envoie le premier numéro à tous les abonnés de *La Vérité*. Par manque d'argent, *La Vérité* ne reparaitra pas avant le 18 septembre. En attendant, une lettre est envoyée aux abonnés pour leur expliquer la situation et leur demander de rester fidèles à l'organe du PCI majoritaire<sup>8</sup>. L'organisation a des dettes et sa situation financière est jugée « périlleuse ». M. Lequenne se plaint que l'imprimeur lui réclame avec insistance le règlement de ses travaux<sup>9</sup>. Les majoritaires doivent rapidement trouver de l'argent. G. Bloch propose à M. Bleibtreu une manière originale de récolter des fonds : des camarades de Renault achèteraient des 4 CV pour les revendre à bon prix en Espagne<sup>10</sup>.

---

<sup>1</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à L. Fontanel du 7 août 1952.

<sup>2</sup> AL, Lettre de G. Bloch à M. Lequenne du 16 juillet 1952, p. 3.

<sup>3</sup> R. Prager, *op. cit.*, p. 494.

<sup>4</sup> « Les trotskystes français souhaitent un gouvernement socialo-communiste », *Le Monde*, n° 2324, mercredi 16 juillet 1952.

<sup>5</sup> AC20, Lettre du 26 août 1952.

<sup>6</sup> Selon G. Marquis rapporté par G. Grzybek, *Les trotskystes dans les organisations communistes françaises pendant les années cinquante*, mémoire de maîtrise, Université de Paris VIII, 1975, p. 59.

<sup>7</sup> Dans ce premier numéro, P. Frank écrit « Les premières étapes de la révolution française se feront sous la direction du PCF », p. 2.

<sup>8</sup> AC4, « Lettre aux abonnés de *La Vérité* ».

<sup>9</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à P. Lambert du 31 juillet 1952.

<sup>10</sup> FB, F Delta 1902 1/4/4/2, Lettre de G. Bloch à M. Bleibtreu du 19 novembre 1952.

Nous ignorons les suites de cette suggestion. La cotisation mensuelle moyenne par militant est portée à 500 francs minimum<sup>1</sup>. Le secrétariat insiste pour que cette cotisation soit réglée avant le 10 du mois. En octobre ou novembre 1952, une liste des retardataires avec les mensualités non payées est diffusée dans l'organisation<sup>2</sup>. La situation financière du Parti semble ensuite un peu s'améliorer mais il ne parvient pas à reconstituer son appareil technique mis à mal par les minoritaires<sup>3</sup>.

L'organisation espère se développer rapidement. Elle conserve toutes les structures d'un parti léniniste : secrétariat, bureau politique, comité central et commission de contrôle. Alexandre Hébert, secrétaire de l'Union départementale (UD) FO de Loire-Inférieure, raconte avec un peu d'exagération :

« La première fois qu'il [P. Lambert] m'a invité à son Comité central, je suis sûr que tous les membres de son groupe étaient au comité central, tous ».<sup>4</sup>

Dès le mois d'août, des bulletins internes sont publiés. La composition du bureau politique évolue. M. Gibelin ne vient pas à ses réunions (ni à celles du comité central). S. Just le remplace<sup>5</sup>.

Depuis la Libération, le PCI avait mis en place une direction de la région parisienne (RP). Juste avant la scission, cette direction coordonnait l'activité de douze cellules : Renault, Cheminots, 18<sup>e</sup> (ou Nord), Métro, Jeunes, 13<sup>e</sup>, Etudiants, Courbevoie, Banlieue sud, 15<sup>e</sup>, Instits et Chausson. La lutte fractionnelle puis la scission disloquent cette direction. La plupart des cellules disparaissent, deviennent exsangues ou passent aux minoritaires. Le VIII<sup>e</sup> congrès ayant décidé de constituer des cellules d'entreprise ou de corporation, la RP est réorganisée en six cellules seulement : quatre préexistantes (Renault, Cheminots, Métro et Instits) et deux nouvelles (Employés et Postiers-fonctionnaires)<sup>6</sup>. Un nouveau secrétariat régional est constitué avec S. Just, M. Lequenne, Thomas Dejean<sup>7</sup> et Georges Mougard<sup>8</sup>. A la fin de l'année 1952, la réorganisation de la RP est achevée et le secrétariat régional fonctionne.

---

<sup>1</sup> AC4, « Note politique et d'organisation n° 195 », 23 septembre 1952, p.13.

<sup>2</sup> AC4, Sans titre, 2 p.

<sup>3</sup> AC15, Lettre du bureau politique du PCI au SWP du 15 décembre 1953, p. 2.

<sup>4</sup> A. Hébert, entretien avec K. Landais, p. 2.

<sup>5</sup> AC3, « Compte rendu du comité central des 27 et 28 septembre 1952 », p. 6-7.

<sup>6</sup> Sur la réorganisation de la RP voir AC6, « Projet de rapport d'activité du comité régional pour le congrès de la région parisienne », mars 1953, 15 p.

<sup>7</sup> Fonctionnaire, il a été le trésorier du PCI.

<sup>8</sup> Postier, il milite à la Fédération Postale CGT.

Chaque cellule s'efforce de publier un organe local du parti et un journal syndical. Par exemple, la cellule Métro publie *La Vérité RATP* et *La tribune libre de la RATP*. Pour ce second type de publication, les trotskystes essaient d'obtenir la participation de syndicalistes « unitaires » - extérieurs à l'organisation - sur les mots d'ordre de démocratie syndicale et d'unité d'action. Combien sont ces « compagnons de route » syndicaux des trotskystes majoritaires ? L. Eemans évalue leur nombre à une centaine<sup>1</sup>. Selon A. Fichaut, le nombre de ces syndicalistes était proche de celui des trotskystes<sup>2</sup>. Alexandre Hébert est le plus connu de ces « compagnons de route ». Il est en accord avec P. Lambert depuis 1949 ou 1950<sup>3</sup>. Il faut citer aussi Charles Lemoine, ancien membre du PCF et délégué CGT des mineurs de Louches (Nord). M. Bleibtreu espère beaucoup de ce militant très influent auprès des mineurs de Louches. Par contre, nous n'avons pas trouvé de contacts entre les trotskystes majoritaires et les syndicalistes influencés par la revue *La Révolution prolétarienne*<sup>4</sup>.

Chaque cellule envoie des représentants aux commissions du parti, en particulier à la commission syndicale (ou ouvrière) qui se réunit toutes les deux semaines. Le comité régional fixe comme consignes aux cellules de mettre en place un bureau, de préparer périodiquement un programme de travail puis d'en faire le bilan, de fixer des objectifs précis à chaque militant, de rendre compte à la direction régionale et de participer aux actions que cette dernière impulse. Les cellules, très occupées, ont bien du mal à appliquer ces consignes<sup>5</sup>.

En province, la réorganisation se révèle bien plus difficile. En août, M. Lequenne « écrit presque partout en province »<sup>6</sup>. Les résultats sont maigres. Il s'étonne du silence de la cellule de Saint-Etienne depuis le congrès et demande à P. Broué d'y aller<sup>7</sup>. En novembre 1952, G. Bloch constate la disparition de la région lyonnaise du PCI. Dans le sud-est de la France, il ne reste plus au PCI majoritaire que :

---

<sup>1</sup> Entretien du 18 février 2006.

<sup>2</sup> Entretien téléphonique avec A. Fichaut du 9 février 2006 au sujet de la seconde conférence de *L'Unité*.

<sup>3</sup> Sur cet accord entre les deux hommes, voir l'entretien d'A. Hébert avec K. Landais, p. 1-3. *La Vérité* cite régulièrement l'UD FO de Loire-Inférieure en exemple.

<sup>4</sup> Revue syndicaliste-révolutionnaire dirigée par Pierre Monatte.

<sup>5</sup> « Projet de rapport d'activité du comité régional pour le congrès de la région parisienne », *op. cit.*, p 7 à 10.

<sup>6</sup> AC20, Lettre à G. Bloch du 14 août 1952.

<sup>7</sup> AC20, Lettre à G. Bloch du 26 août 1952.

- deux militants actifs à Lyon : René Lefort et Maurice Laurent<sup>1</sup>. Ils sont liés à deux ou trois membres du MRJ.
- deux militants dans l'Ardèche dont l'enseignant Paul Duthel,
- P. Broué, isolé<sup>2</sup>.

Les sources font aussi mention de contacts à Neuves-Maisons (près de Nancy)<sup>3</sup> où militait R. Florence, trotskyste depuis 1931. Ce dernier semble avoir quitté l'organisation lors de la scission. En fait, le PCI majoritaire n'a plus que deux pôles solides en province. D'abord, il y a Nantes où milite G. Nouvel et André Grelaud<sup>4</sup>. La cellule nantaise apparaît, de loin, comme le pôle de province le plus actif durant la période étudiée. L'entente entre P. Lambert et A. Hébert a dû y contribuer en fournissant un allié local au PCI majoritaire. Pourtant, selon A. Hébert, la cellule ne compte que quatre ou cinq militants<sup>5</sup>. Ensuite, Clermont-Ferrand dispose d'une cellule animée par G. Bloch et J. Anglard. L'environnement hostile et des liaisons encore difficiles<sup>6</sup> expliquent la prépondérance de la région parisienne dans le PCI.

Une fois cette réorganisation effectuée, les majoritaires s'efforcent de récupérer les militants démobilisés et de recontacter les sympathisants. De son côté, le PCI minoritaire a déjà commencé cette démarche. M. Pablo tient personnellement des réunions dans le secteur Puteaux-Suresnes afin de récupérer des ouvriers démoralisés qui ont quitté le PCI, comme Julien Brassamain ou René Ducimetière<sup>7</sup>. Finalement, les majoritaires convainquent des militants hésitants à les rejoindre. Le plus connu est D. Righetti, il avait été élu au comité central des minoritaires alors qu'il n'était pas candidat !<sup>8</sup>

Pour rétablir les liens avec les sympathisants, la direction régionale de la RP relance le Cercle Lénine. Ce cercle organise régulièrement dans une salle de la Mutualité des

---

<sup>1</sup> Pseudo : Laure.

<sup>2</sup> FB, F Delta 1902 1/4/4/2, Lettre de G. Bloch à M. Bleibtreu du 19 novembre 1952.

<sup>3</sup> En particulier AC7, « Note syndicale n°2 sur la préparation de la conférence de l'Unité », 23 janvier 1954, p. 1.

<sup>4</sup> Métallurgiste, il est membre de la commission exécutive CGT des Chantiers de la Loire selon la brochure *Le PCI à Nantes*, PCI, Nantes, 1982.

<sup>5</sup> A. Hébert, entretien avec K. Landais, p. 5.

<sup>6</sup> Dans l'entretien en annexe 1, M. Lequenne explique que les relations avec la province se faisaient par écrit. On utilisait que parcimonieusement le téléphone.

<sup>7</sup> M. Lequenne mentionne ces réunions dans sa lettre à C. Hanley du 4 avril 1953 (AC15). Le rayon de Puteaux-Suresnes du PCI comprenait à la Libération tout un groupe de militants ouvriers de valeur. P. Broué l'évoque dans « Raoul », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 56, juillet 1995, p. 20-32.

<sup>8</sup> AC15, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 4 avril 1953, p. 2.

conférences-débats ouvertes à tous. La première réunion est programmée le 10 octobre 1952. D. Renard y intervient sur le thème « Pablisme et trotskisme ». Les militants majoritaires se mobilisent en y conviant les trotskystes hésitants et les sympathisants. Bien préparée, la conférence est un succès : elle réunit une centaine de participants. Comme les réunions suivantes du cercle seront préparées avec moins de soins, elles obtiendront moins de résultats<sup>1</sup>.

Les six cellules réorganisées se mettent à l'œuvre. Nous allons examiner trois d'entre elles. La cellule Renault - très active et bien organisée - regroupe désormais tous les trotskystes majoritaires de la métallurgie. Ses animateurs sont D. Renard, H. Baratier et J. Lefèvre. Ils interviennent au congrès CGT Renault (septembre 1952) pour obtenir la réintégration de D. Renard. Simone Minguet, appartenant au PCI minoritaire, souligne publiquement les vices de forme de la demande de réintégration et s'abstient lors du vote. La réintégration de D. Renard est repoussée par l'assemblée<sup>2</sup>. La plupart des membres de la cellule Instits militent dans la tendance Ecole Emancipée de la Fédération de l'éducation nationale (FEN). Pour les majoritaires, cette fédération en respectant la démocratie syndicale et en appliquant le droit de tendance constitue un modèle. *La Vérité* cite ou approuve fréquemment des interventions ou propositions des syndicats enseignants<sup>3</sup>.

Nous allons nous intéresser particulièrement à la cellule Postiers-fonctionnaires. Le gouvernement mène une politique de blocage des salaires des fonctionnaires. Ces derniers voient le retard de leurs traitements s'aggraver par rapport au secteur privé. Chez les postiers, cette situation suscite un profond mécontentement. En effet, le salaire minimum mensuel - le SMIG - est à 20 000 francs par mois mais 60% des agents des PTT gagnent moins de 30 000 francs. En région parisienne, les nombreux jeunes provinciaux récemment recrutés éprouvent les plus grandes difficultés à vivre<sup>4</sup>. A la fin de l'année 1952 et au début de 1953, un mouvement social survient dans cette corporation pour obtenir une prime de fin d'année ou le mois double. Des comités

---

<sup>1</sup> « Projet de rapport d'activité du comité régional pour le congrès de la région parisienne », *op. cit.*, p. 12.

<sup>2</sup> D'après la lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 4 avril 1953, *op. cit.*, p. 2 et *La Vérité*, n°300, 2 octobre 1952.

<sup>3</sup> Voir par exemple « Préparons la contre-offensive ouvrière », n° 298, début juillet 1952 et l'article de R. Chéramy, « Les enseignants continuent à lutter pour l'unité », n° 311, 20 mars 1953.

<sup>4</sup> Souvenirs de L. Viannet dans *La CGT dans les années 1950*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p. 390-391.

locaux « pour la prime » se constituent puis un comité national avec des postiers de toutes tendances syndicales. La Fédération postale CGT (FP-CGT) joue un rôle majeur dans ce mouvement. Depuis son congrès de 1950, elle donne la priorité à l'action revendicative et à la défense des petites catégories<sup>1</sup>. Son nouveau secrétaire général est Georges Frischmann. Ce jeune dirigeant - par ailleurs membre du comité central du PCF - se révèle particulièrement dynamique et bon orateur<sup>2</sup>. Les syndicats autonomes des PTT appuient ce mouvement des postiers alors que la fédération FO s'abstient<sup>3</sup>. Les postiers trotskystes militent à la FP-CGT (G. Mougard, Charles Margne, Jeanine Weill...). Ils participent pleinement à ce mouvement social. Ils approuvent l'accord entre la FP-CGT et les syndicats PTT autonomes pour lutter ensemble. Ils condamnent la fédération PTT de FO restée à l'écart. G. Mougard est élu au comité régional parisien « pour la prime »<sup>4</sup>. Les postiers du PCI se concertent avec Henri Lafièvre (1903-1958). Ce facteur a été un militant trotskyste très actif dans les années quarante. Nous ignorons la date de son départ du PCI. A la fin de 1952, il abandonne la tactique trotskyste du redressement de la CGT. Il rejoint le syndicalisme autonome en construction. Il pense que les travailleurs les plus combatifs adhèrent maintenant aux syndicats autonomes<sup>5</sup>. Il a la FEN pour modèle. En 1953, lors de la naissance de la Fédération nationale des syndicats autonomes des PTT (FNSA-PTT) Henri Lafièvre en devient un des dirigeants<sup>6</sup>.

*La Vérité* compte entre 600 et 700 lecteurs<sup>7</sup>. Elle paraît avec une fréquence bimensuelle : douze numéros sont publiés de septembre 1952 à mars 1953<sup>8</sup>. Le journal demeure sur quatre pages avec de petites polices de caractère : il est difficile à lire<sup>9</sup>. Dans sa lettre à Charles Hanley, M. Lequenne raconte :

« *La Vérité* a été un peu négligée de septembre à la fin de l'année [1952] et nous avons dû recomposer un comité de rédaction, ce qui n'a pas été fait en une

<sup>1</sup> B. Bouche, « Le 13<sup>e</sup> Congrès de la Fédération postale CGT (1950) » dans *La CGT dans les années 1950*, op. cit., p. 245-254.

<sup>2</sup> Entretien avec Daniel Lafièvre le 22 février 2006.

<sup>3</sup> Ce mouvement est commenté dans les numéros 305, 306, 308, et 309 de *La Vérité*.

<sup>4</sup> *La Vérité*, n° 306, 8 janvier 1953.

<sup>5</sup> Il explique sa démarche dans AC9, « Bulletin intérieur n° 2- 1955 », janvier 1955, p. 1-23.

<sup>6</sup> Entretien avec Daniel Lafièvre le 22 février 2006.

<sup>7</sup> AC9, « chemise Tendance Raoul », « Caractérisation du Parti Nos tâches ».

<sup>8</sup> Les commentaires du journal sur l'affaire Marty-Tillon seront présentés plus loin.

<sup>9</sup> Au cours d'un entretien le 22 février 2005, M. Lequenne a reconnu sa tendance à « trop tasser » les articles.

semaine. Notre page internationale a souffert de la perte des dirigeants qui en étaient les spécialistes depuis de longues années et du blocus politique organisé par le SI contre nous. »<sup>1</sup>

*La Vérité* se veut anticolonialiste. Elle insiste sur l'échec de l'armée française en Indochine et demande le rappel immédiat du corps expéditionnaire. Le journal soutient les mouvements indépendantistes en Afrique du Nord, particulièrement le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) de Messali Hadj en Algérie. En l'absence d'une revue théorique<sup>2</sup>, *La Vérité* publie sur plusieurs numéros des articles de fond contre les « pablistes ». Ainsi, dans ses numéros 300 à 304, le journal reproduit les « Dix Thèses » d'E. Mandel. Écrit au printemps 1951, ce document constituait une critique voilée des idées de M. Pablo. E. Mandel refusa qu'il soit discuté au III<sup>e</sup> congrès mondial. A partir du numéro 306, *La Vérité* publie le grand article de M. Bleibtreu « Où va le camarade Pablo ? » sous le titre « Défense du Trotskisme ».

En clôture du journal, la page ouvrière est soignée. Elle explique inlassablement que l'unité d'action des organisations syndicales de la base au sommet est indispensable. *La Vérité* prône dans chaque entreprise un accord entre les différentes sections syndicales sur des revendications approuvées par tous les travailleurs. Cet accord doit être suivi par l'élection démocratique d'un comité d'unité d'action qui préparera la lutte pour satisfaire ces revendications<sup>3</sup>. Le journal est particulièrement attentif à la CGT. Il approuve et montre en exemple les propositions d'unité d'action faites en septembre 1951 par la confédération<sup>4</sup>. En novembre 1952, B. Frachon propose aux autres centrales syndicales d'organiser des conférences nationales par corporation. P. Lambert soutient cette démarche dans un article<sup>5</sup>. Les congrès des syndicats CGT sont relatés. Ainsi, le journal raconte et commente celui du syndicat CGT Renault dans deux numéros<sup>6</sup>. Il constate avec satisfaction :

« Pour la première fois, le congrès s'est tenu démocratiquement et la critique a pu s'exprimer librement »<sup>7</sup>.

<sup>1</sup> AC15, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 4 avril 1953, p. 2.

<sup>2</sup> Bien que le PCI majoritaire décide périodiquement de publier une revue théorique, il n'y parviendra pas à l'exception en 1955 des *Cahiers rouges* qui n'auront qu'un numéro.

<sup>3</sup> « La démocratie passe aussi par les comités d'unité d'action », *La Vérité*, n° 300, 22 janvier 1953.

<sup>4</sup> En particulier dans l'article de D. Renard « Surmonter la division », *La Vérité*, n° 307, 22 janvier 1953.

<sup>5</sup> « Les conférences nationales », *La Vérité*, n°304, 4 décembre 1952.

<sup>6</sup> 300 et 301.

<sup>7</sup> n°300 du 2 octobre 1952.

Du point de vue syndical, nous devons évoquer l'éclatement du regroupement autour de *L'Unité* survenu en mars 1952. Nous avons vu au chapitre précédent des divergences apparaître entre les rédacteurs du journal par rapport aux propositions de la CGT. Ensuite, au cours de l'hiver 1951-1952 de nouveaux désaccords surviennent entre les réformistes et les autres (trotskystes ou anarcho-syndicalistes). En particulier, les réformistes veulent regrouper les anti-staliniens dans une centrale unique et refusent les mots d'ordre anticolonialistes. Les trotskystes majoritaires sont anticolonialistes et surtout désirent une CGT unique et démocratique incluant diverses tendances. La pression mise par M. Pablo sur les majoritaires pour rompre avec les réformistes aggrave les différends. La direction de FO intervient alors en la personne d'André Lafond<sup>1</sup> pour aider les réformistes à prendre le contrôle de *L'Unité*. Ces derniers mobilisent de nouveaux actionnaires afin de devenir majoritaires au sein de la coopérative qui édite le journal<sup>2</sup>.

La deuxième conférence de *L'Unité* se déroule les 1<sup>er</sup> et 2 mars 1952 sous la présidence d'A. Hébert. Les trotskystes dénoncent la manœuvre des réformistes pour s'emparer du journal. Ces derniers répliquent en accusant les trotskystes d'être pro-staliniens. P. Lambert déclare :

« Nous sommes pour l'unité avec toutes les tendances de la classe ouvrière. »

C. Margne - trotskyste majoritaire - précise :

« Il faut accepter toutes les tendances à *L'Unité*, même les amis de Frachon ».

La résolution défendue par P. Lambert et Marcel Valière<sup>3</sup> obtient les deux tiers des voix. Pour obtenir le soutien des anarcho-syndicalistes - qui appartiennent souvent à FO - les trotskystes ont enlevé de la résolution la référence à une CGT unitaire et démocratique<sup>4</sup>. Minoritaires, les réformistes quittent la conférence<sup>5</sup>. C'est la fin du regroupement syndical autour de *L'Unité* et de cette tentative d'entente entre les trotskystes et les

<sup>1</sup> M. Lequenne évoque ce type de militant dans l'entretien en annexe 1, p. 8. Membre du secrétariat confédéral de FO, A. Lafond est un ancien trotskyste du groupe Molinier-Frank d'avant-guerre. Il est devenu anti-communiste.

<sup>2</sup> M. Lequenne, *Le trotskisme, une histoire sans fard*, Paris, Syllepse, 2005, p. 252-253.

<sup>3</sup> Enseignant de l'Ecole émancipée proche des trotskystes.

<sup>4</sup> Il y avait 236 participants à la conférence selon AC4, « La Vérité Supplément au n°292 », 25 mars 1952, p. 2.

<sup>5</sup> *Pour l'unité par le regroupement syndical*, « Tumultueux débats à la conférence nationale de l'unité », n°1, 15 mars 1952, p. 1.

syndicalistes réformistes. Les deux tendances se mettent d'accord à l'amiable pour arrêter le journal. Les réformistes publient *Pour l'unité par le regroupement syndical* dont le premier numéro fait un compte rendu détaillé de la conférence. Les trotskystes majoritaires et leurs alliés syndicalistes lancent un nouveau périodique *L'Unité syndicale*<sup>1</sup> mais le manque de moyens les oblige à suspendre la parution. A la fin de l'année 1952, ils préparent la relance du journal et du regroupement des syndicalistes « unitaires »<sup>2</sup>.

Le Mouvement révolutionnaire de la jeunesse vient de tenir un camp d'été réussi. Les majoritaires attendent de l'organisme jeune « un recrutement régulier et continu de jeunes militants déjà formés politiquement »<sup>3</sup>. Selon R. Berné, responsable de la commission Jeunes, ce résultat ne sera atteint que si le Parti aide suffisamment le MRJ pour lui permettre de se développer. Par exemple, en lui permettant de publier régulièrement son journal et en affectant à sa direction des camarades jeunes qualifiés<sup>4</sup>. Il n'est pas sûr que le PCI majoritaire en ait les moyens.

A la fin de l'année 1952, la remise en route du Parti en France est à peu près achevée. Dans l'Internationale, elle s'est révélée beaucoup plus difficile.

## Echec dans l'Internationale.

Le PCI majoritaire se trouve soumis à un véritable blocus de l'Internationale. Comme l'indique M. Lequenne au dirigeant trotskyste danois Poul Moth :

« Le SI a interdit aux sections tous rapports avec nous, nous fait couper les services des journaux de l'Internationale et exige même (c'est inouï, mais vrai) que nos publications nous soient retournées *sans être lues* ! »<sup>5</sup>.

Charles Hanley, le correspondant de *La Vérité* aux Etats-Unis, a des responsabilités au SWP. A la suite de la scission, il n'envoie plus d'article à M. Lequenne mais, en accord avec les dirigeants de son parti, il continue une correspondance privée avec ce dernier<sup>6</sup>. Les lettres de M. Lequenne permettent aux majoritaires d'informer le SWP. Plus tard,

<sup>1</sup> Le n°1 paraît en mai 1952.

<sup>2</sup> AC3, « Compte rendu du comité central des 27 et 28 septembre 1952 », p. 6-7.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p.5.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p.5-6.

<sup>5</sup> AC14, Lettre du 17 octobre 1952 à P. Moth.

<sup>6</sup> AL, Lettre de Ralph Carlton à M. Lequenne du 3 avril 1954, p. 1-2.

M. Lequenne reconnaîtra avoir souvent prêté sa plume à d'autres membres du parti afin d'informer le parti américain<sup>1</sup>. Officiellement, le SWP approuve M. Pablo. Son hebdomadaire, *The Militant*, publie le 18 août un article « La scission dans le PCI français » qui soutient le SI et critique les majoritaires<sup>2</sup>.

Les trotskystes majoritaires essaient d'établir des contacts dans l'Internationale, en particulier M. Bleibtreu qui dispose le plus de relations dans celle-ci<sup>3</sup>. En fait, ils ne parviennent à se lier qu'à des individualités ou à des groupes marginaux dans la IV<sup>e</sup> comme celui de P. Moth. Cette organisation compte à peine une dizaine de membres. Elle n'est pas reconnue comme section officielle et, contrairement à Trotsky, elle pense que l'URSS n'est plus un état ouvrier<sup>4</sup>. Le groupe anglais de Ted Grant prend aussi contact avec eux mais cette organisation a été exclue de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce groupe propose aux majoritaires de tenir une conférence commune avec les danois et éventuellement d'autres organisations. Le PCI rejette cette proposition : il refuse de construire un regroupement extérieur à l'Internationale<sup>5</sup>. De son côté, le Secrétariat international agit : il envoie des émissaires dans les différentes sections d'Europe pour expliquer que les sanctions contre les majoritaires sont justifiées<sup>6</sup>. Ainsi, le trotskyste allemand Georg Jungclass vient à Copenhague exposer la position de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il se montre convaincant : il obtient que les trotskystes danois ne rompent pas avec le SI<sup>7</sup>. La meilleure nouvelle arrive en juillet des Etats-Unis. Un bulletin de discussion du SWP - préparatoire à son congrès - contient un article contre le « pablisme ». L'auteur est un mystérieux AP de Détroit<sup>8</sup>. Les majoritaires diffusent aussitôt ce document<sup>9</sup>.

---

<sup>1</sup> Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 10 décembre 1953, op. cit., p. 1.

<sup>2</sup> « Lettre du bureau politique du PCI au comité central du SWP », *Cahiers du Cermtri*, n°47, p. 3-6.

<sup>3</sup> Ainsi dès février 1952, il obtient le soutien de l'italien Libero Villone. Malheureusement ce militant réside près de Naples et est assez isolé (correspondance dans FB, F Delta 1902/1/4/3). Voir aussi l'entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 5.

<sup>4</sup> AC14, Lettre de Poul Moth au PCI du 1<sup>er</sup> février 1953 et AC20, Lettre de M. Lequenne à G. Bloch, 14 août 1952.

<sup>5</sup> AC14, Lettre de Poul Moth au PCI du 24 novembre 1952.

<sup>6</sup> AC14, Lettre du bureau politique du PCI à Poul Moth du 2 décembre 1952.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> AC20, Lettre de M. Lequenne à G. Bloch, 28 juillet 1952..

<sup>9</sup> AC3, « Perspectives révolutionnaires de l'Amérique par le camarade AP de Détroit », *Bulletin International*, n°1, juillet 1952.

Le PCI majoritaire décrit ses tâches internationales dans une résolution votée lors du comité central des 27-28 septembre 1952<sup>1</sup>. Il rejette la responsabilité de la crise sur le SI devenu, selon lui, le « centre liquidateur de la IV<sup>e</sup> ». Le PCI refuse de construire un regroupement extérieur à l'Internationale. Il veut redresser l'Internationale de l'intérieur par une lutte implacable contre ses dirigeants. Il se considère comme une section de la IV<sup>e</sup>, il mène campagne pour sa réintégration. Pour cela, il transmet périodiquement au Comité exécutif international (CEI) et à toutes les sections un rapport détaillé de son activité. Du fait de l'orientation du SI, le PCI prévoit que les autres sections vont traverser une crise analogue à la section française mais elles n'en ont pas conscience. Il veut éviter que chaque section soit exclue l'une après l'autre. Il se propose de lancer une discussion internationale pour que les sections comprennent le plus vite possible ce qu'est le « pablisme » et pour constituer une solide opposition. Pour cela, le PCI décide d'éditer une revue théorique et un bulletin international. Une commission internationale est créée auprès du comité central pour animer la campagne de réintégration et démarrer la discussion internationale.

En octobre 1952, le bureau politique du PCI majoritaire écrit au comité national du SWP pour réfuter l'article du *Militant* et demander le rétablissement du service de l'hebdomadaire. Ensuite, il propose à P. Frank une discussion pour préparer une réunification des trotskystes français. Il motive cette proposition par l'actualité : le nouveau cours, qu'il juge « droitier », du PCF et l'affaire Marty-Tillon<sup>2</sup>. Dans sa réponse, P. Frank refuse cette discussion<sup>3</sup>. Par contre, le PCI majoritaire parvient à collaborer avec la section suisse de la IV<sup>e</sup>. La Marxistische Aktion der Schweiz (MAS) est dirigée par Heinrich Buchbinder et J. von Steiger<sup>4</sup>. Cette collaboration est logique : ces deux militants ont critiqué les thèses de M. Pablo lors du III<sup>e</sup> congrès mondial<sup>5</sup>. Le 18 octobre, les deux organisations tiennent une conférence. La MAS fournit au PCI des journaux trotskystes étrangers et assure la traduction en allemand de textes majoritaires. Surtout, les deux partis préparent en commun leurs interventions pour le XII<sup>e</sup> plenum du

---

<sup>1</sup> AC3, « Compte rendu du comité central des 27 et 28 septembre 1952 ».

<sup>2</sup> Voir le sous-chapitre suivant sur ce sujet.

<sup>3</sup> Les deux lettres sont reproduites dans *Cahiers du Cermtri*, n°45, p. 66-70.

<sup>4</sup> Pseudonymes : Jacques et Pia.

<sup>5</sup> Déclaration des délégués suisses dans R. Prager (sous la direction de), *Les congrès de la Quatrième Internationale, tome 4 : Menace de la troisième guerre mondiale et tournant politique (1950-1952)*, op.cit., p. 216-217.

CEI qui doit se tenir en novembre<sup>1</sup>. Une commission de contact franco-suisse est constituée, elle se réunira à nouveau en décembre à Paris<sup>2</sup>. Le PCI possède enfin un allié dans l'Internationale.

Le XII<sup>e</sup> plenum du Comité exécutif international commence le 15 novembre 1952. Le premier point à l'ordre du jour est la question française. Membre du comité exécutif, M. Bleibtreu présente la position majoritaire. Il accuse le SI d'avoir scissionné le parti français sur la base de prévisions qui se sont révélées erronées : virage à gauche de la bureaucratie soviétique et du PCF, resserrement des militants « staliniens » autour de leur direction. Le dirigeant français propose la reconnaissance provisoire des deux groupes existants et l'organisation d'une discussion entre eux. Cette discussion doit être suivie de près par le CEI et s'insérer dans la préparation du quatrième congrès de la IV<sup>e</sup>. La plupart des membres du SI et du CEI qui interviennent ensuite refusent cette proposition. Pour eux, la discussion a déjà eu lieu au III<sup>e</sup> congrès mondial et lors des X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> plenum. Il s'agit d'un problème de discipline : les trotskystes majoritaires se refusent à exécuter les décisions élaborées collectivement. M. Pablo obtient que la question française soit étudiée dans le cadre d'une commission constituée de membres du SI et du bureau politique majoritaire<sup>3</sup>. La commission ne parvient pas à un accord à cause de l'élection législative partielle dans la Seine prévue le 7 décembre 1952. Le PCI majoritaire présente la candidature de D. Renard et les minoritaires celle de P. Frank : le SI exige que les majoritaires retirent leur candidat et soutiennent P. Frank, ce qui provoque la rupture. Le CEI donne un délai aux militants du PCI majoritaire pour obéir aux consignes du SI : huit jours pour les membres du bureau politique et jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1953 pour les autres. Au terme de ce délai, la suspension deviendra exclusion<sup>4</sup>. Ces décisions sont votées par tous les membres du comité exécutif sauf le délégué suisse qui s'abstient partiellement<sup>5</sup>. Le 10 janvier 1953, un communiqué du SI constate cette exclusion<sup>1</sup>.

La lutte politique se poursuit dans le domaine judiciaire. Dès le 28 juin 1952, P. Frank a déposé à la préfecture de police les noms des dirigeants du PCI : Michèle Mestre et lui-

---

<sup>1</sup> AC15, Lettre de la MAS au bureau politique du PCI (majorité), 2 novembre 1952, 7 p..

<sup>2</sup> AC15, Lettre du PCI majoritaire au bureau politique de la MAS, 2 décembre 1952.

<sup>3</sup> AC3, *Bulletin d'informations internationales*, n°3, décembre 1952, p. 1-7.

<sup>4</sup> Prager, op. cit., p. 477-479.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 477.

même. Cette déclaration a remplacé celle enregistrée en 1945 lors de la légalisation du Parti. La direction majoritaire voulut ensuite déposer à la préfecture la liste de ses dirigeants. Cela lui fut refusé car deux listes de dirigeants ne peuvent être enregistrés pour la même organisation. Seule la déclaration de P. Frank est valide. Ensuite, l'élection législative partielle dans la Seine approchant, P. Frank entame plusieurs recours en justice contre les majoritaires. Il veut empêcher D. Renard d'utiliser l'étiquette « Parti communiste internationaliste - Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale » et *La Vérité* d'y faire référence dans son titre. Pendant la campagne électorale, les deux candidats développent des thèmes similaires, chacun essayant de prouver sa « légitimité » trotskyste. Les communistes distribuent un tract dans les quartiers ouvriers accusant D. Renard d'être un agent du patron de Renault, Pierre Lefaucheur, et rappelant qu'il avait été exclu de la CGT<sup>2</sup>. Finalement, P. Frank obtient 2022 voix et D. Renard 1255. Par contre, P. Frank est débouté en justice de ses poursuites contre le PCI majoritaire<sup>3</sup>. Les deux organisations demeurent avec le même nom. Ces disputes et procédures judiciaires sont commentées dans la presse. *L'Humanité* se moque de cette « lutte de chiffonniers »<sup>4</sup>. Face à ces querelles entre les trotskystes français, *Le Monde* est partagé entre l'ironie et l'incompréhension. Ainsi, un article de Raymond Barrillon « De la douceur de l'« humaniste » aux querelles des trotskystes » décrit les candidats « fantaisistes » de l'élection partielle. Il présente d'abord le très original Ferdinand Lop puis les deux trotskystes :

« MM. Pierre Frank et Daniel Renard prétendent défendre les couleurs du Parti communiste internationaliste - Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale . Il apparaît que l'un des deux au moins s'est emparé abusivement de cette étiquette. D'où une sombre et fratricide querelle qui conduisit les candidats - comble d'horreur pour un trotskiste que de se plier à une loi - devant le conseil de préfecture puis le tribunal civil, tous deux d'accord pour laisser subsister la double candidature »<sup>5</sup>.

La cause trotskyste en France ne sort pas grandie de ces conflits judiciaires.

Suite à ces événements, le PCI majoritaire reconnaît qu'aucune conciliation organisationnelle n'est plus possible avec le SI. Dans une résolution, il décide de mener

---

<sup>1</sup> *IV<sup>e</sup> Internationale*, n°1, janvier 1953, p. 59.

<sup>2</sup> F-X. Breton, *op. cit.*, p. 78.

<sup>3</sup> *Bulletin d'informations internationales*, *op. cit.*, p. 7-11

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>5</sup> *Le Monde*, n° 2444, 4 décembre 1952, p. 4.

une campagne plus active vers les sections de la IV<sup>e</sup> et de prendre davantage de contacts directs – nécessairement fractionnels – avec leurs dirigeants et militants. Plus radicaux, D. Renard et M. Lequenne proposent que le PCI construise une véritable fraction trotskiste avec des organisations de l'Internationale mais aussi avec certains groupes extérieurs. Leur amendement minoritaire et repoussé<sup>1</sup>.

Au cours du premier trimestre 1953, le PCI majoritaire n'arrivera pas à consacrer toute l'énergie nécessaire à la lutte dans l'Internationale, d'autres tâches vont l'accaparer.

## Crise au PCF et débat au PCI

Le 28 septembre 1952, le comité central du PCI majoritaire approuve à l'unanimité le rapport politique « Le virage international à droite du stalinisme »<sup>2</sup>. Ce document rappelle que le « stalinisme » mondial a mené une politique de pression accrue sur la bourgeoisie de 1947 à 1952. Il a voulu faire échec aux menaces impérialistes contre l'URSS par l'utilisation de mouvements de masse dans les pays capitalistes. Dans ce cadre de cette politique, le PCF a mené de février à juin 1952 des actions plus dures (grèves, manifestations violentes...) contre l'impérialisme américain et la bourgeoisie française, son alliée. La lutte pour la paix a été jugée prioritaire par rapport aux revendications économiques. Le PCF a refusé tout accord avec les socialistes ce qui explique que les actions menées aient échoué : seuls les militants communistes zélés se sont mobilisés. En s'appuyant sur des textes soviétiques publiés pour préparer le XIX<sup>e</sup> congrès, l'auteur du rapport décèle un virage de la bureaucratie soviétique. Le Kremlin veut coûte que coûte éviter la guerre. Il cherche un accord avec l'impérialisme américain ou avec les impérialismes secondaires. Il opte provisoirement pour une politique droitière. Selon le rapport du PCI majoritaire, les dirigeants du PCF appliquent en France le virage décidé à Moscou. Le 18 juin 1952, le discours d'Etienne Fajon au comité central du Parti communiste ouvre officiellement le nouveau cours. Il reconnaît la baisse d'influence du PCF et l'attribue à la politique – jugée sectaire – menée depuis

---

<sup>1</sup> AC6, «Comité central des 20-21/12», janvier 1953, p.2-3.

<sup>2</sup> AC4, « Note politique et d'organisation n°195 », 18 septembre 1952, 13 p. L'auteur en est probablement M. Bleibtreu qui signe un résumé de ce rapport « Tillon et Marty sacrifiés au Front national uni » dans *La Vérité*, n°300, 2 octobre 1952. Pour analyser la politique de l'URSS il est aidé de Basile Karlinsky, d'origine russe. Ce militant étudie avec soin la presse soviétique. En particulier il dépouille les *Izvestia*, la *Pravda*, *Kommunist* et *Le communiste des forces armées* (entretien téléphonique du 18/11/2005 avec l'auteur de ce mémoire). Il signe Karl Landon ses articles dans *La Vérité*.

le début de l'année. E. Fajon préconise que le PC continue à lutter pour la paix mais en pratiquant l'union la plus large possible. F. Billoux, en juillet, dans *Les Cahiers du communisme* appelle à un « front national uni de tous les patriotes de France ». Le PCF parle à nouveau d'évolution pacifique vers le socialisme. Le rapport politique majoritaire constate que le PCF n'appelle toujours pas à un front unique entre PS et PC, il continue à dénoncer la SFIO<sup>1</sup>. Les militants ouvriers du PCF sont troublés par ce virage. Il n'y a pas d'unité d'action dans les entreprises et, comme pendant la période précédente, la lutte pour la paix prime sur les revendications économiques.

En septembre 1952, à la surprise générale la direction du PCF accuse publiquement de travail fractionnel André Marty, n°3 du parti, et Charles Tillon, membre du bureau politique. Le rapport du PCI majoritaire indique plusieurs raisons à la mise en cause de dirigeants aussi prestigieux. Les deux hommes servent de bouc émissaire pour expliquer l'échec de la ligne précédente. Leur mise en accusation constitue un gage de bonne volonté accordé à la bourgeoisie française. La direction du Parti communiste élimine deux opposants possibles au nouveau cours droitier. Enfin, André Marty, l'ancien mutin de la mer Noire, représente pour les vieux militants le passé révolutionnaire du parti. La direction du parti communiste veut rompre avec ce passé. Elle ne s'arrêtera pas là, elle va se livrer à des exclusions massives. Selon ce rapport, que doit faire le PCI majoritaire ? Il doit arracher l'avant-garde ouvrière à l'appareil stalinien. Il faut donc s'adresser aux militants communistes pour qu'ils exigent de leur direction qu'elle ouvre publiquement la discussion. La conclusion du rapport est prudente : il ne faut pas trop espérer de cette crise du PCF mais elle peut permettre au PCI de progresser.

Cette prudence était opportune : maintenant, nous savons qu' A. Marty était marginalisé à la direction du PCF. Selon l'historien P. Robrieux :

« Dans la hiérarchie véritable du pouvoir communiste français, l'homme ne compte plus »<sup>2</sup>.

Les rapports préfectoraux signalent à l'annonce du retrait d'A. Marty du secrétariat (12 septembre) le désarroi des militants communistes parisiens. Mais, ces rapports indiquent aussi que dès les premiers jours d'octobre, la direction du PCF communique aux secrétaires de section des consignes précises afin de renforcer le contrôle des cellules et

---

<sup>1</sup> Le Parti socialiste a aussi pour nom Section française de l'internationale ouvrière (SFIO).

<sup>2</sup> P. Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste tome 2*, Fayard, 1981, p. 312.

d'amener les mécontents à faire leur autocritique<sup>1</sup>. La presse communiste mène une grande campagne de dénonciation d'A. Marty et C. Tillon. De multiples résolutions sont votées dans les cellules et les sections contre les deux anciens dirigeants. Néanmoins, les deux hommes refusent de capituler. A. Marty est exclu le 25 décembre 1952 et C. Tillon perd toutes ses responsabilités au PCF. Malgré ses efforts, l'ancien mutin de la mer Noire est complètement isolé. Il perd son logement et même sa femme à cause des consignes de la direction du Parti.

Au PCI majoritaire, la prudence initiale par rapport à cette crise du PCF diminue. La résistance d'A. Marty est commentée avec enthousiasme par M. Bleibtreu dans *La Vérité*<sup>2</sup>. En décembre 1952, M. Bleibtreu parvient à rencontrer A. Marty par l'entremise du frère de ce dernier, médecin. La première entrevue a lieu dans un pavillon d'Aulmay-sous-Bois<sup>3</sup>. A. Marty lui déclare : "Le trotskysme, c'est le communisme sans chaîne". Pour M. Bleibtreu, cette rencontre comme les suivantes sont très encourageantes. De son côté, l'ancien dirigeant communiste surestime l'importance des trotskystes français<sup>4</sup>. Ces contacts provoquent des débats dans le PCI majoritaire. D. Renard s'y oppose. Il résume ainsi son opinion : "On ne choisit pas entre les bureaucrates". D'autres militants refusent de collaborer avec "le boucher d'Albacete"<sup>5</sup>.

Au comité central du PCI des 20 et 21 décembre 1952, le clivage sur les perspectives du VIII<sup>e</sup> congrès se confirme. M. Bleibtreu présente le rapport politique<sup>6</sup> et P. Lambert le rapport syndical<sup>7</sup>. M. Bleibtreu constate que la crise du PCF s'aggrave avec l'affaire Marty. Selon lui, des pans entiers vont s'en détacher. Trois tendances s'expriment dans le PCF : l'aile stalinienne dirigeant le parti et obéissant seulement au Kremlin, une aile syndicaliste voulant soustraire la CGT à cette direction, et une opposition de gauche confuse derrière A. Marty. Il faut soutenir inconditionnellement cette opposition de

---

<sup>1</sup> P. Boulland, C. Penetier et R. Vaccaro (sous la direction de), *André Marty : l'Homme, l'Affaire*, Paris, Editions Codhos, 2005, p. 181.

<sup>2</sup> Numéros 300 à 306.

<sup>3</sup> Sur les contacts entre les deux hommes, voir le fonds Marcel Bleibtreu (F Delta 1902 1/1 et 1/4/4) et les souvenirs de M. Lequenne. Ces derniers sont présentés dans l'entretien en annexe 1, p. 5 et dans son ouvrage *Le trotskisme, une histoire sans fard, op. cit.*, pages 273 et 313.

<sup>4</sup> Entretien avec Claude Penetier du 22/2/2006.

<sup>5</sup> A. Marty fut le « patron » des brigades internationales pendant la guerre d'Espagne. Il a été accusé d'avoir ordonné l'exécution d'opposants. FB, F Delta 1902 1/1

<sup>6</sup> AC6, « Comité central des 20-21/12 », 15 janvier 1953, p. 13-26.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 5-10.

gauche qui veut « arracher le PCF à la clique dirigeante »<sup>1</sup>. Les hésitations du VIII<sup>e</sup> congrès à pratiquer un travail fractionnel dans le PCF doivent être surmontées :

« Le parti doit se tourner dans son ensemble vers le travail en direction des ouvriers communistes ».<sup>2</sup>

Selon le rapport politique, le PCI doit combiner intervention du parti indépendant, travail fractionnel clandestin et aide à la structuration des oppositionnels de gauche. Le parti révolutionnaire se construira à partir de cette opposition de gauche. En conséquence, M. Bleibtreu préconise que tous les militants du PCI mènent en priorité une enquête collective sur la situation dans le PCF pour mieux repérer les oppositionnels et travailler avec eux.

Dans le rapport syndical qu'il présente au comité central, P. Lambert rappelle que les trotskystes doivent mener un travail patient au sein de la classe ouvrière. Cette dernière se trouve actuellement dans le creux de la vague. La tâche première des révolutionnaires consiste à reconstruire les organisations syndicales très affaiblies : CGT d'abord mais aussi FO. Le militantisme syndical permettra aux trotskystes de pénétrer au sein des masses et de s'y enraciner. Par l'efficacité de leurs mots d'ordre et les actions qu'ils proposeront, les trotskystes parviendront à faire agir les travailleurs et joueront peu à peu le rôle de direction. De plus, la politique anti-unitaire décidée au Kremlin gêne les bureaucrates de la CGT. Elle démoralise les travailleurs et empêche le recrutement. Certains bureaucrates prennent des libertés avec la ligne officielle. Ils veulent assurer une mobilisation minimale de la classe. Par exemple, des dirigeants CGT comme B. Frachon ont lancé le mot d'ordre de conférence intersyndicale par corporation. Le rapport préconise d'appuyer de tels mots d'ordre. Le militantisme syndical permet de rencontrer les ouvriers communistes et de les faire évoluer. Vu leur faible nombre, les trotskystes doivent concentrer leurs forces dans quelques bastions appelés à rayonner et à servir d'exemples. La conclusion du rapport de P. Lambert est la suivante :

« Cette résolution syndicale vise à liquider une fois pour toute « l'agitation superficielle » dans laquelle le trotskisme s'est trop longtemps épuisé ».<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Tract du CRC des 13<sup>e</sup>-14<sup>e</sup> arrondissements, *La Vérité*, n°306, 8 janvier 1953.

<sup>2</sup> « Comité central des 20-21/12 », *op. cit.*, p. 23.

<sup>3</sup> « Comité central des 20-21/12 », *op. cit.*, p. 8.

Cette phrase sous-entend que M. Bleibtreu se livre à de l'agitation superficielle avec l'affaire Marty. Nous remarquons que P. Lambert, avec M. Gibelin, se placent dans la sensibilité « ouvriériste » du PCI. Cette sensibilité était réticente en 1948-50 à soutenir la Yougoslavie car cela éloignait les trotskystes du travail en entreprise<sup>1</sup>. Les deux hommes ont prôné le repli syndical au VIII<sup>e</sup> congrès.

M. Bleibtreu et P. Lambert sont en désaccord sur la manière d'exploiter la crise du PCF. Le premier pense avant tout au Parti communiste. Le PCI majoritaire doit se lier aux militants communistes qui doutent ou ébauchent une opposition de gauche. Le second propose d'agir vers les militants ouvriers plus cégétistes que communistes. Pour lui, le PCI peut mener des actions avec eux au cours de la lutte syndicale. Les deux dirigeants sont en désaccord sur les alliances à contracter : M. Bleibtreu regarde du côté d'A. Marty quand P. Lambert propose de travailler avec certains responsables cégétistes. Il s'agit de deux politiques divergentes. Au cours de la discussion qui suit, M. Bleibtreu l'emporte. Le comité central vote la création d'un fonds spécial pour financer les dépenses induites par le rapport politique<sup>2</sup>.

Comment expliquer l'appréciation positive que P. Lambert porte sur B. Frachon ? D'abord, nous rappellerons l'échec de *L'Unité* : l'alliance des trotskystes avec des syndicalistes réformistes a échoué. Ensuite, il faut examiner les travaux de l'historien Jacques Girault sur le dirigeant confédéral<sup>3</sup>. Selon J. Girault, B. Frachon – comme P. Lambert – insiste toujours auprès des militants sur l'importance du travail syndical<sup>4</sup>. En 1952-1953, B. Frachon a des divergences avec la direction du PCF. Le dirigeant confédéral met en avant les actions revendicatives et prône l'unité syndicale<sup>5</sup>. Il paraît en opposition totale avec A. Lecoeur - secrétaire à l'organisation du PCF. Pour ce dernier, l'unité ne peut se réaliser qu'au sein de la CGT<sup>6</sup>. J. Girault s'interroge :

« Comment interpréter les positions de B. Frachon durant les difficiles années 1952-1953 ? Il entre en conflit avec la ligne du PCF en s'opposant à la

<sup>1</sup> M. Lequenne, entretien avec K. Landais, p. 3.

<sup>2</sup> « Comité central des 20-21/12 », *op. cit.*, p. 2-3.

<sup>3</sup> J. Girault, « Benoît Frachon communiste et syndicaliste », Presse de sciences Po, Paris, 1989 et « Benoît Frachon, dirigeant communiste, de la Libération aux années 1950 » dans *La CGT dans les années 1950*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p. 371-383.

<sup>4</sup> « Benoît Frachon, dirigeant communiste, de la Libération aux années 1950 », *op.cit.*, p. 375.

<sup>5</sup> *Ibid*, p. 378-380.

<sup>6</sup> Discours à Noeux-les-Mines le 4 décembre cité par A. Blondeau, « La CGT dans la question de l'unité », *La CGT dans les années 1950*, *op. cit.*, p. 324-325.

politisation des grèves. La presse et les RG multiplient les suppositions allant dans ce sens. On parle même d'une possible « affaire Frachon » ».

Pour J. Girault, malgré ses divergences B. Frachon demeure avant tout un dirigeant « stalinien », jouant un grand rôle dans le PCF. D'ailleurs, ce dernier considère comme des « provocations » les actions des militants trotskystes<sup>1</sup>.

Finalement, un texte interne du PCI majoritaire nous fournit une explication sur cet intérêt de P. Lambert pour le leader cégétiste :

« [...] les militants ouvriers tentent de se frayer la voie et rencontrent sur leur route, l'appui de tel ou tel bureaucrate qui se fait, à sa manière, l'expression de la volonté ouvrière [...] »<sup>2</sup>.

Pour P. Lambert, dans les années 1952-1955 ce bureaucrate fut B. Frachon. Il a espéré que le dirigeant cégétiste romprait avec la direction du PCF. Cela constituerait une formidable opportunité pour les trotskystes. P. Lambert a mis les mêmes espérances en B. Frachon que M. Bleibtreu en A. Marty. Nous faisons l'hypothèse que leur attitude provient de la faiblesse numérique des trotskystes. Elle les conduit à chercher la personnalité extérieure à leur mouvement qui leur servirait de relais vers l'avant-garde ouvrière.

## La majorité bascule

Le comité central tenu en décembre 1952 voit se dessiner l'opposition entre deux hommes proposant chacun une ligne politique mais on ne peut pas encore parler de tendances. Le PCI se remet d'une lutte fractionnelle très dure, il supporterait mal une nouvelle confrontation interne. Par contre, chacun des deux dirigeants dispose de soutiens et de points d'appui. M. Bleibtreu peut s'appuyer sur le comité de rédaction de *La Vérité*. Parmi les six autres membres du bureau politique, trois lui sont acquis : M. Lequenne, G. Bloch<sup>3</sup> et R. Berné. Nous avons vu que G. Bloch prône le travail en fraction dans le PCF. Au bureau politique, P. Lambert ne peut compter que sur S. Just et peut-être sur D. Renard qui apprécie peu M. Bleibtreu<sup>4</sup>. M. Bleibtreu avait comme atout sa qualité de membre du CEI et ses relations dans l'Internationale, mais l'échec des

---

<sup>1</sup> *Ibid*, p. 380.

<sup>2</sup> AC7, « Note politique n° 6 - 1954 », p. 3.

<sup>3</sup> Il devient membre du bureau politique à une date inconnue.

<sup>4</sup> Lettre de D. Renard à G. Bloch du 6-4-1952, *op. cit.*, p. 2.

négociations menées lors du XII<sup>e</sup> plenum (novembre 1952) l'affaiblit. P. Lambert ne dispose pas de ce prestige dans l'Internationale, par contre il suit de près toutes les activités du parti<sup>1</sup>. Il a la haute main sur les finances de l'organisation. Il est lié aux militants ouvriers via la commission syndicale. Les cellules Renault et Postiers, très actives, le soutiennent. Selon M. Lequenne, dès l'automne 1952, P. Lambert prend des contacts pour isoler M. Bleibtreu. M. Lequenne refuse de s'y associer. Du coup, P. Lambert utilise les difficultés financières du Parti pour supprimer son poste de permanent<sup>2</sup>. Quelle qu'en soit la cause, au début de 1953 M. Lequenne n'est plus secrétaire à l'organisation mais continue de s'occuper de *La Vérité*<sup>3</sup>. M. Bleibtreu perd là un poste clé. Selon M. Lequenne, il veut alors enlever à P. Lambert le contrôle des finances du Parti<sup>4</sup>.

Au début de l'année 1953, *La Vérité* continue sa campagne de soutien à A. Marty. Le journal assimile l'ancien dirigeant à l'avant-garde ouvrière organisée dans le PCF. Il lui demande :

« Allez de l'avant, et vous serez le porte-parole d'abord, l'organisateur ensuite, du prolétariat révolutionnaire de ce pays ! ».<sup>5</sup>

Ce numéro de *La Vérité* annonce la création d'un premier Comité de redressement communiste (CRC) dans les XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> arrondissements de Paris. Ce comité a diffusé un tract en décembre 1952 qui soutient A. Marty. *La Vérité* reproduit ce document et indique qu'il a trouvé une audience favorable auprès des ouvriers communistes. Le journal pousse A. Marty à s'exprimer<sup>6</sup> et publie quelques lettres de lui<sup>7</sup>. *La Vérité* assure qu'il commence à développer une ligne d'opposant de gauche à la direction stalinienne et indique qu'un autre Comité de redressement communiste s'est constitué à Caen<sup>8</sup>. P. Lambert écrit que les trotskystes apporteront aux CRC un appui inconditionnel<sup>9</sup>.

<sup>1</sup> On a vu M. Lequenne désirer que P. Lambert ait des attributions bien précises. Néanmoins, il pense à lui spontanément pour gérer la librairie du Parti à sa place pendant ses vacances (AC20, Lettre de M. Lequenne à G. Bloch du 26/8/52).

<sup>2</sup> Voir son entretien en annexe 1, p. 5 et M. Lequenne, *Le trotskisme, une histoire sans fard*, op. cit., p. 312.

<sup>3</sup> Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 4 avril 1953, op. cit.

<sup>4</sup> M. Lequenne, entretien avec K. Landais, p. 8.

<sup>5</sup> *La Vérité*, numéro 306, 8 janvier 1953.

<sup>6</sup> « Marty continuera-t-il à se taire ? », *La Vérité*, n° 308, 6 février 1953.

<sup>7</sup> « Trois lettres d'A. Marty », *La Vérité*, n° 309, 20 février 1953.

<sup>8</sup> « L'opposition de gauche se développe dans le PCF », *La Vérité*, n° 310, 6 mars 1953.

<sup>9</sup> « La crise du PCF redouble d'intensité », *La Vérité*, n° 311, 20 mars 1953.

Effectivement, les trotskystes aident de différentes manières cet embryon d'opposition communiste. Cet appui est d'abord financier, la section suisse donne de l'argent que gère M. Bleibtreu. Du point de vue logistique, les trotskystes mettent en place une boîte postale<sup>1</sup>.

Nous ne disposons que de peu d'informations sur les CRC. Ils semblent n'avoir eu un début d'existence qu'à Toulouse, Toulon, Caen et Paris où ils n'auraient regroupé que quelques militants communistes<sup>2</sup>. A. Marty se rend compte du faible nombre et de la division des trotskystes français. Cette division lui paraît incompréhensible. P. Frank lui a écrit deux lettres où il lui conseille la prudence. Il lui recommande de conseiller à ses partisans de rester dans le PCF<sup>3</sup>. Surtout, l'ancien dirigeant communiste souhaite être réintégré dans le PCF. Il écrit le 5 mars à J. Duclos :

« Pour aider à l'action du Parti dans la difficile situation actuelle, en ce jour où tous les communistes sont douloureusement frappés par la maladie du grand Staline, je demande au Comité central de décider ma réintégration au Parti »<sup>4</sup>.

Il n'obtient pas de réponse et se retire à Catlar (Pyrénées-Orientales). Cela ne facilite pas son activité avec les trotskystes majoritaires.

Ce travail avec A. Marty mobilise le bureau politique majoritaire et trouble les militants<sup>5</sup>. Il faut insister auprès de ces derniers pour qu'ils participent à l'enquête collective. Une note interne signale que le PCI doute et que trop de trotskystes se replient et diffusent à peine leur presse<sup>6</sup>. Pour y remédier, M. Bleibtreu rédige alors un rapport sur la construction du parti révolutionnaire. Le 3 mars 1953, ce rapport est adopté au bureau politique par 4 voix pour (M. Bleibtreu, G. Bloch, R. Berné, M. Lequenne) 0 contre, et 2 refus de vote (P. Lambert, S. Just). La première partie constate que la crise du stalinisme s'est encore aggravée depuis décembre 1952<sup>1</sup>. Il y a urgence à ce que tous les organismes du parti travaillent à exploiter la crise du PCF. Cette partie se conclut par :

---

<sup>1</sup> FB, F Delta 1902 1/1

<sup>2</sup> Selon l'entretien avec C. Pennetier le 22/2/2006 ; M. Dreyfus, « PCF : crises et dissidence de 1920 à nos jours », éditions Complexe, 1990, p. 105 ; le tract d'août 1953 des CRC dans le dossier « L'affaire Lavezzi », AM, CHS AM 36 et le tract de juin 1954 du CRC de Toulon regroupant trois militants dans AM, CHS AM 39.

<sup>3</sup> Lettres du 3 décembre 1952 et 8 janvier 1953 dans AM, CHS AM 39.

<sup>4</sup> AM, CHS AM 36.

<sup>5</sup> AC6, « Nouveau rôle du parti », janvier 1953.

<sup>6</sup> AC6, Supplément à *La Vérité* n°198, février 1953, p. 4.

« Le but tactique est de renforcer le courant de l'opposition de gauche, de l'impulser politiquement et organisationnellement en s'y intégrant et de préparer ainsi la constitution d'un parti révolutionnaire dirigeant »<sup>2</sup>.

Dans la seconde partie « Se préparer aux tâches nouvelles »<sup>3</sup>, M. Bleibtreu constate une crise dans les rapports politiques et organisationnels entre la direction et l'ensemble du PCI. Cette crise provient du contraste entre la petite taille de l'organisation et l'énormité des tâches à accomplir. M. Bleibtreu propose un certain nombre de mesures pour y remédier. Il prône en particulier une centralisation accrue, et l'envoi du plus grand nombre possible de militants dans le PCF pour y mener un travail clandestin et cloisonné. Le rapport de M. Bleibtreu semble condamner le PCI majoritaire à disparaître dans une opposition de gauche du PCF un peu fantomatique. Le travail clandestin prôné au VIII<sup>e</sup> congrès pour quelques militants devient ici systématique. Pour bien des militants, cette intégration du maximum de forces du PCI dans cette opposition de gauche peut-être assimilée à du « pablisme sans Pablo ».

G. Bloch complète ce document par un rapport politique. A la suite de la mort de Staline (le 5 mars 1953), il prévoit le développement d'oppositions de gauche dans les PC des pays capitalistes. Quant au PC Chinois, il en profitera pour approfondir le processus de révolution permanente en cours dans ce pays<sup>4</sup>. Ce rapport met en évidence les espoirs mis par les partisans de M. Bleibtreu dans les oppositions de gauche des PC occidentaux et dans les PC autonomes par rapport au Kremlin<sup>5</sup>.

Le 21 mars 1953, le comité central examine les deux rapports. R. Berné dépose un amendement au document de M. Bleibtreu. R. Berné va plus loin que ce dernier : il propose de mettre tous les efforts vers les CRC afin de constituer rapidement une nouvelle organisation. Ce nouveau parti serait composé surtout de cadres ouvriers staliniens dans lequel se fondrait le PCI. M. Bleibtreu accepte l'intégration de cet amendement à son rapport.

---

<sup>1</sup> AC6, « Comité central des 21 et 22 mars », avril 1953, p. 15-20.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>3</sup> AC6, « Projet de résolution présenté par le bureau politique au Comité central des 21 et 22 mars 1953 », mars 1953, p. 5-8.

<sup>4</sup> « Comité central des 21 et 22 mars », *op. cit.*, p. 9.

<sup>5</sup> Voir par exemple l'article de R. Berné « La Chine aura-t-elle ses soviets ouvriers-paysans ? », *La Vérité*, n°310, 6 mars 1953.

En réaction P. Lambert présente un contre rapport<sup>1</sup>. Pour lui, les CRC ne constituent qu'un aspects de la crise du stalinisme. S'ils parviennent à rassembler des militants communistes ces derniers seront très éloignés du trotskysme. Il vaut mieux laisser les CRC se cristalliser en une organisation de type centriste puis d'envisager l'entrée des trotskystes dans celle-ci. L'autre aspect de la crise du stalinisme à ne pas négliger est le trouble de militants ouvriers comme B. Frachon. Pour P. Lambert, ce dirigeant cégétiste défend quasi-ouvertement une ligne favorable au front unique et approuvée par beaucoup de bureaucrates cégétistes. Ainsi, au cours du premier trimestre 1953, les trotskystes majoritaires constatent des tensions entre les cadres CGT et la direction du PCF. En région parisienne, les syndicats CGT et les syndicats enseignants de la FEN constituent ensemble un comité d'organisation pour commémorer le 12 février 1934. Le PCF intervient pour arrêter cette démarche unitaire<sup>2</sup>. La Fédération postale CGT continue d'avoir une attitude unitaire en soutenant avec le Fédération autonome le mouvement pour la prime de fin d'année<sup>3</sup>. Pour tirer parti de toutes ces possibilités, P. Lambert demande que le travail indépendant reste prioritaire et respecte tous les organismes du parti. Ce document peut paraître plus prudent et raisonnable que celui de M. Bleibtreu.

Le comité central du PCI rejette le rapport de M. Bleibtreu par 5 voix (S. Just, P. Lambert, H. Baratier, J. Lefèvre, D. Renard ) contre 4 (M. Bleibtreu, G. Bloch, R. Berné, M. Lequenne). Deux suppléants (J. Anglard, Michel Chambrier<sup>1</sup>) votent pour, et un (G. Mougard) contre. Le comité central adopte le rapport Lambert (votes précédents inversés). Les militants ouvriers de Renault (D. Renard, J. Lefèvre, H. Baratier), de la poste (G. Mougard) et de la RATP (S. Just) votent pour P. Lambert. Comme six membres du comité central sont excusés, absents ou n'ont pas pris part au vote, il faut noter que son rapport n'a obtenu que cinq voix sur quinze. Il dispose d'une majorité bien fragile.

Le bureau politique se trouve mis en minorité au comité central. M. Bleibtreu propose de modifier la composition du bureau politique afin de refléter l'orientation du comité central. Après plusieurs votes, le comité central élit le bureau politique suivant :

---

<sup>1</sup> « Comité central des 21 et 22 mars », *op. cit.*, p. 22-24.

<sup>2</sup> « Une leçon pour l'unité d'action », *La Vérité*, n°309, 20 février 1953.

<sup>3</sup> « Pour réaliser l'unité d'action, un exemple : les postiers », *La Vérité*, n°307, 22 janvier 1953.

G. Bloch, Emile Lejeune<sup>2</sup>, R. Berné, S. Just, P. Lambert, J. Lefèvre et D. Renard. M. Bleibtreu, M. Lequenne et Levan<sup>3</sup> deviennent suppléants.

Les quatre partisans du rapport Bleibtreu (M. Bleibtreu, G. Bloch, R. Berné, M. Lequenne) lisent une déclaration où ils rappellent leur conviction que les CRC constituent la voie principale de passage des cadres ouvriers français du stalinisme au trotskysme. Ces comités constituent une opportunité historique<sup>4</sup>. Dans son mémoire de maîtrise, F-X. Breton reproduit cette déclaration mais son contenu diffère de celle du compte rendu officiel : elle accuse P. Lambert d'avoir préparé fractionnellement la réunion du comité central et d'avoir accusé la majorité de préparer la liquidation du parti<sup>5</sup>.

P. Lambert prend la direction du PCI majoritaire.

---

<sup>1</sup> Pseudonyme : Hémécé. Il a choisi pour pseudonyme les deux initiales de son nom.

<sup>2</sup> Pseudo : Milou.

<sup>3</sup> Levan est le pseudonyme du militant vietnamien Nguyen Giap Thoi selon C. Tranchant (entretien du 25/4/2006).

<sup>4</sup> « Comité central des 21 et 22 mars », *op. cit.*, p. 24-26.

<sup>5</sup> F-X. Breton, *op.cit.*, p. 88-90. Dans le compte rendu manuscrit déposé au Cermtri (AC6), la partie accusant P. Lambert est rayée.

## CHAPITRE III

# MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE DIRECTION

(avril 1953 – janvier 1954)

La modification de la composition du bureau politique n'a d'abord pas changé grand-chose selon M. Lequenne<sup>1</sup>. Les relations demeurent normales entre les dirigeants<sup>2</sup>. M. Bleibtreu reste à la direction du journal. Mais, P. Lambert ne se satisfait pas du fonctionnement actuel du parti. Selon lui, l'ancienne direction était inexpérimentée. Par compensation, elle se lançait dans de l'agitation superficielle ou voulait périodiquement révolutionner l'organisation du Parti. Résultat : la vie politique est concentrée dans le secrétariat et le bureau politique alors que bien des militants se tiennent en attente et sans tâches précises<sup>3</sup>. La diffusion de *La Vérité* n'a jamais été aussi faible et le travail vers les sympathisants aussi négligé. P. Lambert a des idées bien arrêtées sur la manière dont le PCI doit fonctionner et comment il doit intervenir dans la lutte des classes. Il faut examiner ces idées et comment la nouvelle direction les met en œuvre à partir du second trimestre 1953.

### **Le fonctionnement interne**

Pour P. Lambert, il faut attribuer à chaque militant des buts précis avec les tâches qui en découlent. Il est primordial que le parti arrive à définir de tels objectifs à tous ses membres<sup>4</sup>. Chaque structure du parti doit jouer son rôle. Les cellules doivent suivre la réalisation des objectifs fixés à chaque militant et en rendre compte au bureau politique (et à la direction régionale en RP). Elles doivent établir un plan de discussion politique.

---

<sup>1</sup> Entretien de M. Lequenne avec K. Landais, p. 6.

<sup>2</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 10.

<sup>3</sup> AC6, « Projet Lambert », avril 1953, 6 p.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 1.

De même, le bureau politique ne doit pas négliger les tâches financières traditionnellement méprisées<sup>1</sup>.

La nouvelle direction met en œuvre des réformes internes. En avril 1953, elle lance une campagne destinée à augmenter la diffusion de *La Vérité* et à resserrer les liens avec les sympathisants. Un fichier d'adresses d'anciens militants est envoyé aux cellules avec des instructions très précises. Pendant les deux mois de la campagne, chaque secrétaire de cellule doit communiquer hebdomadairement la liste des visités et pour chacun les résultats obtenus. Il faut placer l'équivalent de deux abonnements annuels par militant<sup>2</sup>.

Pour régler définitivement le problème du déficit chronique, le bureau politique décide une hausse des cotisations. Jusque là, les militants versaient de manière plus ou moins régulière une somme à peu près identique. Cela favorisait les membres de l'organisation les mieux payés. Aussi, le bureau politique crée une commission composée de G. Bloch, L. Eemans, Thomas Dejean, R. Berné et S. Just. Elle doit examiner les cotisations versées par chaque militant et la régularité de celles-ci. Elle pourra convoquer les militants individuellement<sup>3</sup>. Finalement, la nouvelle commission établit un barème afin que les cotisations soient proportionnelles aux revenus. D'après un texte postérieur du groupe « Lambert », M. Bleibtreu et ses partisans s'opposèrent en vain à cette réforme<sup>4</sup>. Les nouvelles méthodes de fonctionnement impliquent un contrôle plus pointilleux du travail et des ressources de chaque adhérent.

Nous avons vu deux exemples des mesures organisationnelles au printemps 1953. Les années suivantes, le PCI majoritaire conservera ce fonctionnement méthodique et organisé.

En juin 1953, le bureau politique doit examiner la situation du Mouvement révolutionnaire de la jeunesse (MRJ). L'organisation de jeunesse du Parti périclité : sa direction manque de cadres et ses activités se réduisent. Le bureau politique prend une décision particulièrement douloureuse. Il programme la dissolution du MRJ pour

---

<sup>1</sup> AC6, « Projet de résolution d'organisation », mai 1953, 4 p.

<sup>2</sup> AC6, « Campagne d'abonnement de la V », avril 1953, 1 p et AC6, « 1<sup>ère</sup> note sur le travail sympathisants », avril 1953, 1 p.

<sup>3</sup> AC6, « Contre-offensive ouvrière », mai 1953, p. 5-6.

<sup>4</sup> FJ, F Delta Res 777 /1/1/1 « Projet de rapport d'activité et d'orientation pour le XIII<sup>e</sup> congrès », décembre 1964, p. 38.

l'automne<sup>1</sup>. Un dernier numéro de son périodique - *Jeune Révolution* - paraît en novembre 1953<sup>2</sup>. Les militants les plus motivés de l'organisation de jeunesse sont absorbés dans le Parti. Cela permet la création d'une nouvelle cellule Téléphonie et le renforcement des cellules existantes. Il est probable que l'organisation adulte n'a pas pu fournir au MRJ l'appui dont il avait besoin<sup>3</sup>. Le MRJ devait procurer un recrutement régulier au parti. Sa disparition explique en partie les difficultés du PCI majoritaire à recruter. Il ne dépassera pas la centaine de militants au cours de la période étudiée.

## L'intervention externe

Le travail de construction des Comités de redressement communiste (CRC) continue. P. Lambert prend en main les relations avec A. Marty, R. Berné devenant le garde du corps de ce dernier. Les documents internes du PCI majoritaire d'avril-mai 1953 mentionnent ce travail comme important<sup>4</sup>. Mais la collaboration avec A. Marty est gênée par les indicateurs et provocateurs qui rôdent autour de lui. Ainsi, A. Marty accorde sa confiance à Claude Lavezzi, l'animateur du CRC de Caen dont il a connu le père. En fait, il s'agit d'un agent provocateur lié aux réseaux anti-communistes d'Henri Barbé et Georges Albertini ainsi qu'à la police<sup>5</sup>. En juillet 1953, C. Lavezzi publie des lettres de l'ancien dirigeant afin de compromettre son éventuelle réintégration au PCF. Cette affaire affecte profondément A. Marty<sup>6</sup>. Selon M. Bleibtreu, R. Berné aurait eu une part de responsabilité dans les agissements de C. Lavezzi<sup>7</sup>. Les liens entre les trotskystes majoritaires et A. Marty se distendent. Pendant les grèves d'août 1953, P. Lambert propose à l'ancien dirigeant d'intervenir au cours du meeting que les trotskystes majoritaires vont tenir devant les usines Renault<sup>8</sup>. A. Marty refuse<sup>9</sup>. En septembre 1953, ce dernier reproche aux majoritaires d'avoir commis une grave

---

<sup>1</sup> AC6, « Travail jeune », 5-6 juin 1953.

<sup>2</sup> Il s'agit du numéro 23. Le n°22 était paru en mars 1953.

<sup>3</sup> AC3, « Compte rendu du comité central des 27 et 28 septembre 1952 », p. 5.

<sup>4</sup> AC6, « Projet de résolution d'organisation », *op. cit.*, p. 1-2 et une allusion dans l'article « Quelle est la ligne du PCF ? », *La Vérité*, n° 315, 22 mai 1953.

<sup>5</sup> Sur les agissements des Renseignements généraux dans l'entourage d'A. Marty voir F. Charpier, *Les RG et le Parti communiste*, Paris, Plon, 2000, p. 79-95.

<sup>6</sup> Entretien avec C. Pennefier le 22 février 2006 et « Dossier Lavezzi » dans AM, CHS AM 36.

<sup>7</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4 (souvenirs rédigés en 1977).

<sup>8</sup> Ce meeting est évoqué plus loin.

<sup>9</sup> Entretien avec Daniel Lafivière du 22 février 2006.

négligence dans la gestion de la boîte postale<sup>1</sup>. Ensuite, il n'est plus question des Comités de redressement communiste. En octobre 1953, un article de G. Bloch dans *La Vérité* rend hommage à A. Marty mais ne parle plus des CRC<sup>2</sup>. Néanmoins, les contacts entre l'ancien dirigeant communiste et P. Lambert continuent. Ainsi ce dernier fournit à A. Marty - toujours député - un secrétaire parlementaire en la personne de Daniel Lafière, fils de Henri et militant syndical comme lui. P. Lambert cherche un éditeur pour le livre qu'André Marty prépare. En 1954, selon le témoignage de Raoul, les militants du PCI espèrent encore un résultat de ce côté. Le vieux dirigeant aurait écrit des articles dans *La Vérité* sous le pseudonyme de Vasseur<sup>3</sup>. La rupture entre les deux hommes survient en novembre 1954 : A. Marty aurait écrit une lettre à P. Lambert restée sans réponse. Ensuite A. Marty se plaint auprès de D. Lafière, P. Frank<sup>4</sup> et M. Bleibtreu<sup>5</sup> des carences et des manœuvres de P. Lambert. Il accuse ce dernier d'avoir cherché à l'isoler et de ne pas l'avoir aidé à publier son livre. De son côté, le PCI rompt publiquement avec A. Marty en février 1955. *La Vérité* explique que l'ancien dirigeant ne se décide pas à opposer publiquement une ligne politique révolutionnaire à celle du PCF. A l'Assemblée, il ne différencie jamais ses votes de ceux du Parti communiste. Ainsi, le journal rappelle qu'il a voté l'investiture à P. Mendès France<sup>6</sup>. Pourtant, *La Vérité* salue ensuite la publication de son ouvrage, *L'Affaire Marty*<sup>7</sup>.

Plusieurs raisons peuvent expliquer l'échec des CRC. D'abord, la direction du Parti communiste a préparé soigneusement l'exclusion d'A. Marty. Elle a pris ses dispositions pour l'isoler et le PCF se révèle plus solide que ne le croyait les majoritaires. M. Lequenne note la difficulté de gagner des militants communistes au trotskysme : le PCI, très affaibli, est peu attirant<sup>8</sup>. Selon M. Lequenne, P. Lambert ne désirait pas continuer le travail avec A. Marty car l'ancien dirigeant du PCF était mal vu de ses contacts anticommunistes dans FO. P. Lambert aurait tout fait pour liquider cette opération<sup>9</sup>. Certes, nous avons vu précédemment que M. Bleibtreu est davantage motivé

<sup>1</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4, Lettre d'A. Marty à M. Bleibtreu du 4/9/1953.

<sup>2</sup> « Marty avait raison », *La Vérité*, n° 322, 3 octobre 1953.

<sup>3</sup> P. Broué, « Raoul, militant Trotskyste », *Cahiers Léon Trotsky*, n°56, juin 1995, p. 88.

<sup>4</sup> AM, CHS AM 39, Lettres d'A. Marty à D. Lafière du 19/11/1954 et à P. Frank du 15/5/1955.

<sup>5</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4, Lettres d'A. Marty à M. Bleibtreu du 4/9/1953 et du 22/1/1955.

<sup>6</sup> « Secchia », *La Vérité*, n° 349, 11 février 1955.

<sup>7</sup> « Marty reprend la lutte », *La Vérité*, n° 357, 20 mai 1955.

<sup>8</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 7.

<sup>9</sup> *Ibid.*

par une collaboration avec A. Marty. Plus tard, ces deux hommes auront une correspondance suivie<sup>1</sup>. De son côté, P. Frank - dirigeant du PCI minoritaire - rencontre A. Marty le 31 mars 1955 puis reste en rapport avec lui<sup>2</sup>. Mais, nous constatons que ces deux collaborations donneront peu de résultats : à la fin de 1955, A. Marty se plaint à D. Lafièvre que depuis trois ans il n'a pas rencontré « même un germe d'organisation révolutionnaire loyale »<sup>3</sup>. Surtout, les trotskystes majoritaires voulaient qu'A. Marty se mette à la tête d'un nouveau parti communiste révolutionnaire alors que ce dernier souhaitait surtout être réintégré dans le PCF. Cela explique qu'il n'en a jamais révélé les secrets alors qu'il en avait été responsable des cadres<sup>4</sup>. Pour nous, cette divergence constitue la cause principale de l'échec des CRC. Jean Baumgarten - ancien partisan de M. Bleibtreu au PCI - exprime la nostalgie de ne pas être parvenu à se lier à une opposition de gauche au PCF :

« Ainsi parfois je me demande pourquoi nous n'avons jamais pris contact avec Guingoin qui, plus que Marty, représentait vraiment quelque chose de fort au sein du PCF »<sup>5</sup>.

Au second trimestre 1953, P. Lambert peut enfin imposer sa ligne de priorité à l'action syndicale. Cela lui paraît d'autant plus légitime que le PCI majoritaire constate une remontée de la combativité ouvrière<sup>6</sup>. Le mouvement des postiers en décembre 1952 - janvier 1953 a marqué le début d'une contre-offensive des travailleurs qui se manifeste aussi chez Renault et à la RATP. L'évolution de la CGT appuie ce début de contre-offensive ouvrière. Selon le PCI, depuis février 1953 la ligne « Frachon » semble l'emporter sur la ligne « Lecoœur ». La CGT propose maintenant des actions communes aux autres syndicats au niveau de l'entreprise ou de la fédération. Les trotskystes majoritaires décident d'appuyer cette ligne de front unique partiel et d'aller plus loin : en prônant des accords au sommet entre fédérations syndicales. La CGT tient son congrès national les 7 et 8 juin 1953. Dans ses commentaires, *La Vérité* approuve sa nouvelle ligne mais regrette une nouvelle fois l'absence de propositions unitaires aux

---

<sup>1</sup> Les deux hommes entretiennent une correspondance suivie de janvier 1955 jusqu'au décès de l'ancien dirigeant du PCF - le 22 novembre 1956. Voir FB, F Delta 1902/1/4/4.

<sup>2</sup> AM, CHS AM 39 Correspondance Pierre Frank / André Marty.

<sup>3</sup> AM, CHS AM 39.

<sup>4</sup> Entretien avec Claude Penetier du 22/2/2006.

<sup>5</sup> Entretien avec Jean Baumgarten en annexe 3, p. 2.

<sup>6</sup> « La situation dans la classe ouvrière 22 avril 1953 », *Cahiers du Cermtri*, n°49, juin 1988, p. 3.

autres confédérations<sup>1</sup>. Le PCI espère toujours jeter le trouble chez certains militants communistes plus attirés par l'unité d'action des travailleurs que par le Front national uni prôné par la direction du PCF<sup>2</sup>. Les cellules du PCI sont appelées à se mobiliser et à travailler dans ce sens<sup>3</sup>. En juin 1953, *L'Unité syndicale* paraît de nouveau après un an de silence. Le journal explique cette interruption par le manque d'argent. L'arrivée de P. Lambert à la direction du PCI a dû contribuer à cette relance. *L'Unité syndicale* paraît désormais chaque mois.

## La constitution d'un noyau

Lors de la session du comité central des 2 et 3 mai 1953, la nouvelle direction procède à sa première exclusion. M. Gibelin est un des dirigeants de son syndicat FO. Le Conseil central des syndicats soviétiques propose à des syndicalistes FO un voyage en URSS de trois semaines. M. Gibelin accepte sans demander l'autorisation du bureau politique. Ainsi, il sera à la tribune officielle lors du défilé du 1<sup>er</sup> mai 1953 à Moscou<sup>4</sup>. C'est une grosse faute de discipline. Selon M. Lequenne, lors du comité central cité, P. Lambert prévient que M. Gibelin signera une déclaration en URSS. Pour que ce dernier n'engage pas le PCI, P. Lambert obtient le vote d'un texte de précaution. En fait, après la réunion du comité central, *La Vérité* publie le message suivant :

« Le comité central des 2 et 3 mai a prononcé l'exclusion du parti de GM [Gibelin-Marin], pour actes contraires à l'honneur d'un militant et à la moralité prolétarienne »<sup>5</sup>.

Ce communiqué très succinct laisse supposer que M. Gibelin a commis une grave malversation. Comme M. Gibelin ne fait pas appel, le comité central des 27-28 juin 1953 confirme l'exclusion<sup>6</sup>. M. Gibelin militait au sein du mouvement trotskyste depuis 1938. Selon M. Lequenne, il gênait P. Lambert à cause de ses activités syndicales à FO<sup>7</sup>. Il faut indiquer que M. Gibelin ne venait plus au comité central depuis le VIII<sup>e</sup> congrès. Par contre, il participait aux tentatives de relance de *L'Unité syndicale*<sup>8</sup>. A la

<sup>1</sup> « Plus de luttes éparses », *La Vérité*, n° 317, 26 juin 1953.

<sup>2</sup> Il s'agit de rassembler tous les patriotes afin de lutter pour l'intérêt national et la paix.

<sup>3</sup> « La situation dans la classe ouvrière 22 avril 1953 », *Cahiers du Cermtri*, n°49, juin 1988, p. 3-8.

<sup>4</sup> M. Gibelin donne ses impressions de voyage sous le titre « Je viens de séjourner en URSS » dans le quotidien *Combat* du 9 au 14 juillet 1953.

<sup>5</sup> « La vie du parti », *La Vérité*, n°314, 8 mai 1953.

<sup>6</sup> AC6, « Supplément au n° 321 de *La Vérité* », 1<sup>er</sup> octobre 1953, p. V.

<sup>7</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 9-10 et avec K. Landais p. 10.

<sup>8</sup> Entretien avec M. Lequenne du 25 janvier 2006.

suite de cette exclusion, son ami Jacques Danos milite moins au PCI. J. Danos jouait un rôle important à la commission coloniale. En février 1954, le bureau politique constate qu'en l'absence de J. Danos la commission coloniale ne se réunit plus<sup>1</sup>. Désormais, P. Lambert aura les mains libres dans ce domaine.

Au même moment, R. Berné et G. Bloch se rallient à P. Lambert. Comme G. Bloch, R. Berné avait soutenu M. Bleibtreu lors du comité central des 21-22 mars. Pourtant, en avril ou mai 1953, il rédige un rapport accusant M. Bleibtreu de collusion avec les pablistes. Cela permet à une majorité de membres du bureau politique d'exclure ce dirigeant de la commission internationale<sup>2</sup>. Nous n'avons pas trouvé d'autres informations sur cet épisode. Par contre, nous disposons de textes au sujet du débat sur l'URSS qui divise alors les dirigeants du PCI. Ce débat entraîne le ralliement de G. Bloch à P. Lambert et probablement aussi celui de R. Berné. Nous allons maintenant examiner les origines de cette discussion et les positions en présence.

Nous avons vu que M. Bleibtreu analyse les évolutions en URSS et en Europe de l'Est en association avec B. Karlinsky. Pour ce dernier Staline renforce son pouvoir au XIX<sup>e</sup> congrès<sup>3</sup> (octobre 1952). De même, en février 1953 ce militant démontre que le dirigeant soviétique prépare de nouvelles purges<sup>4</sup>. Ensuite, M. Bleibtreu analyse dans le journal les conséquences de la mort de Staline (5 mars 1953) et les premières mesures de libéralisation décidées par le nouvel homme fort, Beria<sup>5</sup>. Ses commentaires génèrent un débat parmi les dirigeants du PCI majoritaire. Dans le mouvement trotskyste, les discussions sur l'URSS ont toujours été compliquées. Celle-ci n'échappe pas à cette règle, aussi pour la clarté de l'exposé, les deux thèses ont été simplifiées dans le présent mémoire<sup>6</sup>. Pour M. Bleibtreu, une tendance « bureaucratique et conservatrice de gauche »<sup>7</sup> a pris le pouvoir en URSS avec Beria par peur d'un soulèvement des masses soviétiques. Cette tendance fait des concessions limitées (libération de prisonniers, amélioration du ravitaillement...) afin de sauvegarder l'essentiel des privilèges de la

<sup>1</sup> AC7, « Bureau politique du 12 février 1954 », p. 2.

<sup>2</sup> AC7, « Compte rendu du comité central des 10 et 11 avril 1954 », p. 39.

<sup>3</sup> « La réforme des statuts du PC de l'URSS », *La Vérité*, n° 299, 18 septembre 1952.

<sup>4</sup> « Nouvelles étapes vers le procès de Moscou », *La Vérité*, n° 309, 20 février 1953.

<sup>5</sup> En particulier, dans « La succession Staline », *La Vérité*, n° 311, 20 mars 1953.

<sup>6</sup> Les deux thèses sont présentées dans AC6, « Supplément au n° 321 de *La Vérité* », 1<sup>er</sup> octobre 1953, p. 1-14 de l'annexe.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p.V.

bureaucratie soviétique. Selon M. Bleibtreu, la politique de Beria est positive : les concessions faites vont générer des conflits au sein de la bureaucratie. Jusqu' à maintenant, la poigne de fer de Staline la maintenait unie. Désormais, la bureaucratie va être agitée de convulsions et éclater en factions rivales. Les ouvriers soviétiques vont probablement en profiter pour lui arracher le pouvoir. En France même, les militants trotskystes doivent utiliser les événements d'URSS. Les dirigeants soviétiques sont obligés de critiquer l'ancienne politique pour que les masses soviétiques adhèrent à la nouvelle. A partir des explications embarrassées des dirigeants soviétiques, il faut mettre à jour le rôle néfaste de la bureaucratie. Cela permettra de dialoguer avec les militants communistes et de les gagner. Pour M. Bleibtreu le changement de politique en URSS constitue le nouveau moyen pour intervenir dans le PCF.

Une autre explication des récents événements en URSS rallie la majorité des membres du bureau politique. La politique de Staline menait à la guerre. A sa mort, ses successeurs ont simplement changé de politique. Ils veulent parvenir à un compromis avec l'impérialisme pour éviter un conflit. En même temps, ils font des concessions aux travailleurs soviétiques pour éviter une explosion. A la différence de celle de M. Bleibtreu, cette explication ne croit pas dans l'éclatement de la bureaucratie en tendances opposées, ni dans une montée révolutionnaire imminente en URSS. Elle est formulée par G. Bloch.

Lors du comité central des 27-28 juin 1953, au nom de la majorité du bureau politique, R. Berné expose l'ordre du jour et G. Bloch présente le rapport sur les événements d'URSS. A cette date, ils sont donc bien intégrés à la nouvelle majorité. Le comité central valide le rapport. Le contre-rapport de M. Bleibtreu n'est soutenu que par M. Lequenne et deux membres suppléants, C. Margne et G. Mougard<sup>1</sup>. Le débat sur l'évolution de la bureaucratie russe a isolé M. Bleibtreu.

Dans le but « d'assurer la meilleure atmosphère possible pour le déroulement de la discussion sur l'URSS »<sup>1</sup>, le comité central décide de titulariser au bureau politique M. Lequenne et M. Bleibtreu. Nous supposons que P. Lambert peut se permettre cette concession car il dispose désormais de l'appui de la majorité des membres du bureau politique et du comité central. Au cœur de cette majorité se trouve un noyau de cinq

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. I-III.

militants : P. Lambert, G. Bloch, R. Berné, D. Renard et S. Just. Au cours du second semestre 1953, Levan, E. Lejeune et J. Lefèvre quittent le bureau politique<sup>2</sup>. Nous en ignorons la raison. Une lettre de G. Bloch envoyée en septembre 1953 montre que les cinq militants du groupe cité essaient, au mieux, de se répartir les tâches et les responsabilités dans le Parti afin d'être les plus efficaces possible<sup>3</sup>. Finalement le secrétariat est attribué à P. Lambert et à G. Bloch, S. Just assure la direction de la RP<sup>4</sup>. Le noyau constitué au printemps 1953 aurait pu n'être qu'un regroupement de circonstance et donc éphémère. Il va se révéler solide en particulier au cours des événements de l'été 1953.

## Le bel été 1953

Le 16 juin 1953, une grève éclate brusquement sur des chantiers du bâtiment à Berlin-Est. Les ouvriers débrayent et manifestent pour protester contre l'augmentation des normes de production. Le lendemain, 17 juin, la grève se généralise en RDA. Des comités de grève se constituent et cherchent à assurer la liaison entre eux. Les manifestations deviennent de plus en plus massives. Le régime d'Allemagne de l'Est semble menacé. Le 17 juin, l'armée russe intervient. La répression sanglante de l'Armée rouge et les concessions sociales (suppression de l'augmentation des normes...) parviennent à arrêter ce soulèvement.

Pour les trotskystes majoritaires, cet événement prouve la justesse de leur politique. M. Lequenne parle aussitôt de « tournant historique » et de « premier exemple d'insurrection prolétarienne contre la bureaucratie »<sup>5</sup>. Le bureau politique du PCI majoritaire désigne une commission pour rédiger un appel. Au sein de celle-ci, M. Lequenne explique que les travailleurs allemands ont profité des luttes inter-bureaucratiques pour manifester et revendiquer. Leur première revendication, c'est l'unité allemande. Ce n'est pas l'avis des autres membres de la commission. Pour eux, le soulèvement est d'abord dirigé contre la récente politique de Beria et ils rédigent l'appel en conséquence<sup>6</sup>. Dès le 22 juin, l'appel « Les prolétaires de Berlin se lèvent »<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p.V.

<sup>2</sup> AC7, « Bureau politique du 29 janvier 1954 », 1<sup>er</sup> février 1954, p. 1.

<sup>3</sup> AC6, Lettre de G. Bloch au bureau politique, 3 septembre 1953, 2 p.

<sup>4</sup> FB, F Delta 1902/4/5/1, « Compte rendu du bureau politique du 21 septembre 1953 ».

<sup>5</sup> AC15, Lettre à C. Hanley du 25 juin 1953, p. 3.

<sup>6</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à R. Carlton du 18 mars 1954, p. 1-2.

est diffusé sous forme de tract. Ce texte soutient totalement les ouvriers berlinois. Il appelle au renversement du gouvernement de RDA et au retrait d'Allemagne de toutes les troupes d'occupation. Les pays d'Europe de l'Est sont qualifiés « d'étouffants régimes policiers »<sup>2</sup>. Les dirigeants de RDA sont assimilés à ceux du PCF et accusés « de sacrifier les travailleurs aux combinaisons diplomatiques du Kremlin »<sup>3</sup>. L'appel est publié dans *La Vérité*<sup>4</sup> avec un éditorial de M. Lequenne.

Lors de la session du comité central majoritaire des 27 et 28 juin 1953, G. Bloch demande à l'assemblée de valider la diffusion du tract cité précédemment. M. Bleibtreu s'y oppose. Il trouve le tract trop sectaire et comportant des erreurs. Au sein du comité central, seuls M. Lequenne, H. Baratier et G. Mougard partagent cet avis : le tract est approuvé<sup>5</sup>. Au même moment, M. Lequenne découvre dans *La Vérité* que la fin de son éditorial sur le soulèvement de Berlin-Est a été modifiée par G. Bloch. Aussitôt, il démissionne du journal. Par solidarité, M. Bleibtreu et B. Karlinsky font de même<sup>6</sup>. Les événements de Berlin-Est aboutissent donc à une nouvelle crise dans le PCI.

De son côté, le Secrétariat international de la IV<sup>e</sup> publie le 28 juin une déclaration<sup>7</sup>. Ce texte soutient les travailleurs allemands mais n'appelle pas au retrait des troupes soviétiques. Surtout, il estime que ce soulèvement va obliger les régimes bureaucratiques d'Europe de l'Est à évoluer. Pour garder le soutien des masses, ils feront de plus en plus de concessions aux travailleurs. La déclaration espère même une démocratisation réelle des partis communistes. Avec M. Pablo, le SI croit toujours à un virage à gauche de la bureaucratie. Les majoritaires critiqueront beaucoup cette déclaration.

Un événement inattendu va refaire l'unité du PCI majoritaire. Le président du conseil français, Joseph Laniel, est un « modéré » dont la politique continue celle d'A. Pinay. Il met en chantier une réforme de la fonction publique dont la principale mesure consiste à repousser l'âge du départ à la retraite de certaines catégories de fonctionnaires. Ce

---

<sup>1</sup> Reproduit dans « Berlin 1953 », *Cahiers du Cermtri*, n° 111, novembre 2003, p. 38-42.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>4</sup> n°317 du 26 juin 1953.

<sup>5</sup> « Supplément au n° 321 de *La Vérité* », *op. cit.*, p. IV.

<sup>6</sup> M. Lequenne raconte cet épisode dans son entretien en annexe 1 (p. 11), dans son entretien avec K. Landais (p. 8) et dans son livre déjà cité, p. 276.

<sup>7</sup> « Berlin 1953 », *op. cit.*, p. 43-46.

projet suscite leur indignation<sup>1</sup>. Nous avons vu au chapitre précédent l'attitude combative des postiers. Le projet Laniel renforce leur volonté de lutte. Le 4 août 1953, les fédérations FO, CFTC et CGT des postiers appellent à agir contre le projet Laniel par des débrayages. A Bordeaux, les postiers décident la grève illimitée puis télégraphient aux autres établissements pour les appeler à faire de même<sup>2</sup>. La grève s'étend comme une traînée de poudre chez les employés des PTT puis gagne rapidement les transports et le reste de la fonction publique. Les fédérations syndicales suivent le mouvement avec retard. La grève commence même à s'étendre au secteur privé. A la mi-août, la France compte près de quatre millions de grévistes<sup>3</sup>, davantage qu'en 1936. L'appareil d'état ne fonctionne plus. Les ordres de réquisition du gouvernement ne sont pas obéis. Les grévistes constituent des comités de grève. En certains endroits - comme à Nantes<sup>4</sup> ou à Creil - ces comités se fédèrent et constituent des centres de pouvoir. A Paris, les postiers créent un comité de coordination des grévistes.

Pour les majoritaires, cette grève spontanée constitue « un événement gigantesque »<sup>5</sup>. Le mouvement part de la base et rassemble des syndiqués de toute appartenance comme des non-syndiqués. D'un commun accord, les quatre dirigeants majoritaires présents - M. Bleibtreu, P. Lambert, S. Just et M. Lequenne<sup>6</sup> - suspendent leur vive discussion sur l'évolution de la bureaucratie russe<sup>7</sup>. M. Lequenne revient diriger la rédaction de *La Vérité*. Les militants majoritaires se mobilisent et mènent un travail acharné. Malgré leur faible nombre, ils distribuent 50 000 tracts en quelques jours. Deux numéros de *La Vérité* paraissent en urgence<sup>8</sup>. Ils appellent les travailleurs à coordonner les comités localement puis nationalement. Surtout, le PCI pose la question du pouvoir en appelant à la démission de J. Laniel et à la constitution d'un comité national d'action pour un gouvernement des organisations ouvrières (PC, SFIO, CGT, FO). Le bureau politique

<sup>1</sup> M. Pigenet, « Les grèves d'août 1953 Le social sans le politique ? », *Historiens et géographes*, n°358, juillet-août 1997, p. 169-183 fait le point sur ces grèves. Voir aussi le point de vue militant de D. Collin, « La grève générale d'août 1953 », *La Vérité*, n° 590, 1980, p. 73-94.

<sup>2</sup> S. Lottier, « La grève d'août 1953 aux PTT » dans *La CGT dans les années 1950*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p. 385-391.

<sup>3</sup> Ce nombre est indiqué par J-P. Rioux, *La France de la Quatrième République -1. L'ardeur et la nécessité 1944-1952*, Paris, Seuil, 1980, p. 42.

<sup>4</sup> « Nantes, une pointe avancée d'août 1953 », *La Vérité*, n°321, 17 septembre 1953.

<sup>5</sup> Selon M. Lequenne. Il fait un récit « à chaud » de l'action des majoritaires dans AC20, Lettre à C. Hanley, 31 août 1953.

<sup>6</sup> AL, Lettres de M. Lequenne à R. Carlton du 18 mars 1954, p. 3.

<sup>7</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 10 décembre 1953, 2 p.

<sup>8</sup> Les numéros 318 et 319 des 13 et 22 août 1953.

rédige une lettre ouverte à ces organisations ouvrières, diffusée par tracts et publiée dans *La Vérité*<sup>1</sup>. Mais les confédérations syndicales restent sourdes à ces appels. La SFIO et le PCF se contentent de demander la convocation du parlement. Le président de l'assemblée, E. Herriot, s'y refuse. La CFTC et FO commencent des négociations discrètes avec le gouvernement. La CGT ne prend pas d'initiatives d'envergure<sup>2</sup>.

*La Vérité* reproche aux dirigeants syndicaux de reconduire la grève de jour en jour au lieu d'appeler à la grève illimitée. Selon le journal :

« Les masses en lutte ont secoué leurs directions, les obligeant à s'engager dans le combat. Mais, et c'est un facteur essentiel de la grève générale, les directions ne dirigent pas ! Elles s'adaptent, elles suivent ! Elles laissent la grève générale morcelée en grèves corporatives de durée variable »<sup>3</sup>.

Pour le journal trotskyste, les dirigeants syndicaux empêchent l'extension de la grève au secteur privé et en particulier à la métallurgie. Chez Renault, les majoritaires reprochent à la CGT de cloisonner l'action revendicative département par département. Ils organisent un meeting le 19 août sur la place Nationale à Billancourt pour appeler les ouvriers à imiter les fonctionnaires<sup>4</sup>. En vain. Finalement, un accord intervient entre le gouvernement et les confédérations FO et CFTC. Le gouvernement abandonne son projet. Les deux organisations appellent à la reprise du travail le 21 août, la CGT quelques jours plus tard.

Malgré le résultat limité de la grève, les majoritaires sont optimistes<sup>5</sup>. Leur organisation a bien réagi à l'événement. Les militants majoritaires ont gagné de l'influence parmi les travailleurs. Par contre, ils jugent sévèrement les trotskystes minoritaires. Ces derniers n'ont critiqué que timidement la CGT et le PC pendant la grève<sup>6</sup>. Surtout, ils distribuent le 3 septembre un tract chez Renault<sup>7</sup>. Dans ce texte, ils se démarquent des majoritaires (D. Renard et H. Baratier sont cités) et les dénoncent comme des agitateurs

<sup>1</sup> *La Vérité*, n° 318, 13 août 1953.

<sup>2</sup> M. Pigenet, *op. cit.*, p. 181-182.

<sup>3</sup> « Vive la grève générale », *Ibid.*

<sup>4</sup> « Projet de résolution politique sur la situation et les tâches », reproduit dans *Cahiers du Cermtri*, n°49, *op. cit.*, p.13.

<sup>5</sup> Les textes suivants présentent leurs analyses et résolutions consécutives à la grève : « Projet de résolution politique sur la situation et les tâches », « Résolution du comité central des 19 et 20/9/1953 » et « Note politique et d'organisation du 13 octobre 1953 ». Il sont reproduits dans *Cahiers du Cermtri*, n°49, *op. cit.*, p. 9-26.

<sup>6</sup> Par exemple article de L. Périer dans *La vérité des travailleurs*, n° 13, 1<sup>er</sup> septembre 1953. Voir aussi AC20, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley, 31 août 1953, p. 7.

<sup>7</sup> Reproduit dans *Cahiers du Cermtri*, n°49, *op. cit.*, p. 69-70.

désordonnés. Cette distribution renforce « l'anti-pablisme » des majoritaires et sera souvent évoquée par ces derniers.

Pour les majoritaires, la grève générale d'août ouvre une situation révolutionnaire. Les travailleurs repartiront bientôt en lutte. En août, les grévistes ont utilisé les organisations syndicales pour commencer leur action. Ensuite, le mouvement s'est effiloché car les travailleurs ne se sont pas émancipés des organisations ouvrières. Ils comptaient sur ces dernières pour organiser la grève générale et chasser le gouvernement Laniel. Par contre, les grévistes ont pris des initiatives et mené des combats autonomes. Ils ont mis en place des comités de grève regroupant des syndiqués de toutes appartenances et des non syndiqués. Selon les trotskystes majoritaires, les masses comprennent la nécessité du front unique pour lutter efficacement contre le patronat et le gouvernement. Pourtant les grandes organisations ouvrières n'en veulent pas : elles risqueraient d'être débordées par sa dynamique. La SFIO prône un front démocratique et social sans le PC tandis que ce dernier refuse le front unique au sommet. Le PCI veut expliquer cette situation aux travailleurs et leur proposer d'agir pour imposer le front unique aux syndicats et partis ouvriers. Le PCI va intervenir via la tendance autour de *L'Unité syndicale*. Dès la fin août, il est décidé que cette dernière va organiser une nouvelle conférence de l'Unité. Davantage que pour les deux conférences précédentes, la réunion veut attirer des syndicalistes de toute appartenance afin de faire pression sur les confédérations syndicales.

Pour P. Lambert, les évènements d'août valident sa stratégie de priorité à l'action syndicale. Depuis quelques temps, il conseille aux trotskystes d'agir dans FO et il se trouve que les militants de cette confédération ont joué un rôle important au cours de la grève. P. Lambert s'investit totalement dans la préparation de la conférence de l'Unité, partageant le secrétariat du parti avec G. Bloch<sup>1</sup>. P. Lambert conservera cette méthode d'organiser de larges réunions regroupant des militants d'appartenances syndicales ou politiques différentes, comme les conférences de *L'Unité* de 1951 et 1952<sup>2</sup>. Isolé, M. Bleibtreu regrette que pendant la grève d'août le Parti ait eu surtout une activité syndicale. Il a proposé - en vain - que le Parti prenne des initiatives politiques

---

<sup>1</sup> Lettre de G. Bloch au bureau politique, *op.cit.*.

<sup>2</sup> Voir chapitre I, sous-chapitre « Une longue lutte fractionnelle ».

(manifestation de rue...)<sup>1</sup>. M. Bleibtreu demeure partisan de donner la priorité à l'action vers le PCF. Ainsi il signe un article « A mon camarade du PCF » juste après la fin de la grève d'août<sup>2</sup>.

## Le mouvement pour les Assises

Le comité central des 19 et 20 septembre 1953 a pour but de préparer le parti aux luttes à venir. Pour cela, le bureau politique a invité des militants particulièrement actifs durant les grèves, qu'ils soient ou non membres du parti<sup>3</sup> - comme A. Hébert. Le comité central fixe l'objectif de la conférence de l'Unité : appeler à l'organisation d'Assises pour l'unité d'action syndicale. Ces assises devraient rassembler les différentes organisations syndicales localement mais aussi nationalement. A ce niveau, les confédérations syndicales devraient mettre au point le front unique puis les actions communes pour continuer et amplifier la grève d'août. Pour que toutes les organisations ouvrières, même minoritaires, participent à ces Assises pour l'unité d'action syndicale le PCI prône la parité de représentation au sein des organismes élus. Ce principe de parité est important. P. Lambert avait déjà utilisé ce principe les années précédentes : les postes de la direction de *L'Unité* étaient répartis à nombre égal entre les trois tendances. Nous faisons l'hypothèse que P. Lambert s'inspire de la manière dont est composé le bureau confédéral de la CGT. Depuis la Libération, ce bureau compte toujours un nombre égal de membres du PCF et de non-communistes<sup>4</sup>.

*L'Unité syndicale* publie l'appel à organiser des Assises nationales pour l'unité syndicale dans son numéro 6 de novembre. Au cours de l'automne 1953, les militants du PCI vont proposer au plus grand nombre possible de structures syndicales de soutenir l'appel de *L'Unité syndicale* et de participer à la conférence de l'Unité fixée au 13 décembre. Dans chaque numéro de *La Vérité*, la page ouvrière participe à cette campagne. Citons les titres des articles : « Un pas vers de prochaines victoires : la conférence nationale pour l'Unité syndicale »<sup>5</sup>, « Les comités et l'unité d'action »<sup>6</sup>,

<sup>1</sup> AL « Conception léniniste du Parti ou regroupement d'activistes syndicalistes ? », mai 1954, p. 6-7.

<sup>2</sup> *La Vérité*, n°320, 2 septembre 1953.

<sup>3</sup> AC20, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley, 31 août 1953, p. 7.

<sup>4</sup> R. Barberis, « La direction nationale de la CGT dans les années 1950 », *La CGT dans les années 1950*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p. 226-227.

<sup>5</sup> n°321 du 17 septembre 1953.

<sup>6</sup> n°322 du 3 octobre 1953.

« Les travailleurs veulent des Assises nationales pour l'unité d'action syndicale »<sup>1</sup> et « L'unité à la base est faite il faut maintenant la réaliser au sommet ».

Mais, cette campagne n'a pas d'effets sur les confédérations ouvrières : elles refusent toujours l'unité d'action. Par exemple, suite à la grève d'août une conférence d'Unité des PTT se tient en septembre. La Fédération postale CGT (FP-CGT) a piloté la préparation de la conférence de telle manière qu'elle ne rassemble que peu de délégués autonomes, CFTC ou FO. Pour les trotskystes majoritaires, la semaine revendicative décidée lors de la réunion n'engage malheureusement que la CGT. *La Vérité* en profite pour rappeler la nécessité de créer des comités d'unité d'action à tous les échelons avec représentation paritaire des différentes organisations<sup>2</sup>. En fait d'union, la FP-CGT prend des mesures contre les postiers du PCI. Jeanine Weill, syndiquée CGT, est démissionnée de la commission exécutive de son syndicat et menacée d'exclusion. Henri Lafivière, un des dirigeants nationaux de la Fédération autonome des PTT (FNSA-PTT), est violemment critiqué par la FP-CGT<sup>3</sup>. Dans *La Vérité*, Louis Portes, secrétaire général de la FNSA-PTT, prend la défense de ces militants<sup>4</sup>. Le PCI continue néanmoins de critiquer l'attitude de la FP-CGT. Cette dernière a organisé seule une grève tournante le 6 octobre. Le PCI constate l'échec de cette journée et renouvelle sa méfiance devant ce type d'opération<sup>5</sup>. Désormais, le PCI s'intéresse davantage aux oppositions internes dans FO et la CFTC. Ainsi, *La Vérité* rend compte de la réunion du comité national FO de septembre 1953. L'auteur de l'article se félicite de l'attitude de la minorité FO « qui a vigoureusement condamné l'action temporisatrice de la direction confédérale et réclamé la tenue d'un congrès extraordinaire »<sup>6</sup>. Il s'agit pour la période étudiée du premier article consacré entièrement à cette confédération. Précédemment, seule la CGT comptait.

Malgré les espoirs des majoritaires, l'automne se passe sans mouvement social important. Nous l'expliquons d'abord par l'attitude du gouvernement. Afin d'éviter de nouvelles grèves, il modifie sa politique sociale. Ainsi, il réévalue le traitement des

---

<sup>1</sup> n°323 du 23 octobre 1953.

<sup>2</sup> G. Mougard, « Les comités et l'unité d'action », *La Vérité*, n°322, 2 octobre 1953.

<sup>3</sup> « Aux PTT la calomnie est mal venue », *La vérité*, n°321, 17 septembre 1953.

<sup>4</sup> « Il faut en finir avec la calomnie », *La Vérité*, n°325, 20 novembre 1953.

<sup>5</sup> « Note politique et d'organisation du 15 octobre 1953 », *op.cit.*, p. 25.

<sup>6</sup> « Au comité national de FO », *La Vérité*, n°321, 17 septembre 1953.

fonctionnaires et convoque la Commission supérieure des conventions collectives<sup>1</sup>. La conférence nationale pour l'unité syndicale n'a pas le succès escompté : elle devient une journée d'étude qui se déroule le 13 décembre 1953. Les participants décident l'organisation d'une nouvelle journée d'étude le 14 mars et la mise en place un comité permanent pour continuer la campagne des Assises. Le comité permanent est chargé d'adopter le projet d'adresse aux centrales syndicales pour organiser les Assises puis de la diffuser le plus largement possible sous forme de tracts. Pour *La Vérité*, la réunion a été un succès<sup>2</sup> mais une note interne nuance ce jugement<sup>3</sup>. Elle reconnaît un nombre relativement réduit de participants mais considère le mot d'ordre d'Assises nationales pour l'unité d'action syndicale comme le plus efficace actuellement car il est difficile aux responsables syndicaux et politiques de le réfuter. La note demande donc aux militants de relier le mot d'ordre des Assises à tous les problèmes de vie syndicale. Ce mot d'ordre devrait permettre de rassembler des militants d'horizons très divers. Ces militants s'apercevront que les directions réformistes et staliniennes refusent les Assises et le front unique. Le PCI espère ainsi les gagner et constituer avec eux la direction de la future grève générale<sup>4</sup>. Le PCI n'en dit pas plus mais nous pouvons assimiler cette campagne des Assises à une méthode originale pour construire le parti révolutionnaire.

Quelques jours après la journée d'étude, les postiers des bureaux-gares commencent une grève soutenue par la FP-CGT et la fédération autonome. On appelle bureaux-gares les grands centres de tri situés dans les cinq principales gares parisiennes. Chaque bureau-gare constitue une « petite usine » où les conditions de travail sont difficiles<sup>5</sup>. Les majoritaires s'enthousiasment pour cette action des postiers<sup>6</sup>. Néanmoins, à la différence du mois d'août la grève demeure isolée. Début janvier 1954, les postiers doivent reprendre le travail sans n'avoir rien obtenu. *La Vérité* en rend responsable les directions syndicales qui n'ont pas voulu généraliser le mouvement<sup>7</sup>. La grève générale ne repart pas et les majoritaires doivent le constater.

---

<sup>1</sup> M. Pigenet, *op. cit.*, p. 182.

<sup>2</sup> « Les assises nationales pour l'unité syndicale », *La Vérité*, n°327, 1<sup>er</sup> janvier 1954

<sup>3</sup> AC7, « Note politique et d'organisation n°1 », 1954, 6 janvier 1954, 5 p.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>5</sup> Selon D. Lafivière.

<sup>6</sup> Le bureau politique du PCI s'investit dans la grève. En conséquence il reporte la réunion à venir du comité central au 23-24 janvier selon AC7, « Note politique et d'organisation n°1 1954 », 6 janvier 1954, p.1

<sup>7</sup> G. Mougard, « Pour une victoire prochaine », n°327, 1<sup>er</sup> janvier 1954.

Les dépenses occasionnées par l'activité du Parti pendant les grèves d'août (parution de *La Vérité*, impression de nombreux tracts, organisation de réunions...) mettent en difficulté ses finances fragiles. Le bureau politique du 6 octobre décrit la situation financière comme « particulièrement critique »<sup>1</sup>. De plus, la campagne pour les Assises amène de nouvelles dépenses. En conséquence, le bureau politique décide de se passer désormais de permanent et demande un nouvel effort aux militants. Il annonce qu'il diffusera la liste des militants qui ont accepté de verser un supplément à leur cotisation normale ainsi que celle des militants en retard de paiement. Le bureau politique décide aussi une relance du travail vers les sympathisants et le lancement d'une campagne pour améliorer la diffusion de *La Vérité*. Ces mesures devraient contribuer à diminuer le déficit<sup>2</sup>. Les résultats obtenus sont modestes. Selon une note d'organisation, en janvier 1954 la situation financière du PCI continue à être extrêmement difficile. Les actions menées pour augmenter la diffusion de « *La Vérité* » et prospector des fonds vers les sympathisants ont obtenu peu de résultats<sup>3</sup>. Seuls sept numéros de *La Vérité* paraissent de début septembre à la fin de l'année 1953. D'autre part, le bureau politique demande une aide financière à la section suisse. Celle-ci accepte de verser 20 000 francs en octobre 1953 mais elle répond à une nouvelle demande par une critique des méthodes financières de la section française. Vexé, le bureau politique réplique en rappelant que depuis un an la section suisse a peu contribué financièrement à la lutte contre le « pablisme »<sup>4</sup>.

La trêve dans les conflits internes touche à sa fin. Un nouveau différent concerne R. Berné. Plusieurs années auparavant, M. Mestre l'avait accusé d'être un policier ou un provocateur. Les trotskystes minoritaires reprennent cette accusation après la scission<sup>5</sup>. A un moment inconnu de 1953, N. Wagner-Marescu, un sympathisant d'origine roumaine, est démasqué par un militant<sup>1</sup>. Il espionnait le PCI pour le compte de la DST. A la lecture d'un carnet d'adresses laissé par le Roumain, M. Bleibtreu se persuade que

---

<sup>1</sup> AC7, « Supplément n°205 au 322 de *La Vérité* », 8 octobre 1953, p. 4.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>3</sup> « Note politique et d'organisation n°1 1954 », *op. cit.*, p. 2.

<sup>4</sup> AC15, Lettre de Pia à G. Bloch du 28 septembre 1953, 1 p. et « Au bureau politique de la MAS », 27 novembre 1953, 2 p.

<sup>5</sup> M. Lequenne évoque cette accusation dans sa lettre à C. Hanley du 4 avril 1953 (AC15). Pour lui, il s'agit d'une calomnie. Maurice Rajfus, ancien camarade de R. Berné, considère aussi que c'est une calomnie dans son ouvrage *Une enfance laïque et républicaine*, Paris, Manya, 1952, p. 85. Il se demande si elle ne fut pas la cause de sa noyade le 14 juillet 1955 dans la Marne.

R. Berné est un policier<sup>2</sup>. Au bureau politique, il dénonce R. Berné. A la demande de M. Bleibtreu, le bureau politique nomme alors une commission de contrôle afin d'éclaircir cette affaire<sup>3</sup>. Le 1<sup>er</sup> décembre 1953, cette commission présente les résultats de ses investigations. Au vu de ceux-ci, le bureau politique innocent R. Berné et blâme M. Bleibtreu. Cependant cette affaire n'est pas terminée : à la fin de l'année 1953, le bureau politique nomme une commission extraordinaire composée de L. Fontanel et H. Baratier pour enquêter à son tour sur ces accusations<sup>4</sup>. Pour M. Lequenne, M. Bleibtreu a été maladroit de répéter cette calomnie contre R. Berné : il l'a rapproché de P. Lambert<sup>5</sup>.

*La Vérité* provoque un autre différent. Le 21 septembre 1953, lors de la réunion du bureau politique, P. Lambert propose de remplacer M. Lequenne par R. Berné à la direction du journal mais il est seul de son avis<sup>6</sup>. En octobre, les cellules Renault et Téléphonie mettent en cause le comité de rédaction pour le retard de parution du journal. Les cellules citées comptent beaucoup de partisans de P. Lambert : G. Bloch, J. Lefèvre, D. Renard, H. Baratier<sup>7</sup>... Dans sa réponse, M. Lequenne attribue le retard aux auteurs<sup>8</sup>. Les heurts entre le comité de rédaction et le bureau politique sur des articles publiés deviennent de plus en plus fréquents. Au bureau politique, G. Bloch préconise de faire de *La Vérité* un journal d'agitation. M. Lequenne demande, en vain, que cette proposition soit discutée au comité central<sup>9</sup>.

D'autre part, la controverse sur l'évolution de la bureaucratie russe reprend<sup>10</sup>. En novembre, *La Vérité* publie un article de Basile Karlinsky consacré à l'agriculture

---

<sup>1</sup> Voir l'article « Un provocateur de la DST démasqué », *La Vérité*, n° 323, 23 octobre 1953.

<sup>2</sup> Le récit qui suit s'appuie sur l'entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 9 et 11 et sur la « Lettre de Bloch et Renard aux membres du CI » avec ses pièces jointes. La lettre et les pièces jointes (dont la résolution du bureau politique) sont reproduites dans AC7, « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », 21 mai 1954, p.7-14.

<sup>3</sup> FB, F Delta 1902/4/8/2

<sup>4</sup> Le chapitre V décrit les suites de cette affaire.

<sup>5</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 11 ; FB, F Delta 1902/4/5/1, « compte rendu du bureau politique du 21 septembre 1953 ».

<sup>6</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à R. Carlton du 18 mars 1954, p. 3.

<sup>7</sup> Selon la liste de militants de région parisienne reproduite en annexe 9.

<sup>8</sup> « Supplément n°205 au 322 de *La Vérité* », *op. cit.*, p. 5-6.

<sup>9</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à Ralph Carlton (C. Hanley) du 8 février 1954, p. 2-3. Dans sa lettre du 10 décembre 1953, C. Hanley a demandé à M. Lequenne pour des raisons de sécurité de lui adresser toute correspondance sous le pseudo de Ralph Carlton.

<sup>10</sup> Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 10 décembre 1953, *op. cit.*, p. 2.

soviétique<sup>1</sup>. Il reprend l'analyse élaborée avec M. Bleibtreu d'une bureaucratie russe en voie d'éclatement. Dans le numéro suivant, le bureau politique du PCI réfute cet article<sup>2</sup>. Il rappelle la résolution adoptée par le parti : la bureaucratie russe louvoie mais n'éclate pas. Le réveillon de *La Vérité* provoque un autre incident<sup>3</sup>. Certaines cellules se sont abstenues presque complètement. Le bureau politique tance les absents et décide de les taxer. Les cellules les plus présentes étaient les plus proches de P. Lambert<sup>4</sup>. L'ambiance au sein de la direction du PCI devient de plus en plus tendue. Pourtant, les points marqués dans l'Internationale auraient pu compenser la déception de l'automne.

## La fin de l'isolement international

Dans l'Internationale, le printemps 1953 apporte de bonnes nouvelles au PCI. Le III<sup>e</sup> congrès mondial a reconnu en Argentine le Groupe communiste internationaliste (GCI) comme section officielle de la IV<sup>e</sup> Internationale au détriment du Parti ouvrier révolutionnaire (POR) dirigé par Nahuel Moreno<sup>5</sup>. Une correspondance s'établit entre ce dernier et le PCI. En avril 1953, N. Moreno propose une alliance au PCI pour lutter contre le « pablisme »<sup>6</sup>. Le bureau politique accepte<sup>7</sup>. Les relations demeurent étroites avec la section suisse<sup>8</sup>. La correspondance de M. Lequenne avec C. Hanley devient plus régulière. Surtout, une lutte fractionnelle se déclenche dans le SWP entre la direction (J.-P. Cannon, Farrell Dobbs) et une minorité animée par Bert Cochran et Georges Clarke (pseudo : Livingstone), proche de M. Pablo. La minorité prône un tournant vers le Parti communiste américain et une remise en cause de l'héritage trotskyste du SWP. Les trotskystes majoritaires étudient avec intérêt les bulletins internes du SWP. M. Lequenne écrit à C. Hanley :

« Nous retrouvons aussi dans vos BI, quoique sous une forme déformée, les problèmes qui nous ont secoué ici »<sup>9</sup>.

<sup>1</sup> « Koulaks, enrichissez-vous ! », n°325, 6 novembre 1953.

<sup>2</sup> « A propos d'un article sur l'agriculture soviétique », n°326, 4 décembre 1953.

<sup>3</sup> Chaque 31 décembre, le PCI organise un réveillon de *La Vérité* pour les militants et sympathisants.

<sup>4</sup> « Note politique et d'organisation n°1 1954 », *op. cit.*, p. 1.

<sup>5</sup> R. Prager, *op. cit.*, p. 299-300.

<sup>6</sup> AC6, Lettre de N. Moreno, 8 avril 1953, 5 p. et AC6, Lettre de R. Berné à N. Moreno, 16 avril 1953, 2 p.

<sup>7</sup> « Résolution d'orientation internationale adoptée par le bureau politique du PCI le 29 mai 1953 », *Cahiers du Cermtri*, n° 47, décembre 1987, p. 8.

<sup>8</sup> Les deux organisations tiennent une conférence le 25 septembre 1953. AC15, « Résolution de la 2<sup>ème</sup> conférence franco-suisse », 4p.

<sup>9</sup> AC15, Lettre du 15 juin 1953, p. 2.

Le conflit dans le parti américain confirme les trotskystes majoritaires dans leur diagnostic : M. Pablo est en train de faire éclater une à une les sections de la IV<sup>e</sup>, aussi il faut constituer une tendance internationale pour l'en empêcher. L'objectif demeure de prendre la direction de l'Internationale au IV<sup>e</sup> congrès mondial<sup>1</sup>. Dans ses lettres à C. Hanley, M. Lequenne s'impatiente<sup>2</sup>. Il juge le SWP très timoré : il refuse de condamner le III<sup>e</sup> congrès et la ligne de M. Pablo. En mai 1953, J-P Cannon conserve la majorité au comité national du SWP. Il confie la direction du parti à Farrell Dobbs. J.-P. Cannon écrit alors à M. Pablo : il le soupçonne d'avoir soutenu la minorité<sup>3</sup>. Il considère de plus en plus que la crise du SWP a été suscitée par le SI<sup>4</sup>. Plusieurs événements de l'été 1953 accélèrent l'évolution du SWP. D'abord, la déclaration du SI suite aux événements de Berlin-Est<sup>5</sup>. Ensuite, dans son article de juillet 1953 « Montée et déclin du stalinisme » M. Pablo maintient sa politique d'entrisme dans les PC<sup>6</sup>. Enfin, le PCI minoritaire soutient la CGT et condamne par tract les majoritaires pendant la grève générale d'août.

Les trotskystes majoritaires éprouvent une grande satisfaction à lire dans *The Militant* (du 2 septembre) une analyse de la grève d'août similaire à la leur<sup>7</sup>. La section britannique, dirigée par Gerry Healy<sup>8</sup>, a soutenu fermement jusque là le SI. Au cours de l'été 1953, elle est menacée à son tour par une minorité pro-pabliste. En conséquence, G. Healy se rapproche du SWP et contacte M. Bleibtreu<sup>9</sup>. En octobre, à l'initiative de ce dernier<sup>10</sup>, des représentants de la section anglaise, du PCI majoritaire et des Suisses tiennent une conférence à Londres en liaison avec le SWP. A l'issue de celle-ci le PCI demande au parti américain de prendre l'offensive sans attendre. M. Pablo a verrouillé le CEI : ses opposants ne pourront jamais devenir majoritaires au prochain plenum. Le PCI conseille de rompre dès maintenant avec le SI et de regrouper les forces vives de la

<sup>1</sup> « Résolution d'orientation internationale adoptée par le bureau politique du PCI le 29 mai 1953 », *op. cit.*, p. 7-8.

<sup>2</sup> AC15, Lettres des 15 et 25 juin 1953, 2 et 4 p.

<sup>3</sup> « Quarantième anniversaire de la fondation de la IV<sup>e</sup> internationale », *La Vérité*, n° 583, 1978, p. 252.

<sup>4</sup> AC19, Lettre de J. P. Cannon à Tom (Sam Gordon) du 4.6.53, *Bulletin intérieur du SI de la Quatrième Internationale*, 30.11.53, p. 8.

<sup>5</sup> Voir précédemment.

<sup>6</sup> *Cahiers du Cermtri*, n°47, *op. cit.*, p. 9-22.

<sup>7</sup> AC20, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 29 septembre 1953, 3 p.

<sup>8</sup> Pseudo : Burns.

<sup>9</sup> FB, F Delta 1902 1/1

<sup>10</sup> Selon M. Lequenne, « Le trotskysme, une histoire sans fard », *op. cit.*, p. 312.

IV<sup>e</sup><sup>1</sup>. Ce sera le meilleur moyen de rallier les opposants. En fait, le PCI craint un nouveau compromis organisationnel avec les « pablistes » qui lui soit défavorable<sup>2</sup>. Selon C. Hanley, la direction du SWP continue d'hésiter à rompre avec M. Pablo<sup>3</sup>.

Finalement, la minorité Cochran-Clarke du SWP, liée à M. Pablo, provoque la rupture. Le 30 octobre 1953, ses militants refusent de prendre part au meeting en l'honneur du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du mouvement trotskyste aux États-Unis. Ce boycott public du Parti représente une déclaration de scission et c'est ainsi que la direction du SWP le comprend. Les 2 et 3 novembre 1953, le Comité national de la section américaine expulse Cochran, Clarke et tous ceux qui avaient participé au boycott<sup>4</sup>. Ensuite, la direction du SWP suit le conseil du PCI. Le 16 novembre, *The Militant* publie la lettre ouverte du Comité national du SWP « Aux trotskystes du monde entier »<sup>5</sup>. La lettre condamne la politique conçue et mise en œuvre par M. Pablo. Elle exprime ses regrets par rapport au PCI :

« Le rôle que la majorité de la section française a joué dans la récente grève générale a démontré de la façon la plus décisive qu'ils savent défendre les principes fondamentaux du trotskysme. La section française de la Quatrième Internationale a été injustement exclue. Les majoritaires français rassemblés autour du journal *La Vérité* sont les véritables trotskystes de France, et le SWP les reconnaît ouvertement comme tels ».<sup>6</sup>

La lettre se termine par un appel aux sections de la IV<sup>e</sup> d'écarter de leurs postes M. Pablo et ses partisans. Dès la réception du journal en France, le PCI traduit la lettre en urgence<sup>7</sup>. Elle est présentée dans *La Vérité* avec enthousiasme sous le titre « Le trotskysme vaincra, un appel des trotskystes américains contre les liquidateurs de la IV<sup>e</sup> »<sup>8</sup> et reproduite intégralement. Pour tirer les conséquences organisationnelles de cet appel, les sections anglaise, française, suisse et néo-zélandaise tiennent une conférence à Paris le 23 novembre. Elles sont représentées respectivement par G. Healy,

<sup>1</sup> C15, Lettre du PCI au SWP, 23 octobre 1953, 4 p.

<sup>2</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 3 novembre 1953.

<sup>3</sup> AC15, Lettre de C. Hanley à M. Lequenne du 28 octobre 1953, 1 p.

<sup>4</sup> AC15, Lettre de C. Hanley à M. Lequenne du 12 novembre 1953, 2 p. et World Socialist Web Site, *L'héritage que nous défendons*, disponible sur le web, 1998-2000, chapitre 17, p. 12.

<sup>5</sup> Reproduite dans « Quarantième anniversaire de la fondation de la IV<sup>ème</sup> internationale », *La Vérité*, n° 583, 1978, p. 245-255.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 234.

<sup>7</sup> Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 10 décembre 1953, op. cit., p. 1.

<sup>8</sup> *La Vérité*, n°325, 20 novembre 1953.

M. Bleibtreu, Jacques<sup>1</sup> et Smith. M. Bleibtreu représente le PCI majoritaire bien qu'il n'en soit plus le principal dirigeant. C'est probablement dû à son rôle central dans la préparation de la conférence et de l'importance de ses contacts internationaux. La conférence considère le SI comme déchu et constitue un Comité international (CI) de la IV<sup>e</sup> Internationale. Pour les participants, cette nouvelle organisation regroupe déjà la majorité des forces trotskystes dans le monde. Le Comité international appelle les autres sections ou militants à le rejoindre<sup>2</sup>. *La Vérité* titre « La IV<sup>e</sup> Internationale reprend le drapeau de Trotsky »<sup>3</sup>. Déjà, le journal considère les « rénégats stalinophiles » en déroute. Le Parti s'enthousiasme. Les militants voient déjà le PCI réintégré dans tous ses droits. Cela facilitera son développement<sup>4</sup>.

Dès la fin de la conférence, le PCI s'active pour rallier les sections et les militants trotskystes au Comité international<sup>5</sup>. Le SWP semble assurer une direction de prestige tandis que le PCI assure le fonctionnement quotidien et la correspondance du nouveau comité. Ainsi, il diffuse dans le monde l'appel du SWP. M. Bleibtreu écrit aux militants les plus influents des sections de la IV<sup>e</sup><sup>6</sup>. G. Bloch joue le rôle de secrétaire du Comité international. Il communique au SWP les soutiens reçus, comme celui de Peng Shuzi, le dirigeant trotskyste chinois le plus connu. G. Bloch prépare la publication du premier numéro du *Bulletin du Comité international*, édition française. Il se charge aussi d'organiser la réunion mensuelle du Comité international.

En décembre 1953, le Comité exécutif international tient son XIV<sup>e</sup> plenum avec de nombreux absents. En effet, dix membres de ce Comité appartenant aux sections dissidentes n'ont pas été convoqués par le SI<sup>7</sup>. Le CEI riposte par une réponse intitulée « A la défense de la IV<sup>e</sup> internationale »<sup>1</sup>. Dans ce texte, il rappelle que le SWP a approuvé au cours des années 1950-1953 toutes les décisions du SI. Pour le CEI, le Comité international constitue un « bloc sans principe » de dirigeants unis seulement

<sup>1</sup> Pseudonyme de Heinrich Buchbinder.

<sup>2</sup> La résolution constitutive du CI est reproduite dans *Cahiers du Cermtri*, n°47, *op.cit.*, p. 61-62.

<sup>3</sup> *La Vérité*, n°326, 4 décembre 1953.

<sup>4</sup> Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 10 décembre 1953, *op. cit.*, p. 2.

<sup>5</sup> AC15, Lettre du bureau politique du PCI au SWP du 27 novembre 1953, 3 p., AC15, Lettre de G. Bloch à Betty Hamilton (militante de la section anglaise), 12 décembre 1953, 2 p et AL, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 10 décembre 1953, *op. cit.*.

<sup>6</sup> En particulier à Guillermo Lora (Bolivie), Posadas (Argentine) et Libero Villone (Italie). Voir FB, F Delta 1/4/4/2.

<sup>7</sup> AC15, Lettre de G. Bloch à Betty Hamilton, 12 décembre 1953, 2 p.

dans le refus d'une internationale centralisée. Ils veulent faire ce qui leur plaît dans leurs pays. Les méthodes de Cannon et de ses alliés n'ont rien de démocratiques. Ainsi, le CEI rappelle comment le « groupe Bleibtreu » a exclu M. Gibelin pour avoir participé à un voyage de syndicalistes en URSS. Le CEI propose d'inviter au IV<sup>e</sup> congrès mondial toutes les organisations présentes au III<sup>e</sup> congrès<sup>2</sup>. Le Comité international répond qu'il refuse de préparer ce congrès sous la direction du SI de M. Pablo.

En cette fin d'année 1953, les majoritaires peuvent être satisfaits : leur isolement international est terminé. Ils se retrouvent alliés avec le SWP, l'organisation trotskyste mondiale la plus prestigieuse. Ils espèrent une défaite rapide du « pablisme » et la restauration de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ils ne savent pas encore que la scission de novembre 1953 va se révéler irrémédiable. La IV<sup>e</sup> Internationale a explosé : il existe désormais deux organisations qui prétendent assurer la continuité du mouvement trotskyste.

---

<sup>1</sup> *Cahiers du Cermtri*, n°47, *op.cit.*, p. 65-75.

<sup>2</sup> MOREAU (François), *Combats et débats de la IV<sup>e</sup>me Internationale*, Hull (Québec), Editions Vents d'Ouest, 1993, p.146.

## CHAPITRE IV MILITER AU PCI

Jusqu'ici cette étude a examiné l'histoire du PCI majoritaire avec une approche événementielle. Le présent chapitre vise à étudier cette organisation d'une autre manière. A partir des sources disponibles, il s'agit d'essayer de comprendre comment un militant de cette organisation agit et vit au cours de ces années. Pour cela il faut d'abord exposer la vision majoritaire du militantisme.

### Conception du militantisme

D. Renard exprime ainsi sa conception du trotskysme :

« Le trotskysme [... ...] n'est en aucune façon comparable à la philatélie ou à la culture physique ; le trotskysme est un engagement qui commande toute la vie de l'individu qui s'y consacre et ne peut, à aucun moment être arrêté par des considérations d'ordre personnel ou autre. Aux camarades ouvriers qui viennent au parti, nous demandons les plus grands sacrifices, y compris celui de leur propre situation »<sup>1</sup>.

D. Renard illustre ses propos par l'exemple de six ouvriers trotskystes de chez Renault, licenciés suite à la grève du 12 février 1952. Cette conception du militantisme n'est pas nouvelle chez les trotskystes. Trotsky lui-même écrivait en 1929 :

« Il ne peut y avoir des révolutionnaires sans la volonté qui brise les obstacles, sans dévouement et sans esprit de sacrifice »<sup>2</sup>.

Cette manière très exigeante de concevoir l'engagement politique est acceptée par de nombreux militants du PCI. Pierre Naville a été un dirigeant trotskyste français jusqu'en 1939. *La Vérité* explique ainsi son départ :

---

<sup>1</sup> AC20, Lettre de D. Renard à G. Bloch du 6-4-1952, p. 1.

<sup>2</sup> « Lettre à Maurice Paz » dans *Le Mouvement communiste en France*, Editions de Minuit, 1967, p. 326.

« Pierre Naville [... ...] découvrit que les voies de la révolution prolétarienne manquaient exagérément de confort »<sup>1</sup>.

Avant même la scission, les trotskystes majoritaires mettent une limite à cet engagement. Comme la classe ouvrière française se trouve dans une situation spécifique de légalité, ils jugent indispensable de respecter le milieu familial et professionnel d'origine du militant. Cette règle ne doit être enfreinte que dans un nombre très limité de cas et pour des besoins bien précis. Le cadre ouvrier du PCF constitue le modèle des majoritaires. Il est bien intégré à sa classe, vit dans un quartier et milite dans une entreprise au vu et au su de tous. Sur ce point les majoritaires se jugent en total désaccord avec les « pablistes ». Afin de permettre à des cadres ouvriers de pratiquer l'entrisme dans le PC, P. Frank propose leur déplacement géographique. Cela choque les majoritaires : ils refusent cette conception du militant « parachutiste ». Pour eux, cela n'aboutit qu'à faire des déracinés. Ils considèrent comme une erreur l'envoi en usine de trotskystes non-ouvriers en 1945-1946. Ce genre de méthode risque de faire de ces militants des déclassés<sup>2</sup>. D'ailleurs, les trotskystes majoritaires considèrent regrouper la majorité des membres de l'organisation effectuant un travail de masse tandis que beaucoup de minoritaires sont des « déracinés incapables de se lier à un milieu de travail extérieur au parti »<sup>3</sup>.

Cette réserve faite, le PCI majoritaire demande beaucoup à ses adhérents. En effet, malgré la saignée de la scission - perte d'environ 60% des militants - le PCI majoritaire garde les mêmes objectifs et veut continuer à fonctionner comme un parti.

## Une organisation exigeante

Nous allons d'abord examiner les différents types d'exigence de l'organisation vis-à-vis d'un militant. Déjà, l'adhésion ne va pas de soi. Le candidat doit remplir un questionnaire demandant, entre autres, des informations sur ses conditions d'existence<sup>4</sup>. Généralement, l'adhérent se voit remettre une carte de stagiaire. Revenu au parti, Raoul est dans cette situation en 1954<sup>5</sup>. Une fois titularisé, le militant est affecté à une cellule.

<sup>1</sup> « Elections de Seine-et-Oise », *La Vérité*, n°330, 19 février 1954.

<sup>2</sup> AC3, « Résolution politique pour le VIII<sup>e</sup> congrès », BI n°191, p. 14 et 18.

<sup>3</sup> « La lutte des trotskystes français contre la pablisme liquidateur », *Cahiers du Cermtri*, numéro 47, décembre 1987, p. 27.

<sup>4</sup> AC7, « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », 21 mai 1954, p. 20.

<sup>5</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 95.

Celle-ci demande au secrétariat une carte annuelle pour chacun de ses membres<sup>1</sup>. En 1954, le militant paie la carte 200 francs au trésorier de sa cellule et règle mensuellement une cotisation nommée phalange. Cette cotisation est proportionnée à son revenu. F. de Massot et M. Lequenne l'estiment approximativement à un dixième de leur salaire de l'époque<sup>2</sup>. Les militants éprouvent d'autant plus de difficultés à verser régulièrement cette phalange que d'autres dépenses s'y ajoutent. Chaque adhérent paye son exemplaire du bulletin intérieur. La direction lance des souscriptions obligatoires comme la campagne de solidarité avec les trotskystes boliviens en mars 1954. Le montant à recueillir au niveau national est fixé à 100 000 francs. A cette occasion, la direction reconnaît le niveau élevé des phalanges mais juge cette campagne indispensable. Chaque cellule se voit attribuer une somme à collecter correspondant approximativement à 1 000 francs par militant<sup>3</sup>. Suite à la grève du 12 février 1952, la régie Renault licencie six trotskystes. Pour aider les militants dans de telles situations, le VIII<sup>e</sup> congrès décide la création d'un fonds de solidarité. Pour l'alimenter, le secrétariat met en place à l'automne 1952 une collecte de 100 francs par mois et par adhérent<sup>4</sup>. M. Lequenne se souvient :

« Les militants étaient pressurés, mais on trouvait cela bolchevik »<sup>5</sup>.

Les militants ont du mal à satisfaire à ces exigences financières. La direction doit effectuer des relances régulières auprès d'eux pour récupérer les sommes dues. En 1953, elle crée une commission pour examiner la situation de chaque militant par rapport aux phalanges<sup>6</sup>. En 1954, la collecte du fonds de solidarité ne s'effectue plus ou très mal. La direction décide de réactiver cette collecte à partir du 1<sup>er</sup> novembre<sup>7</sup>. En février 1955, le bureau politique constate que seulement quatre cellules en RP et une en province alimentent ce fonds. Elle demande aux autres cellules de rattraper leur retard<sup>8</sup>. Trop de cellules ne paient pas ou mal les bulletins intérieurs reçus. La direction menace de ne

---

<sup>1</sup> AC7, « Note Politique et d'Organisation n°1 1954 », p. 1.

<sup>2</sup> Entretien avec F. de Massot en annexe 2, p. 5 et entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 6.

<sup>3</sup> AC7, « Note Politique et d'Organisation n°4 1954 », février 1954, p. 5.

<sup>4</sup> AC3, « Compte rendu du comité central des 27 et 28 septembre 1952 », p. 7-8.

<sup>5</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 6.

<sup>6</sup> Voir chapitre 3.

<sup>7</sup> AC7, « Note politique et d'organisation n°6 - 1954 », 20 octobre 1954 et AC7, « Circulaire administrative à tous les militants », 16 novembre 1954.

<sup>8</sup> AC9, « Note politique et d'organisation n°2 - 1955 », p. 3.

plus en fournir aux cellules qui ne règlent pas leurs bulletins dans un délai d'un mois<sup>1</sup>. En décembre 1954, le comité central décide ne pas donner la carte du parti pour 1955 aux militants dont le retard de paiement des phalanges excède 3 mois<sup>2</sup>. A l'automne 1953, les militants nantais cessent de payer leurs phalanges afin d'acquérir une machine à écrire. La direction donne son accord à condition que le trésorier de la cellule établisse une comptabilité précise des phalanges non payées. G. Bloch complète cette réponse par un rappel : depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1953 la cellule ne règle rien en échange des 25 numéros de *La Vérité* qu'elle reçoit chaque samedi<sup>3</sup>.

Le militant doit participer à la réunion hebdomadaire de sa cellule. Une liste des adhérents pour la RP nous indique qu'une cellule compte de 5 à 13 membres<sup>4</sup>. La réunion se tient chez un des militants ou dans un café. La réunion est consacrée principalement aux tâches à effectuer et à la discussion politique<sup>5</sup>. La répression de la police et du Parti communiste obligent les trotskystes à prendre des mesures de sécurité. Chaque militant adopte un ou plusieurs pseudonymes. Les cellules du PCI sont très cloisonnées. Ainsi, des militants font connaissance lors des congrès<sup>6</sup>. En région parisienne, le militant se doit de participer à l'assemblée générale convoquée périodiquement au siège du Parti. La direction demande à chaque adhérent de participer à au moins une commission du Parti. Promouvoir de nouveaux adhérents dans les commissions constitue pour le bureau politique un excellent moyen de les former et allège la charge de travail des dirigeants<sup>7</sup>. En région parisienne, la direction du Parti demande aux cellules d'envoyer régulièrement des militants assurer des tâches au local, rue de l'Arbre Sec. Par exemple, il s'agit de venir le mercredi soir pour contribuer au pliage et à l'expédition de « *La Vérité* »<sup>8</sup>. Autre exemple : le bureau politique demande instamment à chaque cellule de désigner un militant pour venir le samedi après-midi aider à des tâches techniques au local. Le comité central des 11 et 12 décembre 1954

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> AC9, « Bulletin intérieur n°1 - 1955 », p. 9.

<sup>3</sup> AC20, Lettre de G. Bloch à G. Nouvel du 16 décembre 1953, p. 2

<sup>4</sup> Voir la liste au 12 décembre 1954 reproduite en annexe 6.

<sup>5</sup> Sur le fonctionnement d'une cellule, voir les témoignages de L. Eemans (entretien avec C. Malaisé, p. 6-7), M. Lequenne (en annexe 1, p. 3) et J. Simon (en annexe 5).

<sup>6</sup> Entretiens avec C. Kahn en annexe 4 p. 3 et avec J. Simon en annexe 5 p. 3.

<sup>7</sup> AC6, « Projet de résolution d'organisation », mai 1953, p.

<sup>8</sup> AC9, « Note politique et d'organisation n°8 - 1955 », 12 mai 1955, p. 5.

constate que cette dernière demande n'est pas toujours satisfaite. Le comité central renouvelle celle-ci et prévient que les absences non justifiées seront sanctionnées.<sup>1</sup>

Précédemment, nous avons vu l'importance de l'activité syndicale pour les majoritaires. Après la scission, l'intervention dans les syndicats constitue le thème majeur dans les cellules<sup>2</sup>. Après mars 1953, cette tendance s'accroît avec la mise en place de la nouvelle direction. Pour celle-ci, les organisations syndicales constituent le lieu d'action élémentaire et incontournable de la classe ouvrière. Le PCI majoritaire critique - parfois sévèrement - les confédérations syndicales mais il les juge incontournables. Avant tout, le PCI propose de faire pression sur elles comme avec le mouvement pour les Assises. Nous avons vu P. Lambert faire une grande différence entre la CGT et le PCF. Un adhérent du PCI majoritaire doit donc appartenir à un syndicat et y militer. L'organisation l'en dispense seulement si cette adhésion met en danger son emploi<sup>3</sup>. Chaque membre du Parti doit être un bon militant syndical. Il doit essayer au maximum de participer à la vie syndicale de son entreprise et de prendre des responsabilités dans son syndicat. Ainsi, L. Eemans raconte avec satisfaction son rôle à la Caisse nationale d'escompte de Paris (CNEP). Seul trotskyste de cette banque, son activité à la CGT lui a permis d'être très apprécié par les employés. Il joue un rôle important lors de la grève des banques parisiennes en octobre 1957<sup>4</sup>.

Au sein de son entreprise et dans les entreprises proches, le militant doit essayer de constituer un réseau de syndicalistes « unitaires » pour faire pression sur les organisations syndicales locales. Le 12 décembre 1954, G. Nouvel présente au comité central les bons résultats obtenus par les trotskystes nantais. Ils sont parvenus à avoir un militant élu au bureau de l'union départementale CGT et deux à sa commission administrative. La cellule vient d'organiser localement une réunion pour les Assises où sont venus 55 syndicalistes, dont une trentaine sont adhérents à la CGT<sup>5</sup>. A quel syndicat appartiennent les militants du PCI ? Nous avons vu précédemment que la priorité était donnée à la CGT. Cette priorité s'atténue au cours du temps. En février 1956, le PCI organise une réunion de syndicalistes sur le thème de l'action syndicale

---

<sup>1</sup> AC9, « Bulletin intérieur n°1 - 1955 », p. 13.

<sup>2</sup> Selon L. Eemans dans son entretien avec C. Malaisé le 20 février 2002, p. 9-10.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>5</sup> AC9, « Bulletin intérieur n°1 - 1955 », p. 4 et 4 bis.

regroupant des membres du Parti et des militants « unitaires » qui leur sont proches (A. Hébert, L. Portes...) ou qui acceptent le dialogue avec eux. Nous disposons de la liste des 34 syndicalistes convoqués avec leur appartenance syndicale. La CGT est la mieux représentée avec 12 syndicalistes suivie par les adhérents à la FEN - 11 militants. La liste mentionne seulement cinq adhérents de FO<sup>1</sup>.

Chaque militant est tenu de vendre *La Vérité*. A cause des agressions des communistes, le journal cesse d'être vendu dans la rue ou sur les marchés. Quand *La Vérité* devient hebdomadaire<sup>2</sup>, la direction essaie de relancer les ventes militantes en fixant cinq points de vente hebdomadaires en région parisienne<sup>3</sup>. Ces distributions sont difficiles à maintenir. Pendant deux ans, L. Eemans parvient à vendre tous les dimanches le journal au marché de Belleville. Les communistes essaient de l'en empêcher, puis ils se lassent<sup>4</sup>. Les militants vendent surtout *La Vérité* au sein de leur entreprise. Il est demandé aux militants de vendre au moins cinq exemplaires par numéro<sup>5</sup>. Cet objectif est loin d'être toujours atteint<sup>6</sup>. Surtout que les militants doivent aussi diffuser *L'Unité syndicale*. Pour ce mensuel, la direction menace de fixer un quota minimum de vente par cellule<sup>7</sup>.

Surtout, le militant doit participer à la mise en œuvre des grandes opérations décidées périodiquement par le Parti. Ainsi pour préparer la conférence de la tendance Unité syndicale du 25 février 1954, la direction met en place une organisation spécifique. Chaque militant se voit attribuer un plan de travail personnel : contacts à prendre, diffusion de *L'Unité syndicale*, collage d'affichettes appelant à la conférence, distribution de tracts... La réalisation de ce plan doit être contrôlée à chaque réunion de cellule. Le plan de travail et ses étapes de réalisation doivent être transmis à R. Dumont chargé de coordonner l'ensemble des préparatifs. Tous les lundis soir, une réunion des responsables syndicaux de cellule permet à R. Dumont de faire un point d'avancement. Une note syndicale paraît chaque semaine pour donner aux militants les dernières consignes et les informer sur le matériel disponible au siège de *L'Unité syndicale* (cartes

---

<sup>1</sup> AC10, 11 février 1956, 1 p.

<sup>2</sup> A partir du n° 354 du 29 avril 1955.

<sup>3</sup> AC9, « NPO n°7 - 1955 », 3 mai 1955, p.

<sup>4</sup> Selon L. Eemans dans son entretien avec C. Malaisé le 20 février 2002, p. 9.

<sup>5</sup> AC4, « La Vérité Supplément au n°291 », 14 mars 1952, p. 2.

<sup>6</sup> Entretien en annexe 2 avec F. de Massot, p. 5.

<sup>7</sup> AC9, « NPO n°1 - 1955 », 1955.

d'invitation, affichettes...)<sup>1</sup>. Il faut insister sur le soin mis à préparer très méthodiquement la conférence. Chaque militant sait ce qu'il a à faire et quelles aides il peut obtenir de ses camarades. Après cette assemblée du 25 février 1954, le PCI majoritaire prépare avec le même soin la conférence pour les Assises du 14 mars et le meeting du 25 mai 1954.

Les tâches à mener par un militant sont donc extrêmement nombreuses. Ainsi H. Lafière écrit le 29 octobre 1954 au comité central du PCI. Il ne viendra pas à la réunion du comité central programmée ce jour-là. Il a une réunion de la commission exécutive de la FNSA-PTT le même soir. Surtout il proteste car il n'a été prévenu que le 25 octobre à l'issue de la réunion de la commission syndicale dont il est aussi membre. H. Lafière rappelle que les membres du comité central ont de multiples occupations. Ils doivent être prévenus à l'avance des réunions du comité central afin de pouvoir se libérer et lire les textes qui y seront discutés<sup>2</sup>.

M. Lequenne se souvient :

« On compensait notre petit nombre par un activisme extraordinaire ! Je pourrais te donner des exemples ahurissants de ce qu'on arrivait à faire par un véritable surmenage militant... C'est très simple. D'ailleurs, on utilisait la fameuse formule : " le militant appartient au parti 24 heures sur 24 " <sup>3</sup>.

« Cet activisme nous faisait problème. Notre organisation était une vraie passoire. Qui pouvait résister à ce rythme de travail ? On usait les militants d'une façon terrible » <sup>4</sup>.

Tous les militants du PCI majoritaire ne font pas preuve d'un tel activisme. F. de Massot se souvient de militants moins efficaces<sup>5</sup>. Dans un bulletin intérieur de juillet 1956, Georges Van Bever - de la cellule Renault - se moque de ces militants peu actifs. D'après lui, ils se contentent d'aller aux réunions de cellule et de temps en temps de diffuser un tract ou de participer à une vente publique du journal en maugréant<sup>6</sup>. M. Lequenne se souvient aussi de militants moins entreprenants que d'autres. Il fait

<sup>1</sup> AC7, « Note syndicale n°1 sur la préparation de la conférence de l'Unité », 15 janvier 1954, 2 p. et AC7, « Note syndicale n°2 sur la préparation de la conférence de l'Unité », 23 janvier 1954, 2 p.

<sup>2</sup> AC7, « Le camarade Tempere au comité central du PCI », 29 octobre 1954, 1 p.

<sup>3</sup> M. Lequenne, entretien avec K. Landais, p. 6-7.

<sup>4</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1 p. 3.

<sup>5</sup> Entretien en annexe 2 avec F. de Massot, p. 5.

<sup>6</sup> AC10, « Bulletin 56 - 3 », 1<sup>er</sup> juillet 1956, p. 2.

l'hypothèse que les adhérents critiques envers la direction étaient moins actifs que ceux qui étaient en accord avec celle-ci<sup>1</sup>.

## Typologie des militants

Que savons-nous de ces militants soumis à de si fortes exigences ? Au premier chapitre nous avons déjà donné quelques informations à leur sujet. La liste de souscription de décembre 1954<sup>2</sup> nous fournit un renseignement précieux sur les adhérents du PCI. Au moins quinze d'entre eux sont des femmes soit plus de 20%. A une époque où il n'était déjà pas banal d'être femme et syndicaliste<sup>3</sup> cela mérite d'être souligné. Par contre, les structures dirigeantes de l'organisation ne comptent qu'une femme : Annie Cardinal à la commission de contrôle.

Comment classer les adhérents du PCI ? Un texte – rédigé probablement par Raoul – procède à cet exercice<sup>4</sup>. Il range les membres du parti en trois catégories :

- les cinq dirigeants. Ils animent le parti. Le lecteur les connaît déjà. P. Lambert et G. Bloch dominent ce groupe dont les autres membres sont R. Berné, S. Just et D. Renard.
- une quinzaine de membres constituent l'épine dorsale du Parti : H. Lafivière, H. Baratier, J. Lefèvre, R. Chéramy, J. Maertens, G. Nouvel... Ce sont des militants syndicaux reconnus dans leur entreprise, voire dans leurs corporations. Chacun d'entre eux incarne le cadre ouvrier tel que le souhaite le PCI majoritaire. Il est membre du comité central ou suppléant.
- les autres membres de l'organisation. Dans la majorité des cas, ils suivent les militants précités.

Ce découpage est cohérent avec nos autres sources. Les deux premières catégories constituent le vieux noyau de militants qui « porte à bout de bras l'organisation » selon *Quelques enseignements de notre histoire*<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Entretien avec M. Lequenne le 25/1/2006.

<sup>2</sup> Reproduite en annexe 9.

<sup>3</sup> Voir dans le recueil *La CGT dans les années 1950, op. cit.* les articles de S. Liszek et C. Rouanet sur les militantes syndicales.

<sup>4</sup> AC9, « chemise Tendance Raoul », « Caractérisation du Parti Nos tâches », p.1. Le style du document ressemble à celui de Raoul. Il a été écrit entre avril et juillet 1955 car la tendance Bleibtreu a été exclue et R. Berné est encore vivant.

Nous avons vu au premier chapitre la composition majoritairement ouvrière du PCI. Il faut préciser que l'organisation comprend un certain nombre d'intellectuels : G. Bloch, M. Bleibtreu, P. Broué, Elie Boisselier (ingénieur), Jean Baumgarten et Jean-Marie Vincent (étudiants en sciences politiques), R. Chéramy... C. Khan a fait HEC. P. Lambert a commencé des études d'histoire et Raoul des études de philosophie. Nous avons vu que R. Berné connaît le latin. Le PCI entretient des liens étroits avec des militants et des syndicats de la FEN. Il a beaucoup de mal à recruter mais J. Baumgarten y parvient à l'Institut d'études politiques de Paris<sup>2</sup>. Le PCI organise les conférences du Cercle Lénine avec des intellectuels : Yves Dechezelles, Jean Cassou, Jean Duvignaud, Daniel Guérin, Laurent Schwartz<sup>3</sup>... Le premier est l'avocat du PCI en même temps que celui de Messali Hadj et du MTLD. Le second est conservateur en chef du Musée National d'Art Moderne, il préside le Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression. J. Cassou signe une tribune libre dans *Les cahiers rouges*, la revue théorique mort-née du PCI. Une des spécificités du PCI est de comprendre une influente minorité intellectuelle et de disposer de relations dans l'intelligentsia.

Pour compléter ce descriptif du militant du PCI, il faut maintenant examiner les avantages qu'il retire de ses activités.

## Les apports du militantisme

Le PCI a toujours privilégié la formation. Au CERMTRI, les cours rédigés par M. Bleibtreu peuvent être consultés<sup>4</sup>. L. Eemans se souvient d'avoir suivi de très intéressantes sessions de formation organisés par M. Pablo puis par E. Mandel. Ces sessions comportaient des lectures de livres et de brochures puis des discussions sur celles-ci<sup>5</sup>. Nous avons rencontré des militants qui gardent le souvenir de la qualité des stages animés par Raoul<sup>6</sup>. Pour A. Fichaut - militant minoritaire - la formation était le point fort des trotskystes. Les « staliniens » fuyaient le débat avec eux<sup>7</sup>. Selon M. Lequenne :

---

<sup>1</sup> *Op.cit.*, p.100-101.

<sup>2</sup> Entretien avec J. Baumgarten en annexe 3, p. 2.

<sup>3</sup> « Cercle Lénine », *La vérité*, n° 327, 1<sup>er</sup> janvier 1954.

<sup>4</sup> AC26.

<sup>5</sup> Entretien de L. Eemans avec C. Malaisé le 20 février 2002, p. 3-4.

<sup>6</sup> Voir aussi l'entretien avec C. Kahn.

<sup>7</sup> A. Fichaut, *op . cit .*, p. 86.

« On avait une culture qui nous rendait redoutables aux gens du PC »<sup>1</sup>.

Il paraît donc logique que juste après la scission, le PCI majoritaire recoure à la formation pour mieux lutter contre le « pablisme ». Le VIII<sup>e</sup> congrès décide l'organisation de trois écoles du militant en province d'ici la fin septembre 1952 (à Nantes, dans l'Hérault et dans le Puy-de-Dôme)<sup>2</sup>. La cellule de Nantes programme aussitôt un ensemble de cours du 13 au 21 septembre 1952, certains étant ouverts aux sympathisants. Ce programme fournit les connaissances indispensables au militant pour agir efficacement. Pour rendre cette formation plus opérationnelle, la dernière séance est consacrée à l'élaboration du plan de travail et d'éducation de la cellule. Afin de réaliser ce programme, les nantais font appel au niveau national. M. Lequenne contacte G. Bloch pour assurer certains cours<sup>3</sup>. En décembre 1952, le comité central décide la création d'une commission à l'éducation et l'organisation de trois cycles de formation en région parisienne au 1<sup>er</sup> semestre 1953. Des cercles d'études complètent ces cycles<sup>4</sup>. Le premier cycle consacré à l'économie capitaliste est programmé pour le 28 mars 1953. Il s'appuie sur une brochure de M. Bleibtreu<sup>5</sup>. Début mai, un projet de résolution évoque ces journées d'études<sup>6</sup>. Ensuite, les sources ne font plus référence à la formation des militants. En 1956 seulement, un texte interne mentionne la mise en place d'une école de stagiaires suite aux récents recrutements<sup>7</sup>. M. Lequenne fournit une explication : comme les nouveaux militants sont très peu nombreux, les besoins de formation sont faibles<sup>8</sup>.

Bien qu'organisation majoritairement ouvrière, les militants essayent de s'instruire en toute occasion<sup>9</sup>. D. Renard commente à G. Bloch le dernier numéro de *Sciences et Avenir* puis lui demande :

« Pourrais-tu me conseiller quelques livres de mathématiques que je pourrais lire à temps perdu »<sup>10</sup>.

<sup>1</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 4.

<sup>2</sup> AC5, « Compte rendu du VIII<sup>e</sup> congrès du PCI », p. 10.

<sup>3</sup> AC20, Lettre de M. Lequenne à G. Bloch, 26 août 1952.

<sup>4</sup> AC6, « Comité central des 20-21/12 », janvier 1953, p. 9-10.

<sup>5</sup> AC6, « Projet de rapport d'activité du comité régional pour le congrès de la région parisienne », mars 1953, p. 13.

<sup>6</sup> AC6, « Projet de résolution d'organisation », mai 1953, p. 4.

<sup>7</sup> AC10, « Note politique et d'organisation n°1 - 1956 », 10 janvier 1956, p. 4.

<sup>8</sup> Entretien avec M. Lequenne le 25/1/2006.

<sup>9</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 4.

<sup>10</sup> AC20, Lettre de D. Renard à G. Bloch du 11-5-1952, p. 2.

L. Eemans a conservé l'habitude de lire un livre par semaine<sup>1</sup>. M. Lequenne se souvient que certains camarades se mettaient à l'anglais. De ce fait, il demande à J. Hanley de recevoir régulièrement 10 exemplaires de *The Militant*<sup>2</sup>. M. Lequenne se rappelle de la richesse des discussions dans les différentes structures de l'organisation. Il résume :

« L'Internationale a été mon université »<sup>3</sup>.

Jacques Simon a un avis un peu différent. Membre de la cellule Renault, il garde le souvenir d'un manque d'ouverture et d'un grand sectarisme<sup>4</sup>.

Le PCI majoritaire se trouve isolé et luttant à contre courant. Ses militants ont besoin les uns des autres. Il est normal que des liens d'amitié s'établissent entre ses membres. L. Eemans se souvient qu'il s'entendait avec tout le monde. Il a seulement entretenu un lien plus profond avec P. Lambert<sup>5</sup>. La correspondance de Raoul et l'entretien avec C. Kahn<sup>6</sup> montre qu'une solide amitié existe entre plusieurs membres du groupe. M. Lequenne a eu une vraie amitié avec M. Bleibtreu, L. Fontanel, D Righetti et M. Gibelin. Les deux derniers sont vivants et M. Lequenne reste en contact avec eux. Par contre, il a été très déçu que R. Berné - avec lequel il avait de bonnes relations – se rallie à P. Lambert<sup>7</sup>. D. Renard montre de l'affection dans ses lettres à G. Bloch<sup>8</sup>. Surtout, les sources écrites ne peuvent pas rendre compte de la présence de gaîté ou d'humour dans les relations entre militants. Pourtant elle existait. M. Lequenne se souvient que les membres du comité central plaisantaient fréquemment au cours des réunions ou dessinaient sur des projets de résolution<sup>9</sup>. En 1952, Raoul compose avec un autre militant une longue chanson humoristique commentant le conflit avec les « pablistes ». Ils s'inspirent de la « Grande complainte de Fantômas » de Robert Desnos. Les deux auteurs l'interprètent sur la musique de chanteurs populaires du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils recueillent un certain succès auprès des autres membres du PCI. La chanson raconte les déboires de Michèle Mestre qui ne parvient pas à pratiquer l'entrisme dans le PCF. La complainte se termine par les vers suivants :

<sup>1</sup> Selon L. Eemans dans son entretien avec C. Malaisé le 20 février 2002, p. 18.

<sup>2</sup> AC20, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 29 septembre 1953, p. 1.

<sup>3</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 4.

<sup>4</sup> Entretien avec J. Simon en annexe 5 p. 3.

<sup>5</sup> Entretien de L. Eemans avec C. Malaisé le 20 février 2002, p. 17.

<sup>6</sup> En annexe 4.

<sup>7</sup> M. Lequenne dans son entretien avec en annexe 1, p. 9 et 13 puis au cours de l'entretien du 21/12/2005.

<sup>8</sup> AC20, Lettres de D. Renard à G. Bloch du 6-4-1952 et du 11-5-1952.

<sup>9</sup> L'auteur a retrouvé certains de ces petits dessins.

« Suivons de notre mieux  
la ligne du docteur Bleibtreu »<sup>1</sup>.

Le parti demande beaucoup à ses militants mais il ne constitue pas une secte auquel on sacrifie tout. Après le VIII<sup>e</sup> congrès, P. Lambert prend ses vacances en Loire-Atlantique avec sa femme et ses enfants<sup>2</sup>. L. Eemans considère les vacances comme sacré : il partait avec sa femme qui n'est pas militante<sup>3</sup>.

C. Nick indique dans *Les trotskistes* une grande violence entre les militants du PCI. Dans tous les documents étudiés nous n'avons rencontré qu'un seul cas : le coup de poing de S. Just contre E. Mandel dans l'escalier lors du VIII<sup>e</sup> congrès<sup>4</sup>. Au contraire, les sources indiquent fréquemment l'aspiration à des rapports fraternels et respectueux entre militants. Ainsi, le meeting du 25 mai 1954 se déroula selon *La Vérité* « sous le signe de la démocratie et de la courtoisie qui sont de règle entre militants ouvriers »<sup>5</sup>.

## Une identité politique en construction

Nous allons maintenant étudier les idées et les principes qui guident l'action du militant majoritaire. En particulier, nous allons déterminer ce qui différencie le PCI majoritaire de l'organisation d'avant la scission.

Un premier changement porte sur l'environnement d'un membre du PCI. Avant la scission, il se sentait membre d'une organisation internationale. Il participait à des actions décidées puis impulsées à ce niveau. Ainsi en 1948-1950, les membres du PCI agissaient pour soutenir le régime yougoslave comme les adhérents des autres sections de l'Internationale. Après l'exclusion, le militant majoritaire espère un retour rapide dans la IV<sup>e</sup> débarassée de M. Pablo. Il suit avec intérêt les événements internationaux mais son action se limite à la France. Ses dirigeants sont français et les débats auxquels il participe sont nationaux.

Comme les militants du PCI d'avant la scission, les majoritaires se considèrent comme les représentants du trotskysme en France. Le premier numéro de *La Vérité* suivant le VIII<sup>e</sup> congrès reproduit en première page une grande photographie de Trotsky pour le

---

<sup>1</sup> Entretien avec M. Lequenne le 21/12/2005.

<sup>2</sup> Lettre de P. Lambert à G. Bloch, fin juillet 1952 reproduite en annexe 5.

<sup>3</sup> Entretien de L. Eemans avec C. Malaisé le 20 février 2002, p. 18.

<sup>4</sup> AL, Lettre à L. Fontanel, 19 juillet 1952, 2 p.

<sup>5</sup> « Le meeting du 25 mai », n° 337, 28 mai 1954.

douzième anniversaire de sa mort. A côté, un article de D. Renard explique que les majoritaires continuent son combat<sup>1</sup>. Maintenant, cette fidélité s'exprime différemment. Pour les majoritaires, être trotskyste consiste d'abord à mener une lutte résolue contre le « pablisme ». Ils sont fiers d'avoir été les premiers à s'opposer aux théories jugées révisionnistes de M. Pablo. Le PCI publie de nombreux textes contre M. Pablo<sup>2</sup>. Il l'accuse de renier le programme de transition. Il rappelle que ce dirigeant prévoyait une troisième guerre mondiale à très court terme. Du coup, les contacts entre militants majoritaires et minoritaires s'estompent<sup>3</sup>. Selon P. Broué et A. Fichaut, les minoritaires nomment bientôt les exclus du terme de « lambertistes » à leur grand mécontentement<sup>4</sup>. Les majoritaires ajoutent à leurs griefs l'attitude des minoritaires en août 1953 n'osant critiquer que timidement les communistes. Surtout, ils reprochent aux « pablistes » d'avoir diffusé un tract contre eux chez Renault le 3 septembre 1953<sup>5</sup>.

D'abord isolés, les majoritaires voient avec plaisir d'autres sections rallier leur lutte contre le « pablisme », en particulier le prestigieux SWP. Ils publient avec satisfaction un discours de J.-P. Cannon de novembre 1953. Ce dernier assimile la lutte contre les « pablistes » à celle menée par Trotsky en 1939-1940 contre la minorité du SWP. J.-P. Cannon explique que la scission avec les « pablistes » est nécessaire comme le fut celle de 1940<sup>6</sup>. De même, les majoritaires publient une lettre de T.S. Peng Shuzi - ancien membre du SI - décrivant les méthodes bureaucratiques employées par M. Pablo pour museler toute opposition<sup>7</sup>. T.S. Peng Shuzi assimile ce dernier à Staline. Malgré les difficultés du Comité international, le PCI continue résolument la lutte contre le « pablisme ». Les militants majoritaires sont-ils unanimes sur ce point ? Tous les écrits et témoignages de ces militants semblent l'indiquer. En 1954-1955, la direction et la tendance Bleibtreu s'opposent sur de nombreux sujets sauf sur celui-là. Le parcours de M. Lequenne est révélateur : il revient à la IV<sup>e</sup> Internationale « officielle » et au PCI minoritaire en 1961. Il constate alors avec satisfaction que M. Pablo n'en est plus le

<sup>1</sup> « Une date dans l'histoire du trotskysme », n° 299, 19 septembre 1952.

<sup>2</sup> Les principaux sont reproduits dans *Cahiers du Cermtri*, numéro 47, décembre 1987, p. 23-31 et 76-79.

<sup>3</sup> Entretien avec M. Lequenne reproduit en annexe 1, p. 5.

<sup>4</sup> A. Fichaut, *op. cit.*, p. 64 et P. Broué, « Raoul, militant trotskyste », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 56, juillet 1995, p. 63. Selon A. Fichaut, cette appellation pourrait provenir de P. Frank qui portait une piètre estime à P. Lambert et voulait ainsi nuire aux majoritaires (entretien téléphonique du 7 février 2006).

<sup>5</sup> Voir chapitre 3.

<sup>6</sup> AC14.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 22-35.

dirigeant<sup>1</sup>. Dans son dernier ouvrage paru, M. Lequenne le rend toujours responsable de la scission de 1952<sup>2</sup>. De son côté, Raoul n'a pas de doutes à ce sujet : il considère le pablisme comme un cancer qu'il aurait fallu détruire plus tôt<sup>3</sup>.

En plus de l'anti-pablisme, le militant majoritaire se construit peu à peu d'autres références. Parmi les plus importantes, il faut citer l'action syndicale. Nous avons vu précédemment comment tout membre du PCI se doit d'être un militant syndical exemplaire. L'activité politique du militant s'appuie sur son travail syndical et le prolonge. L'appel au front unique des organisations ouvrières constitue une autre référence des majoritaires. Certes, le PCI d'avant 1952 appelait déjà au front unique afin de lutter contre la politique de division du PC et du PS. Pour les trotskystes majoritaires, le combat pour le front unique joue un rôle plus important. Il constitue le levier pour construire le parti révolutionnaire. Août 1953 constitue une autre référence pour les majoritaires. Leur participation à la grève générale représente leur principal fait d'armes depuis la scission. Ils sont très fiers d'avoir fait leur maximum pour prolonger et étendre la grève.

L'attitude par rapport au PCF constitue une autre originalité du PCI majoritaire. Nous avons vu que l'entrisme partiel dans le PCF a donné lieu à son premier débat interne. Ensuite, l'attitude à adopter face aux oppositions potentielles dans le PCF divise l'organisation. P. Lambert et ses partisans n'espèrent rien de ce côté. Cette ligne l'emporte : le PCI majoritaire s'oriente vers les militants syndicaux - même si par ailleurs ils sont communistes - et commence à regarder vers les oppositions à l'intérieur de la SFIO. Le militant majoritaire s'oppose frontalement à ceux du PCF. Malgré les incidents, le PCI maintient les ventes publiques de *La Vérité*. Les trotskystes majoritaires racontent leurs heurts avec ceux du PCF comme des faits d'armes. Le PCI majoritaire dénonce publiquement les tares du régime soviétique. Le 5 novembre 1954, dans le cadre du Cercle Lénine la journaliste allemande Brigitte Gerland donne une conférence sur les camps de concentration soviétiques où elle a été déportée. Cette

---

<sup>1</sup> M. Lequenne, entretien avec K. Landais, p.15-16.

<sup>2</sup> M. Lequenne, *Le trotskisme, une histoire sans fard*, Paris, Syllepse, 2005, p. 223 et 261.

<sup>3</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 61-66.

réunion constitue un succès : il y a trois cents participants<sup>1</sup>. Le PCI majoritaire et les organisations qui lui succéderont tiendront bien des réunions publiques sur ce thème.

Surtout, on peut s'interroger sur le type d'organisation que les majoritaires veulent construire. Pour la tendance Bleibtreu il s'agit de continuer le PCI d'avant 1951. Ainsi, M. Lequenne exprime en 1976 sa bonne opinion de cette organisation :

« ...rarement une organisation politique eut une homogénéité de si haut niveau, rarement organisation politique fut moins suiviste »<sup>2</sup>.

A l'opposé P. Lambert et ses partisans portent un jugement très différent sur le parti trotskyste français d'avant 1952. D. Renard résume leur point de vue :

« La dominante de la vie de notre organisation n'était pas la recherche d'une politique juste, recherche relativement aisée, mais la lutte interne, les divergences intérieures... »<sup>3</sup>.

Raoul a la même opinion. Il se moque des dirigeants du PCI d'avant 1951 :

« Tout un groupe de comitards, coupés des masses, sans aucune liaison ni souci de se lier à la classe, desséchés par de longues guérrillas inter- bureau politique et CEI »<sup>4</sup>.

Les adversaires de M. Bleibtreu et M. Lequenne veulent rompre avec ce passé et construire ce qu'ils considèrent comme une vraie organisation trotskyste. Ils prônent un militantisme très méthodique. Chaque militant doit se voir affecter des objectifs à atteindre, un plan de travail à suivre et il doit rendre compte des résultats obtenus. En fait, P. Lambert et ses partisans veulent donner au PCI majoritaire une identité politique nouvelle. Nous allons voir maintenant comment ils vont l'emporter sur leurs adversaires.

---

<sup>1</sup> AC15, Lettre de R. Berné du 15 novembre 1954.

<sup>2</sup> M. Lequenne, « Continuité et discontinuité du « lambertisme » (Contribution à l'histoire d'une dégénérescence) », *Critique Communiste*, n°7, 1976, p.126.

<sup>3</sup> AC7, « Note Politique et d'Organisation n°2 1954 », p. 15.

<sup>4</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 148. Extrait d'une lettre de 1954.

## CHAPITRE V

### RETOUR DES LUTTES DE TENDANCE (janvier – octobre 1954)

Au début de l'année 1954, les relations Est-Ouest se décripquent. Les ministres des affaires étrangères américains, soviétiques, anglais et français préparent une conférence prévue en février à Berlin. En France, lors de l'élection à la présidence de l'assemblée nationale, les députés communistes votent pour le candidat socialiste André Le Troquer, hostile au PCF. Cet appui permet son élection<sup>1</sup>. Sur le plan social, la grève générale d'août ne repart pas. Le PCI augmente juste un peu ses effectifs chez les postiers et les fonctionnaires à la suite de ses efforts de l'été et de l'automne 1953. L'ancienne cellule Postiers-fonctionnaires est éclatée en deux cellules distinctes - Postiers et Fonctionnaires<sup>2</sup>. Henri Lafièvre revient au PCI : il appartient donc à la cellule Postiers nouvellement constituée. Le comité central du PCI des 23 et 24 janvier 1954 doit faire le point et commencer la préparation du X<sup>e</sup> congrès prévu du 3 au 5 juin 1954.

#### **Crise à la direction**

Au début de cette réunion, P. Lambert présente la résolution préparée au nom du bureau politique<sup>3</sup>. Cette résolution politique demeure aussi optimiste que les textes votés en septembre 1953. Selon elle, la France se trouve dans « une situation objective révolutionnaire sans précédent »<sup>4</sup>. Le bureau politique constate une radicalisation des mouvements nationalistes en Afrique du Nord (AFN). La France doit employer la force pour maintenir son contrôle sur le Maroc et la Tunisie. En Tunisie, elle couvre l'assassinat de syndicalistes et de nationalistes. Au Maroc, elle a dû déposer le sultan et

---

<sup>1</sup> S. Just, « Après les votes communs des socialistes et des communistes », *La Vérité*, n°328, 22 janvier 1954.

<sup>2</sup> AC7, « Bureau politique du 2 mars 1954 », 20 mars 1954, p. 1.

<sup>3</sup> AC7, « Projet de résolution politique », 16 janvier 1954, 7 p.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 4.

le déporter à Madagascar. En Indochine, le gouvernement se rend compte qu'une victoire est impossible mais il se refuse à traiter avec Hô Chi Minh. En métropole, la grève générale d'août montre la radicalisation des travailleurs. La grève des bureaux-gares confirme la combativité ouvrière. Cela entraîne un rapprochement des organisations ouvrières « qui de plus en plus se rejoignent pour faire barrage à la pression des masses »<sup>1</sup>. La résolution, ainsi résumée, ne présente pas le point de vue de l'ensemble du bureau politique. En séance, M. Bleibtreu parvient à faire adopter huit amendements<sup>2</sup>. Le plus important concerne le front unique. Le PCI utilise ce mot d'ordre avec insistance depuis plusieurs années à cause du conflit entre le PCF et la SFIO. Pour M. Bleibtreu, le rapprochement entre ces organisations peut tromper les travailleurs :

« Sous nos yeux se prépare un front unique de collaboration de classe »<sup>3</sup>.

Il demande de modifier la propagande du PCI. Maintenant, il faut expliquer que le front unique doit mener à un gouvernement ouvrier et montrer les objectifs précis à atteindre. Le comité central approuve tous les amendements de M. Bleibtreu sauf celui qui décrit la situation comme plus révolutionnaire que le texte initial. En effet, M. Bleibtreu voit dans les grèves d'août 1953 le début de la révolution française<sup>4</sup>.

Le rapport sur la construction du parti<sup>5</sup> a été préparé par D. Renard. Pour lui, à l'été 1953, le PCF « a démissionné de la direction de la classe ouvrière »<sup>6</sup>. Il n'a pas essayé de prendre la direction du mouvement, même pour le dévoyer. Du coup, la grève générale n'a pas permis au PCF de recruter. L'avant-garde ouvrière se détache de lui. Plus largement, les travailleurs tendent à désertier les organisations syndicales et politiques jugées inefficaces. En même temps, ils participent plus que jamais aux luttes. D. Renard explique ainsi ce paradoxe :

« Les masses dans leur ensemble dévient de leurs directions traditionnelles à la recherche d'un nouvel axe politique »<sup>7</sup>.

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>2</sup> On peut reconstituer les amendements adoptés en comparant le texte cité précédemment à la résolution politique finale, publiée dans AC7, « Note Politique et d'Organisation n°2 1954 », p. 5-13.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 13-14.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 15-23.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 20.

Pour D. Renard, la situation n'a jamais été aussi favorable au PCI alors que ses effectifs augmentent peu sauf chez les postiers. Le PCI doit trouver des mots d'ordre qui répondent aux aspirations des masses comme celui des Assises. Les « staliniens » ont même repris ce mot d'ordre à leur compte. D. Renard propose de continuer à donner la priorité au travail syndical. Il demande une amélioration du fonctionnement du parti via un renouvellement du comité central et l'élimination des derniers restes de l'ancienne direction petite-bourgeoise - M. Lequenne et M. Bleibtreu semblent visés. Malgré l'échec des CRC, il maintient ce principe partagé avec P. Lambert :

« Le parti révolutionnaire ne se construira pas par simple adjonction arithmétique d'individus venant au parti les uns après les autres ou même par petits groupes »<sup>1</sup>.

Nous remarquons l'analyse par D. Renard du maintien par le PS de son influence sur certains secteurs ouvriers. Pour lui, « c'est l'expression déformée de la résistance d'une partie des masses à l'influence stalinienne »<sup>2</sup>. Cette vision positive du PS par D. Renard contraste avec sa description d'un PCF perdant son influence sur les travailleurs. Ce rapport est adopté à l'unanimité comme base de discussion sauf les abstentions de M. Lequenne et J. Lefèvre.

Après ces débats sereins, la réunion du comité central voit éclater une crise liée à l'ordre du jour. D'abord M. Lequenne n'obtient pas d'y ajouter une discussion sur l'URSS et l'orientation de *La Vérité*<sup>3</sup>. Ensuite, G. Bloch reproche à M. Bleibtreu de ne pas avoir encore rédigé les thèses internationales demandées il y a deux mois par le bureau politique<sup>4</sup>. Surtout, le point de l'ordre du jour « Communication du bureau politique »<sup>5</sup> consiste en fait dans la présentation des rapports des deux commissions de contrôle chargées d'examiner les accusations de M. Bleibtreu contre R. Berné<sup>6</sup>. Une des deux instances est constituée de H. Baratier et L. Fontanel, ami de M. Bleibtreu. Les deux commissions concluent à l'inanité des accusations<sup>7</sup>. Ensuite, P. Lambert et d'autres membres du bureau politique interviennent pour blâmer M. Bleibtreu. Comme ce

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>5</sup> Le projet d'ordre du jour est dans « Projet de résolution politique », *op. cit.*, p. 1.

<sup>6</sup> Voir l'historique de ce conflit dans le chapitre précédent.

<sup>7</sup> AC7, « Lettre de Bloch et Renard aux membres du CI », 16 mars 1954. Cette lettre est reproduite dans AC7, « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », 21 mai 1954, p. 7-11.

dernier et M. Lequenne se voient refuser la parole, ils quittent la séance<sup>1</sup>. Désormais, ils ne viennent plus aux réunions du bureau politique malgré les convocations écrites de G. Bloch. M. Lequenne démissionne de son poste de responsable de *La Vérité*. Du coup, le bureau politique nomme R. Berné à la direction du journal<sup>2</sup> et remplace M. Bleibtreu par D. Renard au Comité international<sup>3</sup> - G. Bloch étant l'autre représentant du PCI.

Les dissensions à la tête du PCI se sont transformées en un conflit ouvert. Ce dernier rend l'ambiance détestable. M. Lequenne raconte :

« Au PCI, je me souviens d'une lutte fractionnelle invivable, mais je m'acharnais à la vivre, alors que Bleibtreu s'en tenait de plus en plus à l'écart, jugeant déjà la partie perdue »<sup>4</sup>.

De son côté, la direction se plaint des injures et des invectives de l'opposition<sup>5</sup>.

M. Bleibtreu et M. Lequenne constituent de fait une tendance que nous nommerons tendance Bleibtreu. Elle est organisée autour d'un noyau serré (M. Bleibtreu, M. Lequenne, D. Righetti, L. Fontanel) qui se réunit fréquemment<sup>6</sup>. Elle met au point un plan de production de documents politiques pour réarmer le Parti<sup>7</sup>. Elle parvient à rallier la plupart des militants de la cellule Postiers (C. Margne, G. Mougard, Jeanine Weill...) et B. Karlinsky. Mais, elle ne réussit pas à convaincre J. Danos de rester au Parti. Choqué par la manière dont la direction traite les opposants, il démissionne<sup>8</sup>. Les partisans de la tendance Bleibtreu interviennent dans les assemblées générales de la RP. Suite au trouble de nombreux militants, ils parviennent à faire voter des résolutions. Ainsi, le 7 mai G. Mougard fait voter un texte demandant à la direction d'organiser des assemblées générales de discussion pour préparer le prochain congrès. Selon le compte rendu<sup>9</sup>, l'assemblée adopte la résolution par 16 voix contre 4 alors qu'il y a 51 militants présents ! Cela montre le désarroi et les hésitations des militants devant cette nouvelle crise interne.

---

<sup>1</sup> La « Lettre de Bloch et Renard aux membres du CI », *op. cit.*, p. 10 présente la version de direction sur cet incident. La version de la M. Lequenne et M. Bleibtreu apparaît dans la « Troisième déclaration lue par Lequenne au comité central » reproduite dans AC7, « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°3 », 21 mai 1954, p 57-58 et dans AC7, « Compte rendu des comité central des 10 et 11 avril 1954 », p. 39-40.

<sup>2</sup> AC7, « Bureau politique du 29 janvier », 1<sup>er</sup> février 1954, p. 3.

<sup>3</sup> AC7, « Bureau politique du 2 février 1954 », p. 2.

<sup>4</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 12.

<sup>5</sup> « Compte rendu des comité central des 10 et 11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 11 et 12.

<sup>6</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 13.

<sup>7</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à R. Carlton du 18 mars 1954, p. 5.

<sup>8</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à R. Carlton du 29 avril 1954, p. 3-4.

<sup>9</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », *op. cit.*, p. 18-19.

En l'absence de M. Lequenne et M. Bleibtreu, les cinq autres membres du bureau politique constituent un groupe uni et solidaire que nous nommerons direction du PCI. Cette direction agit. Pour mieux informer les membres du PCI de ses activités, le bureau politique décide de diffuser désormais des compte rendu de ses séances<sup>1</sup>. Malheureusement pour l'historien, cette bonne résolution ne dure que quelques semaines.

R. Berné oriente *La Vérité* vers le journal d'agitation préconisé précédemment par G. Bloch. Une chronique « Pointes rouges » se moque de déclarations de patrons, de responsables politiques ou de journalistes de manière un peu trop appuyée. Ainsi, le journal s'amuse de la nomination d'E. Herriot comme meilleur ouvrier de France. Le chroniqueur demande :

« Ohé, Edouard... tu te syndiques ? »<sup>2</sup>

Surtout, les « unes » du journal deviennent plus accrocheuses. Le 1<sup>er</sup> février 1954, l'abbé Pierre lance à la radio un appel en faveur des sans-logis. Cette exhortation reçoit un grand écho. A la suite de cet appel, la « une » de *La Vérité* présente la photo d'un enfant d'un quartier pauvre avec cette légende « Demain, cet enfant sera t-il mort de faim et de froid ? »<sup>3</sup>. Le commentaire qui accompagne cette photo reconnaît la bonne foi de l'abbé mais fustige les riches hypocrites qui découvrent brusquement le problème. Au sein du PCI, M. Lequenne critique ce retour au journal d'agitation tenté par les « droitiers » en 1947<sup>4</sup>. Cette tentative ne durera pas : *La Vérité* reviendra vite à une apparence plus sobre.

Le 5 mars 1954, au cours d'une session du comité central du PCF, J. Duclos accuse de multiples méfaits A. Lecoeur, le numéro trois du Parti. Le processus d'exclusion de ce dernier commence. Pour la direction du PCI, cette élimination a été décidée par la bureaucratie russe. Elle veut liquider le PCF comme parti dirigeant du prolétariat et en faire un instrument obéissant de sa politique droitnière. Il faut donc convaincre les

---

<sup>1</sup> AC7, « Bureau politique du 29 janvier », 1<sup>er</sup> février 1954, p. 1.

<sup>2</sup> « Pointes rouges », *La Vérité*, n°333, 9 avril 1954.

<sup>3</sup> *La Vérité*, n° 329, 5 février 1954.

<sup>4</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », *op. cit.*, p. 1 et Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 11.

travailleurs communistes que le PCF ne peut pas être redressé<sup>1</sup>. *La Vérité* consacre un numéro spécial à cette affaire<sup>2</sup>. R. Berné commente :

« Dans un parti révolutionnaire, régi par la démocratie prolétarienne, discussions et divergences s'ordonnent en fonction des *perspectives d'avenir* telles que chacun les voit. Dans un Parti bureaucraté, on appelle discussion le droit, pour le détenteur des leviers de commande, de salir le passé de son adversaire »<sup>3</sup>.

De nouveaux différends apparaissent entre les deux courants. Le Parti a décidé de relancer le Cercle Lénine<sup>4</sup> avec l'appui d'intellectuels plus ou moins sympathisants (J. Cassou, Y. Dechezelles, J. Duvignaud, L Schwartz...)<sup>5</sup>. M. Lequenne en assure la responsabilité avec R. Chéramy. Le 26 février 1954, le cercle se réunit sur le thème « Internationalisme et mouvement de libération nationale des peuples colonisés ». P. Lambert et M. Lequenne s'y opposent publiquement. Le premier prône une défense inconditionnelle des mouvements de libération nationale en s'abstenant de toute critique à leur égard. Le second précise que le soutien inconditionnel peut et doit comporter la critique fraternelle<sup>6</sup>. Du coup, une résolution votée au comité central revient sur l'incident et accuse ce dernier de mener « une politique de franc-tireur aux conséquences destructrices »<sup>7</sup>. M. Lequenne riposte en demandant l'intervention d'une commission de contrôle<sup>8</sup>.

Le sort du militant Joseph génère un autre différend. Il s'agit d'un militant trotskyste étranger récemment arrivé en France qui ne parvient pas à subvenir à ses besoins. Par manque de moyens, le bureau politique a cessé de l'aider puis l'a ramené au statut de stagiaire en février 1954<sup>9</sup>. Pour la minorité, Joseph a été puni parce qu'il la soutenait<sup>10</sup>. En avril 1954, M. Bleibtreu propose dans plusieurs cellules le vote d'une résolution

<sup>1</sup> AC7, « L'affaire Lecoeur et les perspectives du PCF », 17 mars 1954, 5 p.

<sup>2</sup> n° 331, 5 mars 1954.

<sup>3</sup> R. Berné, « Mécanisme d'un procès truqué : l'affaire Lecoeur », *La Vérité*, n° 331, 5 mars 1954.

<sup>4</sup> Sur le Cercle Lénine voir le chapitre II.

<sup>5</sup> « Cercle Lénine », *La Vérité*, n° 327, 1<sup>er</sup> janvier 1954.

<sup>6</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 12.

<sup>7</sup> « Compte rendu des comité central des 10 et 11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 12.

<sup>8</sup> « Première déclaration lue par Lequenne au comité central » dans « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°3 », *op. cit.*, p. 52.

<sup>9</sup> « Déclaration du bureau politique sur la cas J. » dans « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°3 », *op. cit.*, p. 19-20.

<sup>10</sup> « Résolution de la tendance Bleibtreu sur le cas du camarade J. » dans « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°3 », *op. cit.*, p. 19-21.

soutenant ce militant. Le bureau politique riposte en accusant M. Bleibtreu de répandre des fausses accusations contre lui afin de gêner la discussion politique<sup>1</sup>.

Chacun des deux camps expose sa version des origines du conflit. La direction du PCI - constituée d'abord par P. Lambert, G. Bloch, R. Berné, D. Renard et S. Just - s'appuie sur l'histoire de l'organisation trotskyste en France. Cette dernière fut longtemps incapable de s'enraciner dans des secteurs ouvriers et de disposer de cadres solides. Pour la direction, depuis 1947-1948 le Parti progresse : il perd son aspect propagandiste pour s'insérer de plus en plus dans la lutte de classe. Du coup, il doit fonctionner de manière plus efficace et avoir des dirigeants à la hauteur des nouvelles possibilités offertes au Parti après les grèves d'août. Pour la direction du PCI, M. Lequenne et surtout M. Bleibtreu, acceptent mal cette évolution. Ils refusent la discipline commune et l'expression de leurs idées dans le cadre des organismes réguliers du parti. Ils boycottent le bureau politique sans raison valable. Maintenant, le Parti réagit car il ne peut plus tolérer leur comportement<sup>2</sup>.

Dans leurs correspondances, M. Bleibtreu et M. Lequenne présentent une autre approche historique<sup>3</sup>. Avant la scission, l'opposition à M. Pablo dans le PCI provenait d'une aile « politique » auquel s'est ensuite ajoutée une aile « syndicaliste et empirique ». M. Pablo connaissait ce clivage. Pour dissocier ces deux ailes, il a mené son attaque sur le plan syndical à la fin de 1951. Au VIII<sup>e</sup> congrès, les deux composantes du PCI sont apparues clairement. Le combat contre les « pablistes » et l'intervention dans la lutte des classes ont épuisé les militants du PCI. Ils fuient le débat politique. De plus, ces militants sont coupés de l'Internationale. Pour M. Lequenne, une organisation trotskyste ne peut pas survivre en dehors de celle-ci. Ce contexte a permis à la composante syndicaliste de prendre la direction du parti en constituant un regroupement sans principe avec G. Bloch et R. Berné<sup>4</sup>, issus de l'aile « politique ». Ces

---

<sup>1</sup> « Déclaration du bureau politique sur la cas J. » dans « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°3 », *op. cit.*, p. 19-21.

<sup>2</sup> « Lettre de Bloch et Renard aux membres du CI », *op. cit.*, p. 7-11 et AC7, « Lettre du bureau politique au camarade Lequenne », 30 janvier 1954.

<sup>3</sup> Lettre de M. Lequenne à Ralph Carlton (C. Hanley) du 8 février 1954, *op. cit.*, p. 1-4 ; FB, F Delta 1902/4/8/2, Lettre de M. Bleibtreu à Sam Gordon de février 1954.

<sup>4</sup> Voir « Compte rendu du comité central des 10-11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 39-41 et « Lettre du camarade Lequenne reçue par le bureau politique », 6 février 1954, 3 p. Cette lettre est publiée dans la circulaire AC7, « Pour les membres du parti seulement ». Chaque exemplaire de cette circulaire est numéroté et doit être retourné au secrétariat après lecture afin de ne pas être lu par les « pablistes ».

deux dirigeants soutiennent P. Lambert pour être mis en valeur. Selon M. Bleibtreu et M. Lequenne, depuis un an cette majorité cherche à les éliminer de tout poste de responsabilité (CI, *La Vérité*, bureau politique...). Elle les empêche de s'exprimer au comité central d'où leur départ. Elle refuse la discussion politique qui mettrait à jour ses contradictions. Cela explique son comportement très autoritaire. L'intérêt de l'analyse de M. Bleibtreu et M. Lequenne, est de mettre en lumière les deux lignes politiques que nous voyons se dessiner depuis le VIII<sup>e</sup> congrès.

Pour le comité central prévu les 10-11 avril 1954, S. Just est chargé à la place de M. Bleibtreu de la rédaction du rapport international. Du coup, au début de la réunion M. Bleibtreu et M. Lequenne informent les participants qu'ils constituent une tendance pour assurer le réarmement politique du parti. Les deux hommes annoncent la parution de documents sur différents sujets afin d'engager la discussion politique indispensable<sup>1</sup>. Ils distribuent le premier d'entre eux : un contre-rapport international imprimé par leurs soins<sup>2</sup>. Cette distribution provoque la colère de la direction du PCI. Elle fait voter par le Comité central la diffusion d'un « Appel du Comité central à tous les membres du parti » où les deux dirigeants sont accusés de constituer une clique et de violer la discipline du parti<sup>3</sup>. Suite à une demande de la direction, le comité central les démissionne du bureau politique et valide la destitution de M. Lequenne et de M. Bleibtreu de leurs fonctions à *La Vérité* et au Comité international. La tendance Bleibtreu considère que la direction met en place un minutieux dispositif d'exclusion à son encontre<sup>4</sup>. Pourtant, elle ne veut pas céder.

Au cours des premiers mois de 1954, le PCI ne consacre pas toute son énergie à ce conflit interne. Nous allons examiner maintenant son action dans le domaine syndical.

## L'intervention syndicale

Nous avons vu au chapitre précédent l'évolution de la CGT par rapport à l'unité d'action. Cette évolution se confirme par la suite. Le 29 décembre 1953, la CGT adopte une position commune avec la CFTC et FO à la commission supérieure des conventions

---

<sup>1</sup> « Compte rendu des comité central des 10 et 11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 2-3.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 42-69.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>4</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à Ralph Carlton (C. Hanley) du 29 avril 1954, p. 1.

collectives, organisme paritaire. A la suite de cet accord, la commission évalue le budget type mensuel d'un manœuvre ordinaire à 25 166 francs. Cela constitue une décision importante : 6,5 millions de salariés gagnent moins<sup>1</sup>. FO et la CFTC décident une journée d'actions le 29 janvier 1954 pour obtenir la fixation du salaire minimum à ce montant. La CGT s'y associe. Le 30 janvier, elle propose aux autres confédérations une grève générale de 24 heures pour continuer le mouvement.

Dans *La Vérité*, P. Lambert approuve l'offre de la CGT. Il conseille à B. Frachon de proposer aux autres confédérations de préparer la grève à tous les échelons par des comités paritaires. P. Lambert rappelle les propositions d'unité d'action faites par B. Frachon en septembre 1951<sup>2</sup>. Le dirigeant du PCI demande en plus aux confédérations syndicales de s'engager dans la préparation des Assises nationales pour l'unité d'action syndicale afin d'aboutir à une action générale de tous les travailleurs<sup>3</sup>. Au cours du comité central des 23-24 janvier, le PCI a jugé prioritaire de continuer la campagne sur ce thème. La journée d'étude pour l'unité syndicale du 13 décembre 1953 a mis en place un comité permanent pour les Assises. Parmi les six membres de ce comité quatre militent au PCI majoritaire : R. Chéramy (FEN), R. Dumont (FO), Ferdinand Lange (CNT) et H. Baratier (FO)<sup>4</sup>. Ils appartiennent à des syndicats différents. En effet, le PCI « accorde la plus grande importance au travail de tendance dans chaque centrale »<sup>5</sup>. Nous avons déjà signalé cette évolution : avant la scission, le travail dans la CGT était très prioritaire<sup>6</sup>.

Le comité permanent pour les Assises a prévu une nouvelle conférence le 14 mars 1954. Le PCI prépare celle-ci de manière très méthodique. Il rappelle à ses militants qu'il s'agit de recruter sur une base large allant bien au-delà du cercle des sympathisants du Parti. Il ne faut donc pas mettre en avant les mots d'ordre du Parti comme le retour au pouvoir d'achat de 1938<sup>7</sup> mais celui d'unité dans la démocratie<sup>1</sup>. De même, il ne faut

---

<sup>1</sup> J. Magniadas, « La loi du 11 février 1950 », *La CGT dans les années 1950*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p.75-76.

<sup>2</sup> Voir chapitre 1.

<sup>3</sup> « Du sommet à la base », *La Vérité*, n° 330, 19 février 1954.

<sup>4</sup> « Lettre du comité permanent pour les Assises nationales pour l'unité d'action syndicale », *La Vérité*, n°330, 19 février 1954.

<sup>5</sup> AC7, « Note Politique et d'Organisation n°1 1954 », p. 3.

<sup>6</sup> Voir chapitre 4.

<sup>7</sup> Selon G. Van Bever, avec un SMIG à 25 116 francs un manœuvre ne toucherait que 53% de son salaire réel de 1938. Le PCI réclame donc avec insistance le retour au pouvoir d'achat de cette année. Voir G. Van Bever, « Que nous réserve le SMIG ? », *La Vérité*, n° 329, 5 février 1954.

pas appeler à cette conférence sous l'étiquette du Parti mais sous celle du comité permanent et de *L'Unité syndicale*. Il s'agit de contacter « toutes les organisations se réclamant de la démocratie et de la défense des travailleurs »<sup>2</sup> et de les convier à la conférence. Les groupes « Reconstruction » de la CFTC et le Mouvement de libération du peuple<sup>3</sup> sont cités comme des organisations à ne pas oublier. Le comité permanent envoie des délégations aux centrales syndicales. Signe des temps, le 16 janvier la CGT accepte de recevoir la délégation composée de trois trotskystes (H. Baratier, F. Lange et J. Lefevre). Léon Mauvais, membre du bureau confédéral, l'accueille. Il répond à la délégation que pour l'instant le travail le plus utile est la recherche de l'unité d'action à la base<sup>4</sup>. Néanmoins, *La Vérité* considère que la CGT progresse « sur la bonne route »<sup>5</sup>. L'impact de cette campagne semble être limité. D'abord, à cause de la faiblesse du PCI. *L'Unité syndicale* consacre une bonne partie de son numéro de février à la conférence. Le PCI espère en vendre 700 exemplaires en région parisienne au cours du mois, ce qui est peu<sup>6</sup>... La cellule Renault tient une réunion préparatoire le 19 janvier 1954. Elle semble satisfaite d'être parvenue à y attirer une demi-douzaine de personnes nouvelles<sup>7</sup>.

Il semble que la conférence du 14 mars n'ait pas eu le succès espéré. Le compte rendu de *La Vérité* est succinct<sup>8</sup>. Suite aux échos recueillis, C. Hanley la considère comme un échec<sup>9</sup>. La conférence pour les Assises a du être concurrencée par la préparation de la grève générale fixée le 28 avril par la CGT. Cette préparation mobilise l'attention des militants ouvriers. *La Vérité* critique l'attitude de la CGT par rapport aux autres confédérations : elle se contente de timides propositions d'unité d'action à la CFTC en oubliant FO<sup>10</sup>. Surtout, la CGT prépare la grève en organisant seule des conférences ouvrières départementales en mars 1954 puis une conférence nationale les 3 et 4 avril. Le PCI regrette cette attitude mais décide de participer au maximum à ces réunions en compagnie de syndicalistes « unitaires »<sup>11</sup>. Le 28 mars, P. Lambert parvient à prendre la

---

<sup>1</sup> AC7, « Note syndicale n°1 sur la préparation de la conférence de l'Unité », 15 janvier 1954, p. 1.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>3</sup> Cette organisation progressiste regroupe principalement des ouvriers chrétiens.

<sup>4</sup> « L. Mauvais face aux « Assises » », *La Vérité*, n° 329, 5 février 1954.

<sup>5</sup> « La bonne route », *La Vérité*, n°330, 19 février 1954.

<sup>6</sup> AC7, « Note syndicale n°2 sur la préparation de la conférence de l'Unité », 15 janvier 1954, p. 2.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>8</sup> « De la conférence des militants partisans des Assises nationales », *La Vérité*, n° 322, 26 mars 1954.

<sup>9</sup> Lettre de R. Carlton à M. Lequenne, *op.cit.*, p. 3.

<sup>10</sup> R. Sontet, « Pour le succès de la grève des 24 heures », n°331, 5 mars 1954.

<sup>11</sup> R. Sontet, « Dérobades à l'unité, dérobades à l'action », *La Vérité*, n°333, 9 avril 1954.

parole à la conférence ouvrière de la Seine. Pour préparer la grève du 28 avril, il demande l'organisation de comités paritaires à tous les échelons avec des représentants des autres syndicats. Surtout, il demande la mise en place d'une structure nationale pour la grève générale avec des représentants de toutes les confédérations. Pour P. Lambert, cet ensemble constituera un front unique du sommet à la base et ainsi, la grève générale sera victorieuse<sup>1</sup>. Ces thèmes sont repris par les treize autres militants du PCI ou syndicalistes « unitaires » participant à la conférence ouvrière de la Seine. L. Portes, secrétaire général de la FNSEA-PTT, parvient à participer à la conférence nationale de la CGT. Il y présente une résolution préparée avec P. Lambert. Elle est rejetée sans être lue en séance<sup>2</sup>.

La grève générale du 28 avril échoue. Le bureau politique du PCI met en accusation les organisations syndicales. Elles n'ont pas voulu d'une véritable unité d'action<sup>3</sup>. Ainsi, Renault - la plus grande entreprise métallurgique d'Europe - n'a pas débrayé<sup>4</sup>. La Loire-Inférieure constitue un contre-exemple pour *La Vérité*. Les Unions départementales FO, CGT et CFTC ont mis en place des comités paritaires pour préparer la grève générale. Résultat : la grève a été un succès<sup>5</sup>. Le numéro suivant de *La Vérité* fixe un nouvel objectif à l'organisation : réussir le meeting du 25 mai organisé par le comité permanent pour les Assises<sup>6</sup>. Le meeting du 25 mai semble plus réussi que la conférence du 14 mars. *La Vérité* parle de plusieurs centaines de participants<sup>7</sup>. Mais, selon G. Bloch « L'assistance n'était pas très nombreuse [...] »<sup>1</sup>. Les intervenants se présentent seulement comme des syndicalistes. En fait, ils sont membres du PCI (P. Lambert, D. Renard) ou des alliés plus ou moins proches de ce dernier (A. Hébert, C. Lemoine, L. Portes). Ils appellent tous à l'unité d'action. Les secrétaires confédéraux étaient conviés à ce meeting. Seule la CGT s'est fait représenter en la personne de G. Frischmann, secrétaire général de la FP-CGT. La venue de ce dernier constitue l'événement de cette réunion et un grand succès pour les organisateurs. G. Frischmann rappelle que la CGT est unitaire, prête à discuter et à agir avec les autres confédérations.

<sup>1</sup> « Extrait du rapport du camarade Lambert », *La Vérité*, n°333, 9 avril 1954.

<sup>2</sup> « Les interventions des militants unitaires », *La Vérité*, n° 334, 23 avril 1954.

<sup>3</sup> « Il est temps d'en finir », *La Vérité*, n°335, 7 mai 1954.

<sup>4</sup> « Pourquoi Renault n'a pas débrayé le 28 », *Ibid.*

<sup>5</sup> « Réalisons les conditions de l'action unie », *Ibid.*

<sup>6</sup> « Du 28 avril au 25 mai », *La Vérité*, n°336, 14 mai 1954.

<sup>7</sup> « Le meeting du 25 mai », *La Vérité*, n°337, 28 mai 1954.

Une note interne commente ce meeting réussi<sup>2</sup>. Pour le bureau politique, avec le mouvement pour les Assises le PCI a trouvé le moyen de prendre la direction de la classe ouvrière. La présence de G. Frischmann l'atteste : B. Frachon a envoyé G. Frischmann afin d'empêcher le ralliement de l'avant-garde ouvrière au PCI. Ce point de vue semble contestable car le même document reconnaît que les militants communistes ne sont pas venus au meeting. L'impact du meeting était donc limité sur l'avant-garde ouvrière. La conclusion reconnaît la faible influence du Parti :

« Le moment n'est pas éloigné où, sur des questions bien précises, le Parti pourra organiser des réunions de sympathisants avec des chances certaines de succès »<sup>3</sup>.

La diffusion de cette note précède de quelques jours le IX<sup>e</sup> congrès du PCI. Elle vise probablement à convaincre les militants que la stratégie de la direction est la bonne.

## Les deux programmes pour le IX<sup>e</sup> congrès

Depuis le VIII<sup>e</sup> congrès, nous avons vu deux lignes politiques se dessiner au sein du PCI<sup>4</sup>. A la veille du IX<sup>e</sup> congrès, ces deux lignes se sont concrétisées en deux tendances que nous avons nommées - par convention - direction et tendance Bleibtreu. La direction a commencé par argumenter sur le plan de la discipline. Les critiques de M. Bleibtreu et M. Lequenne l'ont obligée à discuter politique. Afin de convaincre les militants, les deux tendances précisent leurs positions sur tous les points importants : analyse internationale, URSS, situation française, construction du parti... Sur chacun de ces sujets, les deux courants rédigent des rapports et contre-rapports pour le IX<sup>e</sup> congrès. Ils présentent et discutent ces documents lors des réunions du comité central des 10-11 avril et 22-23 mai 1954. A partir de cet ensemble de textes, nous allons examiner les points forts des deux programmes concurrents et leurs critiques réciproques.

Les deux tendances considèrent avec optimisme la situation internationale. Cet optimisme est renforcé par les nouvelles d'Indochine. Le 7 mai 1954, le camp de Dien Bien Phu tombe aux mains du Vietminh. Cette défaite entraîne la fin de la présence

---

<sup>1</sup> AC15, Lettre de G. Bloch à B. Hamilton, 28 mai 1954, p.1.

<sup>2</sup> AC7, « Note politique n°6 - 1954 », 1<sup>er</sup> juin 1954, p. 1-5.

<sup>3</sup> *Ibid*, p. 5.

<sup>4</sup> Cela correspond à l'analyse de M. Lequenne présentée au sous-chapitre précédent.

française en Indochine et constitue un exemple pour les peuples colonisés. Les deux tendances jugent que la nouvelle montée révolutionnaire empêche l'impérialisme américain de déclencher la guerre. M. Bleibtreu insiste davantage sur la vigueur de cette vague révolutionnaire<sup>1</sup>. Pour lui, « la IV<sup>e</sup> Internationale redressée doit s'axer sur la possibilité d'une croissance rapide »<sup>2</sup> et le nier pour un trotskyste relève du « liquidationnisme<sup>3</sup> ». Cette accusation semble viser la direction. Celle-ci semble plus sceptique sur le développement de la IV<sup>e</sup> : selon elle, il faut commencer par vaincre définitivement le « pablisme »<sup>4</sup>.

Les analyses sur l'URSS de G. Bloch - pour la direction - évoluent un peu par rapport à celles de l'année précédente. G. Bloch admet l'existence de groupes antagonistes au sein de la bureaucratie russe mais cette dernière parvient à arbitrer leurs conflits<sup>5</sup>. Aussi, il ne faut pas proposer un appui tactique à une fraction de la bureaucratie mais attendre un soulèvement des travailleurs comme en juin 1953 à Berlin-Est<sup>6</sup>. Pour la tendance Bleibtreu, cette analyse mène à l'« abandon de la conception trotskyste de la défense de l'URSS »<sup>7</sup>. La bureaucratie est tiraillée entre des tendances politiques traduisant la pression de la bourgeoisie et du prolétariat : il faut donc apporter un soutien critique à ses tendances gauche<sup>8</sup>. Cette attitude rapprochera les trotskystes des militants communistes français troublés par les conflits entre bureaucrates<sup>9</sup>. En effet, selon la tendance Bleibtreu, le PCF va se décomposer. Des tendances révolutionnaires apparaissent déjà en son sein. Selon M. Bleibtreu, G. Frischmann symbolise parfaitement ces tendances<sup>10</sup>. Depuis le congrès de novembre 1952 de la FP-CGT, ce responsable communiste a une orientation « centriste de gauche ». Cette orientation a permis le « mouvement pour la prime » et explique le rôle d'avant-garde joué par les postiers en août 1953 et lors de la grève des bureaux-gares. Pour la tendance Bleibtreu, G. Frischmann s'appuie sur la volonté révolutionnaire des postiers communistes pour

<sup>1</sup> « Compte rendu des comités central des 10 et 11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 42-44.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 44.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>5</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°3 », *op. cit.*, p. 22.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 41

<sup>10</sup> « Résolution de la cellule Postiers » dans AC7, « Bulletin Intérieur », juillet 1954 (probablement), p. 6-8.

lutter contre l'appareil central du PCF. L'action de G. Frischmann a donc favorisé le trotskysme : c'est là que le PCI a fait ses progrès les plus marquants<sup>1</sup>. Pour polariser les tendances révolutionnaires dans le PCF, il faut y combiner un travail de fraction clandestin avec l'activité d'un parti trotskyste indépendant<sup>2</sup>. G. Mougard, rallié à la tendance Bleibtreu, demande même que ce travail de fraction dans le PCF œuvre pour un redressement de ce Parti sur une ligne de classe<sup>3</sup>.

Pour la direction, le PCF a délibérément démissionné à plusieurs occasions de son rôle de direction de la classe<sup>4</sup>. Les masses s'écartent de lui. La priorité n°1 revient au travail indépendant car le PCI est potentiellement la nouvelle direction de la classe ouvrière<sup>5</sup>. Comment en convaincre de larges masses ? Pour D. Renard, ce n'est pas « en voulant imposer le Parti à tout propos et hors de propos »<sup>6</sup>. Des militants ouvriers (A. Hébert, C. Lemoine<sup>7</sup>...) sont prêts à parler avec les trotskystes du PCI dans le cadre de l'unité d'action syndicale et non dans celui d'un Parti. Ces militants se méfient des partis traditionnels déconsidérés et le PCI n'a pas encore fait ses preuves comme direction. Les militants ouvriers cités ne sont pas prêts à y adhérer. Par contre, ils acceptent de participer à des actions (comme le mouvement pour les Assises) avec les militants trotskystes auxquels ils font confiance. Pour D. Renard, le succès de ses actions sur le plan syndical permettra de développer l'influence du parti<sup>8</sup>. Le mot d'ordre des Assises et le travail au sein de la tendance Unité syndicale sont justes car ils permettent de regrouper des forces. Quand le PCI disposera de moyens suffisants, alors là il pourra s'interroger sur la meilleure stratégie pour construire le parti révolutionnaire<sup>9</sup>.

Cette position de D. Renard et du bureau politique est critiquée sévèrement par la tendance Bleibtreu. Pour elle, la direction actuelle du PCI abandonne la conception léniniste de construction du parti. Elle suit une ligne ultra-syndicaliste et met la pensée politique hors-la-loi. Pour la tendance Bleibtreu, la direction oublie que la période est

<sup>1</sup> En fait, du point de vue recrutement ces progrès sont modestes.

<sup>2</sup> « Compte rendu des comité central des 10 et 11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 65.

<sup>3</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », *op. cit.*, p. 26.

<sup>4</sup> « Compte rendu des comité central des 10 et 11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 15.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>6</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », *op. cit.*, p. 30.

<sup>7</sup> Nous rappelons que C. Lemoine est un compagnon de route du PCI. Il est délégué des mineurs de Lourches (Pas-de-calais) et ami d'A. Marty.

<sup>8</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », *op. cit.*, p. 29-30.

<sup>9</sup> « Compte rendu des comité central des 10 et 11 avril 1954 », *op. cit.*, p. 13-14.

révolutionnaire : la situation politique et sociale évolue rapidement. A l'automne 1953, il s'agissait de lutter contre la division syndicale. M. Bleibtreu et ses partisans reconnaissent qu'à ce moment là le mot d'ordre des Assises était juste. Maintenant, les deux grands partis ouvriers se rapprochent pour mener une politique de collaboration de classe. Il faut opérer un tournant comme l'a demandé le comité central de janvier. Il faut mener l'agitation dans une perspective révolutionnaire, appeler au front unique politique et au gouvernement ouvrier et paysan. La direction s'est cantonnée à son action pour l'unité syndicale. Elle a suivi la campagne du PCF et de la CGT pour la grève générale du 28 avril. Pour la tendance Bleibtreu, cette journée a été un échec programmé par les communistes afin d'être le coupe-feu de l'essor révolutionnaire d'août 1953. La direction est tombée dans le piège car elle situe l'intervention des militants trotskystes seulement au niveau syndical<sup>1</sup>. Lors des conférences ouvrières, ces derniers se sont contentés de réclamer des « comités paritaires » syndicaux. Il s'agissait d'une recette organisationnelle sans portée révolutionnaire. Elle ne risquait pas de mobiliser les militants communistes. Il était facile aux bureaucrates CGT de répliquer en préconisant des comités élus par la base<sup>2</sup>. Selon M. Lequenne, la CGT tolère des militants trotskystes à ses conférences car ils appellent à l'unité d'action. Leurs interventions font apparaître la CGT comme plus unitaire que FO, opposée à toute action commune<sup>3</sup>.

La tendance Bleibtreu déplore le manque de discussions politiques sérieuses dans le parti. Selon elle, il n'y a pas eu de discussion véritable sur les suites de la grève du 28 avril et la préparation du meeting du 25 mai. La direction privilégie les tâches à accomplir. Les seuls débats consacrés à la préparation du meeting ont eu lieu au sein du comité permanent pour les Assises, avec des non-trotskystes alors que la politique syndicale du PCI devrait être élaborée en son sein<sup>4</sup>. Pour la tendance Bleibtreu, la préparation du IX<sup>e</sup> congrès laisse à désirer. Elle regrette le retard dans la diffusion des bulletins de préparation. Elle a dû batailler pour obtenir l'organisation d'une assemblée

---

<sup>1</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°3 », *op. cit.*, p. 43-48.

<sup>2</sup> Lettre de M. Lequenne à Ralph Carlton (C. Hanley) du 29 avril 1954, *op. cit.*.

<sup>3</sup> M. Lequenne émet cette hypothèse dans sa lettre à Ralph Carlton (C. Hanley) du 29 avril 1954, *op. cit.*, p. 2. Aujourd'hui, il valide cette hypothèse dans l'entretien en annexe 1, p. 12.

<sup>4</sup> « Déclaration des camarades Mougard et Righetti » dans « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », *op. cit.*, p. 18.

générale de discussion en région parisienne alors que plusieurs réunions auraient été nécessaires<sup>1</sup>.

La direction répond qu'elle a fait de son mieux. Pour elle, il est nuisible de prolonger exagérément la phase de préparation d'un congrès. La direction rappelle le devoir absolu de respecter les règles d'organisation et la discipline. Elle conseille aux militants de renouveler le comité central<sup>2</sup>.

Le IX<sup>e</sup> congrès se tient du 5 au 7 juin à Paris. Malheureusement, nous n'avons pas trouvé de compte rendu de cette instance. Un bulletin intérieur de juillet 1954<sup>3</sup> annonce sa publication pour bientôt. Un document interne postérieur<sup>4</sup> fixe sa parution au 31 janvier 1955. Il est probable que les événements du début 1955 - crise interne et guerre d'Algérie - ont empêché la parution de ce compte rendu. Nous disposons néanmoins d'informations sur ce congrès. La présence de délégations des sections suisses, anglaises, néo-zélandaises et chinoises atteste que le PCI n'est plus isolé<sup>5</sup>. Le congrès valide la résolution politique adoptée en janvier par le comité central. *La Vérité* la publie sous le titre « Résolution politique du IX<sup>e</sup> congrès »<sup>6</sup>. D'après la tendance Bleibtreu, le congrès s'est déroulé de manière chaotique et dans une ambiance d'hostilité. Les divergences entre tendances sont demeurées profondes. La tendance Bleibtreu ne note qu'un élément positif : l'intervention du Comité international qui a plaidé pour une coopération positive des deux tendances<sup>7</sup>. Jacqueline Chardon (de la cellule Postiers) a présenté une résolution demandant l'élaboration et la discussion d'un programme du Parti. La direction a repoussé ce texte mais a fait voter une résolution de R. Berné décidant la rédaction d'un programme d'action immédiat<sup>8</sup>.

Le comité central élu au VIII<sup>e</sup> congrès comptait 15 membres. Depuis, M. Gibelin a été exclu et Jean Anglard a été coopté. Lors du IX<sup>e</sup> congrès, trois membres du comité central ne sont pas réélus : R. Marchand (il ne participe plus au comité central depuis

<sup>1</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », *op. cit.*, p. 49-51.

<sup>2</sup> « IX<sup>e</sup> congrès - Bulletin de préparation n°2 », *op. cit.*, p. 33-34.

<sup>3</sup> AC7, « Bulletin Intérieur », juillet 1954 (probablement), *op. cit.*, p. 1.

<sup>4</sup> AC9, « Note politique et d'organisation n°1-1955 », 10 janvier 1955, p. 1.

<sup>5</sup> « Un pas en avant, cent pas en arrière », *La Vérité*, n°338, 18 juin 1954.

<sup>6</sup> n°338, 18 juin 1954.

<sup>7</sup> « Pour une collaboration des tendances » dans « Bulletin Intérieur », juillet 1954 (probablement), *op. cit.*, p. 15.

<sup>8</sup> AC7, « Motion préalable au comité central par le camarade Lafivière », septembre 1954, p. 2.

longtemps), R. Dumont (il devient suppléant) et Jean Anglard. Le comité central intègre huit nouveaux membres : Louis Eemans (précédemment membre de la commission de contrôle), Henri Geneste (délégué au VIII<sup>e</sup> congrès), L. Fontanel, Pierre Henger<sup>1</sup>, Henri Lafièvre, G. Mougard (membre suppléant du comité central précédent), D. Righetti et Georges Van Bever. La plupart de ces militants ont déjà eu des responsabilités dans le parti. Douze membres du comité central restent en place : H. Baratier, M. Bleibtreu, G. Bloch, R. Chéramy, R. Berné, S. Just, P. Lambert, M. Lequenne, J. Lefèvre, J. Maertens, G. Nouvel et D. Renard. Le renouvellement souhaité par la direction n'a donc pas eu lieu. La cause la plus probable est que le PCI recrute peu<sup>2</sup>. En décembre 1954, l'organisation compte 70 militants en région parisienne selon la liste reproduite en annexe 9. Deux ans plus tôt, la région comptait 74 militants<sup>3</sup>. Un texte interne estime que l'ancienneté moyenne au PCI dépasse les sept ans<sup>4</sup>. Comme le comité central précédent, le nouveau ne compte que deux provinciaux. En 1954, il s'agit de G. Nouvel (Nantes) et H. Geneste (Clermont-Ferrand).

La tendance Bleibtreu compte cinq représentants au comité central : M. Bleibtreu, M. Lequenne, L. Fontanel, D. Righetti et G. Mougard. Ses textes ont donc rallié les suffrages du quart de l'organisation. Elle demande à participer au bureau politique selon la règle du centralisme démocratique<sup>5</sup>. La direction refuse, elle propose à cette tendance de participer d'abord aux commissions du Parti. Le bureau politique demeure avec ses cinq membres habituels.

## Constitution du groupe Raoul

Un membre du nouveau comité central, Henri Lafièvre, ne relève pas d'une des deux tendances. Il participe à un courant en cours de constitution dans le PCI que nous nommerons le groupe Raoul<sup>6</sup>, d'après le pseudonyme de sa personnalité la plus marquante. Le 7 février 1954, Raoul, E. Lejeune, Claude Kahn (pseudo : Cartier) et

---

<sup>1</sup> Il militait déjà au début des années 40 selon R. Monier (entretien du 25/11/2005).

<sup>2</sup> J-G. Lanuque fait la même remarque dans son article, « Les trotskystes dans le Maitron », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 79, décembre 2002, p. 47-54.

<sup>3</sup> Voir chapitre 1.

<sup>4</sup> AC9, « A propos de l'exclusion des camarades B., L. et F. », mars 1955, p. 3.

<sup>5</sup> « Bulletin Intérieur », juillet 1954 (probablement), *op. cit.*, p. 15-17.

<sup>6</sup> Sur le groupe autour de Raoul et son évolution, le présent mémoire s'appuie sur les trois textes cités en page 9, sur les archives de Raoul (AR) détenues par C. Tranchant, sur les entretiens avec M. Lequenne, F. de Massot et C. Kahn (en annexes) et sur les documents du CERMTRI, en particulier une chemise « tendance Raoul » dans AC9.

François de Massot tiennent une première réunion<sup>1</sup>. Comme beaucoup de militants du PCI, la crise pabliste les a troublé. La nouvelle crise interne - qui vient d'éclater - aggrave ce trouble. Désormais, ces militants se réunissent très fréquemment. Raoul considère qu'il assure le secrétariat de ce groupe mais qu'il ne le dirige pas<sup>2</sup>. D'autres membres du PCI rejoignent ces militants comme Serge Dhénin (pseudo : Lecomte), Jacqueline Chardon<sup>3</sup> ou H. Lafivière. En septembre 1954, ce groupe influence un quart de l'effectif du PCI<sup>4</sup>. Raoul prend même contact avec un militant trotskyste britannique - Jimmy Deane - afin de l'associer à leur démarche<sup>5</sup>. Selon M. Lequenne, le groupe était composé de bons copains aimant s'amuser<sup>6</sup>. F. de Massot se souvient davantage de leurs interrogations<sup>7</sup>. A partir des discussions de ce groupe et des contributions de certains militants<sup>8</sup>, Raoul formule des constatations, des critiques et des propositions dans une série de textes.

D'abord, il refuse d'attribuer la crise du PCI aux restes d'une direction petite-bourgeoise comme l'explique D. Renard<sup>9</sup>. Pour lui, la crise provient d'une constante dégradation du niveau politique du parti. Il juge indispensable de réanimer la discussion politique et de relancer la formation théorique des militants, négligée depuis plusieurs années<sup>10</sup>. Raoul constate que très peu de militants du PCI possèdent une pensée politique globale<sup>11</sup>. Il s'inquiète :

« Qui peut garantir la survie d'un courant politique qui ne s'exprime que par tracts lorsque, numériquement très faible, 95% de ses éléments se trouvent réduits [... ..] au rôle d'exécutants ? »<sup>12</sup>.

Pour lui, la direction se contente « d'une consolidation purement organisationnelle »<sup>13</sup> alors qu'elle devrait mener une vraie réflexion sur les causes du « pablisme » :

<sup>1</sup> AR, A, Lettre du 23 avril 1954.

<sup>2</sup> AR, C4, « Compte rendu réunion 11 septembre 1954 ».

<sup>3</sup> Postière.

<sup>4</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 84-87. Extrait d'une lettre de septembre 1954.

<sup>5</sup> AR, Q, Lettre à Jimmy Deane du 10 septembre 1954, 8 p.

<sup>6</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 13.

<sup>7</sup> Entretien avec F. De Massot en annexe 2, p. 7.

<sup>8</sup> Emile Lejeune, Claude Kahn et François de Massot rédigent aussi des textes selon AR, A, Lettre à De Massot du 5 mai 1954.

<sup>9</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 71. Extrait d'une lettre du 12 mars 1954. Raoul se réfère au texte de D. Renard commenté dans le sous-chapitre « Crise à la direction ».

<sup>10</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 95. Extrait d'une lettre du 22 avril 1954.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 111. Extrait d'une lettre du 14 mai 1954 à D. Renard.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 110-111.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 66.

« Le pablisme a été combattu empiriquement, dans ses conséquences conjoncturelles, jamais sur le fond »<sup>1</sup>.

Certaines propositions de Raoul proviennent de l'influence de Cornelius Castoriadis<sup>2</sup>. Ils avaient été très liés quand ils militaient ensemble au PCI. Ils se revoient en 1954<sup>3</sup>. Ainsi, par rapport au schéma léniniste classique, Raoul attribue un rôle plus modeste au parti révolutionnaire. Il devrait « promouvoir, aider et développer les organisations « autonomes » de masse des travailleurs »<sup>4</sup>. Ainsi, Raoul montre en exemple l'action de H. Lafièvre. Comme les postiers se détournent des organisations syndicales existantes, ce dernier a su les mobiliser en créant la fédération autonome des PTT. Enfin, Raoul diverge avec le SI et le PCI sur les « états ouvriers dégénérés » : pour lui ce n'est pas un acquis pour la révolution prolétarienne<sup>5</sup>.

Au congrès de juin 1954, après des hésitations<sup>6</sup> ce « regroupement » - comme l'appelle Raoul - ne propose pas de texte. H. Lafièvre est le seul militant de ce groupe élu au comité central. En effet, Raoul ne veut pas pour l'instant constituer une tendance officielle car il juge que son groupe n'est pas prêt à prendre la direction du PCI<sup>7</sup>. Quel est alors son objectif ? Raoul n'envisage pas de s'allier avec la tendance Bleibtreu. Il ne supporte pas ce dernier<sup>8</sup>. Contrairement à M. Bleibtreu, il approuve le travail d'unité syndicale du PCI<sup>9</sup> :

« L'axe principal, général [ ... ... ] est évidemment le travail syndical. [ ... ... ] Nous devons tendre à prendre des responsabilités maximum au sein de l'appareil »<sup>10</sup>.

En désaccord avec M. Bleibtreu, Raoul ne met pas ses espoirs dans des fractures à l'intérieur des appareils politiques et syndicaux stalinien<sup>11</sup>. Raoul se sent plus proche de la direction du PCI que de M. Bleibtreu. Selon lui, les militants qui suivent la

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 67. Extrait d'une lettre d'octobre 1954 à D. Renard.

<sup>2</sup> Voir le début du chapitre 1.

<sup>3</sup> C. Castoriadis, « Raoul », dans *Cahiers Léon Trotsky*, n°56, juin 1995, p. 188.

<sup>4</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 161. Extrait d'une lettre du 26 avril 1954.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 140.

<sup>6</sup> Raoul a rédigé pour le IX<sup>e</sup> congrès une résolution sur l'éducation et la propagande « Armer le parti » que nous n'avons pas retrouvé. AR, A4, Lettre à D. Renard du 17 avril 1954.

<sup>7</sup> AR, Lettre du 17 juin 1954.

<sup>8</sup> Selon M. Lequenne, lors d'un entretien le 18/11/2005.

<sup>9</sup> « Raoul, militant Trotskyste », *op. cit.*, p. 148. Extrait d'une lettre de 1954.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 158. Extrait d'une lettre du 26 avril 1954.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 149.

direction du PCI et ceux de son groupe constituent « la vraie tendance ouvrière »<sup>1</sup>. En fait, Raoul vise à persuader des membres du bureau politique - comme D. Renard - de modifier le fonctionnement de l'organisation. Cela explique que M. Lequenne parle au sujet de Raoul d' « opposition de sa majesté à Lambert »<sup>2</sup>.

## Les dissensions demeurent

Du 3 au 7 juin 1954, le PCF tient son XIII<sup>e</sup> congrès. Au cours de celui-ci, B. Frachon procède à son autocritique : il qualifie la grève générale du 28 avril d' « erreur ». Selon *La Vérité*, c'est sous la pression de l'appareil du PC. Le Kremlin veut un accord avec la bourgeoisie française. Pour cela, il contraint le PCF à mener une politique plus droitnière<sup>3</sup>. A l'issue du congrès du parti communiste, G. Frischmann est promu membre suppléant du bureau politique. P. Lambert cherche des explications à cette nomination. Il émet l'hypothèse qu'elle récompense le dirigeant postier d'avoir trahi B. Frachon<sup>4</sup>. Pour *La Vérité*, son analyse sur le PCF se confirme quelques jours plus tard. A la suite de la défaite de Dien Bien Phu, le gouvernement de J. Laniel est renversé. Le 18 juin, une large majorité de députés investit Pierre Mendès-France président du conseil. Parmi eux, les députés socialistes et communistes. Le PCF redevient un parti de la majorité après sept années d'opposition<sup>5</sup> ! Pour *La Vérité*, le parti communiste n'en reste pas là. Il entame une offensive contre la direction de la CGT. En effet, la CGT subit la pression des militants ouvriers de base. Le PCF veut que la confédération oublie les revendications ouvrières et se transforme en syndicat « jaune ». Il est prêt à briser son appareil si nécessaire<sup>6</sup>.

Il faut noter que l'analyse de la direction du PCI s'appuie sur une vision catastrophiste des événements. Le principal syndicat des travailleurs français est menacé de devenir une organisation « jaune » ! Du coup, l'appareil de la CGT devient le pôle de résistance à cette menace. Nous retrouvons là le rôle fréquemment positif de l'appareil de la CGT

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 85-86.

<sup>2</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 9.

<sup>3</sup> « Le 13<sup>e</sup> congrès du PCF », *La Vérité*, n° 338, 18 juin 1954.

<sup>4</sup> P. Lambert, « La promotion Frischmann », *Ibid.*

<sup>5</sup> « Rompez cette honteuse collaboration ! », *La Vérité*, n° 339, 8 juillet 1954.

<sup>6</sup> Voir les articles suivants : « Après Marty et Lecœur, Frachon », *La Vérité*, n° 338, 18 juin 1954, « CGT-PCF » et « Après le congrès d'Ivry », *La Vérité*, n° 339, 8 juillet 1954.

dans les analyses de P. Lambert. Pour lui, malgré ses défauts, cet appareil est lié aux masses, à la différence de celui du PCF.

Quelle a été l'ampleur de la divergence entre les directions de la CGT et du PCF ? Selon l'historien J. Girault, la divergence n'a été que tactique lors du XIII<sup>e</sup> congrès. B. Frachon demeure très lié à J. Duclos<sup>1</sup>. Cependant, il faut remarquer les attitudes différentes des deux organisations par rapport au PCI majoritaire. L'organe théorique du PCF vient de publier un article virulent contre ce dernier, accusé d'essayer de dresser les militants CGT contre leurs dirigeants<sup>2</sup>. A l'opposé, P. Lambert est réintégré dans la CGT après un vote unanime des syndiqués de sa section<sup>3</sup>.

A l'intérieur du PCI, la tendance Bleibtreu critique vivement la direction sur ses prises de position. En juillet, la cellule Postiers - ralliée à cette tendance - vote une résolution contre l'article de P. Lambert relatif à la promotion de G. Frischmann. Pour la cellule, ce dernier est le responsable communiste le plus sensible à la pression révolutionnaire<sup>4</sup>. P. Lambert répond que les postiers trotskystes se laissent complètement manipuler par les « staliniens » de la Fédération postale. La combativité des postiers fait agir G. Frischmann et non l'inverse. P. Lambert rappelle que lors des conférences ouvrières de mars-avril 1954, les membres de la cellule n'ont pas même osé voter la résolution unitaire soutenue par leur propre Parti<sup>5</sup>.

Lors de la session du comité central majoritaire des 25-26 septembre 1954, les participants constatent que le gouvernement Mendès France, soutenu par le PC et le PS, parvient à démobiliser les travailleurs. Pour la direction, cette situation est très provisoire. La prochaine conférence pour les Assises - prévue le 5 décembre 1954 - doit permettre aux militants ouvriers de faire des adresses aux directions syndicales afin d'entraîner les travailleurs à la lutte. La direction élabore un plan de travail pour préparer la conférence. La tendance Bleibtreu réitère ses critiques contre ce type de démarche. Elle préconise d'élaborer un vrai programme de classe puis de mobiliser dessus. L'assemblée adopte la résolution syndicale de la direction malgré le vote contre

---

<sup>1</sup> J. Girault, « Benoît Frachon communiste et syndicaliste », *op. cit.*, p. 316-317 et 321.

<sup>2</sup> « A propos des basses besognes des agents trotskystes », *Cahier du communisme*, n°5, mai 1954, p. 5.

<sup>3</sup> « Un pas en avant », *La Vérité*, n° 339, 8 juillet 1954. Nous rappelons que Pierre Lambert a été exclu de la CGT en 1950.

<sup>4</sup> « Bulletin Intérieur », juillet 1954 (probablement), *op. cit.*, p. 6-8.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 10-14.

de la tendance Bleibtreu et l'abstention d'H. Lafièvre. Suite à la décision du IX<sup>e</sup> congrès de préparer un programme d'action, la direction présente un avant-projet<sup>1</sup>. H. Lafièvre soumet une motion préalable contre ce document. Il estime qu'il a été hâtivement préparé par la direction. Comme Raoul, il demande une discussion de fond dans le parti sur sa ligne politique et son programme<sup>2</sup>. La direction confie à une commission le soin de retravailler le texte<sup>3</sup>. Au cours de la même réunion du comité central, M. Lequenne dépose une résolution contre la réintégration de P. Lambert dans la CGT. Selon M. Lequenne, B. Frachon a décidé cette réintégration lors d'une réunion avec P. Lambert et R. Chéramy. Le dirigeant CGT juge peu dangereuse la campagne du PCI pour les comités paritaires. La direction du PCI essaye de s'allier avec l'appareil de la CGT, elle minimise la responsabilité de ce dernier dans l'échec du 28 avril. M. Lequenne accuse la direction du PCI de vouloir « monter » dans l'appareil de la confédération<sup>4</sup>. P. Lambert reconnaît que sa réintégration a été décidée par B. Frachon<sup>5</sup>. Finalement, le comité central adopte une résolution Renard qui juge celle de M. Lequenne malhonnête car elle accuse P. Lambert de capitulation devant l'appareil stalinien<sup>6</sup>.

Pour le PCI, les difficultés financières continuent<sup>7</sup>. Le 1<sup>er</sup> octobre 1954, *La Vérité* reparaît après un arrêt de près de trois mois. La mise en page a été améliorée. *La Vérité* juge la situation de la CGT moins dramatique qu'en juin et juillet 1954. Pour le journal, la confédération subit les pressions contraires des travailleurs et de l'appareil du PCF. Elle devra choisir<sup>8</sup>. Dans le même numéro, C. Kahn signe un article sur la SFIO. Les dirigeants du PS s'opposent sur le projet de Communauté européenne de défense (CED). *La Vérité* n'attend rien de ces dirigeants. Par contre, elle considère que de nombreux militants socialistes voudraient « voir leur organisation reprendre le chemin de la lutte des classes<sup>9</sup> ». Le journal leur conseille de construire une authentique gauche socialiste. Cet intérêt naissant de la direction du PCI pour la gauche de la SFIO est

<sup>1</sup> AC7, « Avant-projet de programme d'action », 18 septembre 1954, 26 p.

<sup>2</sup> AC7, « Motion préalable au comité central par le camarade Lafièvre », 2 p.

<sup>3</sup> AC7, « comité central 25 septembre 1954 - Séance à 14H45 ».

<sup>4</sup> AC7, « Résolution Lequenne pour le comité central des 25-26 septembre 1954 », 3 p.

<sup>5</sup> AC7, « comité central 26 septembre 1954 - Séance dimanche 9H45 », p. 3.

<sup>6</sup> AC7, « comité central 26 septembre 1954 - Séance dimanche 14H30 ».

<sup>7</sup> AC15, « Lettre à Betty », 7 octobre 1954, p. 2.

<sup>8</sup> « Les métallos et la convention collective », *La Vérité*, n°350, 1<sup>er</sup> octobre 1954.

<sup>9</sup> M. Cartier, « Scission au PS », *Ibid.*

symétrique de son rejet croissant du PCF. La chronique « Des militants communistes écrivent à *La Vérité* » disparaît du journal.

Nous avons examiné l'évolution des débats au sein du PCI depuis le début de l'année 1954. Il reste à examiner l'action de cette organisation au sein du Comité international pendant cette période.

## Comité international : l'enlèvement

Dans la lutte contre le « pablisme », les dirigeants majoritaires prônent l'offensive. Le 23 novembre 1953, les participants de la réunion constitutive du Comité international prévoient l'organisation d'une conférence internationale extraordinaire d'ici trois mois<sup>1</sup>.

M. Lequenne explique à C. Hanley la nécessité d'aller très vite :

« Si nous ne pouvons annoncer rapidement et régulièrement le ralliement des sections et surtout des sections décisives : Bolivie et Ceylan, avant tout, je crains que Pablo ne puisse faire durer ses ravages, en dressant un fantôme d'Internationale mais une Internationale formelle tout de même en face de nous »<sup>2</sup>.

Nous avons vu la réaction de M. Pablo : en décembre 1953, il organise le XIV<sup>e</sup> plenum du CEI. Imperturbable, ce dernier convoque le IV<sup>e</sup> congrès mondial de l'Internationale pour juillet 1954.

Les 10 et 11 janvier 1954 se tient la deuxième session du Comité international. Le Comité déclare sans valeur le XIV<sup>e</sup> plenum. Il déclare travailler « à préparer les conditions d'un véritable IV<sup>e</sup> congrès mondial démocratique de l'Internationale »<sup>3</sup>. En fait, le CI travaille à rallier des sections. Les résultats sont mitigés. C. Hanley le reconnaît : « Nous ne pouvons pas annoncer le ralliement d'un grand nombre sections à l'heure actuelle »<sup>4</sup>. Il pense qu'à l'avenir les autres sections s'apercevront des méfaits du SI et de sa ligne<sup>1</sup>.

L'importante section bolivienne, le Parti ouvrier révolutionnaire (POR), ne peut rejoindre le Comité international. En effet, la vague révolutionnaire qui a secoué la Bolivie en 1952-1953 est en reflux. La section bolivienne subit la répression du

---

<sup>1</sup> AC15, Lettre du bureau politique du PCI au SWP du 27 novembre 1953, p. 1.

<sup>2</sup> AL, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 10 décembre 1953, p. 1.

<sup>3</sup> « Deuxième session du comité international », *La Vérité*, n° 328, 22 janvier 1954.

<sup>4</sup> AL, Lettre de C. Hanley à M. Lequenne du 16 janvier 1954, p. 2.

gouvernement bolivien : elle est devenue illégale. Surtout, elle se divise par rapport à la consigne du SI de pratiquer l'entrisme dans le MNR, parti nationaliste de gauche bolivien. Seule une partie du POR, avec Guillermo Lora, se rapproche du Comité international<sup>2</sup>. Le Lanka Sama Samanya Party (LSSP) constitue la dernière grande section trotskyste. Ce parti compte un millier de membres. Dans l'Internationale, il louvoie entre les deux camps. Il réprovoque les révisions du programme trotskyste par M. Pablo mais considère la publication de *La lettre ouverte* comme un acte scissionniste. Le 26 janvier 1954, le secrétaire du LSSP - Leslie Goonawardene<sup>3</sup> - écrit à J.-P. Cannon pour lui demander de ne pas préparer un congrès séparé et rival de celui du SI<sup>4</sup>. En réponse, J.-P. Cannon concède que le Comité international attendra qu'une discussion se soit développée dans toutes les sections avant de prendre une telle décision<sup>5</sup>.

Le PCI se démène pour le Comité international. En décembre 1953, il a publié le premier numéro du *Bulletin du Comité international* en français. En février 1954, G. Bloch prépare la publication du second numéro. Le 2 février, le bureau politique du PCI majoritaire adopte une résolution d'orientation sur le travail international pour la prochaine session du Comité international. Il prône une IV<sup>e</sup> Internationale de type fédéral. Les membres de sa direction devraient être avant tout des représentants des sections<sup>6</sup>. Néanmoins, le PCI majoritaire constate la nécessité de mettre en place un organe exécutif et de publier une revue<sup>7</sup>. Le PCI semble être le membre le plus dynamique du comité. Au même moment, les sections britanniques et néo-zélandaises envisagent seulement la publication du *Bulletin du Comité international* en anglais<sup>8</sup> ! Par contre, à partir de février 1954, *La Vérité* ne rend plus compte des réunions ni des décisions du Comité international.

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>2</sup> M. Bleibtreu correspond régulièrement avec G. Lora selon AC15, Lettre du bureau politique du PCI au SWP du 27 novembre 1953, p. 2.

<sup>3</sup> Pseudonymes : Tilac ou Tilak.

<sup>4</sup> Extrait de la lettre du 26 janvier 1954 de L. Goonawardene à J.-P. Cannon dans *La Vérité*, n° 583, 1978, p. 269.

<sup>5</sup> Lettre du 23 février 1954, *Ibid.*, p. 270.

<sup>6</sup> « Résolution d'orientation sur le travail international », *Cahiers du Cermtri*, n°47, p. 80-81.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> AC15, « Compte rendu et décisions du meeting du Comité international réuni le 8 février 1954 », p. 1.

Ensuite, la crise du PCI majoritaire perturbe le bon fonctionnement du Comité international. En décembre 1953, M. Lequenne avait déjà signalé à C. Hanley les dissensions au bureau politique<sup>1</sup>. Dès l'éclatement de la crise, au nom de sa tendance il en informe les dirigeants du SWP<sup>2</sup>. Il lui demande une intervention de la nouvelle direction internationale, le Comité international, afin qu'une vraie discussion politique ait lieu dans le parti. C. Hanley exprime prudemment sa sympathie aux deux dirigeants<sup>3</sup>. Il traduit les lettres de M. Lequenne aux membres du bureau politique du SWP pour les informer de la crise de la section française. M. Bleibtreu est le militant du PCI le plus connu des autres sections. G. Healy lui voue de l'admiration<sup>4</sup>. M. Bleibtreu et sa femme - Lili - sont amis de Betty Hamilton qui a des responsabilités dans la section anglaise<sup>5</sup>. Il entretient une correspondance régulière avec H. Buchbinder - dirigeant de la section suisse<sup>6</sup>. M. Bleibtreu donne sa version de la crise du PCI aux dirigeants des autres sections. Il résume ainsi sa situation à H. Buchbinder :

« Choisir entre Frank et Renard, c'est choisir entre la peste et le choléra »<sup>7</sup>.

La troisième session du Comité international se déroule le 8 février 1954 alors que D. Renard remplace M. Bleibtreu. Les délégués des autres sections<sup>8</sup> acceptent le départ de M. Bleibtreu car ce sont les sections qui nomment leurs représentants. Néanmoins ils demandent :

« [...] que les camarades français fassent tout en leur pouvoir pour conserver ce camarade »<sup>9</sup>.

Le Comité international adopte la position du SWP d'essayer d'abord de gagner la section ceylanaise<sup>10</sup>. Les semaines suivantes, G. Bloch - le secrétaire du Comité international - indique à ses correspondants la certitude du ralliement du LSSP<sup>11</sup>. Du

---

<sup>1</sup> Lettre de M. Lequenne à C. Hanley du 10 décembre 1953, *op. cit.*

<sup>2</sup> AL, Lettres de M. Lequenne à R. Carlton (C. Hanley) du 8 février 1954 du 18 mars 1954 et du 29 avril 1954.

<sup>3</sup> AL, Lettres de R. Carlton à M. Lequenne des 18 février et 3 avril 1954.

<sup>4</sup> AC20, Lettre de B. Gerland à G. Bloch du 18 avril 1955.

<sup>5</sup> Selon leur correspondance dans FB, F Delta 1902/4/4/2.

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> FB, F Delta 1902/4/8/2.

<sup>8</sup> Jacques, G. Healy et Steven.

<sup>9</sup> « Compte rendu et décisions du meeting du Comité international réuni le 8 février 1954 », *op. cit.*, p. 1.

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> AC15, « Lettre à S. (probablement au SWP) », 20 mars 1954, p. 3 et AC15, « Lettre au camarade Luteraan (militant hollandais) », 9 mars 1954, p. 1.

coup, il leur explique que la convocation par le Comité international d'une conférence est prématurée<sup>1</sup>. Le projet initial de l'organisation d'une conférence internationale est suspendu. Dans sa lettre au SWP du 20 mars 1954, G. Bloch pousse ce dernier à agir d'une autre manière. Le PCI mène une campagne de soutien et de solidarité au POR et à la révolution bolivienne. G. Bloch juge l'attitude des autres sections trop timide. Il demande au SWP de prendre contact avec G. Lora et de le soutenir. De même, il s'étonne que le parti américain ne contacte pas les trotskystes argentins et chiliens pour les gagner au Comité international<sup>2</sup>. A la suite du SWP, les sections françaises et anglaises correspondent avec le LSSP afin d'obtenir son ralliement. Le PCI majoritaire prépare l'envoi d'une délégation à Ceylan pour l'été<sup>3</sup>. G. Bloch constate que toutes ces lettres finissent par se croiser et se contredire<sup>4</sup>.

Pour le IV<sup>e</sup> congrès mondial, M. Pablo a rédigé un texte « Montée et déclin du stalinisme ». Le Comité international se satisfait que le LSSP refuse d'approuver ce document le 12 avril 1954. Le parti ceylanais demande au SI le report du IV<sup>e</sup> congrès ainsi que l'organisation d'un congrès unitaire qui réunirait tous les trotskystes. Le SI refuse ces propositions. Malgré ce refus, le LSSP décide de participer au IV<sup>e</sup> congrès « pabliste »<sup>5</sup> organisé en juillet 1954. Le Comité international réagit à cet échec. Fin juin, lors de sa cinquième session, il décide d'entreprendre la préparation politique d'un congrès mondial<sup>6</sup>. Cette décision est bien tardive : début juillet 1954, le SI réunit « son » IV<sup>e</sup> congrès ce qui constitue un succès pour M. Pablo. Lors de ce congrès, une tendance pro-stalinienne apparaît prônant partout l'entrée dans les PC et l'abandon des mots d'ordre trotskystes. Cette tendance quitte l'Internationale peu après<sup>7</sup>. Lors du congrès, cette opposition permet à M. Pablo de se présenter comme un modéré fidèle aux principes du trotskysme. Il a l'habileté de tenir compte dans les documents votés des critiques du LSSP<sup>1</sup>. Surtout, il contre-attaque en faisant voter une résolution proposant au Comité international de mener une discussion pour rétablir l'unité du mouvement

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>2</sup> AC15, « Lettre à S. », 20 mars 1954, p. 1-2.

<sup>3</sup> Le récit du voyage est dans AC7, « Projet de résolution d'orientation internationale », 24 octobre 1954, p. 9-16.

<sup>4</sup> AC15, « Lettre de G. Bloch à Burns », 13 avril 1954, 3 p.

<sup>5</sup> Les textes correspondants du CI, du LSSP et du SI se trouvent dans le *Bulletin du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale*, n° 4, 28 mai 1954, 31 p.

<sup>6</sup> « Projet de résolution d'orientation internationale », *op. cit.*, p. 6.

<sup>7</sup> Cette tendance est dirigée en France par Michèle Mestre et Mathias Corvin.

trotskyiste. Le 10 juillet 1954, P. Frank communique officiellement cette proposition au CI<sup>2</sup>. Le parti ceylanais parvient à convaincre G. Healy et le SWP d'accepter la mise en place d'une commission paritaire pour organiser la discussion<sup>3</sup>. Lors de sa session des 3 et 4 août 1954, le Comité international se divise sur la réponse à donner. La majorité des délégués accepte cette discussion et la mise en place d'une commission paritaire pour l'organiser<sup>4</sup>. Les représentants du PCI majoritaire sont réticents à ce dialogue avec les « pablistes ». Il est décidé que chaque section adhérente au Comité international discutera de la réponse à donner.

Pour le PCI majoritaire cette discussion s'effectue lors du comité central du 29 octobre 1954. La résolution de la direction et celle de la tendance Bleibtreu conviennent du manque d'activité du Comité international. Il devrait constituer la direction politique du mouvement trotskyste international mais il en est loin. La direction du PCI en rend responsable toutes les sections adhérentes. Elle accepte la commission paritaire sous réserve de l'acceptation par les « pablistes » de préliminaires politiques afin de démasquer ces derniers<sup>5</sup>. M. Bleibtreu attribue une grande part de responsabilité des difficultés du Comité international à la direction de la section française. Il l'accuse d'avoir essayé d'escamoter le débat au sein du PCI sur la commission paritaire. Il a dû réclamer celui-ci lors du comité central du 26 septembre<sup>6</sup>. Maintenant, il faut soutenir sans réticences la décision du Comité international de proposer au SI une commission paritaire<sup>7</sup>. En particulier, M. Bleibtreu critique un article violemment anti-pabliste de D. Renard susceptible de gêner le Comité international<sup>8</sup>. Pour la réunion à venir de ce dernier, le comité central adopte la résolution de la direction<sup>9</sup>.

Les 6 et 7 novembre 1954, la session du Comité international réunit les délégués français (D. Renard et G. Bloch), celui de l'opposition italienne (R.), deux délégués anglais (G. Healy et Steven), le représentant de la section chinoise (Peng) et le

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 5 et F. Moreau, op. cit., p. 149-150.

<sup>2</sup> « Projet de résolution d'orientation internationale », op. cit., p. 17.

<sup>3</sup> World Socialist Web Site, *L'héritage que nous défendons*, disponible sur le web, 1998-2000, chapitre 17, p. 7.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 5-7 et p. 18-20.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 6-7.

<sup>6</sup> AC7, « Compte rendu manuscrit du comité central du 25/9 ».

<sup>7</sup> AC7, « comité central du 29 octobre 1954 Résolution Bleibtreu », 11 p.

<sup>8</sup> « Les rats quittent le navire », *La Vérité*, n° 340, 1<sup>er</sup> octobre 1954.

<sup>9</sup> AC7, « Discussion sur l'orientation internationale », 29 octobre 1954.

représentants de l'opposition allemande (F.). Les cinq derniers délégués approuvent la discussion commune et la commission paritaire. La résolution française est repoussée. En conséquence, G. Bloch démissionne de son poste de secrétaire. G. Healy le remplace<sup>1</sup>. Malgré son isolement, la direction du PCI ne change pas d'avis. De son côté, le SWP évolue. A la fin de 1954, ses responsables admettent que le Comité international doit mettre des conditions politiques à la réunion de la commission<sup>2</sup>. Finalement, le 20 février 1955, une rencontre a lieu à Paris entre les délégués du SI et ceux du Comité international. La réunion avorte au bout de 20 minutes – en partie parce que les représentants du Comité international n'ont pas de mandat clair<sup>3</sup>. Ensuite, le Comité International demeure divisé sur les conditions du dialogue avec les « pablistes »<sup>4</sup>. Ces derniers l'ont compris, le SI renouvelle en mai et juillet 1955 ses propositions de discussion afin d'accentuer ce trouble<sup>5</sup>.

Au printemps 1955, les espoirs nés lors de la création du Comité international sont dissipés. Raoul compare ce comité au bureau de Londres<sup>6</sup>. Comment expliquer ses difficultés ? D'abord, il faut constater le refus du SWP de jouer son rôle de principale section trotskyste<sup>7</sup>. La loi Voorhis<sup>8</sup> lui permet de déléguer son rôle d'animateur du mouvement trotskyste international aux petites sections françaises et anglaises. La pression croissante du mac-carthysme aux Etats-Unis explique aussi cette abstention du SWP. Ainsi C. Hanley demande à M. Lequenne de ne plus le citer publiquement et de lui écrire sous son pseudonyme<sup>9</sup>. Quand la militante française Denise Mazet prend contact avec le SWP à New-York, elle est aussitôt soupçonnée d'être un agent provocateur. C. Hanley demande à M. Lequenne des informations sur la jeune femme<sup>10</sup>. Les sections anglaises et françaises ne peuvent pas remplacer le SWP. La première doit lutter contre les « pablistes » anglais qui veulent l'éliminer de la rédaction de *Socialist*

<sup>1</sup> AC15, « Comité international Session des 6 et 7 novembre 1954 », 4 p.

<sup>2</sup> Lettre de F. Dobbs à G. Healy du 8 décembre 1954 citée dans le World Socialist Web Site, *L'héritage que nous défendons*, 1998-2000, chapitre 19, p. 7-8.

<sup>3</sup> F. Moreau, *Combats et débats de la IV<sup>ème</sup> Internationale*, Hull (Québec), Editions Vents d'Ouest, 1993, p. 151.

<sup>4</sup> AC14, Lettre de G. Bloch à S. du 10 mars 1955.

<sup>5</sup> AC15, « A tous les membres et à toutes les organisations adhérentes au Comité international », 4p.

<sup>6</sup> AR, Lettre du 14 mai 1954 à D. Renard. Dans les années trente, le bureau de Londres regroupait des partis socialistes de gauche de manière plutôt lâche.

<sup>7</sup> Cela correspond à l'analyse de S. Just dans *La Vérité*, n° 583, 1978, p. 264-274.

<sup>8</sup> Cette loi interdit à un parti politique américain d'adhérer à une organisation internationale.

<sup>9</sup> AL, Lettre de C. Hanley à M. Lequenne du 18 novembre 1953, p. 1-2.

<sup>10</sup> AL, Lettre de C. Hanley à M. Lequenne du 16 janvier 1954, p. 2.

*Outlook*, hebdomadaire de la gauche travailliste<sup>1</sup>. Le PCI majoritaire est en pleine lutte de tendances. L'élimination de M. Bleibtreu n'a pas dû améliorer le fonctionnement du Comité international. De plus, l'ancien dirigeant continue de correspondre avec les responsables des autres sections du CI. Au début du mois de novembre 1954, B. Hamilton, G. Healy et M. Bleibtreu s'entretiennent toute une journée à Paris avant de diner chez ce dernier<sup>2</sup>. Cela lui permet de préciser ou de contester les informations fournies par G. Bloch lors des réunions du comité central. Ce dernier s'en plaint aux autres membres du Comité international<sup>3</sup>.

Cette première année de la vie du Comité international suscite une remarque. Son fonctionnement est rythmé par ses sessions où se rencontrent une demi-douzaine de responsables débordés de tâches. Les autres cadres des sections et les militants de base semblent très éloignés des débats de l'organisation internationale. Elle n'a pas d'impact sur leur militantisme quotidien.

Nous signalons l'intérêt d'une demande d'information du SWP à G. Bloch. Elle concerne un militant français nommé Barcia. G. Bloch répond :

« Nous ne connaissons pas le Barcia mentionné, nous allons nous renseigner »<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> AC15, Lettre de G. Bloch à B. Hamilton, 28 mai 1954, et « Clarification dans la gauche travailliste », *La Vérité*, n°337, 28 mai 1954.

<sup>2</sup> FB, F Delta 1/4/4/2, Lettre de B. Hamilton à M. Bleibtreu du 11 novembre 1954.

<sup>3</sup> AC15, « Lettre à Betty, Jacques et Peng », 18 octobre 1954, p. 2.

<sup>4</sup> Né en 1928, Robert Barcia (pseudo : Hardy ) va être un des dirigeants des groupes Voix ouvrière puis Lutte ouvrière.

Au cours des dix premiers mois de 1954, le PCI majoritaire fonctionne avec des débats passionnés et des luttes de tendances. La meilleure conclusion de ce chapitre est de synthétiser sous forme de tableau les positions adoptées par les trois tendances du Parti sur les thèmes les plus importants :

	Direction	Tendance Bleibtreu	Groupe Raoul
Fonctionnement interne	Grande rigueur organisationnelle	Priorité à la discussion politique	Priorité à la discussion politique
Intervention extérieure	Priorité à l'action syndicale « dans la classe »	Recherche et appui d'une opposition de gauche dans le PC	Priorité à l'action syndicale « dans la classe » en s'appuyant sur les syndicats autonomes
URSS et pays du glacis	Appel à un soulèvement des travailleurs contre la bureaucratie	Appui de la fraction gauche de la bureaucratie	Rien à espérer à l'Est
Conception du Parti	Possibilité de fondre l'organisation dans un regroupement « large »	Schéma léniniste « traditionnel »	Appui des actions autonomes de la classe
IV <sup>e</sup> Internationale	Acceptation de la commission paritaire sous réserve de la préparation parallèle d'un congrès mondial	Approbation de la discussion avec le SI et de la commission paritaire	Pour la réunification, nécessité préalable d'une discussion de fond théorique et politique <sup>1</sup>

<sup>1</sup> « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 68. Extrait d'une lettre d'octobre 1954.

## CHAPITRE VI

### LA FIN DU PCI UNIFIÉ

#### (novembre 1954 – juin 1955)

Dans la nuit du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1954, une trentaine d'attentats, de nature diverse, se produisent en différents points du territoire algérien. Ils sont revendiqués par un Front de libération national (FLN) jusque là inconnu. L'Algérie constitue depuis 1830 une possession particulièrement importante pour la France. Plus d'un million de français d'origine métropolitaine y résident. D'ailleurs, ce territoire est administré par le ministère de l'Intérieur. A la suite des attentats, le titulaire de ce poste - François Mitterrand - affirme : « L'Algérie c'est la France »<sup>1</sup>. Le gouvernement unanime prend toutes les mesures nécessaires pour arrêter les auteurs de ces troubles et en empêcher de nouveaux. Pour la quasi-totalité de la classe politique française, il s'agit de troubles à l'ordre public qu'il faut réprimer au plus vite. Ainsi, *L'Humanité* réprovoque « des actes individuels susceptibles de faire le jeu des colonialistes »<sup>2</sup>. En métropole, seuls les trotskystes et les anarchistes comprennent qu'après la Tunisie et le Maroc, l'insurrection commence en Algérie<sup>1</sup>. Certains de ces groupes vont plus loin et soutiennent les révoltés. C'est le cas du PCI majoritaire. Nous allons en examiner les raisons puis étudier comment s'exprime ce soutien et quelles en sont les conséquences.

### Une guerre annoncée

Les trotskystes français se sont toujours voulus solidaires des peuples colonisés dans leur lutte contre les impérialismes. Ils veulent être fidèles à la résolution du second congrès de l'Internationale communiste (juillet-août 1920) qui appelle les révolutionnaires des métropoles à soutenir les mouvements émancipateurs dans les

---

<sup>1</sup> *L'année politique*, 1954, p. 277

<sup>2</sup> *L'Humanité*, 9 novembre 1954.

colonies<sup>2</sup>. Dès les années 1930, les trotskystes français nouent des liens avec Messali Hadj (1898-1974), animateur du mouvement nationaliste algérien le plus radical. En 1938, des partisans de Messali Hadj assistent au congrès du Parti ouvrier internationaliste, une des deux organisations trotskistes françaises<sup>3</sup>. Messali Hadj écrit dans ses mémoires :

« En 1937, parmi les gens organisés seuls les trotskystes étaient clairement pour l'indépendance des peuples opprimés »<sup>4</sup>.

Les contacts cessent pendant la seconde guerre mondiale. Ils reprennent à l'issue de celle-ci. En 1946, P. Lambert – accompagné de Marcel Beaufrère – rencontre pour la première fois Messali Hadj à Paris<sup>5</sup>. Marcel Beaufrère relate cette rencontre dans *La Vérité*<sup>6</sup>. Il dresse un portrait louangeur du dirigeant nationaliste. Avec ses partisans, Messali Hadj fonde le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), organisation légale, dont le premier congrès a lieu en février 1947. Cette assemblée décide la mise en place d'une structure paramilitaire clandestine au sein du parti : l'Organisation spéciale (OS)<sup>7</sup>. Le programme de ce Parti reprend les principales revendications des messalistes : l'indépendance totale de l'Algérie, l'élection d'une assemblée constituante souveraine au suffrage universel et le partage des terres. *La Vérité* approuve ce programme<sup>8</sup>. Les années suivantes, des liens se nouent entre le PCI et le MTLD. Les deux organisations mènent des actions communes : meetings, manifestations, publication de communiqués, lutte contre la répression qui frappe les militants nationalistes algériens<sup>9</sup>... A la base, dans les entreprises, les trotskystes coopèrent avec les travailleurs algériens du MTLD<sup>10</sup>. Ce rapprochement incite ces derniers à se syndiquer à la CGT et à participer aux combats que mènent les

<sup>1</sup> S. Pattieu, *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002, p. 28.

<sup>2</sup> P. Frank, *Histoire de l'Internationale communiste*, La Brèche, 1979, p. 99.

<sup>3</sup> J. Simon, *Messali Hadj. La passion de l'Algérie libre*, Paris, Éditions Tirésias, 1998, p. 140.

<sup>4</sup> Messali Hadj, *Mémoires de Messali Hadj*, Paris, J-C. Lattès, 1982, p. 259.

<sup>5</sup> D. Gluckstein et P. Lambert, « La Vérité a 75 ans », *La Vérité*, n°644, août 2004, p. 73-74.

<sup>6</sup> M. Beaufrère, « Avec M. Hadj », *La Vérité*, n°136, 16 août 1946.

<sup>7</sup> J. Simon, *Novembre 1954. La révolution commence en Algérie*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2004, p. 100.

<sup>8</sup> « Le programme du Parti du peuple algérien », *La Vérité*, n°153, 13 décembre 1946.

<sup>9</sup> J-G. Lanuque, « Messali Hadj et les trotskystes français », *Les Cahiers du Centre Fédéral Henri Aigueperse*, UNSA Education, p. 2 disponible sur Internet à :

[http://www.assassin-productions.fr/la\\_censure/anticolonialisme/algerie](http://www.assassin-productions.fr/la_censure/anticolonialisme/algerie)

<sup>10</sup> Chez Renault, D. Renard a pris l'initiative de tels contacts dès 1947 selon J. Simon, *Messali Hadj, op.cit.*, p. 142.

organisations ouvrières françaises<sup>1</sup>. Le nombre d'Algériens vivant en France passe de 50 000 en 1946 à 200 000 en 1954<sup>2</sup>. La CGT se montre très accueillante avec les militants algériens. L'historienne Laure Pitti constate une coopération entre la CGT et le MTLD dans les années 1950-1952<sup>3</sup>. Pour les trotskystes, les militants algériens constituent des alliés au sein de la CGT pour défendre leur droit d'expression dans les entreprises et faire respecter la démocratie ouvrière.

En mars 1952, les dirigeants trotskystes majoritaires rédigent la résolution politique qui sera adoptée au VIII<sup>e</sup> congrès<sup>4</sup>. Elle constate l'importance des troubles qui viennent d'éclater en Tunisie. Elle prévoit un soulèvement au Maroc et surtout :

« Les événements de Tunisie ont ouvert la nouvelle vague révolutionnaire en Afrique du nord (AFN) dont le point culminant non encore atteint trouvera son expression, selon toute vraisemblance en Algérie »<sup>5</sup>.

La résolution insiste sur « la force irrésistible du MTLD »<sup>6</sup> malgré la répression féroce de l'administration coloniale. Les majoritaires constatent avec satisfaction que le MTLD se développe en France au sein de la CGT. En Afrique du Nord, il impulse un front unique des partis nationalistes nord-africains. Les dirigeants majoritaires reconnaissent que la direction du MTLD n'est pas marxiste et possède un caractère religieux<sup>7</sup>. Mais ils n'excluent pas que cette organisation dirige la première vague révolutionnaire voire devienne le « parti conduisant les masses à la victoire »<sup>8</sup>. La résolution estime que le mouvement de révolte des masses arabes radicalisera les organisations nationalistes d'Afrique du Nord. De toute manière, la faiblesse du PCI interdit l'organisation de fractions trotskystes dans ces partis. La résolution se contente de prôner vers les Nord-africains la constitution de cercles d'études marxistes afin de sélectionner les premiers cadres<sup>9</sup>.

Cette première résolution politique du PCI majoritaire suscite deux remarques. D'abord, avant même la scission de juin 1952, ce Parti soutient totalement le MTLD et cela

<sup>1</sup> J. Simon, *Messali Hadj. La passion de l'Algérie libre*, op. cit., p. 143.

<sup>2</sup> L. Pitti, « La CGT et les Algériens en France métropolitaine durant les années 1950 » dans *La CGT dans les années 1950*, op. cit., p. 462.

<sup>3</sup> L. Pitti, op. cit., p. 464-465.

<sup>4</sup> Voir au chapitre II l'examen de cette résolution.

<sup>5</sup> AC3, « Résolution politique pour le VIII<sup>e</sup> congrès », BI n°191, p. 7.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>7</sup> Ainsi Messali Hadj accomplit en septembre 1951 son pèlerinage à la Mecque.

<sup>8</sup> « Résolution politique pour le VIII<sup>e</sup> congrès », op. cit., p. 8.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 9.

n'entraîne pas de débats dans ses rangs. Nous avons vu que la discussion principale du VIII<sup>e</sup> congrès ne porte pas sur ce thème. Avant le 1<sup>er</sup> novembre 1954, nous n'avons trouvé comme seule discussion interne concernant le MTLD l'opposition entre M. Lequenne et P. Lambert au Cercle Lénine du 26 février 1954<sup>1</sup>. Ce premier accroc constitue le prémice de débats à venir. D'autre part, nous remarquons la croyance des trotskystes majoritaires en la radicalisation des organisations nationalistes sous la pression des masses. Cela nous rappelle les idées de M. Pablo prévoyant une évolution révolutionnaire des organisations stalinienne à cause de l'action des travailleurs. A cette époque, à cause de leur faiblesse, les trotskystes tendent à attribuer à d'autres organisations les tâches qu'ils ne peuvent assurer.

En mai 1952, la police expulse Messali Hadj d'Algérie et l'emmène en France où il est placé en résidence surveillée à Niort. Dès son arrivée, Messali Hadj s'appuie sur le PCI. Certes, nous savons que le Parti compte peu de militants, mais ils sont habitués au combat contre la répression et les « staliniens ». Messali Hadj noue des liens étroits avec les trotskystes majoritaires. En particulier, madame Cardinal, sa fille Annie et son époux D. Renard s'occupent de ses deux enfants<sup>2</sup>. Jacques Simon a été un trotskyste majoritaire très engagé dans l'aide aux messalistes. Ensuite, il est devenu historien. Selon lui, l'influence du PCI sur Messali est forte mais pas déterminante. Ainsi ce dernier n'imagine pas de devenir trotskyste. Par contre, il adhère au Cercle Zimmerwald<sup>3</sup>. Les syndicalistes de *La Révolution prolétarienne* animent ce cercle présidé par A. Rosmer. Le Cercle Zimmerwald veut lutter contre une nouvelle guerre mondiale. Messali Hadj accepte d'être le président d'honneur du Cercle Zimmerwald de Niort<sup>4</sup>.

Au cours de la période 1952-1954, *La Vérité* consacre de nombreux articles à l'Algérie. Tous ces textes approuvent le MTLD et son président. J. Danos<sup>1</sup> et P. Lambert sont les auteurs de ces articles. Le 16 janvier 1953, ce dernier tient une conférence au Cercle Lénine sur le thème « Afrique du Nord : réforme ou indépendance ». *La Vérité* explique l'importance de l'Algérie pour l'économie française par le délabrement de cette

---

<sup>1</sup> Voir le chapitre 5.

<sup>2</sup> J. Simon, *Messali Hadj. La passion de l'Algérie libre*, op. cit., p. 143.

<sup>3</sup> Sur le Cercle Zimmerwald voir C. Gras, *Alfred Romer et le mouvement révolutionnaire international*, F. Maspero, Paris, 1971, p. 417-418.

<sup>4</sup> J. Simon, *Messali Hadj. La passion de l'Algérie libre*, op. cit., p. 144.

dernière. Elle s'est très mal remise de la seconde guerre mondiale. Selon le journal, le capitalisme français est contraint de vivre en économie fermée avec « son empire ». L'Algérie constitue le plus beau joyau de cet « empire ». La France en a absolument besoin<sup>2</sup>. En conséquence, l'Algérie constitue le pays qui a le plus à souffrir de la répression impitoyable de l'impérialisme<sup>3</sup>. *La Vérité* essaye de son mieux d'alerter l'opinion publique sur cette répression. Ainsi, elle reproduit une lettre de 35 membres du MTLD détenus à la prison d'Alger. La missive décrit leurs conditions inhumaines de détention : peu de nourriture, pas d'hygiène, pas de soins aux malades<sup>4</sup>.... Le journal rappelle fréquemment que la police ou l'armée usent de la torture contre les militants nationalistes. *La Vérité* critique l'attitude des dirigeants de FO par rapport aux algériens. Le journal les traite d'agents directs de l'impérialisme français<sup>5</sup>. *La Vérité* déplore que le PCF et la CGT ne soutiennent pas les militants nationalistes algériens alors que ceux-ci adhèrent de plus en plus fréquemment aux organisations ouvrières françaises<sup>6</sup>. En particulier, les trotskystes français reprochent aux dirigeants du PCF de ne pas avoir réagi lors de l'assassinat par la police de six algériens lors du défilé du 14 juillet 1953. Le parti communiste ne mène pas de campagne de protestation<sup>7</sup>. Pour L. Pitti, en 1953 la CGT s'éloigne du syndicalisme d'affrontement qu'elle pratiquait les années précédentes<sup>8</sup>, en conséquence la confédération prend ses distances avec le MTLD<sup>9</sup>. Nous remarquons que pendant la période de 1952-1954, le PCI minoritaire soutient aussi le MTLD, mais sans avoir de lien avec Messali Hadj<sup>10</sup>.

Au sein du MTLD la crise couve depuis 1950 à la suite du démantèlement de l'Organisation spéciale par la police. Les éléments les plus modérés du Parti, dits « centralistes », en prennent la direction. Ils acceptent le maintien dans l'Union française. A partir de décembre 1953, le conflit devient public. Les messalistes tiennent leur congrès à Hornu - en Belgique - en juillet 1954, et les centralistes à Alger en août

---

<sup>1</sup> Sous le pseudonyme de Jean Graves.

<sup>2</sup> J. Graves, « Un bilan très provisoire », n° 312, 3 avril 1953.

<sup>3</sup> J. Graves, « Un bilan très provisoire (II) », n° 313, 17 avril 1953.

<sup>4</sup> « De la prison d'Alger », n°308, 6 février 1953.

<sup>5</sup> J. Graves, « L'Afrique du Nord entre Wall-street et le Kremlin », n°314, 8 mai 1953.

<sup>6</sup> P. Lambert, « De lutte pour l'indépendance », n°302, 30 octobre 1952.

<sup>7</sup> AC20, Lettre de M. Lequenne à C. Hanley, 31 août 1953, p. 1.

<sup>8</sup> En particulier en 1952, voir les chapitres 1 et 2.

<sup>9</sup> L. Pitti, *op. cit.*, p. 464-465.

<sup>10</sup> Voir le texte de présentation de J-G Lanuque au *Cahiers du Cermtri*, « Les trotskystes et l'Algérie de 1945 à 1954 », n°106, septembre 2002. Ce numéro inclut deux articles de *La Vérité des travailleurs*.

1954. Les premiers élisent une direction chargée de déclencher l'insurrection avant janvier 1955<sup>1</sup>. Mais, le gouvernement français est informé du projet du MTLD. Le 26 septembre 1954, pour neutraliser Messali Hadj il décide de le transférer de Niort aux Sables d'Olonne et de le soumettre à une surveillance plus étroite. Le transfert de Messali Hadj puis son isolement gênent les préparatifs du MTLD. Une fraction nationaliste algérienne va en tirer parti. En mars 1954, à l'initiative de Mohamed Boudiaf, d'anciens activistes de l'OS et certains centralistes créent le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA). A partir de juillet 1954, le CRUA dispose de l'appui de l'Égypte dirigée depuis peu par Gamal A. Nasser. Il constitue le Front de libération national (FLN) qui se veut au-dessus des partis.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, le CRUA déclenche l'insurrection aussitôt revendiquée par le FLN. Les insurgés sont peu nombreux. Ils ne sont implantés solidement que dans les Aurès<sup>2</sup>. Les autorités françaises ainsi que la presse attribuent la responsabilité de l'insurrection au MTLD et non au FLN encore inconnu. Le 4 novembre 1954, le Conseil des ministres décide la dissolution du MTLD. La police arrête des centaines de responsables et de membres de ce Parti. Ceux qui ne sont pas encore emprisonnés entrent dans la clandestinité ou gagnent le maquis<sup>3</sup>. Le 8 novembre, l'AFP publie une déclaration de Messali Hadj. Dans ce texte, le dirigeant nationaliste condamne le régime colonial et soutient le soulèvement. Il appelle les travailleurs algériens et français à lutter ensemble contre l'oppression coloniale ou capitaliste<sup>1</sup>. Les messalistes prennent toute leur place dans l'insurrection. Ils disposent de milliers de militants bien implantés dans la société algérienne. En décembre 1954, ils constituent une nouvelle organisation : le Mouvement national algérien (MNA). L'entrée des messalistes dans la lutte va sauver le soulèvement initié par le CRUA. L'armée française échoue à éteindre l'incendie allumé à la Toussaint. La guerre d'Algérie commence. Quant au MNA et au FLN, ils ne parviennent pas à se mettre d'accord au cours du premier semestre 1955.

---

<sup>1</sup> La crise du MTLD et la préparation de l'insurrections font encore l'objet de débat. Voir en particulier M. Harbi, *Le FLN mirage et réalité*, Paris, Jeune Afrique, 1980 ; G. Meynier, *Histoire intérieure du FLN 1954-1962*, Paris, Fayard, 2002 ; N. Sidi Moussa, *Révolution algérienne. La guerre du FLN contre le MNA en France (1954-1958)*, Master, Paris I, 2006 ; B. Stora, *Messali Hadj*, Paris, Le Livre de Poche, 1994 ; J. Simon, *Messali Hadj. La passion de l'Algérie libre et Novembre 1954. La révolution commence en Algérie*, *op. cit.* Nous avons surtout utilisé ces quatre derniers ouvrages et l'entretien avec J. Simon en annexe 5.

<sup>2</sup> J. Simon, *op.cit.*, p.149-154.

<sup>3</sup> B. Stora, *op. cit.*, p. 231.

Une guerre fratricide débute alors entre les deux organisations nationalistes algériennes<sup>2</sup>.

## L'action du PCI

A partir de juillet 1954, le PCI majoritaire prend parti dans la crise du MTLD. P. Lambert commente celle-ci dans *La Vérité*. Pour lui, les centralistes abandonnent la lutte pour l'indépendance nationale. Il reconnaît que le calme règne actuellement en Algérie mais « la tempête se lèvera »<sup>3</sup>. Mis en cause par les centralistes à la suite de cet article, le dirigeant du PCI réplique dans les trois numéros suivants : il approuve Messali Hadj et accuse ses adversaires de capitulation devant l'impérialisme<sup>4</sup>.

Quand Messali Hadj est transféré de Niort aux Sables d'Olonne, la Fédération de France du MTLD organise un grand meeting en guise de protestation. P. Lambert y intervient au nom du PCI. Il appelle à la libération de Messali Hadj, à l'indépendance de l'Algérie, et à l'action conjointe des travailleurs français et algériens<sup>5</sup>. A la suite de ce meeting, un appel est lancé pour constituer d'urgence un « Comité pour la libération inconditionnelle de Messali Hadj » (comité Messali)<sup>6</sup>. Le PCI constitue la cheville ouvrière de ce comité. Annie Cardinal recueille les adhésions, puis Elie Boisselier en est le secrétaire. De nombreux membres de ce comité militent au PCI ou en sont des « compagnons de route » comme Y. Dechezelles, J. Cassou, A. Hébert... Dès le 15 octobre, le comité organise un meeting Place Nationale devant les usines Renault, où interviennent D. Renard et Y. Dechezelles. Il faut noter que les responsables syndicaux FO et CFTC participent à la réunion à la différence de ceux de la CGT. Des comités Messali locaux se mettent en place. Des structures syndicales adhèrent aux comités Messali. Le 3 novembre 1954, lors du congrès de la FEN toutes les tendances s'accordent pour demander au Président du conseil la libération du dirigeant algérien.

---

<sup>1</sup> Déclaration reproduite dans *La Vérité*, n°343, 12 novembre 1954.

<sup>2</sup> B. Stora, *op.cit.*, p. 238-239.

<sup>3</sup> « Le mouvement national en Algérie est-il dans l'impasse ? », 8 juillet 1954, n°339.

<sup>4</sup> « Le MTLD contre les capitulars », n°340 à 342, 1<sup>er</sup>-15-29 octobre 1954.

<sup>5</sup> D. Renard, « A l'action pour libérer M. Hadj », n°341, 15 octobre 1954.

<sup>6</sup> L'appel est publié dans *La Vérité* n°341.

Quelques jours après le début du soulèvement, *La Vérité* titre : « Pas de nouvelle sale guerre ! »<sup>1</sup>. La déclaration du bureau politique du PCI procède à un parallèle avec le début de la guerre d'Indochine en 1946. Il conseille de manière prémonitoire :

« N'attendons pas huit ans pour reconnaître le droit à l'indépendance du peuple algérien »<sup>2</sup>.

*La Vérité* n'espère rien du gouvernement Mendès France qui ne pense qu'à la répression. Le journal met ses espoirs dans la classe ouvrière française. Il l'appelle à répondre aux offres de paix de Messali Hadj. Le même numéro de *La Vérité* publie une déclaration du leader nationaliste avec un commentaire louangeur de P. Lambert. En fait, ce dernier se concerte avec Messali Hadj dès les 3 et 4 novembre<sup>3</sup>. Les liens entre les deux organisations se resserrent encore. La direction du PCI explique à ses militants que l'aide au MTLD dépasse l'appui traditionnel à un mouvement nationaliste dans une colonie. Elle rappelle que les messalistes participent depuis longtemps aux luttes du prolétariat français. De plus, la composition du MTLD est prolétarienne. Il constitue un parti prolétarien révolutionnaire. Pour le bureau politique du PCI, ce Parti est à l'origine du soulèvement de la Toussaint et il prend actuellement la direction de la révolution algérienne. A cause des liens étroits entre l'Algérie et la France, cette révolution se continuera en métropole. Le soulèvement de la Toussaint offre une opportunité historique au PCI. Il doit convaincre le MTLD qu'il a besoin du prolétariat métropolitain pour vaincre. En même temps, tous les militants du PCI doivent appeler les organisations ouvrières à soutenir et défendre la révolution algérienne<sup>1</sup>.

Nous constatons que l'appui aux messalistes et à la révolution algérienne devient la priorité pour la direction du PCI. Ce dernier se veut en France l'alter ego du MTLD même si les deux organisations n'ont pas du tout les mêmes effectifs. Le PCI compte moins de cent militants contre des milliers pour le parti de Messali Hadj. En fait, le bureau politique espère que le PCI va se développer en même temps que l'insurrection algérienne va prendre de l'ampleur. L'aide à la révolution algérienne devient le nouveau moyen de construire le parti révolutionnaire. En octobre 1954, nous avons vu que la

---

<sup>1</sup> *La Vérité*, n°343, 12 novembre 1954.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Y. Dechezelles et P. Lambert, « Hommage à Henri Peulet », *Informations ouvrières*, n°494, 4 juillet 2001.

situation de la direction du PCI est difficile. L'organisation a connu peu de succès au cours des derniers mois et les deux oppositions internes (la tendance Bleibtreu et le groupe Raoul) critiquent le bureau politique. Nous faisons l'hypothèse que la priorité donnée à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie permet à la direction de fixer de nouveaux objectifs et de remobiliser l'organisation.

Plus tard, cet appui du PCI majoritaire au MNA sera beaucoup commenté. Ainsi, l'OCI - héritière du PCI majoritaire - regrettera l'assimilation du MNA à un parti révolutionnaire prolétarien<sup>2</sup>. En 1984, S. Just – récemment exclu du PCI – parle de subordination du PCI au MNA : selon lui les militants trotskystes ont été transformés en « porteurs de valise »<sup>3</sup>. L'historien Sylvain Pattieu valorise l'attitude plus prudente du PCI minoritaire. Après le 1<sup>er</sup> novembre 1954, cette organisation cherche d'abord à comprendre ce qui se passe puis s'engage progressivement dans un soutien au FLN<sup>4</sup>. Selon Jacques Simon, il y a eu un accord politique entre le PCI et les messalistes mais pas de subordination<sup>5</sup>. Il montre que la victoire du FLN sur les messalistes n'était pas inéluctable<sup>6</sup>. Lors du déclenchement de l'insurrection, la majorité des algériens soutient Messali Hadj. Les messalistes constituent en 1955 les acteurs principaux de la révolution algérienne. Mais beaucoup de militants messalistes sont connus des services de police. Ils subissent la répression de plein fouet. Surtout, Nasser et la Ligue arabe fournissent armes et argent au FLN. Cela a beaucoup joué dans la défaite du MNA<sup>7</sup>. Nous remarquons que d'autres organisations ouvrières soutiennent Messali Hadj<sup>1</sup>. Le soutien au MNA a pu se révéler un mauvais choix mais seulement a posteriori.

Le bureau politique du PCI mène résolument l'appui au MNA et la lutte contre la guerre d'Algérie. P. Lambert dirige les relations avec le MNA et les activités clandestines d'aide aux messalistes. Il a pour correspondant au MNA Mohamed Maroc puis Abdallah Filali. Il est en liaison avec Messali Hadj par son avocat – Yves Dechezelles -

---

<sup>1</sup> A la suite du soulèvement en Algérie, les textes suivants présentent aux militants la position de la direction du PCI : AC7, « Note politique n°7 », 23 novembre 1954, 6 p. ; AC7, « Résolution sur la révolution algérienne et les tâches du Parti », décembre 1954, 7 p.

<sup>2</sup> *Quelques enseignements de notre histoire*, Paris, Selio, 1979 (troisième édition), p. 79.

<sup>3</sup> S. Just, « Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI », p. 8-9.

<sup>4</sup> S. Pattieu, *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002, p. 62-63 et 117-120.

<sup>5</sup> Voir entretien avec J. Simon en annexe 5 p. 2.

<sup>6</sup> N. Sidi Moussa exprime le même avis dans *Révolution algérienne. La guerre du FLN contre le MNA en France (1954-1958)*, Master, Paris I, 2006.

<sup>7</sup> Les ouvrages de J. Simon sont cités dans la bibliographie.

et par la mère d'Annie Cardinal<sup>2</sup>. Des militants trotskystes transportent de l'argent ou des journaux<sup>3</sup>. Jacques Simon effectue ainsi deux transferts de fonds vers l'Algérie. A chaque fois, il cache deux millions de francs dans ses vêtements. D'autres comme Pierre Broué hébergent et convoient des responsables MNA<sup>4</sup>. En contrepartie de son aide, le PCI reçoit de l'argent du MNA mais des sommes modestes<sup>5</sup>.

La lutte contre la guerre d'Algérie passe aussi par *La Vérité*. Dans tous ses numéros le journal revient sur « la sale guerre ». Ainsi, le numéro 349<sup>6</sup> comprend un nouvel appel pour libérer Messali Hadj et une lettre de la direction du MNA. L'organisation messaliste se déclare porte-parole de la quasi-totalité du peuple algérien. Les trotskystes majoritaires constituent des comités contre la guerre et la répression. *La Vérité* rend compte des structures créées ainsi que des réunions publiques et des meetings organisés. Pour constituer ces comités, les trotskystes majoritaires font largement appel aux militants et responsables syndicaux. Ainsi la lutte contre la guerre d'Algérie devient un nouveau moyen de mobiliser la classe ouvrière française. En particulier, le PCI continue son action au sein du comité Messali. En janvier 1955, le nom de cet organisme devient « Comité pour la libération de Messali Hadj et des victimes de la répression ». L'adhésion de Marceau Pivert (1895-1958) renforce ce comité. L'ancien dirigeant de la tendance Gauche révolutionnaire du Parti socialiste a été exclu en 1938 de ce Parti. Revenu de son exil mexicain, il est admis de nouveau au Parti socialiste en 1946. Secrétaire fédéral de la Seine, il se situe toujours à la gauche de ce Parti. Au cours des années suivantes, il devient de plus en plus critique par rapport à la direction de la SFIO. En particulier, M. Pivert se veut un anticolonialiste convaincu. Il entretient des relations avec Messali Hadj depuis les années trente. Cela explique sa participation au comité Messali dont le PCI majoritaire constitue la cheville ouvrière. Le 16 janvier 1955, M. Pivert intervient au meeting que le comité organise au Quartier latin<sup>7</sup>. En mars 1955, lors de la première conférence des comités Messali, M. Pivert préside une des

---

<sup>1</sup> Comme *La Révolution prolétarienne* ou d'autres citées plus loin.

<sup>2</sup> Entretien avec J. Simon en annexe 5 p. 2.

<sup>3</sup> Voir les entretiens avec F. de Massot, C. Kahn et J. Simon en annexes 2, 4 et 5.

<sup>4</sup> J. Kergoat, *Marceau Pivert*, Editions de l'Atelier, Paris, 1994, p. 291 et entretien avec J. Simon en annexe 5.

<sup>5</sup> Entretien avec J. Simon en annexe 5 p. 3.

<sup>6</sup> du 11 février 1955.

<sup>7</sup> J. Kergoat, *Marceau Pivert*, *op. cit.*, p. 290.

séances et devient membre du bureau<sup>1</sup>. Afin d'aider Messali Hadj et le MNA, les trotskystes collaborent aussi avec la Fédération communiste libertaire (FCL) dirigée par Georges Fontenis. D'origine anarchiste, cette organisation se veut collectiviste. Elle a décidé d'intervenir dans les luttes sociales et politiques<sup>2</sup>. La FCL participe aux comités Messali et crée un Comité de lutte contre la répression colonialiste d'audience plus restreinte<sup>3</sup>. Les trotskystes majoritaires participent à cette dernière structure<sup>4</sup>.

Nous remarquons que la lutte contre la guerre d'Algérie aux côtés des messalistes va peser sur les orientations à venir des trotskystes majoritaires. La question algérienne ajoute une nouvelle divergence avec le PCF. Nous avons vu précédemment que ce dernier désavoue l'insurrection. La CGT adopte une position plus nuancée : elle appelle à la « satisfaction des justes revendications et des légitimes aspirations des masses algériennes »<sup>5</sup>. Néanmoins, la CGT refuse de mener des actions avec les organisations nationalistes algériennes. Ainsi, au sein des usines Renault les messalistes réunissent les représentants des organisations syndicales et politiques afin de lutter contre la répression en Afrique du Nord. Les délégués PCF et CGT se retirent à cause de la présence d'un militant trotskyste majoritaire<sup>6</sup>. Le 1<sup>er</sup> mai 1955, au cours du grand meeting organisé par la CGT cette dernière refuse la parole au représentant du MNA<sup>7</sup>. La guerre d'Algérie éloigne les trotskystes majoritaires de la CGT. Par contre, elle les amène à agir avec des militants anticolonialistes venus d'autres horizons. Pour la FCL cela sera sans suite : cette organisation disparaît à l'été 1956 sous les coups de la police<sup>8</sup>. Les trotskystes entretiennent depuis longtemps des relations avec des socialistes de gauche - appartenant ou non au parti. Yves Déchezelles représente bien ce type de militant. La lutte contre la répression resserre ces liens. *La Vérité* rappelle les origines ouvrières du Parti socialiste et estime possible un redressement de ce dernier<sup>9</sup>. En particulier, les trotskystes majoritaires commencent avec M. Pivert et ses amis une

<sup>1</sup> *Ibid.* et « Libérez Messali ! », *La Vérité*, n°351, 18 mars 1955.

<sup>2</sup> Sur la FCL, voir S. Pattieu, *op.cit.*, p. 46-50. Cette organisation compte entre deux et trois cents membres.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 71

<sup>4</sup> « Comité anti-colonialiste », *La Vérité*, n°347, 7 janvier 1955.

<sup>5</sup> Communiqué des 9-10 novembre 1954 cité par L. Pitti, « La CGT et les Algériens en France métropolitaine durant les années 1950 » dans *La CGT dans les années 1950, op. cit.*, p. 468.

<sup>6</sup> « Pas d'exclusive à l'unité », *La Vérité*, n°345, 10 décembre 1954.

<sup>7</sup> « Trop révolutionnaire pour Duclos », *La Vérité*, n° 355, 6 mai 1955.

<sup>8</sup> S. Pattieu, *op.cit.*, p. 96-97.

<sup>9</sup> R. Drouin, « Où va le parti socialiste ? », *La Vérité*, n°349, 11 février 1955.

relation de plus en plus étroite. En mars-avril 1955, le comité Messali commence des pourparlers avec la fédération socialiste de la Seine en vue de l'organisation d'un meeting contre la guerre d'Algérie<sup>1</sup>.

La direction du PCI pressent que le gouvernement ne va pas laisser les opposants à la guerre d'Algérie s'exprimer et agir librement. Le bureau politique prévient les militants que l'armée et la police vont réprimer leurs activités. Il faut prendre des mesures de sécurité même si le PCI joue la carte de la légalité<sup>2</sup>. Le bureau politique explique aux militants le comportement à adopter devant la police<sup>3</sup>.

Pour les autorités françaises, le MNA apparaît comme l'ennemi principal. Très vite, elles prennent des mesures contre les journaux qui soutiennent les messalistes. En novembre 1954, *Le Libertaire* - le journal de la FCL - est saisi<sup>4</sup>. La police empêche la vente de *La Vérité* sur tout le territoire algérien<sup>5</sup>. A la suite d'articles parus dans le journal en novembre et décembre 1954, le gouvernement charge la police judiciaire d'enquêter sur le PCI majoritaire. Une perquisition a lieu au siège de l'organisation. La police judiciaire convoque pour interrogatoire huit militants du PCI, un par un. La police veut connaître les noms des responsables de l'organisation afin de pouvoir les arrêter plus tard. Au cours de son interrogatoire, chacun de ces militants suit les consignes du bureau politique : refuser de répondre à toute question sauf sur son identité<sup>6</sup>. Les huit militants appartiennent à la direction du PCI (G. Bloch, D. Renard, P. Lambert et S. Just) ou à la tendance Bleibtreu : M. Bleibtreu, M. Lequenne, L. Fontanel et C. Margne. Comment la police judiciaire les a-t-elle choisis ? D. Renard a signé un des articles incriminés et L. Fontanel est le gérant en titre du journal. La police a aussi utilisé les renseignements fournis en 1953 par l'indicateur roumain<sup>7</sup>. Cela explique la convocation de M. Bleibtreu et M. Lequenne qui étaient alors membres du bureau politique. Le 8 mars 1955 au soir, quatre policiers de la brigade criminelle font

---

<sup>1</sup> AC20, Lettre de G. Bloch à F. Bottari du 2 avril 1955, p. 3.

<sup>2</sup> AC7, « Résolution sur la révolution algérienne et les tâches du Parti », décembre 1954, 7 p.

<sup>3</sup> AC9, « Note politique et d'organisation n°2-1955 », 1<sup>er</sup> février 1955.

<sup>4</sup> « La FCL frappée par la répression », *La Vérité*, n°344, 26 novembre 1954.

<sup>5</sup> « *La Vérité* saisie » et « Nouvelle saisie de *La Vérité* », n°344 et 345, 26 novembre et 10 décembre 1954.

<sup>6</sup> « La répression contre le PCI », *La Vérité*, n°349, 11 février 1955 ; entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p.14.

<sup>7</sup> Voir la fin du chapitre 3 et l'entretien avec M. Lequenne en annexe 1, p. 13-14.

irruption au siège du Parti<sup>1</sup>. Ils saisissent un millier d'exemplaires du numéro 350 de *La Vérité*. En effet, le journal comporte un interview de Krim Belkacem<sup>2</sup>. Il s'agit de la première saisie de *La Vérité* durant la guerre d'Algérie. Il y en aura d'autres. La direction du PCI réagit à toutes ces actions de répression en en faisant la plus grande publicité possible.

Pour la direction du PCI l'action syndicale demeure prioritaire juste après l'action contre la guerre d'Algérie. Lors du comité central des 11 et 12 décembre 1954, le rapport politique présenté par le bureau politique constate l'usure du gouvernement Mendès France. Il prévoit la reprise des grandes luttes ouvrières. Pour préparer celles-ci, le bureau politique préconise de continuer la propagande pour les Assises. Le mot d'ordre d'Assises nationales reste un mot d'ordre majeur de l'organisation. Il s'agit toujours de contraindre les organisations ouvrières à s'unir sur un programme de classe afin de lutter pour le pouvoir. Par contre, il n'appartient pas au PCI de fixer d'avance ce programme. C'est aux syndicats de l'élaborer<sup>3</sup>. Le bureau politique a dû annuler la conférence pour les Assises du 5 décembre 1954. Il prévoit une autre réunion de syndicalistes en février 1955 mais il n'arrive pas à l'organiser<sup>4</sup>. Le PCI continue à s'intéresser d'abord à la CGT. Malheureusement les espoirs mis de ce côté se révèlent de moins en moins fondés. *La Vérité* se plaint de nouvelles exclusions de trotskystes ou de syndicalistes proches. Nous avons vu précédemment que la CGT prend de plus en plus ses distances avec les messalistes. Aux congrès syndicaux CGT, les trotskystes majoritaires sont encore plus marginalisés que d'habitude<sup>5</sup>. Cela explique l'intérêt croissant de *La Vérité* pour les minorités de FO lors du IV<sup>e</sup> congrès de la confédération. L'attitude unitaire de certaines fédérations ou Unions départementale est donnée en exemple<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> « Lettre au juge Pérez », *La Vérité*, n°351, 18 mars 1955.

<sup>2</sup> Un des dirigeants de l'insurrection de la Toussaint. Il ralliera le FLN.

<sup>3</sup> AC9, « Bulletin intérieur n°1-1955 », p. 25-27.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 27 et 37.

<sup>5</sup> Voir les articles suivants de *La Vérité* : « Les menées bureaucratiques continuent », n°349, 11 février 1955 ; « V<sup>e</sup> congrès CGT Renault » et « Cheminots, n'attendez pas pour vous unir ! », n°344, 26 novembre 1954.

<sup>6</sup> Deux articles sont consacrés à ce congrès : « Avant le congrès confédéral FO », n°342, 29 octobre 1954 ; « IV<sup>e</sup> congrès de la CGT-FO », n°345, 10 décembre 1954.

Nous venons d'examiner les principales actions entreprises par la direction du PCI après le 1<sup>er</sup> novembre 1954. Nous allons maintenant examiner comment les militants se mobilisent en leur faveur et les critiques émises par les deux oppositions internes.

## Des oppositions renforcées

Juste après la Toussaint 1954, le bureau politique organise deux assemblées générales de la région parisienne sur la question algérienne<sup>1</sup>. Il veut mobiliser les militants sur les tâches nouvelles qu'entraîne l'insurrection du 1<sup>er</sup> novembre 1954. Dans une lettre à D. Renard, Raoul fait le récit de la première réunion<sup>2</sup>. S. Just présente la position de la direction de manière abrupte et vient très vite aux tâches à effectuer par les militants. Raoul réclame une vraie discussion sur le fond. Des membres de la direction (P. Lambert, G. Bloch) ripostent par des attaques personnelles qui vexent profondément Raoul. La tendance Bleibtreu est également choquée par les propos de G. Bloch assimilant les opposants aux dirigeants bolcheviks qui ont hésité en octobre 1917. Finalement, à l'issue des deux assemblées générales, l'atmosphère dans le parti est pire qu'avant<sup>3</sup>. La direction reconnaît l'ampleur des divergences<sup>4</sup>. Elle constate que la mobilisation des militants s'avère difficile. En particulier, elle juge que la majorité des membres du Parti ne relie pas la lutte contre la guerre d'Algérie avec l'action de classe. Les cellules ne font pas participer les milieux syndicaux qu'elles influencent à la campagne du comité Messali<sup>5</sup>. Les militants provinciaux semblent soutenir davantage la direction. Ainsi, lors du comité central des 11 et 12 décembre 1954, G. Nouvel présente un bilan très positif de l'activité de la cellule nantaise<sup>6</sup>. En poste à Beaune depuis la rentrée de 1954, P. Broué écrit son accord à G. Bloch. Il lui conseille seulement de répondre aux textes du groupe Raoul sans agressivité<sup>7</sup>.

Cette faible mobilisation des militants va de pair avec une accentuation des critiques des deux oppositions. La réunion du comité central des 11 et 12 décembre 1954 s'apparente

---

<sup>1</sup> Les 12 et 28 novembre 1954.

<sup>2</sup> AR, C5, Lettre de Raoul à D. Renard du 15 décembre 1954, 3 p. Voir aussi « Raoul, militant trotskyste », *op. cit.*, p. 87-93.

<sup>3</sup> AR, L5, Lettre de Raoul, 4 p.

<sup>4</sup> AC7, « Résolution sur la révolution algérienne et les tâches du Parti », décembre 1954, p. 1.

<sup>5</sup> AC9, « Note politique et d'organisation n°3-1955 », 16 février 1955, p.1-4.

<sup>6</sup> AC9, « Bulletin intérieur n°1 - 1955 », p. 4-5.

<sup>7</sup> AC20, Lettre de P. Broué à G. Bloch (de janvier ou février 1955), p. 3-4.

à un dialogue de sourds<sup>1</sup>. La tendance Bleitreu et le groupe Raoul condamnent l'activisme à courte vue de la direction. Pour eux, la situation évolue rapidement mais la direction refuse de lancer une réflexion collective dans le Parti sur la politique à mener<sup>2</sup>. Au comité central, H. Lafière continue à défendre les positions du groupe Raoul. Il est rejoint par Thomas Dejean – suppléant. Les deux hommes votent contre le rapport politique de la direction et contre celui de la tendance Bleitreu. Quand la direction critique l'action de la cellule Postiers dans sa corporation, H. Lafière se déclare solidaire de celle-ci - surtout composée de partisans de M. Bleitreu<sup>3</sup>.

Le groupe Raoul a de nouveaux griefs contre la direction du Parti. Pour ce courant, le PCI ne peut pas se contenter d'être le porte-parole du MTLD en métropole. L'organisation messaliste ne doit être qu'un allié car elle demeure une organisation nationaliste petite-bourgeoise. Le PCI doit œuvrer à la construction du parti révolutionnaire algérien. Pour cela, il faut qu'il contacte les ouvriers nord-africains en France sans l'entremise des messalistes<sup>4</sup>. Raoul est profondément choqué par l'attitude de la direction quand il a exprimé ces idées lors des assemblées générales de novembre 1954. Pour lui, la direction méprise la base du Parti. P. Lambert devient un dirigeant incontrôlable qu'il faudrait ramener dans le rang<sup>5</sup>. Pour Raoul, le redressement du PCI est plus nécessaire que jamais. Il propose donc aux membres de son groupe de mener des réflexions politiques de fond et de « dynamiser » les cellules où ils militent. Raoul veut rendre aux cellules l'autonomie et l'initiative dont elles disposaient sous l'Occupation et à la Libération<sup>6</sup>. Pour atteindre ces objectifs, Raoul pousse le groupe à se structurer. En décembre 1954, une commission est mise en place pour organiser son action<sup>7</sup>.

En janvier 1955, le groupe publie dans un bulletin intérieur un texte constatant la crise du PCI. Il demande au comité central de préparer un congrès qui permettrait au Parti de repartir sur de bonnes bases. En attendant ce congrès, le groupe plaide pour une

---

<sup>1</sup> AC9, « Bulletin intérieur n°1 - 1955 ».

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 5-7 et 33-34.

<sup>3</sup> AC9, « Bulletin intérieur n°1 - 1955 », p. 11.

<sup>4</sup> Raoul présente sa position dans un article « Six points... » signé Georges dans AC9, « Bulletin intérieur n°2 - 1955 », p. 26-33.

<sup>5</sup> AR, C5, *op.cit.*

<sup>6</sup> AR, L3, 18 novembre 1954.

<sup>7</sup> AR, L5, 23 décembre 1954. Cette commission comprend C. Kahn, J. Chardon, Vincent Jaillot, F. de Massot, E. Lejeune, Morga et Raoul.

suspension des querelles internes<sup>1</sup>. En fait, Raoul conserve l'objectif de gagner les membres ouvriers du bureau politique - D. Renard et S. Just - à ses idées<sup>2</sup>. Pour lui, éliminer la direction en place ne résoudrait rien<sup>3</sup>.

La tendance Bleibtreu critique aussi l'attitude de la direction par rapport au MTLD mais son ton est plus caustique :

« Notre parti [...] a adopté une attitude d'opportunisme servile à l'égard du MTLD et de ses insuffisances »<sup>4</sup>.

Pour M. Bleibtreu, P. Lambert a aggravé la crise du MTLD en prenant parti publiquement et violemment contre les centralistes. Les dirigeants du MTLD n'ont pas su lancer la lutte concrète pour l'indépendance. M. Bleibtreu et ses camarades conservent des relations avec les centralistes algériens. Ils savent que l'insurrection a été décidée par une tendance anti-messaliste. La tendance Bleibtreu se moque de l'assimilation du MTLD à un parti Bolchevik. Elle considère que les comités Messali ont pour défaut de personnaliser l'action du PCI. Cette tendance préconise l'organisation en France d'un Front de défense du peuple algérien<sup>5</sup>. Elle s'oriente vers le soutien au CRUA<sup>6</sup>. Jacques Danos - proche de M. Bleibtreu - estime possible d'infléchir l'attitude de Messali Hadj dans le sens de son ralliement au CRUA. Au cours de l'hiver 1954-1955, J. Danos tente d'organiser une rencontre entre Messali Hadj et M. Bleibtreu qui ne se connaissent pas. Il n'y parvient pas<sup>7</sup>.

M. Bleibtreu et ses partisans ironisent sur les espoirs mis par P. Lambert sur la tendance Frachon. Ils constatent que le combat prévu par la direction entre B. Frachon et les autres dirigeants du PCF n'a pas eu lieu<sup>8</sup>. Du coup, le PCI n'a pas exploité la crise du PCF. Le travail de fraction dans ce dernier a été abandonné. Surtout, P. Lambert reconnaît maintenant que le contact avec A. Marty est rompu<sup>9</sup>. En janvier 1955, M. Bleibtreu reprend sa correspondance avec l'ancien dirigeant communiste<sup>1</sup>. Il rassure ce dernier : P. Lambert est responsable de l'arrêt de ses relations avec le PCI

<sup>1</sup> AC9, « Bulletin intérieur n°2 - 1955 », p. 24-25.

<sup>2</sup> AR, L5, 23 décembre 1954.

<sup>3</sup> AR, C2, novembre ou décembre 1954.

<sup>4</sup> AC9, « Bulletin intérieur n°1 - 1955 », p. 36.

<sup>5</sup> *Ibid.* et AC9, « Bulletin intérieur n°3 - 1955 », p. 7-8.

<sup>6</sup> Entretien de M. Lequenne avec K. Landais p. 9.

<sup>7</sup> FB, F Delta 1902 1/1.

<sup>8</sup> Voir l'article de *La Vérité* cité dans le chapitre précédent.

<sup>9</sup> AC9, « Bulletin intérieur n°3 - 1955 », p. 1-11.

majoritaire. M. Bleibtreu propose à A. Marty de reprendre le travail en commun. Comme ce dernier accepte<sup>2</sup>, M. Bleibtreu lui propose de publier rapidement un bulletin mensuel *L'Étincelle*. Ce périodique aurait pour sous-titre *Bulletin d'information et de liaison communiste révolutionnaire* avec comme directeur politique A. Marty<sup>3</sup>. L'ancien dirigeant communiste refuse. Il préfère attendre la sortie de son livre pour s'exprimer publiquement<sup>4</sup>.

Nous remarquons que M. Bleibtreu demeure sur sa ligne politique d'appui à une opposition de gauche au sein du PCF. Pour cela, il est prêt à la rupture avec la direction du PCI. En effet, la publication du bulletin aurait constitué un acte d'indiscipline grave. Autre symptôme que la scission est proche : en janvier 1955 la tendance Bleibtreu publie dans le bulletin intérieur une critique au vitriol de la direction<sup>5</sup>. P. Lambert est ainsi décrit :

« Et le démolisseur du Parti est toujours à l'œuvre, avec sa gouaille de camelot marron, criant l'injure et la calomnie pour détourner l'attention des badauds »<sup>6</sup>.

L'article se termine par ce conseil à la direction :

« Il est temps de partir, camarades faillis et saboteurs ! »<sup>7</sup>.

Cela constitue la grande différence entre la tendance Bleibtreu et le groupe Raoul. Ce dernier ne souhaite pas l'élimination de la direction actuelle.

## La rupture finale

Les interrogatoires de la police judiciaire vont provoquer la cassure entre la direction et la tendance Bleibtreu. En janvier 1955, après leurs interrogatoires L. Fontanel, M. Bleibtreu et M. Lequenne exigent de la direction du PCI une discussion sur l'attitude à adopter face à la répression. En effet, L. Fontanel et M. Lequenne sont particulièrement visés par celle-ci : ils assurent respectivement les fonctions de gérant du journal et de gérant de la société d'édition (la SPEL). Comme le bureau politique refuse, la tendance Bleibtreu déclare qu'elle ne le reconnaît plus comme la direction du

---

<sup>1</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4, Lettre de M. Bleibtreu à A. Marty du 17 janvier 1955.

<sup>2</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4, Lettre d'A. Marty à M. Bleibtreu du 22 janvier 1955.

<sup>3</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4, Lettre de M. Bleibtreu à A. Marty du 16 février 1955.

<sup>4</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4, Lettre d'A. Marty à M. Bleibtreu du 21 février 1955.

<sup>5</sup> « Faisons le point » dans AC9, « Bulletin intérieur n°3 - 1955 », p. 1-11.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 11.

Parti. Elle exige une réunion rapide du comité central sur le thème de la répression<sup>1</sup>. En réponse, la direction diffuse un texte aux militants où elle reproche à M. Bleibtreu, M. Lequenne et L. Fontanel de ne pas être venus rendre compte des interrogatoires au local du Parti. Elle les accuse de vouloir transformer le PCI - parti léniniste - en une fédération de tendances. Le bureau politique refuse donc la réunion du comité central<sup>2</sup>. D'autre part, il diffuse un communiqué où il rappelle que les interrogatoires de la police sont illégaux et que désormais plus aucun militant du PCI ne s'y rendra.

Début mars 1955, la police convoque de nouveau pour interrogatoire les mêmes militants du PCI. Selon M. Lequenne :

« On a eu une réunion de tendance, avec Bleibtreu, Righetti, Fontanel et moi. Bleibtreu voulait qu'on se rende à cette convocation : il ne voulait pas être mis en prison et avoir à répondre de la politique de Lambert, moi ça m'était égal. Les autres ne voulaient pas non plus de cette solution, mais Bleibtreu nous a forcé la main. On y est allés seulement nous trois : Bleibtreu, Fontanel et moi »<sup>3</sup>.

Le 14 mars, les trois militants indiquent à D. Renard leur décision<sup>4</sup>. Ils se rendront aux convocations en ne fournissant aucune information à la police<sup>5</sup>. Au même moment, L. Fontanel envoie une lettre recommandée au bureau politique. Il l'accuse d'avoir une attitude fractionnelle et l'informe qu'il démissionne de son poste de gérant de *La Vérité*<sup>6</sup>.

A la suite de ces événements, le bureau politique se réunit le 15 mars 1955. Il décide :

- de publier dans le numéro du journal à paraître<sup>7</sup> les noms des responsables politiques du journal : R. Berné, P. Boussel, G. Bloch et D. Renard,
- la tenue d'une assemblée générale de la RP le 18 mars,
- la convocation d'une session extraordinaire du comité central pour le 20 mars<sup>8</sup>.

<sup>1</sup> Le texte est signé par : J. Weill, M. Bleibtreu, L. Fontanel, Francine Righetti (pseudo : Francine), Albert Roux (pseudo : Hermont), Jean Lambert, Madeleine Lambert, B. Karlinsky, Cécile Molinier (pseudo : Laurence), S. Estorach, Gallois, C. Margne, M. Lequenne, G. Mougard, Ponce, D. Righetti et J-M. Vincent (pseudo : Valette). Jean Lambert était médecin, son épouse Madeleine travaillait dans le monde médical. Ils habitaient au nord-est de la France et militaient tous les deux au PCI.

<sup>2</sup> Voir les deux textes AL, « A tous les membres du comité Central », 2 p ; AL, « Aux membres titulaires et suppléants du comité central », 2 p. Ces textes datent probablement de février 1955.

<sup>3</sup> Entretien avec M. Lequenne en annexe 1 p. 14.

<sup>4</sup> FB, F Delta 1902 1/4, Lettre de M. Bleibtreu à B. Hamilton du 21 avril 1955 ; AL, Résolution de la tendance Bleibtreu.

<sup>5</sup> M. Lequenne a conservé dans ses archives (AL) des notes de son interrogatoire du mardi 15 mars 1955. La police cherche à connaître les vrais responsables du journal.

<sup>6</sup> Lettre reproduite dans AC9, « Décisions du comité central du PCI », 23 mars 1955, p. 4-5.

<sup>7</sup> Le n°351 du 18 mars 1955.

<sup>8</sup> FB, F Delta 1902 1/4, Lettre de M. Bleibtreu à B. Hamilton du 21 avril 1955.

Selon les témoignages de Raoul et de membres de la tendance Bleibtreu, l'assemblée générale du 18 mars désavoue le bureau politique<sup>1</sup>. M. Bleibtreu obtient le vote d'une résolution exigeant la mise en place d'un bureau politique auquel sa tendance participerait. Le vote de cette résolution montre les difficultés de la direction du PCI à obtenir l'adhésion des militants. Elle n'évoquera jamais cette assemblée générale<sup>2</sup>. De toute manière, cette résolution n'engage pas le comité central. Lors de la réunion de cette instance – le 20 mars 1955 – le bureau politique contre-attaque. Il demande l'exclusion de M. Bleibtreu, M. Lequenne et L. Fontanel pour indiscipline grave : ils se sont rendus aux interrogatoires malgré ses mises en garde. Les membres du comité central appartenant à la tendance Bleibtreu déclarent :

« ...l'exclusion proposée par le bureau politique de trois membres du comité central serait automatiquement l'exclusion de la tendance minoritaire dans son ensemble. Le comité central prendra sa décision en connaissance de cause »<sup>3</sup>.

Pour le groupe Raoul, Thomas Dejean propose une résolution de compromis afin de n'exclure personne et de sauver l'unité du Parti. Les deux autres tendances refusent<sup>4</sup>. En une heure, la demande d'exclusion est instruite puis votée par les partisans de la direction<sup>5</sup>. Ces derniers votent aussi une déclaration qui s'achève ainsi :

« Le comité central a pris la décision d'exclure immédiatement du Parti les « jaunes » Bleibtreu, Lequenne et Fontanel qui ont rompu la solidarité du Parti, la solidarité de classe face à la répression »<sup>6</sup>.

Pour la direction du Parti, ces militants sont exclus pour un motif disciplinaire mais non politique. Elle propose donc à la tendance Bleibtreu de désigner en remplacement trois représentants au comité central. Les autres membres de la tendance Bleibtreu au comité central<sup>7</sup> et à la commission de contrôle<sup>1</sup> refusent. Ils partent avec les exclus. Les jours suivants les autres membres de cette tendance quittent le PCI.

Le départ de la tendance Bleibtreu nous amène à examiner les responsabilités par rapport à cette nouvelle scission. Celles du bureau politique sont importantes : il ne

---

<sup>1</sup> FB, F Delta 1902/1/4/4, lettre de M. Bleibtreu à M. Marty du 2 avril 1955 ; FB, F Delta 1902 1/4, Lettre de M. Bleibtreu à B. Hamilton du 21 avril 1955 ; AC20, Lettres de G. Bloch à Preston des 18 avril et 2 mai 1955 ; AR, B6, p. 3..

<sup>2</sup> Entretien avec F. de Massot en annexe 2 p. 2.

<sup>3</sup> Nous n'avons trouvé dans AC9 que la dernière page du compte rendu de cette réunion. Cette déclaration y figure.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> FB, F Delta 1902 1/4, Lettre de M. Bleibtreu à B. Hamilton du 21 avril 1955.

<sup>6</sup> AC9, « Décisions du comité central du PCI », 23 mars 1955, p. 3.

<sup>7</sup> D. Righetti, C. Margne, G. Mougard.

respecte pas les statuts du Parti. Selon eux, il devait se contenter de suspendre les militants incriminés puis saisir la commission de contrôle<sup>2</sup>. Mais la tendance Bleibtreu porte aussi sa part de responsabilité en ne reconnaissant plus la direction – pourtant élue au IXe congrès. Son principal dirigeant propose à A. Marty le lancement d'une publication sans en informer les instances régulières de l'organisation. Finalement, cette scission paraît logique : les relations entre la direction et les dirigeants de la principale opposition sont devenues exécrables. Néanmoins elle aurait pu se dérouler plus sereinement. Surtout, cette nouvelle scission constitue une rupture dans l'histoire du PCI. En 1944, l'unification des trotskystes dans cette organisation a été difficile. Ensuite le PCI a dû fonctionner avec des luttes de tendances, des fractions constituées et des scissions périodiques. Les périodes de répit dans les conflits internes ont été rares. La scission de mars 1955 clôt ce cycle. En ce sens nous pouvons parler de la fin du PCI unifié.

## Les conséquences de la nouvelle scission

Les suites des exclusions agitent le PCI au cours des semaines suivantes. Le groupe Raoul diffuse dans le Parti une déclaration signée par 15 militants<sup>3</sup>. Ce texte rappelle que le comité central peut suspendre des adhérents mais ne possède pas le droit de les exclure. Les signataires demanderont l'invalidation de ces exclusions au prochain congrès. Ils expliquent cette crise par le mépris que le bureau politique et les dirigeants de la tendance Bleibtreu portent à la base du parti. Néanmoins, les signataires déclarent rester au Parti tel qu'il est. Dans un autre texte, les mêmes signataires estiment que sans leur regroupement

«...il y aurait d'ores et déjà la moitié des membres inscrits lors du dernier congrès hors du PCI »<sup>4</sup>.

La tendance Bleibtreu propose alors une réunion commune le 1<sup>er</sup> avril 1955 aux membres du groupe Raoul. Finalement, M. Lequenne vient à une réunion de ce courant.

---

<sup>1</sup> J. Weill.

<sup>2</sup> C'est ce que fera remarquer le groupe Raoul dans AC9, « A propos de l'exclusion des camarades B, L, et F ».

<sup>3</sup> AC9, « A propos de l'exclusion des camarades B, L, et F », 4 p. La déclaration est signée par C. Kahn, Denise Mazet, Derick, Ginette Rault, Grandjean, Jacqueline Chardon, Vincent Jaillet, S. Dhénin, F. de Massot, E. Lejeune, Raguin, Renée Mazet, H. Lafière, T. Dejean, Voutier.

<sup>4</sup> AR, B6, p. 2.

Il propose en vain à ces militants de quitter le PCI et de se joindre aux exclus<sup>1</sup>. D'après C. Kahn, les membres du groupe Raoul auraient été unanimes dans ce refus<sup>2</sup>. Les partisans de M. Bleibtreu constituent alors le Groupe bolchevik-léniniste<sup>3</sup>. Selon M. Lequenne, la nouvelle organisation ne compte qu'une douzaine de membres<sup>4</sup>. Néanmoins, M. Bleibtreu écrit son soulagement à A. Marty. L'ancien dirigeant du PCI majoritaire considère ce Parti comme liquidé. Il va pouvoir enfin œuvrer à la construction d'une direction authentiquement révolutionnaire. Pour cela, il propose à A. Marty d'éditer une revue à large diffusion<sup>5</sup>. Surtout M. Bleibtreu met ses espoirs dans le Comité international. Il conserve des relations privilégiées avec certaines sections – comme le groupe anglais.

Une fois les exclusions prononcées, G. Bloch prévient les autres sections du Comité international<sup>6</sup>. Il insiste sur le motif disciplinaire et non politique de ces exclusions : les trois militants se sont désolidarisés du Parti devant la police du moment où la répression s'abat sur lui. Pour lui, la tendance Bleibtreu recule devant les tâches nouvelles dues à la guerre d'Algérie. En contraste, il montre que le PCI n'a jamais été en aussi bonne santé : il soutient fermement la révolution algérienne, *La Vérité* devient hebdomadaire<sup>7</sup> et le premier numéro de la revue théorique – *Les cahiers rouges* – va paraître. De son côté, le groupe bolchevik-léniniste rédige une résolution pour le Comité international. Elle donne sa version des faits : la direction du PCI a exclu une tendance entière du Parti par refus de la confrontation politique. Le groupe demande son affiliation au Comité international<sup>8</sup>. M. Bleibtreu envoie cette résolution à B. Hamilton qui la diffuse

---

<sup>1</sup> M. Lequenne, *Le trotskisme, une histoire sans fard*, Paris, Syllepse, 2005, p. 313-314.

<sup>2</sup> Entretien avec C. Kahn en annexe 4, p. 5.

<sup>3</sup> Dès le 10 avril, le groupe ainsi nommé demande à adhérer au Comité de lutte contre la répression colonialiste.

<sup>4</sup> M. Lequenne, *Le trotskisme, une histoire sans fard*, Paris, Syllepse, 2005, p. 300. Dans son article « Continuité et discontinuité du « lambertisme » (Contribution à l'histoire d'une dégénérescence) », *Critique Communiste*, n°7, 1976, p.129, M. Lequenne estime que 15% des effectifs du PCI sont partis lors de la scission. Comme en décembre 1954, l'organisation compte un peu moins de cent militants (voir chapitre 5) ces deux nombres sont cohérents.

<sup>5</sup> FB, Lettre de M. Bleibtreu à A. Marty du 22 avril 1955. A. Marty repousse cette offre dans sa lettre du 15 mai 1955. Néanmoins M. Bleibtreu renouvellera à A. Marty des propositions d'actions communes jusqu'au décès de ce dernier (22 novembre 1956).

<sup>6</sup> AC16, Lettre de G. Bloch à F. Bottari du 2 avril 1955 ; AC20, Lettre de G. Bloch à Preston du 18 avril 1955.

<sup>7</sup> A partir du n°354 du 29 avril 1955.

<sup>8</sup> AL, « Au Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale », 23 avril 1955, 2 p.

dans toutes les sections du Comité international<sup>1</sup>. Comment réagissent celles-ci aux exclusions dans le PCI ? Elles sont pour le moins troublées à cause du rôle important de M. Bleibtreu dans la création du Comité international. Une lettre de G. Bloch à F. Bottari montre que la crise du PCI provoque un débat au sein du groupe italien<sup>2</sup>. Surtout, les exclusions choquent la section anglaise. G. Healy considère que les dirigeants de la section française ont usé de méthodes stalinienne pour liquider la minorité<sup>3</sup>. Les relations entre G. Bloch et les responsables de la section anglaise se dégradent. Le dirigeant français n'accepte pas les reproches des britanniques. Il réplique en rappelant le peu d'empressement de ces derniers à soutenir la section française dans sa lutte contre la guerre d'Algérie. G. Bloch rappelle l'attitude compréhensive du PCI quand la section anglaise excluait certains de ses membres<sup>4</sup>.

Lors de la réunion du 21 mai 1955, le Comité international vote une déclaration où il s'exprime son indignation au sujet des exclusions de M. Bleibtreu, M. Lequenne et L. Fontanel. Il demande à la direction du PCI de réintégrer les exclus et d'accorder à la tendance Bleibtreu une représentation dans tous les organismes dirigeants<sup>5</sup>. Cette déclaration est votée par tous les participants sauf les délégués du PCI. Pour ce Parti ce texte constitue un cinglant désaveu. Lors de sa réunion des 4 et 5 juin 1955, le comité central du PCI majoritaire refuse de tenir compte de la déclaration du Comité international. Les représentants du groupe Raoul – T. Dejean et E. Lejeune – ne parviennent pas à atténuer la dureté de la résolution votée en réponse<sup>6</sup>. L'exclusion de M. Bleibtreu, M. Lequenne et L. Fontanel porte un nouveau coup au Comité international.

Au cours de la même réunion, le comité central du PCI majoritaire note avec satisfaction que des militants socialistes – jusqu'à un niveau très élevé – ou des syndicalistes FO s'acheminent sur la voie du front unique<sup>7</sup>. Enfin, cette assemblée clos le « travail Marty » commencé il y a plus de deux ans. La résolution votée reconnaît que les contacts avec l'ancien dirigeant communiste sont désormais indirects. Elle constate

---

<sup>1</sup> FB, F Delta 1/4/4/2, lettre de B. Hamilton à M. Bleibtreu du 27 avril 1955.

<sup>2</sup> AC16, lettre de G. Bloch à F. Bottari du 2 avril 1955.

<sup>3</sup> AC20, Lettre de Brigitte Gerland à G. Bloch du 18 avril 1955.

<sup>4</sup> AC20, Lettres de G. Bloch à Preston des 18 avril et 2 mai 1955.

<sup>5</sup> AL, « Sur l'exclusion de la minorité du PCI », 21 mai 1955.

<sup>6</sup> AC9, « Bulletin intérieur n°6-1955 », p. 26-31.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 11.

« les faibles possibilités actuelles de l'organisation d'une opposition communiste »<sup>1</sup>. Nous remarquons une évolution déjà signalée : la direction du PCI majoritaire s'intéresse désormais davantage aux opposants au sein du PS qu'à ceux du PCF. Cette évolution se confirme en décembre 1956. A la suite de l'écrasement par les soviétiques du soulèvement hongrois, les trotskystes majoritaires constituent avec M. Pivert le « Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière » (CLADO). Ensemble, ils continuent à soutenir Messali Hadj et le MNA. Mais, peu à peu le FLN l'emporte sur le MNA. A l'été 1958, le PCI rompt avec les messalistes à la suite de leurs négociations avec les autorités françaises et de leur soutien au chef de maquis Mohamed Bellounis<sup>2</sup>. A la suite de cette rupture et surtout à cause de la démoralisation qui suit le retour au pouvoir du général de Gaulle, le PCI est très affaibli. Il ne compte plus qu'une cinquantaine de membres. Le groupe Raoul a disparu. Ses membres les plus connus appartiennent désormais à la direction (Raoul, C. Kahn, F. de Massot) ou ont quitté l'organisation (S. Dhénin, E. Lejeune). En octobre 1958, le PCI majoritaire se transforme en groupe *La Vérité* ou groupe Lambert. *La Vérité* devient une revue. Le groupe connaît alors une croissance régulière de ses effectifs. En décembre 1965, il considère cette progression comme assez importante pour se transformer en Organisation communiste internationaliste (OCI)<sup>3</sup>. La nouvelle organisation affirmera toujours sa filiation avec le PCI majoritaire et sa fidélité aux combats qu'il a menés.

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 24-25.

<sup>2</sup> Dirigeant d'un maquis messaliste, M. Bellounis passe un accord avec l'armée française.

<sup>3</sup> *Quelques enseignements de notre histoire*, Paris, Selio, 1979 (troisième édition), p. 110 et 115-116.

## CONCLUSION

Si nous essayons de résumer les résultats obtenus par les trotskystes français dans les années cinquante, nous constatons qu'ils sont d'abord parvenus à sauvegarder les acquis théoriques du léninisme et du trotskysme<sup>1</sup>. Malgré de très grandes difficultés, ils ont assuré la continuité. Mais, leur objectif était beaucoup plus ambitieux. Les trotskystes français des années cinquante vivent dans le souvenir de la révolution ouvrière d'Octobre<sup>2</sup>. Ils veulent être le fer de lance d'une révolution ouvrière comme les bolcheviks en 1917. A l'orée des années cinquante, cet objectif est disproportionné par rapport à leur très faible nombre et à leur peu d'influence parmi les travailleurs. Les trotskystes cherchent alors le meilleur endroit pour placer leurs faibles forces. Ils veulent être là où ils auront de l'influence sur l'avant-garde ouvrière. Pour M. Pablo - dirigeant de fait de la IV<sup>e</sup> Internationale, il faut se tourner vers les organisations « staliniennes » qui vont se radicaliser sous la pression des masses. Ses analyses provoquent un débat international au sein du mouvement trotskyste. Il s'avère particulièrement précoce et intense en France - où siège le Secrétariat international. La puissance du PCF y est telle qu'elle amène les trotskystes français à se positionner d'abord par rapport à lui. Peu à peu quatre courants apparaissent :

- sous la conduite de M. Mestre, certains militants poussent les analyses de M. Pablo jusqu'à leur ultime conséquence : le ralliement au Parti communiste,
- avec P. Frank, un second courant veut à la fois rester fidèle au trotskysme et mettre en œuvre la stratégie décidée par le Secrétariat international. Pour ce courant, les organisations « staliniennes » vont réaliser certains des objectifs

---

<sup>1</sup> Selon la formule utilisée par M. Dreyfus dans son introduction à J.-P. Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981) Instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage ?*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005, p. 11.

<sup>2</sup> Voir entretien avec J. Simon en annexe 5.

dévolus à la IV<sup>e</sup> Internationale. Les trotskystes français doivent donc s'intégrer dans le PCF. Il ne faut conserver en France qu'une organisation indépendante légère.

- le troisième courant rallie d'abord la majorité de la section française. Avec M. Bleibtreu, il prône le maintien d'une organisation indépendante forte avec un travail de fraction dans le PCF. Ce travail clandestin ne sera effectué que par quelques militants. Il vise à exploiter les crises à venir du Parti communiste pour y susciter une opposition de gauche. Ce troisième courant prête autant d'attention au PCF que les deux précédents. Il étudie avec soin les évolutions de la bureaucratie russe. M. Bleibtreu prévoit l'éclatement de cette dernière. Il pense que les révolutionnaires pourront s'allier provisoirement à une fraction gauche de la bureaucratie.
- P. Lambert devient peu à peu le leader d'un quatrième courant. Celui-ci refuse le travail de fraction dans le PCF. A la différence des trois courants précédents, il n'éprouve aucune fascination pour ce Parti. Il s'en détourne. Il privilégie le travail « dans la classe »<sup>1</sup> : l'important consiste à gagner ou à s'allier à d'authentiques militants ouvriers même s'ils sont réformistes, anarchistes ou communistes – comme B. Frachon. Ce courant privilégie donc l'action au sein des syndicats.

Ces courants élaborent peu à peu leurs objectifs et leurs stratégies dans les années 1950-1954. Comme le remarque M. Lequenne<sup>2</sup>, la volonté de M. Pablo d'imposer ses idées va empêcher un débat serein et constructif entre ces tendances. Les deux premiers courants cohabitent dans le PCI minoritaire jusqu'en juillet 1954, date à laquelle M. Mestre part avec ses partisans pour rallier avec enthousiasme le PCF. Les troisième et quatrième courants se retrouvent hors de l'Internationale à la fin du mois de juin 1952. Regroupés dans ce que nous appelons PCI majoritaire, ces deux courants vont naturellement proposer des lignes politiques divergentes. D'abord, la volonté d'unité prévaut dans le Parti. Le second semestre 1952 constitue une période de pause dans les disputes internes. Puis, peu à peu, l'actualité - comme l'affaire

---

<sup>1</sup> D'où le titre de ce mémoire.

<sup>2</sup> M. Lequenne, « Continuité et discontinuité du « lambertisme » (Contribution à l'histoire d'une dégénérescence) », *Critique Communiste*, n°7, 1976, p. 130.

Marty ou l'arrivée de Beria au pouvoir en Union soviétique - va montrer l'ampleur des divergences entre les deux courants. Les débats deviennent âpres et les conflits s'accroissent. En mars 1955, les relations entre les deux courants sont devenues exécrables. Cela explique l'attitude de Raoul et de S. Just. Raoul - sur le moment - et S. Just - bien plus tard<sup>1</sup> - reprochent à P. Lambert l'exclusion de M. Bleibtreu et de ses partisans. Par contre, sur les choix politiques de fond, ils se rangent de son côté contre M. Bleibtreu. Le courant Bleibtreu se dispersera les années suivantes<sup>2</sup>. Le PCI majoritaire demeure avec un seul courant<sup>3</sup>, celui animé par P. Lambert. Cette dernière scission affaiblit un peu plus le Parti mais il est désormais plus homogène et cohérent. Il va continuer à construire sa propre identité politique. Il connaîtra quelques années difficiles, puis il se développera.

---

<sup>1</sup> En 1984, dans S. Just, « Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI », p. 8-9.

<sup>2</sup> En 1956, la majorité de ce courant intègre la Nouvelle Gauche.

<sup>3</sup> Nous avons vu Raoul revendiquer son appartenance à ce courant plutôt qu'à celui de M. Bleibtreu.

# **ANNEXES**

## ANNEXE 1

### Entretien avec Michel Lequenne

Le 22/3/2005 à son domicile, mis à jour le 21/12/2005

*Michel LEQUENNE milite depuis 1943 successivement au groupe Octobre, au PCI, au PCI majoritaire, au Groupe Bolchevik-léniniste, à l'UGS, au PSU, au PCI minoritaire, à la Ligue communiste puis à la LCR. Il a été membre du bureau politique et du comité central du PCI majoritaire.*

#### **Quelle est ton origine sociale ? Quelles études as-tu suivies ?**

Je suis né dans une famille d'employés. Mon grand-père paternel était employé du chemin de fer. Mon grand-père maternel était employé, qu'on pourrait appeler supérieur, dans le négoce du café au Havre. C'est au Havre que mes deux parents se sont rencontrés, où je suis né en 1921 et où j'ai passé mon enfance. Mon père avait débuté commis chez un courtier. Il a grimpé les échelons et est devenu, dans les années 20, inspecteur, à la BNC, puis enfin Caissier principal de l'agence du Havre. Victime de la grande crise des années 30, il a été licencié. Notre famille s'est retrouvée dans une misère complète. Mon père a remonté la pente peu à peu, il est devenu représentant de commerce. Mes deux frères et moi n'avons pas fait d'études. J'ai eu le certificat d'études à 13 ans. Puis j'ai suivi une année de primaire supérieure. Finalement j'ai commencé une année dans la filière commerciale, qui faisait suite, mais j'ai rapidement abandonné. Les études commerciales ne m'intéressaient pas : je voulais être poète. Et je voulais travailler tout de suite pour m'acheter des livres. Mon père était autodidacte, il lisait beaucoup. J'ai fait de même. La lecture a été mon activité principale dans la vie. A 14 ans j'ai calculé le nombre de livres que je pourrais lire dans mon existence. En fixant mon décès à 60 ans, j'arrivais à 3 000 livres, et je trouvais ce nombre terriblement petit. Finalement je dois avoir atteint au moins ce nombre.

J'ai donc commencé à travailler à 14 ans, dans le négoce comme mes frères. Le négoce était l'activité principale du Havre : d'abord le coton, ensuite le café. Mon père n'a jamais fait de politique, il votait radical-socialiste. Il a voté socialiste pour la première fois en 1936. Des amis de mon père étaient francs-maçons. Mon père le devint. Ses amis étaient cultivés et intelligents. J'ai beaucoup appris avec eux.

Mon frère aîné était aux Auberges de Jeunesse dès 1936. La première organisation d'Auberges était d'origine chrétienne, sous la direction de Marc Sangnier. A l'époque du Front Populaire, un mouvement laïque des Auberges de Jeunesse s'est constitué, laïque et apolitique sous l'égide de Léo Lagrange. Ce mouvement a été créé par Mme Grunebaum-Ballin. Je m'entendais mal avec mon frère aîné, de ce fait je ne suis entré aux Auberges de Jeunesse qu'en 1938, quand il est parti au service militaire. Aux Auberges, j'ai découvert les classiques de la classe ouvrière. Après la débâcle, Mme Grunebaum-Ballin a dû passer la main à des jeunes trotskystes (non connus comme tels), Maurice Laval et Lucienne Abraham. C'est à partir d'un de mes contacts des Auberges de Jeunesse, pris dès 1940, que je suis finalement entré au groupe Octobre, au début 1943.

**Tu as écrit que Pierre Lambert a basculé en juin 51 du côté des minoritaires parce qu'il a été dénoncé par Pablo. Comment cela s'est-il passé ?**

Raoul en parle de façon indirecte. En 51, Lambert est resté un peu en retrait. *L'Unité*, auquel il tenait beaucoup, était financé en partie par les Yougoslaves. *L'Unité* regroupait beaucoup de membres de FO, voire même des droitiers de FO. Et c'était deux raisons pour que Pablo en veuille la fin. Lambert est allé voir Pablo pour obtenir le maintien de *L'Unité*. Il a dû lui proposer un marchandage politique. Pablo l'a dénoncé en pleine assemblée générale de la Région Parisienne. Il nous a rejoint à ce moment là.

**Au premier jour du VIII<sup>e</sup> congrès (le 13 juillet) Bleibtreu présente le rapport politique. Ce rapport se termine par une partie "Travail indépendant et travail fractionnel" (pages 17 à 23). Le compte rendu indique que ce rapport provoque un débat, en particulier la partie concernant le travail en fraction. Que s'est-il passé ?**

Le débat a été assez léger. Lambert se contentait de dire qu'on ne pouvait pas continuer tout ce qu'on faisait avant avec ce qui nous restait de militants. Il proposait un repli sur le travail syndical.

A cause de la scission, il régnait une grande démoralisation dans nos rangs. Dans notre organisation, il n'y avait plus grand monde, surtout des ouvriers et quelques étudiants. Je me souviens des ouvriers proches de Lambert. Mais je vois, par les lettres que tu m'as dénichées, que même des cadres, comme Brassamain et Ducimetière (de l'ancien rayon Puteaux-Suresnes) étaient sortis au moment de la scission et ne sont revenus qu'en 1953.

Lucien Fontanel était absent lors du congrès, car c'était un grand malade (il s'est suicidé après notre exclusion de 1955). Il m'a écrit pour me demander si c'était seulement par manœuvre que Bleibtreu avait insisté sur le travail à mener dans le PC. Je lui ai répondu que non. Mais, de toute façon, on n'avait personne pour aller au PC, nos militants étaient quasiment tous connus comme trotskystes.

**Quelle était la position de M. Gibelin ?**

J'ai l'impression qu'une fois que la scission a été consommée, M. Gibelin ne croyait plus en l'organisation. Il a laissé tomber la direction du PCI. Par contre, il participait à *L'Unité syndicale*.

**Dans ton article de Critique Communiste de 1976, tu indique que le PCI majoritaire aurait eu au moment de la scission 200 à 250 militants. Différentes sources (dont le nombre de délégués) indique un peu moins d'une centaine. Qu'en penses-tu ?**

Il y a eu une très grosse démoralisation au moment de la scission. Certains n'ont pas participé à l'élection des délégués, d'autres se sont retirés de l'organisation à ce moment là, et sont revenus après (comme Righetti et tout le groupe de Puteaux-Suresnes). Mais je pense maintenant que je me suis trompé en 76, et je pense que 150 est le bon chiffre

pour le moment même de la scission. C'est d'ailleurs le chiffre que j'ai retenu dans mon livre qui va paraître.

En tout cas, on n'a pas beaucoup recruté jusqu'en 1955. Nous, la tendance Bleibtreu, on est sorti avec 12 à 15 militants cette année là. La tendance Raoul comptait entre 20 et 30 personnes. Je voulais les amener à sortir avec nous. Je suis venu à une de leurs réunions. C'était une espèce d'opposition de sa majesté à Lambert ; certains sont sortis assez vite. Boris Fraenkel a été en dehors de toutes ces bagarres. Il n'était pas membre du PCI, ayant été exclu de sa section d'origine. C'est bien plus tard, après 55, qu'il a rejoint Lambert.

**A l'issue du VIII<sup>e</sup> congrès, je suis surpris des responsabilités : la responsabilité syndicale échoit à Lefèvre et la responsabilité "fraction" à Lambert. De quelle fraction s'agit-il ? Du travail en fraction dans le PCF ou de la coordination des fractions syndicales organisées dans chaque corporation où il y a des militants PCI ?**

Jean Lefèvre était un cadre ouvrier recruté pendant la guerre. Il boitait. Lefèvre était un paravent pour Lambert. J'ai l'impression qu'il vaut mieux prendre fraction dans le deuxième sens. Lambert était un manipulateur.

**Dans une liste de souscription de décembre 54, j'ai vu que tu appartenais à la cellule "employés". Peux-tu me parler de cette cellule ? Combien avait-elle de membres ? Quelle était sa composition sociale ? Quelles étaient ses activités ? Comment fonctionnait-elle ? Où se réunissait-elle ?**

J'ai appartenu longtemps à la cellule de Just, car je travaillais aux éditions du Pré aux Clercs. J'y étais le seul employé, avec une secrétaire. Quand je passais de ce travail à celui de permanent, ma compagne prenait ma place, par arrangement avec mon patron.

Au vu de ta liste des militants par cellule de décembre 54, je vois que j'étais alors à la cellule Employés. Maria était le pseudonyme de Soledad Estorach, Lucien celui de Lucien Fontanel (il travaillait à la Sécurité sociale ou aux Allocations familiales), Lecomte celui de Serge Dhénin, Antoinette était Rolande Depaepe et Nadia était la compagne de Stéphane Just. Ma propre compagne Soledad Estorach a cessé de militer après notre exclusion.

La vie de cellule était très stricte. On élisait un secrétaire et un trésorier. Les réunions se tenaient chez l'un de nous. On consacrait la réunion principalement :

- aux tâches : qui fait quoi ?
- à la discussion : sur la situation politique, sur des thèses proposées ...

On vivait comme des activistes, c'était ahurissant. On avait des programmes de travail de dingues. Par exemple, Rolande Depaepe a été amenée un même jour à tant se déplacer qu'elle a pris plus de trente fois le métro. A la fin elle s'est évanouie de fatigue. Pendant des années, j'avais des réunions de commissions, de cellules, quasiment tous les jours et je faisais le journal. Je passais beaucoup de temps à écrire : j'avais besoin de me relire et de me corriger. Je faisais l'éditorial ou l'article leader de *La Vérité* le dimanche :

j'y passais ma journée dans le minuscule studio où j'habitais. Le samedi matin, je dormais, je liquidais ma fatigue de la semaine. Heureusement que j'avais une très bonne santé !

Cet activisme nous faisait problème. Notre organisation était une vraie passoire. Qui pouvait résister à ce rythme de travail ? On usait les militants d'une façon terrible.

A noter qu'on était une organisation très féminine. Dans le comité régional de la fin des années 40, j'étais le seul homme avec Lili Bleibtreu, Simone Minguet, Jeanne Danos, Rolande Depaepe, Catherine.

**Beaucoup de textes internes indiquent que, depuis la Libération, il y a davantage d'ouvriers au parti. Pourtant dans votre lettre du 29/09/53 à Hanley vous demandez 10 exemplaires du *Militant* et de *Fourth International*, car vous dites que "beaucoup de nos camarades savent l'anglais". J'ai l'impression qu'en 1953 la connaissance de l'anglais était peu répandue dans les milieux ouvriers. Qu'en penses-tu ?**

Il n'y a pas contradiction. On était une organisation essentiellement ouvrière, et certains camarades se mettaient à l'anglais. Renard racontait qu'il apprenait l'anglais aux toilettes. Les trotskistes étaient connus comme des militants cultivés. Les échanges entre nous étaient très riches. L'Internationale a été mon université.

J'ai découvert au PCI le surréalisme. Les droitiers étaient proches des surréalistes. Une anecdote : avant 48, une cellule du PC est gagnée par nous. Craipeau y va pour discuter avec eux. Un militant du PC lui demande : "Est-ce que, pour être trotskiste, il faut être surréaliste?".

Ce sont des militants qui m'ont fait lire Guilloux, Malraux, Istrati ...

A partir des années 50, Lambert m'a demandé de tenir dans *l'Unité* une chronique littéraire sous le pseudonyme de Pierre Géraume. J'ai écrit sur Silone, Malaquais, Serge ...

On avait une culture qui nous rendait redoutables aux gens du PC.

**Dans vos documents internes, vous faites souvent référence à un théâtre. De quoi s'agit-il ?**

Il s'agit de notre local de la rue de l'Arbre-Sec, qui était un ancien théâtre d'essai. A la Libération, on s'était installé clandestinement rue Daguerre. C'est devenu le premier local ouvert au public.

**Pourquoi existe-t-il une direction de la RP alors que le parti est devenu vraiment petit ?**

Cette structuration existait ainsi depuis la Libération. On l'a conservée parce que la région parisienne fonctionnait avec une direction qui se réunissait régulièrement, et des

assemblées générales fréquentes, tandis que les relations avec la province se faisaient par rapports et directives écrites, entre les réunions du comité central qui, d'ailleurs, traitait surtout de questions générales. A l'époque, on n'utilisait encore que parcimonieusement le téléphone. A cette époque, peu de camarades avaient le téléphone chez eux. Personnellement, je n'en avais pas.

**A partir du VIII<sup>e</sup> congrès, quels sont les contacts pris avec les autres sections à l'étranger ?**

Il n'y a d'abord eu que quelques contacts personnels, et principalement ceux de Bleibtreu. En particulier, il avait quelques camarades amis en Italie, des opposants à la direction majoritaire italienne.

On avait des rapports avec la minorité vietnamienne. J'étais très lié avec elle. Mais ça c'est ensuite distendu.

Il y avait quelques contacts avec des minoritaires qui nous disaient : "Vous n'auriez pas dû faire cela". On ne se parlait presque plus.

En 1953, c'est Bleibtreu qui a "lancé" le Comité international. Il a commencé par contacter le SWP. D'ailleurs, avant la rupture entre le SWP et Pablo, on avait conservé des liens avec le premier. On n'avait jamais cessé de correspondre. Par exemple, j'écrivais à Hanley qui était avant la scission le correspondant de *La Vérité* aux USA.

**Le SWP semble ne s'être opposé au SI que contraint et forcé. Qu'en penses-tu ?**

Les problèmes intérieurs du SWP l'ont amené à sous-estimer ce qui se passait en France. Ensuite, le Comité international a constitué un drôle d'attelage. C'était un organisme très déséquilibré. Healy était dans le CI suite à ses démêlés avec Pablo. C'était un gourou autoritaire, difficile de contact. J'ai insisté pour intégrer au CI le groupe argentin de N. Moreno. M. Bleibtreu avait des contacts avec des Italiens au sud de Naples, ce n'était pas un vrai groupe mais quelques personnalités. De plus, la crise du PCI a gêné le bon fonctionnement du CI. Les autres membres du Comité ont protesté contre notre exclusion.

**A la fin de l'année 1952, le comité central a décidé la création d'un fonds spécial. Une des raisons de la création de ce fonds est que la direction du PCI a une foule d'indices prouvant la vigilance du GPU (p. 2 du compte rendu du comité central des 20-21/12/1952). La direction du PCI veut mettre sur pied l'appareil de sécurité nécessaire. De quoi s'agit-il ?**

Je ne me souviens pas. J'ai l'impression qu'on s'est raconté des histoires.

**Quand cesse-tu d'être permanent du PCI et pourquoi ?**

Dès la fin 52, j'ai cessé d'être permanent. En septembre ou octobre 52, Lambert est venu me voir avec sa démarche chaloupée. Avec sa voix pseudo-prolétarienne, il m'a dit que Bleibtreu n'était pas un militant, était toujours en retard, ne faisait pas les tâches

prévues... et donc qu'on devait faire un bloc solide de direction. Je l'ai envoyé sur les roses. Je lui ai dit que Bleibtreu était notre tête politique. A partir de là, je faisais partie pour lui des gens à renverser. Le comité de rédaction de *La Vérité* constituait le morceau le plus dur qui lui résistait. Ce comité avait une cohésion politique solide. En plus, il y avait de l'amitié entre Bleibtreu, Karl Landon (pseudo de Basile Karlinsky), Fontanel, Righetti et moi.

Très peu de temps après, Lambert est venu m'expliquer : "On ne peut plus payer ton salaire." Au PCI, il y avait toujours eu une commission de contrôle de la trésorerie. Mais, de scission en scission, Lambert en était le seul membre restant. Il gérait la trésorerie du parti.

J'ai repris mon poste à plein temps aux éditions du Pré aux Clercs (Je crois que je n'étais à cette période que permanent à mi-temps). J'ai continué à faire le journal : travailler 16 heures par jour, ce n'était pas un problème pour moi. J'avais une sacrée santé de normand !

A la même époque, j'ai cessé d'être secrétaire à l'organisation, dont j'avais été chargé par le VIII<sup>e</sup> congrès. Il s'agissait d'assurer le fonctionnement du parti, de contrôler les cellules... avec les contacts correspondants. Je réglais toutes sortes de problèmes. J'avais déjà été chargé de cette responsabilité quand j'ai quitté les chantiers de la Chapelle et de la Plaine vers la fin 45-début 46, et jusqu'à l'arrivée des droitiers, fin 46.

### **Quelles étaient les recettes du parti ?**

Essentiellement, c'étaient nos cotisations, qui étaient lourdes : une journée de travail par mois.

### **Pourtant cela ne semble pas si important ?**

Peut-être plutôt un dixième du salaire.

### **Est-ce que des sympathisants faisaient des dons ?**

Certains sympathisants faisaient des dons, mais ce n'était pas une pratique courante. D'ailleurs, nous n'en avions plus beaucoup. Eux aussi faisaient écho à la scission.

### **Chaque bulletin intérieur a un prix indiqué. Pourquoi ?**

Chaque militant payait son exemplaire du BI. Nos moyens financiers étaient faibles. Les militants étaient pressurés, mais on trouvait cela bolchevik. Ça gênait le recrutement : on ne pouvait pas être une grande organisation.

### **Est-ce que la SPEL (Société de Presse, d'Édition et de Librairie) rapportait de l'argent ?**

Je me suis longtemps occupé de la SPEL. Ça rapportait trois fois rien. On devait même fonctionner à perte. Notre seule ressource extérieure conséquente consistait en une

petite entreprise de matériel électrique. Elle avait été montée par un camarade qui avait été du Groupe Octobre. Nous étions les deux derniers membres de ce groupe encore au PCI. Ce camarade en était le dirigeant salarié.

Le bénéfice de l'entreprise venait à l'organisation. L'entreprise rapportait. Ceci était secret. Le camarade était hors cellule, seul Lambert le contrôlait.

### **J'ai lu dans un BI que tu avais des actions de la SPEL. De quoi s'agit-il ?**

La SPEL, qui éditait *La Vérité*, était une société. Pour constituer une société, il fallait des actionnaires. J'étais donc le principal actionnaire, parce que l'on avait confiance en moi. C'était fictif. Quand je me suis retrouvé minoritaire, je restais en droit le maître du journal ! J'ai cédé mes actions, j'ai signé un papier. Je regrette un peu d'avoir été loyal... avec des canailles. *La Vérité* était un beau titre. Et il faut voir ce qu'en ont fait les lambertistes. C'est triste. Dans la même situation, dix ans plus tard, les pablistes, devenus minoritaires dans l'autre PCI, ont gardé le titre de notre mensuel *l'Internationale*, que j'avais pourtant imposé, parce qu'ils l'avaient "déposé".

**Quand et comment a commencé la liaison entre le PCI et André Marty ? Comment s'est déroulée la tentative de mise en place des Comités de Redressement Communistes ? Le BI n° 3 de 1955 indique que les camarades suisses sont venus aider.**

**Un texte de P. Lambert d'avril 53 parle de cellules spécialisées vers les CRC. De quoi s'agit-il ?**

Bleibtreu était médecin, et Marty avait un frère qui exerçait la même profession. Il n'était pas membre du PC. Bleibtreu a pris contact avec ce frère. Par lui il a rencontré Marty très vite après son exclusion. Immédiatement s'est posé le problème du regroupement de forces communistes. Marty était à ce moment là très isolé, sa femme l'avait quitté mais il connaissait des quantités de vieux militants. En particulier Marty avait une grande estime pour Lemoine. C'est moi qui suis allé chercher Lemoine dans son corons du Nord. J'y ai été dans la grosse auto d'un ex-camarade, ex-membre de mon petit groupe de la fin de la guerre, qui nous avait quitté mais que je voyais encore. La rencontre a eu lieu au début 53 chez le frère de Bleibtreu, René. Avec Bleibtreu, il n'y avait que Marty, Lemoine et moi. On a appris tout d'un coup que Marty nous suivait depuis longtemps. A cause de notre activisme, il surestimait notre nombre. Il en avait gros sur la patate. L'histoire nous apportait la possibilité de créer des comités Marty. Combien furent créés ? Je ne sais pas. Sûrement pas un nombre considérable. Mais beaucoup de vieux militants du PCF se sentaient proches de Marty.

Jusque là, ceux qui rompaient avec le PC et venaient vers nous, on était incapables de les garder. Les militants du PC étaient des communistes non marxistes, sans la culture qu'on donnait à nos militants. Ainsi, j'avais recruté un jeune terrassier grec sur mon chantier de La Chapelle, il s'endormait à nos réunions ! Ces gens là se retrouvaient chez nous comme sur la planète Mars. Ils arrêtaient vite de militer. Un de nos problèmes était qu'il faut une certaine masse pour capter des gens. C'est pour cela que l'entrisme pabliste n'a pas marché : les recrutés arrivaient dans une organisation minuscule. Dès qu'ils s'en rendaient compte, ils s'enfuyaient.

Je ne me souviens pas de cette aide des Suisses. Cela a dû se passer après la formation du Comité International. C'est moi qui suis allé à Zurich comme représentant du PCI, pour établir des liens avec eux en 53. Les Suisses ont été une des sections constitutives du CI.

Je ne me souviens pas de cellules spécialisées vers les CRC. Lambert était très emmerdé par nos liens avec Marty. Il y avait des militants ouvriers comme Brassamain et Ducimetière qui étaient sceptiques par rapport à cette tentative, comme ils l'avaient été pendant l'affaire yougoslave. Lambert s'est appuyé sur cet état d'esprit. Mais Lambert ne pouvait s'opposer directement à ce travail. Il s'est donc efforcé de le contrôler quand nous sommes devenus minoritaires. Pour cela, il y a placé R. Berné (Robert Berné) qu'il avait rallié contre nous.

R. Berné est devenu le garde du corps de Marty. Je lui ai donné mon colt de la fin de la guerre. Il est ainsi devenu le responsable des Comités de Redressement Communistes. Ce travail nous a échappé. Et Lambert n'a pas tardé à le liquider.

Je me souviens que Marty ne comprenait pas la scission de 52. Il a été ensuite contacté par Pierre Frank. Tout cela ne lui semblait pas bien sérieux, ainsi qu'aux vieux staliniens qui venaient vers ces comités.

**A lire les textes internes, on a l'impression d'une bonne entente entre les membres de la direction (BP et comité central) jusqu'au comité central des 21 et 22 mars 1953. Est-ce vrai ?**

Nos relations étaient assez normales. Quand j'ai été viré de ma permanence pour des raisons financières, je n'y ai pas vu une sanction déguisée. Je n'ai compris qu'après. Sur Marty, Lambert au début ne s'est pas exprimé, il a laissé faire.

**J'ai l'impression que la réunion du comité central des 21-22 mars 1953 est très importante. Bleibtreu propose de réorganiser le PCI pour mieux profiter des opportunités de l'affaire Marty et des CRC. Lambert est plus réservé. J'ai été surpris de lire que Lambert renversait la majorité Bleibtreu d'une voix, et surtout que R. Berné et Bloch soutenaient Bleibtreu. Quels souvenirs as-tu de cette réunion ?**

Je ne souviens pas de la réunion elle-même. Mais, dans mon souvenir, c'est R. Berné la voix passée à Lambert (et depuis le bureau politique précédent). Par contre je me souviens que Bloch était très cultivé, mais instable. Il habitait Clermont-Ferrand et collaborait à *La Vérité*. Il m'écrivait beaucoup. Il me couvrait de roses un jour et m'insultait le lendemain. Il était cyclothymique, c'était peut-être dû à sa déportation. Il était toujours mal foutu, mal habillé, d'une apparence pas bien soignée alors qu'il avait des revenus suffisants (il était professeur). Tous les rapports avec lui m'étaient désagréables. Il était très prétentieux de sa science.

Lambert était très réservé sur les comités Marty, car ils étaient mal vus dans sa "base extérieure", principalement à FO. Ainsi les anciens trotskystes d'avant-guerre, qui étaient à ce moment là à FO, étaient devenus anticommunistes. Lambert était lié à une force déjà importante dans FO, avec des gens comme l'anarchiste Joyeux, comme des

militants des syndicats de fonctionnaires, de la FEN, qui ne voyaient tous en Marty et ses comités que des staliniens. C'étaient des socio-démocrates de gauche. On vivait avec les données de la scission syndicale. Peu après la Libération, j'avais été dans une cellule du PCI où il y avait des militants d'avant-guerre, revenus à l'organisation. Ils sont tous partis avec les droitiers en 47. Ces militants avaient été gagnés lors de notre passage à la SFIO.

Ces militants paraissaient cultivés, mais leur culture tenait à peu de livres. Avant-guerre, il y avait peu de formation marxiste solide. Pourtant, ils avaient conscience de l'importance de la formation des militants. Craipeau raconte qu'ils ont voulu constituer une école de cadres avant-guerre, mais que ça n'a pas marché. La génération de l'après-guerre a été mieux formée. La formation circulait. On discutait entre nous. Les bases théoriques étaient rappelées en permanence. Moi-même je lisais tout le temps, partout.

### **Après le comité central des 21-22 mars 53 comment s'effectue le ralliement de G. Bloch et R. Berné à la majorité groupée autour de Lambert ?**

J'ai déjà donné mon avis sur Bloch. Il a flotté jusqu'à l'incompréhension de l'évolution de l'URSS après la mort de Staline.

R. Berné, c'est un problème. J'ai été blessé par son ralliement à Lambert. J'avais les meilleures relations avec lui. Il n'avait pas de problèmes psychologiques apparents. Il était archi-cultivé et très intelligent. Maurice Rajfus parle de lui dans son livre "Une enfance républicaine", car ils étaient ensemble aux Jeunesses Communistes. Il a rompu avec le stalinisme quand il était aux J.C. Au plus tard début 47, il nous a rejoint. A une assemblée générale de la R.P. il était intervenu dans le même sens que moi contre Chaulieu (Castoriadis). On était proches sans être véritablement amis. Je ne suis allé qu'une fois chez lui. Je n'ai aperçu sa femme que de dos. Ce n'était pas un copain, mais on discutait sans cesse. R. Berné était chauve. Mandel l'appelait "notre petit Lénine". Il a été dès le début dans la lutte contre Pablo.

R. Berné avait été accusé par Michèle Mestre, avant la scission, d'être un flic. Bleibtreu s'est aussi persuadé que R. Berné était un flic. Il en est resté persuadé jusqu'à sa mort. Rajfus s'indigne de cette accusation : il en parle dans son livre. Bleibtreu avait une conception un peu policière de l'histoire à la fin de sa vie. Il voyait des flics partout. Je me suis mis alors à le fuir comme la peste. Raoul racontait à qui voulait l'entendre que Just et Lambert avaient tué R. Berné. Ils l'auraient noyé.

**Cette accusation est surprenante. D'abord parce qu'ils semblaient bien collaborer ensemble juste avant la mort de R. Berné.**

Là, il y a un mystère. Raoul a rompu tardivement avec Lambert. Je l'ai rencontré à cette époque. Il était devenu la caricature de ce qu'il avait été. Il a répété cette accusation.

### **Qu'a dit Lambert de cette accusation ?**

Lambert ne l'a sans doute pas su. Les relations de Raoul avec Lambert étaient étranges. Il était l'opposition de sa majesté à Lambert. Raoul ne pouvait pas blairer Bleibtreu, qui

était souvent trouvé trop hautain, cassant. Je connaissais les défauts de Bleibtreu. On s'accrochait souvent. Par exemple quand j'étais au marbre du journal et que je n'avais pas encore son article. Des camarades disaient que Lequenne et Bleibtreu, c'était Don Quichotte et Sancho Pança, mais que c'est le petit qui était Don Quichotte, et le grand Sancho [rires]. Le vrai est que j'étais effectivement son lieutenant. Il m'a beaucoup appris. Il avait une grande culture, mais était assez difficile à vivre. Il faut dire qu'il était médecin, et que ce n'était pas une sinécure d'être en même temps dirigeant politique. J'allais chez lui. Sa femme, Lili, était adorable. Ils provenaient de la grande bourgeoisie juive, mais ils vivaient dans un grenier aménagé, et menaient une vie difficile.

**L'exclusion de Gibelin-Marin est décidée par le bureau politique et validée le 28 juin 1953 par le comité central. A part le compte rendu du comité central, cette exclusion n'est pas évoquée par mes sources. Que te rappelles-tu de cette affaire ?**

Gibelin était un dirigeant de son syndicat, un des dirigeants de la gauche de FO, et dans celle-ci, celui qui avait le plus d'autorité. Il a accepté la proposition faite à des syndicalistes FO d'un voyage en URSS, sans demander l'autorisation du bureau politique. C'était une grosse faute de discipline. Gibelin avait joué un rôle fondamental dans la lutte contre Pablo. Il a joué un rôle crucial durant la guerre. Craipeau l'a squeezé dans ces souvenirs. En fait, Gibelin faisait *La Vérité* clandestine, et ça a été notre plus grande réussite de la guerre. Bleibtreu avait une activité plus marginale pendant la guerre, menée hors groupe. Gibelin ne se bagarrait pas pour diriger. Il menait les activités sereinement. Il n'avait aucun atome crochu avec Bleibtreu. Néanmoins, après la réunification de 43/44, c'est Gibelin-Bleibtreu qui avaient la ligne correcte.

En 1953, Gibelin menait son boulot syndical. C'est un homme efficace, mais tranquille. L'opposition Bleibtreu / Lambert ce n'était pas son truc. Il est parti en URSS sans demander d'autorisation, car il était plein de mépris pour Lambert.

Une fois Gibelin parti en URSS, Lambert a dit au comité central : « Il faut qu'on publie un texte de précaution qui le désavoue, si jamais Gibelin accepte de signer une déclaration compromettante, comme celles que les bureaucrates font toujours signer aux délégations qui viennent en URSS ». On a voté sa motion, même Danos et moi. On a sitôt après compris qu'on avait fait plus qu'une bêtise, une faute. Gibelin revient : le texte d'exclusion du bureau politique paraît dans *La Vérité*, alors qu'en URSS, Gibelin, non seulement n'avait rien signé de compromettant, mais avait même empêché d'autres de signer ce qu'on leur proposait. Je ne comprends rien à cette mention d'une validation de l'exclusion en juin 53 par le comité central. La mention est bien un aveu que c'est le bureau politique lambertiste qui a décidé l'exclusion. L'indication d'une validation couvre ce qui n'a été proposé au comité central que comme un texte de "précaution". Nous n'aurions en aucun cas voté une exclusion, Danos ou moi. Je me suis précipité chez Gibelin à son retour pour lui dire qu'il fallait qu'il se batte. Il m'a déclaré : "La logique de cette organisation, c'est que se soit les plus bêtes qui l'emportent."

Il ne s'est pas battu pour sa réintégration. En fait, Gibelin était le co-responsable de la commission syndicale avec Lambert. Il gênait ses manœuvres. Le voyage en URSS a été une occasion de se débarrasser de lui. Jacques Danos, le plus proche ami de Gibelin,

était un des responsables de la commission coloniale. A ce titre, il faisait aussi de l'ombre à Lambert. Du fait de l'exclusion de Gibelin, Danos a aussi abandonné le PCI.

Je regrette d'être tombé dans le piège de Lambert. Je regarde cela comme la pire faute politique que j'aie faite de ma vie. Gibelin est resté le principal dirigeant de la gauche de FO. C'est la première exclusion-saloperie de Lambert. La seconde, ce sera nous. Après on ne les compte plus, avec des accusations de plus en plus graves. Gibelin est resté mon ami pour le reste de nos jours.

**Quels souvenirs as-tu des grèves d'août 53 et du mouvement pour les Assises Nationales pour l'Unité d'Action qui est lancé par le PCI à partir de septembre 53 ?**

La grève de 53 a refait l'unité du parti pendant quelques mois. On s'est totalement investis. J'avais démissionné en juillet 53 de *La Vérité*, suite à mon éditorial censuré sur la grève de Berlin. J'ai repris mon poste.

En 1953 on était aussi opposés à Lambert et Bloch sur l'URSS. Bleibtreu mène à partir du XIX<sup>e</sup> congrès du PCUS toute une analyse sur l'URSS. Il avait compris que la transformation du bureau politique de 10 membres en un présidium de 25 n'était pas un signe de démocratisation, au contraire : Staline restait tout seul au-dessus. Le procès des médecins visait Beria et préparait un coup antisémite. Bleibtreu a écrit tout cela dans *La Vérité*, et cela a été confirmé plus tard. Lambert renâcle surtout avec la mort de Staline et le cours Beria. Beria retrouve les camps. Il était une ordure beaucoup plus intelligente que Staline : il fallait ouvrir une soupape. Pour Lambert, le stalinisme ne pouvait pas bouger en dehors du soulèvement des masses. Bleibtreu avait compris que Beria était prêt à se débarrasser de l'Allemagne de l'Est. Bloch trouvait que Bleibtreu faisait du roman.

Après le soulèvement de Berlin-Est j'avais écrit un éditorial sur l'Allée Staline pour *La Vérité*. Je le donne à la typographie, et je découvre après dans le journal que mon article avait été censuré. Je démissionne. Je reviens à la rédaction de *La Vérité* au mois d'août, suite aux grèves.

Ce mouvement pour les Assises, c'est tout à fait du style Lambert. Il aime bien ce type d'opérations. Au PCI, on était tous d'accord pour une ligne d'unité syndicale. La ligne syndicale CGT était encore dure, FO était de plus en plus attaché aux syndicats américains. Ce mouvement pour les Assises n'a mené à rien. Dans l'euphorie qui a suivi les grèves d'août on attendait que ça redémarre, mais tout est retombé.

**Selon une résolution présentée par la tendance Bleibtreu lors du comité central des 10 et 11 avril 1954 (annexe IV, page 39) dès avril 1953 la fraction majoritaire du bureau politique excluait le camarade Bleibtreu de la "Commission Internationale", d'abord sur la base d'un rapport calomnieux présenté par R. Berné accusant Bleibtreu de collusion avec les pablistes. De quoi s'agit-il ? Y a-t-il un lien entre cette affaire et les accusations de Bleibtreu contre R. Berné ?**

En 1952 Bleibtreu ne voulait pas la scission.

Je ne me souviens pas de ce rapport de R. Berné. Ce rapport a pu provoquer les soupçons de Bleibtreu contre R. Berné, évoqués précédemment. Les accusations de Bleibtreu contre R. Berné ont aidé Lambert qui était en train, petit à petit, de nous chasser de partout.

**L'introduction d'avril 54 à ton texte "Un an de Vérité" indique que la théorie du journal d'agitation de l'ère Parisot revient avec la nouvelle direction du journal. Qu'est-ce que cela signifie ?**

En fait, cette théorie venait de Dalmas, qui disait "Sous la tendance Frank *La Vérité* est une vieille fille habillée jusqu'au cou, avec moi ce sera une putain les cuisses ouvertes". Ils voulaient un journal d'agitation, de masse. Les droitiers ont fait un journal plus vivant que le nôtre, mais le problème c'était le contenu, et surtout à qui on s'adresse. On vendait surtout à des militants. Un journal d'agitation, allégé, c'était une erreur : on vendait à peu près aux même personnes. Pour la manière lambertiste de faire le journal, comparer au journal de Dalmas, c'est un peu erroné. Pour Lambert, il s'agissait surtout de faire un journal à la fois à ras-de-terre, saupoudré d'un peu de démagogie gauchiste.

**Quels souvenirs as-tu du IX<sup>e</sup> congrès qui a eu lieu en juin 1954 ?**

J'ai très peu de souvenirs de l'année 1954 et aucun du IX<sup>e</sup> congrès (quand j'écris l'histoire, je me réfère aux documents). Cette année là, j'ai changé de travail et de syndicat. Je suis entré à FO, je militais dans la gauche de FO avec Gibelin. Au PCI, je me souviens d'une lutte fractionnelle invivable, mais je m'acharnais à la vivre, alors que Bleibtreu s'en tenait de plus en plus à l'écart, jugeant déjà la partie perdue.

**Le cas du camarade Joseph donne lieu à conflit entre la majorité et la minorité en 1954. Il est étranger et, en France, il n'arrive pas à subvenir à ses besoins. Pour les minoritaires, il est brimé par les majoritaires à cause de ses opinions.**

J'ai du mal à me souvenir. C'est possible que ce soit un vieux Grec. Il a couché chez moi par terre un certain temps.

**Parle-moi de vos rapports avec les militants du PCF.**

Depuis la Libération, c'était à coups de poing. Ils attaquaient nos meetings. Les distributions de tracts entraînaient des bagarres. Le pire, ce fut au cours de l'affaire yougoslave, avec le meeting à la salle des Sociétés Savantes.

**Est-ce que ça s'atténue après 52 ?**

Après 52-53 on n'est plus grand chose. Nos scissions ont diminué nos possibilités d'action, on devenait moins dangereux. En 54, la déstalinisation commence, c'est le début du khrouchtchévisme. Le PCF abandonne la violence ultra-gauche : il y a un tournant stalinien. A cette époque, je ne me souviens pas de heurts violents. Par exemple, pour les comités d'action, l'opposition la plus violente vient de FO. Quand on

appelle à l'unité syndicale, alors que FO est contre, la CGT voit ça d'un bon œil, ça mine la ligne de FO.

**Est-ce que la minorité, après le 1<sup>er</sup> novembre 54, a eu des contacts avec les militants algériens non messalistes ?**

Les choses étaient très compliquées. Personne de notre groupe n'était de la commission coloniale. On avait vécu la scission du MTLD. Lambert expliquait, et tout le monde le croyait, que les centralistes se tournaient vers le PC. C'était faux. Les divergences étaient autres. Le meilleur ouvrage sur ce sujet est celui de Mohamed Harbi. L'insurrection éclate. On avait connu l'existence de l'O.S, mais personne du CRUA. Ceux de la fédération de France qu'on connaissait, ce ne sont pas ceux qui ont joué un rôle important par la suite. Notre ligne était : il faut éviter la scission et rétablir l'unité parmi les combattants algériens. Lambert s'est fâché un jour parce que j'avais défendu cette position unitaire en buvant un verre avec un de ces Algériens. Après notre exclusion, nous sommes restés sur cette ligne d'unité. Lambert était à fond pour Messali Hadj. A partir du moment où il a été mis en résidence surveillée à Niort, il a habité dans la famille d'Annie Cardinal, la femme de Daniel Renard.

**Comment était organisée la tendance Bleibtreu ?**

Elle était organisée autour d'un noyau serré : Bleibtreu, Fontanel, Righetti et moi. On se réunissait fréquemment, et on s'entendait très bien. On voyait moins fréquemment d'autres membres de la tendance : Margne, Mougard, Jeanine Weil.

**Comment était la tendance Raoul ?**

Ce n'était pas vraiment une tendance. Ils étaient une vingtaine réunis par copinage. C'étaient des gars sympas, pour la plupart. Il y avait entre autres Lecomte (Dhénin) parmi eux : il était très drôle.

**Il y avait aussi Lafièvre.**

Lui il était sérieux. Mais je ne crois pas qu'il participait à leurs rencontres amicales, bouffes et soirées. Ils se réunissaient surtout chez Cartier (Kahn), qui avait un grand appartement à la limite du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup>. Un Roumain, non membre du parti, s'était glissé dans leur groupe. Il était logé chez Cartier. Ce Roumain... c'est une longue histoire. C'était un ancien soldat de l'armée allemande, ex-prisonnier de guerre. A la Libération, on avait distribué des tracts dans son camp. Il s'en est servi pour proposer aux autorités qui dirigeaient le camp de le libérer pour aller nous espionner. Du coup il a été libéré. Il a demandé à adhérer au PCI, mais on n'a pas donné suite : il avait été dans les Waffen SS. Mais il avait gardé des liens avec nous. Pendant la grève des mineurs en 48, il avait fourni des armes et des explosifs à Michel Edmond. De ce fait, ce dernier a été arrêté. Quand Edmond est sorti de prison, il a refusé de s'expliquer devant l'organisation. Michèle Mestre l'a soutenu et a obtenu qu'il reste au PCI, ce qui était anormal. Le Roumain a continué ses activités : il espionnait toute la colonie roumaine de Paris. Il habitait chez Cartier. Quand le vieux Grec dont je vous ai parlé est allé y habiter à son tour, il a remarqué que le Roumain prenait grand soin de fermer un

secrétaire à clef. Cela lui a semblé louche. Il a réussi à lui dérober la clef, a ouvert le secrétaire, et on l'a trouvé bourré de documents, dont sa correspondance avec la police, des fichiers de militants trotskystes et roumains. Démasqué, le Roumain disparaît. Ce devait être en 54. Il avait, entre autres, fourni à la police la liste reconstituée, au travers des bavardages de militants, des membres du bureau politique.

### **Comment s'est déroulée votre exclusion ?**

Suite au déclenchement de la guerre d'Algérie, *La Vérité* a paru avec un éditorial signé Bureau Politique. Du coup, sept militants sont convoqués par la brigade criminelle dont Bleibtreu, Fontanel et moi. La police avait utilisé la liste des membres du bureau politique fournie par le Roumain, qui était devenue fausse. On se rend aux interrogatoires, et on suit la consigne du bureau politique : on ne fait que déclarer son identité. Mais la répression continue et s'accroît : de nouvelles convocations sont émises contre les mêmes. Le bureau politique fixe une nouvelle consigne : on ne répond pas à ces convocations. Bleibtreu a protesté : c'est irresponsable, on doit donner des noms que l'on choisit comme représentants le Parti, et ne pas laisser aux flics le choix d'arrestations éventuelles. On a eu une réunion de tendance, avec Bleibtreu, Righetti, Fontanel et moi. Bleibtreu voulait qu'on se rende à cette convocation : il ne voulait pas être mis en prison et avoir à répondre de la politique de Lambert, moi ça m'était égal. Les autres ne voulaient pas non plus de cette solution, mais Bleibtreu nous a forcé la main. On y est allés seulement nous trois : Bleibtreu, Fontanel et moi.

Une réunion du comité central a eu lieu immédiatement. Nous avons été accusés tous les trois de capitulation devant la police. Il y a eu un réquisitoire spécifique pour chacun d'entre nous. Pour moi, il portait sur mon travail anti-parti au Cercle Lénine. A une réunion de Cercle Lénine sur l'anticolonialisme, Daniel Guérin avait attaqué la conception bolchevique sur ce sujet. Pour lui, la défense inconditionnelle de tout mouvement de libération national signifiait ne pas émettre de critique à son égard. Lambert répliqua vertement, il défendit cette conception. Je suis intervenu pour préciser la vraie conception bolchevique : le soutien inconditionnel peut et doit comporter la critique fraternelle. Lambert a soutenu M. Hadj de cette manière inconditionnelle. Mais, après l'affaire Bellounis, il a changé complètement de position, à 180°, il est passé d'un extrême à l'autre : condamnation de tous les mouvements révolutionnaires coloniaux, comme petits-bourgeois ou stalinien.

### **Dans ton article de Critique communiste de 1976 tu donnes comme vraie raison de votre exclusion l'assemblée générale de la Région Parisienne du 18 mars 1955.**

J'oubliais cette assemblée. Effectivement, entre notre "indiscipline" et le comité central, réuni en urgence pour nous exclure, la région parisienne avait donné une majorité à une résolution Bleibtreu sur toute cette affaire. C'était grave pour Lambert.

Finalement, tous ceux qui ont été convoqués par la police ont été inculpés. Avec la guerre d'Algérie qui continuait, il y a eu d'autres militants inculpés pour des faits plus graves que des délits de presse. Nous avons pris Yves Jouffa comme avocat, et les lambertistes ont choisi Yves Dechezelles. On aurait dû prendre le même avocat. L'affaire à traîné, sans jugement, pour finir par des non-lieux.

## ANNEXE 2

### Entretiens avec François de Massot

*François de Massot milite depuis 1950 successivement au PCI, au PCI majoritaire, à l'OCI puis au Parti des Travailleurs. Il a été membre du comité central du PCI majoritaire.*

#### **Premier entretien le 12/3/2005 au siège du Parti des Travailleurs**

##### **Quand as-tu commencé à militer au PCI ?**

Je suis né en 1932. J'étais lycéen à Condorcet quand je suis devenu membre du PCF. Je précise membre du PCF et pas seulement de l'UJRF car on pouvait entrer au Parti tout en étant en seconde. J'étais membre de la cellule Condorcet. La rupture s'est faite à propos de la Yougoslavie. J'ai été exclu du PC en mai 50 comme titiste, trotskiste... Dans le même mouvement j'ai rejoint la IV<sup>e</sup> Internationale. Officiellement ça n'a été qu'à la fin de l'été 50 mais quand je vais en Yougoslavie en juillet ou en août je suis déjà dans le groupe trotskiste.

J'arrive donc au PCI quasiment quand s'ouvre la crise. C'est déjà le début de la guerre de Corée par rapport à laquelle le représentant yougoslave à l'ONU vota la résolution américaine. C'est un événement que Pablo et ses partisans utiliseront pour lancer leur offensive à tout crin. Pourquoi vais-je avec la majorité française ? Nous les très jeunes (lycéens, étudiants...) nous sommes peu nombreux mais nous tendons à aller vers la majorité française à quelques exceptions près (F. Guattari, D. Berger...). La discussion nous parut d'abord très complexe, il nous semblait qu'il y avait de bons arguments des deux côtés. Sans les connaître individuellement j'avais d'abord du respect par rapport à Pablo, Mandel... J'ai essayé de comprendre le contenu profond des thèses des uns et des autres. Pour moi, même si je n'avais saisi que partiellement la remise en cause de Pablo une chose se révélait inacceptable : l'entrisme *sui generis*. Ça signifiait qu'après la rupture douloureuse avec le PCF on nous demandait de faire amende honorable. Il fallait se fondre dans le mouvement stalinien considéré comme révolutionnaire.

**Au premier jour du VIII<sup>e</sup> congrès (le 13 juillet 1952) Bleibtreu présente le rapport politique. Ce rapport se termine par une partie "Travail indépendant et travail fractionnel" (pages 17 à 23). Le compte rendu indique que ce rapport provoque un débat en particulier la partie concernant le travail en fraction. Que s'est-il passé ?**

J'étais au VIII<sup>e</sup> congrès mais je ne m'en souviens pas précisément. Je devais être là au titre de la commission jeune. Je ne me souviens que d'une altercation entre Stéphane Just et son père venu pour le congrès des minoritaires.

**Qui était Bailly élu au bureau politique lors du VIII<sup>e</sup> congrès et qui est remplacé en septembre 52 par Just à cause de son absentéisme ? Qui étaient Monge, François Tarrant, Roger Ducros, François Manuel, E. Boivin, Jean Perrin ?**

Je ne sais pas pour Bailly par contre Monge était un pseudonyme de Gérard Bloch, François Tarrant de Daniel Renard, Roger Ducros de Stéphane Just et François Manuel de Pierre Broué. E. Boivin était peut être Boisselier et Jean Perrin Robert Cheramly.

**A l'issue du VIII<sup>e</sup> congrès je suis surpris des responsabilités : la responsabilité syndicale échoit à Lefèvre et la responsabilité Fraction à Lambert. De quelle fraction s'agit-il ? Du travail en fraction dans le PCF ou de la coordination des fractions syndicales organisées dans chaque corporation où il y a des militants PCI ?**

A priori je ne me rappelle pas.

**Quels souvenirs as-tu des mois qui ont suivi ?**

Après juillet 52 ce sont des mois de réorganisation. La grande affaire de cette époque ce fut l'affaire Marty-Tillon.

**Quelle est l'importance des Comités de redressement communistes créés à la suite de cette affaire ?**

C'est resté très limité. Cette affaire a plutôt produit du désarroi parmi de nombreux cadres du PC mais peu de choses sur un terrain formel d'organisation. Bleibtreu a poussé à la généralisation des CRC. C'était un peu la recherche d'un substitut à la construction patiente d'une organisation trotskiste. Pour Bleibtreu il y avait un "sauveur" : Marty. Ensuite Beria va constituer un nouvel espoir. Cela prouve que le débat au sein de la majorité et la rupture avec Bleibtreu ne s'explique que par des divergences sur l'Algérie. Il était plus profond et plus ancien : il concernait la nécessité de construction du parti. La coupure s'est faite juste après la mort de Staline suite aux analyses de Bleibtreu sur Beria.

**Dans son article de Critique Communiste de 1976 Michel Lequenne donne comme vraie raison de l'exclusion de sa tendance l'assemblée générale de la Région Parisienne du 18 mars 1955 où elle aurait obtenue la majorité sur une résolution.**

Dans mes souvenirs cette assemblée n'a pas eu d'opinion tranchée mais des hésitations.

**Quel souvenir as-tu du IX<sup>e</sup> congrès qui a eu lieu en juin 1954 ?**

J'étais à l'armée depuis février ou mars 53. Je reviens en août 54 approximativement. J'avais gardé des liens avec le Parti mais je n'en ai pas souvenirs de ce congrès.

**Comment était la tendance Raoul ? Raoul déclare qu'elle aurait regroupé 1/4 du PCI. Comment cela s'est-il terminé ?**

*Les cahiers Léon Trotsky* ont consacré leur numéro 56 à Raoul, il a été rédigé par P. Broué. J'ai rédigé dans *La Vérité* (n° 623, page 161) un article de réponse qui, je crois, rétablit les choses. En fait, Broué inaugure là une méthode qui sera reprise par d'autres : il annonce la biographie de Raoul et en fait il parle de Lambert. Bourseiller reprendra cette pratique.

Cette tendance regroupait un certain nombre de militants. Ils se posaient des questions sur la politique suivie alors par la direction du parti par rapport à l'Algérie. Ces questions n'entraînaient pas une remise en cause fondamentale de cette politique. C'était du type "Faut-il constituer une fraction trotskyste dans le MNA ?".

D'autre part ces mêmes camarades se posaient des questions sur la validité du programme de la IV<sup>e</sup> internationale notamment sur l'URSS, sa nature, la défense de l'URSS... La déviation pabliste ne pouvait-elle pas s'appuyer sur des textes de Trotsky lui-même ?

Le parti même petit n'était pas monolithique et ces camarades n'avaient pas le même point de vue sur tout.

Ces interrogations se sont très largement résorbées entre 56 et 58 notamment du fait des révolutions polonaises et hongroises. Les réunions du groupe disparaissent en 56 ou 57.

A partir de 1958, l'organisation continue d'exister dans les faits bien que son visage public *La Vérité* cesse de paraître comme hebdomadaire. C'est devenu un petit noyau mais qui est plus homogène que le rassemblement majoritaire de 52-53. Ce petit groupe s'est inséré dans la lutte des classes surtout lors de deux moments à ne pas négliger : août 53 et Nantes en 55. En 58 le groupe était petit mais c'était vraiment le début de quelque chose, il pouvait se développer.

**Raoul parle de construire un appareil sur le plan financier, éducation, propagande... Y-a-t-il eu un début de réalisation ?**

A mon avis Raoul pensait que le parti devait constituer un tel appareil. Les projets de Raoul ne se sont pas concrétisés, c'était de la spéculation. Raoul se posait beaucoup de questions. Il se demandait : "Est-ce que le programme tient la route ?". Il était tenté par les théories bâties sur le capitalisme d'état ou le socialisme bureaucratique.

**Peut-on le considérer comme influencé par Socialisme ou Barbarie ?**

Oui

**Comment intervenait Henri Lafièvre dans ces questions ?**

Il était me semble-t-il assez loin de ces problèmes.

**Quand le PCI prend-t-il conscience du clivage FLN/MNA ?**

Après novembre 54, l'accusation que porte le PCI Frank dans *La Vérité des travailleurs* contre nous est qu'on monopolise les relations avec Messali et non pas que Messali soit

un adversaire de la révolution algérienne. En fait la vraie question est : à partir de quand, comment et pourquoi le courant pabliste dénonce-t-il M. Hadj et appuie-t-il politiquement sans réserves le FLN ?

Le MNA a d'emblée subi une féroce répression. Une des formes de résistance du MNA a été de constituer une organisation syndicale. En 1958 Messali, qui était toujours en résidence surveillée, avait accepté la négociation dans le cadre fixé par les autorités françaises. De là date notre rupture politique avec lui à la fin de l'été 58. Notre position est expliquée dans les derniers numéros de *La Vérité* format hebdomadaire.

**Comment résumer la politique du PCI durant cette période ?**

Elle a deux traits fondamentaux :

- la compréhension de la place de l'Internationale et donc le combat pour sa reconstruction. A noter qu'en 56 nos partenaires du Comité international sont plus réticents que nous par rapport à la signification des révolutions en Pologne et en Hongrie.
- l'orientation de construire le parti par son insertion dans la lutte des classes.

## **Second entretien le 25/04/2005 au CERMTRI**

**Je désire revenir sur la tendance Raoul. Dans le carton PCI 55 du CEMTRI il y a un dossier qui lui est consacré. Il contient huit textes. Que penses-tu de ces textes ?**

Je ne suis pas certain que ces textes soient de Raoul lui-même. Ils ne sont pas signés. Par contre les quatre textes que je cite dans mon article de *La Vérité* (n° 623, page 161) sont bien de Raoul et ont été publiés dans des bulletins intérieurs du PCI.

Ils reflètent bien sa pensée des années 55 et 56. Ensuite avec les révolutions polonaise et hongroise sa position évolue et ce courant se résorbe dans l'organisation. C'est le cas de Raoul qui devient membre du comité central. Ce qui est certain c'est que les débats et l'expérience de ces années ont aidé à définir notre méthode de construction du parti.

**Quelles étaient tes activités de militant à cette époque ? A quelle cellule appartenais-tu ? Quel était le montant des cotisations ?**

Je faisais plein de choses : distribution de tracts, discussion vers des gens pour les amener à l'organisation ... Je collaborais à *La Vérité*. J'avais plusieurs pseudonymes dont Forge. J'étais formellement syndiqué mais comme mon métier était traducteur je n'avais pas d'activité syndicale proprement dite.

La structure de l'organisation a changé au cours des années et j'ai appartenu à plusieurs cellules. Avant la scission j'étais dans une cellule dont le centre de gravité était Courbevoie. Après, j'ai appartenu à une cellule parisienne. Il y avait une réunion hebdomadaire de cellule. Les cotisations étaient assez importantes, il me semble que c'était de l'ordre de 10 à 15 % du salaire.

**Quand es-tu entré au comité central ? Quels souvenirs as-tu de *La Vérité* de l'époque ?**

J'ai dû être élu au comité central en 1956.

**Un militant de la cellule Renault rédige en juillet 1956 dans le bulletin intérieur un texte "Pour la construction du parti révolutionnaire". Il le signe "JO". Qui était-ce ?**

Je ne me souviens pas.

**Quels souvenirs as-tu de *La Vérité* de l'époque ?**

C'était notre seule publication régulière. Avec *Les Cahiers Rouges* on a voulu compléter par une revue théorique mais on a dû arrêter probablement à cause de difficultés financières ou de rédaction. C'était difficile d'avoir assez d'articles pour faire un hebdomadaire. La décision de transformer *La Vérité* en revue on aurait dû la prendre

avant. Ce n'était pas possible de continuer comme cela : on ne vendait pas assez. C'est une erreur de croire que parce qu'une organisation est petite elle est composée de militants très mobilisés et très actifs. Ce n'est pas vrai. Il y a une même proportion de gens efficaces que dans une organisation plus importante. Si tu as cent militants ce n'est pas possible de dire que chaque militant va vendre dix exemplaires chaque semaine. Renard y arrivait mais pas les autres militants. On maintenait *La Vérité* comme hebdomadaire pour une question de prestige. En 1958 on l'a conservé comme revue. Elle incarnait la continuité de l'organisation, l'abandonner aurait été un recul. A coté on a créé *Informations Ouvrières* sous la forme ronéotypé qui était vendu. *Informations Ouvrières* coûtait beaucoup moins cher à fabriquer que *La Vérité* et était même rentable à la différence de cette dernière.

**A partir de quand le terme lambertiste est-il utilisé pour vous nommer ?**

Je ne sais pas. Il faut que tu voies les textes pablistes pour savoir quand ils utilisent ce terme...

**Les événements de 1956 (vote des pouvoirs spéciaux en mars 56, XX<sup>ème</sup> congrès du PCUS, événements de Pologne et de Hongrie...) semblent favorables au PCI pourtant ses effectifs ne semblent pas augmenter. Quel est ton avis ?**

Il y a bien eu des adhésions mais certains nouveaux militants n'ont pas tenu. Il ne faut pas oublier que le PCI est une organisation exsangue à la suite de la scission. Elle fait de gros efforts en 56, elle mène des campagnes unitaires et prend des initiatives unitaires assez considérables sur la guerre d'Algérie comme le comité d'action des intellectuels. Il y avait des possibilités mais il n'y avait pas de structure apte à recruter. Je me souviens que le recrutement avait marché dans la région de Nantes.

**A partir du début de 1956 s'ébauche une démarche de regroupement des révolutionnaires (article dans *La Vérité*...). Quels en furent les résultats ?**

Le PCI a toujours effectué un effort de regroupement. En 56 cet effort s'est principalement concrétisé à la fin de l'année par la constitution du CLADO puis la publication de *La Commune*. En particulier le CLADO de Nantes était très lié à la lutte des classes suite à la grève de 55.

Je reviens en arrière sur la scission : la discussion pouvait sembler très théorique entre Pablo et ses opposants. Les premières grandes différences arrivent en juin et en août 53. Les déclarations des deux organisations suite au soulèvement de Berlin-Est sont très divergentes. Par rapport aux grèves d'août les uns suivent la direction de la CGT, les autres prônent la grève générale.

On a essayé de regrouper des gens autour de nos positions. Le CLADO en a été une des formes. En effet l'organisation ne se développe pas naturellement par elle-même. Il me semble que le CLADO a entraîné un développement important mais il a été court-circuité par le 13 mai 58. Néanmoins le regroupement commencé ne disparaît pas : le CLADO continue.

Pour conclure, le plus important c'est la décision de publier *Informations Ouvrières* tout en maintenant *La Vérité* comme revue. Cela a créé une nouvelle situation et un nouveau

rapport de forces. On met en place un dispositif adapté à nos forces. IO permet de se construire en lien avec la lutte des classes. On ne peut pas parler de "lambertisme" par contre on peut parler des apports de Lambert à la construction d'une organisation révolutionnaire en France. Parmi ces apports la décision de créer IO a une importance considérable.

**Parle-moi de vos rapports avec les militants du PCF.**

Il y a eu une très forte agressivité des militants du PCF à notre égard jusqu'aux années 60. Je me souviens de bagarres aux portes d'usine en 61-62. Cela a tendu à disparaître ensuite mais avec des retours de flamme après mai 68. Par contre il y a eu une modification des rapports entre les staliniens et la masse des travailleurs : surtout après 56. Il était plus difficile alors aux staliniens de mener des opérations « militaires » contre nous.

**Dans les textes de l'organisation on parle peu du Comité International de 1955 à 1958. Pourquoi ?**

Le CI a une existence en partie limitée par l'attitude du SWP qui n'engage pas toutes ses forces là-dedans. Dès 1959 il va vers sa fin avec le fait que certaines de ses composantes considèrent que la révolution cubaine donne la base d'une « réunification » sans même qu'il soit nécessaire de discuter des motifs ayant engendré la scission.

## ANNEXE 3

### Entretien avec Jean Baumgarten

Le 10 février 2006 par courriel

*Jean Baumgarten milite depuis 1950 successivement au groupe au MRJ, au PCI, au PCI majoritaire, au Groupe Bolchevik-léniniste, à l'UGS, au PSU, chez les Verts puis à la LCR.*

#### **Quand as-tu adhéré au PCI ?**

J'ai adhéré au MRJ fin 1948 ou début 50 (j'ai participé au camp de Montauban l'été 49 où j'avais rencontré le futur ami de Simone Minguet). Je me souviens également d'une discussion au lycée Condorcet (en 1949 ?) avec l'un des frères d'Alain Krivine - Jean-Michel Krivine - sur le collectivisme bureaucratique... J'ai adhéré au PCI en juillet 52 au moment de la scission avec les Franckistes.

#### **Dans une liste de souscription de décembre 54, j'ai vu que tu appartenais à la cellule "Renault". Voilà la liste des membres de cette cellule (la liste est jointe). Peux-tu me parler de cette cellule ? Quelle était sa composition sociale ? Quelles étaient ses activités ? Comment fonctionnait-elle ? Où se réunissait-elle ?**

De la liste des membres de la cellule Renault je ne me souviens que de Lefèvre ( avec un b?), de Milou (il s'agissait effectivement d'Emile Lejeune), de Renard, Baratier et Daniel Righetti (qui vit dans le Midi actuellement). Composition sociale : ouvrière et issue de Renault sauf Milou et moi-même...

C'était sans doute "pour me punir" qu'on m'avait dirigé vers la cellule Renault : mon rôle était de distribuer des tracts Place Nationale... On se réunissait dans un petit café pas trop loin des usines Renault.

#### **Quels souvenirs as-tu de Daniel Renard ?**

Daniel Renard : il avait une certaine "gueule" mais sur certaines questions il disait beaucoup de conneries !

#### **As-tu des souvenirs sur la liaison entre le PCI et André Marty ? Comment s'est déroulée la tentative de mise en place des Comités de Redressement Communistes ? A ton avis, pourquoi cela a échoué ?**

C'est Bleibtreu qui assurait la liaison entre le PCI et André Marty. Je n'ai eu d'informations que par Bleibtreu.

La mise en place des comités de redressement communistes a échoué :

- 1) parce que la période n'était pas favorable.
- 2) parce qu'elle est intervenue environ 6 mois avant notre départ...
- 3) Parce que Marty n'était pas le meilleur homme du PCF ! Ainsi, parfois je me demande pourquoi nous n'avons jamais pris contact avec Guingoin qui, plus que Marty, représentait vraiment quelque chose de fort au sein du PCF.

### **Pourquoi as-tu appartenu à la tendance Bleibtreu ?**

Parce que Bleibtreu avait la meilleure position sur l'URSS, et qu'il avait mené la discussion avec les pablistes avec beaucoup de talent.

J'étais en 1954 en seconde année de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, et j'étais assez fier de parler avec mes copains de l'époque de ce qui se passait en URSS. Aux épreuves de fin d'années préparatoire (juin-juillet 1953) j'avais une épreuve orale avec Maurice Duverger sur le Bureau Politique du Parti communiste après la mort de Staline, au cours de laquelle j'avais appris beaucoup de choses à Maurice Duverger !!! ( qui m'avait mis 16 sur 20).

En 53 et 54 j'avais constitué une cellule trotskyste à Sciences Po avec Jean-Marie Vincent que j'avais fait adhérer au PCI, et Marc Gauthier ( perdu de vue depuis).

Nous étions environ une quinzaine à la tendance Bleibtreu plus quelques sympathisants dont Simon Régnier et Gérard Sender (étudiants tous les deux). Parmi les amis de Bleibtreu : je me souviens de Jean et Madeleine Lambert qui habitaient le Nord-est de la France (mari et femme) et qui je crois avaient des relations étroites avec certains socialistes ...

### **Comment se coordonnait cette tendance ?**

Nous nous réunissions tous les mois, peut être un peu plus souvent.

### **Qu'as-tu comme souvenirs des militants postiers qui vous étaient proches ?**

J'ai un vivant souvenir du camarade Charles Margne qui faisait partie de la tendance et qui était postier. Je crois qu'il refusa après notre départ du PCI d'adhérer collectivement à la Nouvelle Gauche dirigée par Bourdet, en janvier 1956.

### **A partir du déclenchement de la guerre d'Algérie, quelle était l'atmosphère dans le PCI ?**

Le déclenchement de la guerre d'Algérie en novembre 1954 accentua encore nos divergences avec le courant Lambert : sa prise de position pour Messali devenait réellement intenable et il y eut des incidents plus ou moins graves entre nous.

### **Dans son article de *Critique Communiste* de 1976, Michel Lequenne donne comme vraie raison de l'exclusion de sa tendance l'assemblée générale de la Région Parisienne du 18 mars 1955 où elle aurait obtenu la majorité sur une résolution. Est-ce que tu t'en souviens ?**

Je ne me souviens pas de l'assemblée du 18 mars 1955.

### **A partir de quand le terme lambertiste est-il utilisé pour nommer les militants du PCI majoritaire ?**

Le terme de " Lambertistes " est utilisé par nous à partir de la fin 1953 ou début 1954.

Après notre départ du PCI nous créâmes une revue ronéotypée "Trotskyisme", revue du "Groupe Bochévik Léniniste" dont la ronéo se trouvait chez moi au 69 de la rue Raymond Losserand dans le petit deux pièces que j'avais à cette époque. Elle eût trois numéros et en janvier 1956 nous adhérâmes presque tous à la Nouvelle Gauche.

## ANNEXE 4

### Entretien avec Claude Kahn

Entretien effectué le 25 avril 2006 chez Christiane Tranchant puis complété par courrier

*Claude Kahn (pseudo : Cartier) est né en avril 1925. Il entre en contact avec le PCI en 1945 puis en devient membre en 1947. Il milite successivement au PCI, au PCI majoritaire puis à l'OCI qu'il quitte en 1970. Il est actuellement membre du PS.*

**Quelle est ton origine sociale ? Quelles études as-tu suivies ?**

« Petit bourgeois » (terme de l'époque). J'ai fait HEC.

**L'exclusion de Gibelin-Marin est décidée par le bureau politique et validée le 28 juin 1953 par le comité central. A part le compte rendu du comité central, cette exclusion n'est pas évoquée par mes sources. Que te rappelles-tu de cette affaire ?**

Pas de souvenir, hélas. J'ai beaucoup d'estime pour Marin.

**Quels souvenirs as-tu des grèves d'août 53 et du mouvement pour les Assises Nationales pour l'Unité d'Action qui est lancé par le PCI à partir de septembre 53 ?**

Très peu : j'étais à ce moment en vacances à l'étranger et je suis rentré vers la fin.

**Le cas du camarade Joseph donne lieu à un conflit entre la majorité et la tendance Bleibtreu en 1954. Il est étranger et, en France, il n'arrive pas à subvenir à ses besoins. Pour les minoritaires, il est brimé par les majoritaires à cause de ses opinions. As-tu logé ce militant ? Te souviens-tu de cette affaire ?**

Non.

**Quels souvenirs as-tu du travail avec André Marty ?**

Vraiment, j'y ai cru dans la mesure où il venait dialoguer avec nous. On s'est dit : il a fait un bilan de son expérience. Il va encore évoluer. Seul Bleibtreu avait le contact avec lui. Donc, je n'ai pas de souvenirs personnels.

**Que penses-tu des positions de la tendance Bleibtreu-Lequenne ?**

J'ai été assez ami de Lequenne mais il est devenu un pabliste militant ce qui conduisait de part et d'autre à une rupture politique et personnelle. Le poids de l'Internationale a pesé sur Bleibtreu et Lequenne. Bleibtreu était très individualiste et invivable mais les aspects personnels n'ont pas joué un rôle déterminant dans les débats.

**P. Lambert prend la direction du PCI majoritaire à la fin mars 1953. Dans les mois qui ont suivi as-tu constaté des changements ?**

Non, je les situerai vers 1958-60.

**Quels souvenirs as-tu du groupe Raoul en 1954 ?**

Nous n'étions pas très nombreux. Il y avait avec Raoul, François De Massot, Emile Lejeune, Jacqueline Chardon, Henri Lafière... Raoul était très critique. Sa qualité majeure était la lucidité. Il refusait de se la jouer. Avant lui, j'avais suivi des cours de formation politique assurés par Chaulieu<sup>1</sup> avant que ce dernier quitte le PCI. Chaulieu avait aussi une certaine forme d'humour politique en plus de sa force d'analyse. En 1950, avec Raoul on a discuté au cours de l'envoi des brigades en Yougoslavie. On se demandait si Tito était vraiment un trotskyste. La majorité des membres du PCI ne se le demandait pas. Ensuite, avec Raoul, on a constaté que les trotskystes avaient la manie de faire d'opposants (Marty, Lecoer, Tito, Messali...) des embryons de bolcheviks-léninistes (terme consacré). Les trotskystes projetaient sur eux leurs idées. On est arrivé ensuite en pleine époque MTLD. On cachait des gens, on aidait à la diffusion clandestine de journaux... Ces gens du MTLD avaient besoin de nous. On a sous-estimé le FLN, presque jusqu'à la fin.

On s'est dit c'est pas possible de continuer comme ça même si on était d'accord pour s'investir dans les syndicats. Nous avons constitué un groupe informel d'une dizaine de personnes. On se réunissait parfois trois fois par semaine. On ne voulait pas être reconnu comme une tendance dans l'état de nos forces. On s'est dit qu'il y avait eu assez de scissions. Celle avec les pablistes avait été terrible. Nous avons cherché à avoir une influence, une audience dans le parti. Raoul a pensé qu'il nous fallait des alliés. On a cherché. On s'est dit que si nous n'avons pas les ouvriers avec nous, on perd notre temps. Raoul était plus ou moins journaliste, j'étais employé puis cadre (j'ai fait HEC). Je gagnais plus d'argent que les autres. A certains moments, j'ai hébergé avec Renée<sup>2</sup> deux ou trois personnes. Bref, on a contacté Renard. Renard avait une influence fantastique dans l'organisation. A l'époque, avec Raoul on allait distribuer les tracts à la porte de l'usine de Renard à Saint-Ouen. Renard constituait le modèle du militant ouvrier bien intégré au sein de la classe. C'était capital de le gagner. Raoul lui a écrit de nombreuses lettres mais ça n'a pas marché. Raoul a essayé aussi de se rapprocher de Chaulieu car à ce moment il était encore marxiste mais il n'y a pas eu de résultat. De Massot était le « fils spirituel » de Raoul mais il a été la plus grande déception de sa vie. Raoul s'est posé des questions pendant 40 ans. Plus tard, François de Massot ne s'est plus posé de questions, il est rentré dans le rang. Raoul croyait beaucoup en la pédagogie. Il s'investissait énormément dans la formation des militants. Il voulait leur apprendre à ne pas être des béni oui-oui mais à réfléchir seuls. Raoul mettait ses espoirs dans les générations futures.

**Dans le groupe de Raoul, tous les documents semblent de lui. Est-ce vrai ?**

---

<sup>1</sup> Pseudo de C. Castoriadis.

<sup>2</sup> R. Mazet, son épouse, militante aussi au PCI.

C'est plus compliqué. Oui, pour les documents « essentiels ». Mais nous écrivions également, peut-être plus ponctuellement, en réponse.

**Raoul parle de construire un appareil sur le plan financier, éducation, propagande... Y-a-t-il eu un début de réalisation ?**

Non.

**Peut-on le considérer comme influencé par Socialisme ou Barbarie ?**

Non. Ils discutaient d'égal à égal.

**Comment intervenait Henri Lafièvre dans ces questions ?**

Très syndicaliste (ce n'est pas une critique). Le syndicat autonome des postiers avait un poids à l'époque, et nous étions heureux d'avoir, par ce biais, un poids dans « la classe ». Mais nous étions lucide : face à la CGT...

**Quand cessent les réunions du groupe Raoul ?**

Sans certitude, automne 54.

**Quelle est l'ambiance dans le PCI après l'exclusion de la tendance Bleibtreu-Lequenne ?**

De peu, on est passé à presque rien. Mais j'insiste beaucoup, car ta question peut le sous-entendre : nous n'étions pas une secte. Ce terme implique un gourou, une discipline aveugle et l'absence de démocratie. Ce n'était absolument pas le cas (voir plus loin).

Nous nous considérions alors comme les dépositaires de la pensée de Léon Trotsky et peu importe le nombre.

Héritage aussi de la guerre encore proche, de (ce n'est pas mon cas) camarades respectés pour leur action contre le nazisme et traqués également par les staliniens (encore dominants en 52- 54), comme Bloch ou Chauvin, sans oublier Raoul.

**Après l'exclusion de cette tendance, avez-vous été unanimes dans le choix de rester au PCI ?**

Oui, je crois.

**Que penses-tu de l'accusation de policier portée contre R. Berné ?**

A l'époque, on avait la qualification de policier très facile. Nous avons conservé de l'Occupation des habitudes de clandestinité. Nous prenions beaucoup de mesures de sécurité. Il faut aussi tenir compte de l'agressivité du PCF à notre égard. Du coup, les cellules étaient extraordinairement cloisonnées. On connaissait les blazes des autres militants mais surtout pas les vrais noms. Aux congrès, on découvrait des gens. Dès que survenait un incident bizarre, on se méfiait beaucoup. De plus, je me souviens que

R. Berné était arrivé très vite au sommet de l'organisation. Je n'ai pas pensé qu'il était un policier.

**Tu évoques le cloisonnement des militants. Pourtant, il se tenait périodiquement des assemblées générales de la RP. As-tu des souvenirs de ces assemblées ?**

Oui. A cette époque, c'était très ouvert, très libre, souvent très vif. Par cloisonnement, j'entends qu'une « amicale » ignorait ce que faisait les autres.

Mais j'ai connu le vrai « centralisme démocratique ». Ne pas appliquer une décision pouvait (et à l'époque parfois) conduisait à la scission. Mais la discussion était libre.

**Un militant de la cellule Renault rédige en juillet 1956 dans le bulletin intérieur un texte "Pour la construction du parti révolutionnaire". Il le signe. "JO". Qui était-ce ?**

Peut être Jo Van Bever, de chez Renault.

**A partir de quand le terme lambertiste est-il utilisé pour vous nommer ?**

C'est évidemment progressif mais ça apparaît après le départ de Bleibtreu et Lequenne.

## ANNEXE 5

### Entretien avec Jacques Simon

Entretien effectué à Paris le 6 mai 2006 dans un café de la place du  
Châtelet

*Jacques Simon (pseudo : M. Aklouf) est né en 1933 à Palat (Algérie). Etudiant à Paris, il s'engage dès 1954 dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Il devient membre du PCI majoritaire en 1955. Puis il participe à la construction de la Fédération de France de l'USTA<sup>1</sup>. Il quitte l'OCI en 1970. Docteur en Histoire, il est actuellement président du Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Algérie Contemporaine (CREAC).*

#### **Peux-tu m'indiquer quel a été ton itinéraire politique jusqu'à l'adhésion au PCI ?**

Je suis né en Algérie dans une famille juive. Avec l'application des lois antisémites de Vichy en Algérie, j'ai été sensibilisé à la question du judaïsme alors que je suis athée. Après les massacres de Sétif et Guelma, il y avait en Algérie une ambiance guerrière. Beaucoup d'algériens partaient combattre en Indochine pour toucher une prime. Nous suivions les événements de Tunisie et du Maroc. J'étais à Alger et j'étais influencé à la fois par le Parti Communiste et le MTLD. Je me sentais proche des Algériens qui nous avaient protégés des fascistes espagnols pendant la période de Vichy. En 1953-1954, je viens à Paris pour mes études de lettres et de droit. Je milite à l'UNEF. J'ai suivi la crise du MTLD devenue publique. Cette crise a commencé en 1951 : Messali Hadj a rencontré Abd-El-Krim lors de son voyage en Orient et ils ont décidé de généraliser l'insurrection en Afrique du nord. Lahouel s'est alors opposé à Messali Hadj avec la majorité du comité central du MTLD. Dans mes ouvrages, j'ai raconté la crise du MTLD<sup>2</sup> aggravée à partir de 1953 par la collaboration à Alger des centralistes avec le maire Jacques Chevallier. En 1954, j'ai suivi à Paris la crise du MTLD dont le siège était au bas du Quartier Latin. Là, je rencontre des cadres. En particulier, il y a Abdallah Filali, dirigeant du PPA clandestin, le MTLD étant la couverture légale. En mars, toute la fédération de France rejoint le Comité de Salut Public (CSP) lancé par Messali pour redresser le Parti. Messali charge Filali de recomposer la fédération de France afin de préparer l'insurrection. En juillet 1954, le congrès de refondation du MTLD, impulsé par le CSP, se tient à Hornu. La Kabylie est représentée ainsi que les forces vives du MTLD. Le congrès décide de lancer l'insurrection en décembre 1954. Rallié au MTLD, je décide alors de rentrer en Algérie. A partir de fin septembre-début octobre 1954, maître d'internat à Sidi Bel Abbès, je m'associe aux préparatifs. Le 1<sup>er</sup> novembre, le CRUA - devenu FLN - lance la Toussaint rouge, mais le chef des Aurès, son principal dirigeant, se réclame de Messali Hadj et le 2 novembre, tous les messalistes entrent dans l'action.

---

<sup>1</sup> Syndicat algérien.

<sup>2</sup> *Le MTLD 1947-1954 ; Messali Hadj. La passion de l'Algérie libre ; Novembre 1954. La révolution commence en Algérie, op. cit.*

A partir de Pâques 1955, j'adhère au trotskysme. A l'époque, je suis abonné à *La Vérité* et à *La Vérité des travailleurs* mais je ne vois pas la différence entre les deux journaux. Je constitue le premier noyau trotskyste d'Algérie. On était trois militants plus deux sympathisants à Sidi Bel Abbès. Je continue à agir avec le MNA. Je correspond avec G. Bloch du PCI et à sa demande je reviens à Paris en août 1955. Quand j'arrive, je cherche le bon groupe trotskyste. Je suis allé voir J. Grinblat le 16 août mais il m'a déçu. Ensuite, Daniel Renard - alors permanent du PCI - m'a reçu. Il avait eu mon courrier. Il me propose d'adhérer à la cellule Renault. Le soir même je participe à ma première réunion de cellule. J'étais le benjamin de cette assemblée, de surcroît étudiant à la Sorbonne donc dépaysé. Renault était un fief messaliste. Quand je distribuais mes tracts parfois le service d'ordre CGT intervenait pour m'en empêcher. Comme je parlais arabe, j'appellais alors les algériens à l'aide - il y en avait toujours deux ou trois qui passaient par là - en criant que j'étais pour l'indépendance de l'Algérie. Aussitôt, les Algériens me protégeaient. Ainsi, je vendais 20 à 25 *Vérité* à Renault quand d'autres en vendaient deux ou trois. Gérard Bloch n'en revenait pas. Ensuite, je distribuais des tracts chez Renault qui appelaient à la grève générale - suite aux événements de Nantes.

A ce moment là, le PCI était en liaison avec Messali Hadj par l'intermédiaire de la mère d'Annie Cardinal. L'avocat Yves Dechezelles fait aussi le lien avec Messali Hadj. La fille de ce dernier, Jenina, était élevée par Annie Cardinal à Paris. P. Lambert assurait la liaison directe avec le MNA. A ce titre, il voyait Mohamed Maroc - ancien responsable de l'OS d'Alger - puis Filali. A. Hébert et l'UD FO de Loire-Inférieure étaient aussi en liaison avec le MNA pour l'infrastructure et l'argent. Le MNA avait des contacts avec la FEN par l'intermédiaire de R. Chéramy. Le MNA était aussi en contact avec :

- *La Révolution prolétarienne* qui a toujours soutenu son combat,
- les surréalistes, en particulier André Breton,
- un courant socialiste de gauche-internationaliste avec D. Guérin, G. Rosenthal, Y. Dechezelles...
- avec Claude Gérard, journaliste spécialiste de l'Afrique. Elle obtient que le Rassemblement démocratique africain (RDA) aide sur tous les plans le MNA, plus proche que le FLN de ses convictions gaullistes.

Il faut rappeler que jusqu'en 1955 il n'y a pas de clivage FLN-MNA. Il n'y a que des militants qui luttent pour l'indépendance algérienne. Les événements du 20 août 1955 en Algérie constituent un tremblement de terre. La répression est terrible. Seuls les messalistes, qui sont au cœur de l'action, sont arrêtés. Les étudiants de l'UGEMA, pourtant ralliés au FLN ne seront pas inquiétés et l'un de ses dirigeants les plus éminents, Mohamed Harbi, jouera un rôle majeur dans la formation d'un lobby FLN en France. En Algérie, Abane Ramdane autoproclamé chef du FLN mènera à partir d'avril 1955 une guerre totale contre le MNA. Ensuite, Mohamed Harbi bâtira un lobby pro-FLN à Paris qui attirera les intellectuels. Abane Ramdane construira son FLN en exterminant les messalistes. En septembre-octobre 1955, la direction du PCI m'a balancé sur le travail algérien. Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 1956, le PCF et la CGT rompent officiellement avec les messalistes. J'ai alors travaillé pour la construction d'un syndicat algérien - l'USTA. Lors du premier congrès de ce dernier en juin 1957, j'en suis devenu le secrétaire.

**Peux-tu préciser comment se déroulait la collaboration entre le PCI et le MNA ?**

Entre le PCI et le MNA, il y avait un accord d'organisation. On était pas subordonné à la politique du MNA. Certes, certains d'entre nous planquaient des militants MNA. Moulay Merbah était caché chez un instituteur PCI. On avait quelques caches. Les militants PCI portaient des documents et de l'argent pour le MNA mais ils n'étaient pas de simples « porteurs de valises ». P. Lambert tenait tout le travail clandestin. Garrive s'occupait aussi du travail algérien avant sa mort en juillet 1955. Le MNA donnait un peu d'argent au PCI mais pas trop. Le PCI vivait des cotisations des militants et des aides que Lambert recevait. Il y avait des sympathisants qui lui donnaient de l'argent à condition que cela ne se sache pas.

**Tu écrivais à *La Vérité*. Comment fonctionnait le journal ?**

*La Vérité* était surtout faite par Gérard Bloch qui dirigeait le journal. On tirait à un millier d'exemplaires. Le comité de rédaction se réunissait le lundi soir. A. Cardinal tapait les textes. C'était une structure très légère, un peu fermée sur elle-même. Jacqueline Bois donnait un coup de main. J'écrivais mes articles sous 3 ou 4 pseudonymes. Gérard Bloch me disait : « Tiens tu fais un article sur tel ou tel sujet ». Ensuite, je lui apportais l'article et il m'indiquait les choses à changer. Je me souviens d'avoir aidé Bloch au routage du journal. Il avait 250 adresses. On envoyait plus ou moins de numéros à ces adresses selon les ventes réalisées.

**Quels souvenirs as-tu de ton militantisme à la cellule Renault ?**

Je me souviens d'un sectarisme extrême. C'était quasi-militaire. La cellule Renault comportait beaucoup d'ouvriers. En réunion, on insistait sur les tâches à accomplir et les résultats obtenus. Beaucoup de réunions comportaient le comptage du nombre de *Vérité* vendus puis la lecture commentée d'articles de ce journal. C'était en vase-clos. Pour ceux qui restaient seulement dans la cellule, c'était l'asphyxie. La cellule Renault donnait le ton dans le PCI. Nous pensions comme tous les communistes d'ailleurs, que la classe ouvrière était l'avenir de l'humanité et la révolution russe restait notre référence. Il nous est arrivé de faire le coup de poing contre les fascistes au Quartier latin ou d'aller à une exposition sur le surréalisme. Il n'existait alors que peu d'ouvrages à lire sur le trotskysme. Les cellules étaient très cloisonnées. Les cellules discutaient de l'Algérie mais pas des relations entre le PCI et le MNA. C'était du domaine de Lambert. Heureusement, comme j'étais instituteur remplaçant, je militais aussi au SNI et à l'École émancipée. J'y retrouvais des camarades de la cellule Instits. A l'époque, les syndicats enseignants étaient très proches du MNA.

J'étais instituteur remplaçant mais je ne remplaçais pas beaucoup. Je vivais en révolutionnaire professionnel. J'avais deux pantalons par an. Je vivais dans une chambre sans chauffage. Je mangeais à la cantine. Je me faisais soigner à la MGEN. C'était pour moi des années héroïques. On sortait de la guerre d'Indochine avec un PC violent et puissant et dont le service d'ordre était particulièrement agressif. La police nous surveillait. Au PCI, on était engagé à fond et toujours très motivé. J'ai été arrêté très fréquemment mais je m'en foutais complètement. Au commissariat, je tenais des discours aux policiers. Du coup, ils me mettaient dehors. J'étais tête brûlée.

Au PCI, j'étais lié avec Marc Gauthier - le dernier étudiant qui restait au PCI après le départ de la tendance Bleibtreu. Il était très brillant. J'avais des liens avec Socialisme ou Barbarie (on les appelait les « socio-barbares »), avec des courants du Parti socialiste, avec D. Guérin...

Par rapport à la direction du PCI chaque cellule faisait un rapport d'activité. Ainsi, la commission ouvrière se réunissait chaque mardi soir. Au PCI, j'avais une position critique par rapport à la ligne développée par Lambert sur le MNA (« un parti quasi marxiste »). Au début de 1956, j'ai été coopté au Comité Central du PCI, mais mon activité essentielle s'effectuait à l'USTA où j'ai regroupé plusieurs cadres et militants sur des positions trotskystes.

### **Quels souvenirs as-tu du groupe Raoul en 1954 ?**

Raoul était un personnage extraordinaire, en désaccord avec Lambert sur l'Algérie. Il était avec François de Massot. Il est resté toujours critique sur le problème algérien et s'est éloigné peu à peu du PCI.

## ANNEXE 6

### Lettre de Pierre Lambert à Gérard Bloch

Fin juillet 52

Mon cher Gérard,

J'avais l'intention de t'écrire avant mon départ en vacances, mais cela m'a été impossible. Dans le calme d'un séjour rythmé uniquement par les ballades, la natation et le jeu avec les enfants, j'ai retrouvé le courage de distraire dix minutes au repos.

Mon vieux Gérard, j'ai longuement réfléchi au Congrès du Parti, j'écrirai sous peu un article pour le BI sur les leçons du Congrès. Je crois qu'il a été le meilleur possible dans le moment présent compte tenu de la situation mais la fin du Congrès a été pour moi une source de malaise qui n'a fait que croître après que Daniel m'ait rapporté le lamentable état d'esprit de Bleibtreu qui, tu étais présent, a déclaré qu'il considérait comme le plus dangereux pour le Parti une soi-disante déviation syndicaliste dont Marin [M. Gibelin] et moi serions les prototypes.

Ce que j'écris contre Bleibtreu est également, pour une moindre mesure, dirigé contre toi, car je considère que l'intervention finale que tu as faite contre Marin comme extrêmement dangereuse.

Le Parti ne peut subsister aujourd'hui que si les uns et les autres nous faisons un effort considérable pour dépouiller le vieil homme "trotskyste" c'est à dire l'état d'esprit courant dans une petite organisation, d'une politique visant à cristalliser à tout moment les divergences, qui d'ailleurs comme c'est le cas pour Bleibtreu, ont un aspect personnel. Avant ma réponse Bleibtreu est venu me demander ce que je pensais de l'intervention de Marin. Je lui ai dit ce que j'ai déclaré, je suis en désaccord avec Marin sur l'appréciation de la situation où toi tu es d'accord avec lui, en désaccord comme toi sur le rôle et la place du journal c'est à dire de l'organisation. Il a raison sur le recul que notre organisation subira après la scission et il a raison sur les réserves à faire quant au travail de fraction.

Bleibtreu m'a demandé "alors tu fait bloc avec lui". J'ai répondu "je ne fais bloc avec personne". Et je crois Gérard que c'est une attitude correcte, le Parti crèvera si à quelques uns à la suite de Bleibtreu vous envisagez une politique d'équilibre tantôt avec moi contre Marin, tantôt avec Marin contre moi. mets toi bien dans la tête que ni de près ni de loin je ne m'associerai à de telles histoires et le seul regret que j'ai, c'est de n'avoir pas été plus violent quand Bleibtreu a osé proposer l'éviction de Marin du bureau politique.

Tu m'excuse mon vieux Gérard de te donner un conseil. Préserver l'homogénéité du Parti avec tous les éléments tels qu'ils sont, signifie ne pas accepter de renouer avec les "jeux stériles" des cristallisations plus ou moins politiques, plus ou moins personnelles. Dans la discussion, et en fonction de la composition prolétarienne du Parti, nous devons accepter et résorber dans l'action toutes les divergences ou nuances qui nous opposent. C'est non seulement préserver le Parti mais nous préserver individuellement comme trotskyste, y compris Bleibtreu qui peut beaucoup à une seule condition que nous forgions tous les conditions prolétariennes de vie de notre Parti.

Ceci dit, j'ai reçu ta lettre, j'avais lu le canard de Gran. Je ne sais si Lemoine y participe, je ne le crois pas, mais nous devons nous mettre une chose dans la tête, nous aurons bien du mal à reconquérir le terrain perdu. La scission, au niveau où elle est faite, sur les problèmes en cause, plus d'une année d'inactivité du parti ont porté des coups très durs au prestige du Trotskysme. Patiemment il nous faudra retisser des liens. Dès mon retour à Paris, nous ferons avec Dumont une tournée dans le Nord. Je suis au Clion jusqu'au 19, quand seras-tu au Piriac ? Nous reparlerons de toutes ces choses.  
Amitiés.

P. Lambert

## ANNEXE 7

### Cellules représentées au VIII<sup>e</sup> congrès (majoritaire)

Source : AC4

#### Région parisienne

Nom de la cellule	Noms des délégués	Nombre de militants représentés
Renault	Kiner Gouttefangeas Cretiet (suppléants : Raymond et Michez)	9
Cheminots	Marchand Maria	7
18 <sup>e</sup>	Maurin Lecomte	6
Métro	Just Cartier	6
Jeunes	Lejeune De Massot	6
13 <sup>e</sup>	Margne Lafaye Nadia	8
Etudiants	Dalny	3
Banlieue Sud	Mougard Eemans	5
15 <sup>e</sup>	Claude	6
Instits	Leroy	2
Isolés	Aïache	3

#### Province

Nom de la cellule	Noms des délégués	Nombre de militants représentés
Clermont-Ferrand	Anglard Geneste Bardin Tarragnat	11
Nantes	G. Nouvel Drouillet	6
Saint-Etienne Lyon	Laure	4
Ardennes	Lambert	

Nombre total de militants représentés : 82

Absents : Montpellier Scali Nord ? Marne Meurthe-et-Moselle Bretagne Tarascon

## ANNEXE 8

### Fiches statistiques sur le VIII<sup>e</sup> congrès du PCI

Dans le carton AC4 il y a deux fiches statistiques : l'une porte sur les délégués au VIII<sup>e</sup> congrès, l'autre sur les membres du comité central sortant. Elles sont reproduites ici à l'identique. On a indiqué qu'une seule fois les militants qui étaient sur les deux listes : Leroy, Cartier et Just.

Nom des délégués	Age	Profession	Date d'entrée au trotskysme	Anciennes organisations politiques
Kiner	22	Ajusteur	Mai 1950	UJRF
Gouttefangeas	25	Tourneur P3	1949	/
Cretiet	27	Tourneur	1947	/
Anglard	25	employé alimentation	1945	PCF
Geneste	23	employé alimentation <sup>1</sup>	1952	PCF
Bardin	26	employé de bureau	1946	J.S
Tarragnat	25	PTT (Aux)	1946	J.C.F
Georges Nouvel	22			
Bernard Drouillet	22	Ajusteur (Edf)	1952	MRJ
Laure	25	employé de bureau	1946	-
Marchand	27	P.T.A (centres d'apprentissage)	1946	JCI
Maria (F)	35	Employé	1946	PCI
Lucien Guillet				
Leconte	33	Employé	1947	SFIO
Margne	41	PTT	1934	Ligue - PS
Lafaille	26	PTT <sup>2</sup>	1951	-
Dalny	27	Professeur	1950	PCF
Mougard	30	Contrôleur PTT	1947	JS
Eemans	32	Employé	1940	-
Danos				
Claude (F)	34	PTT	1939	JSOP
Lejeune	23	Permanent MRJ ex étudiant	1947	JS - PCF
Demassot	20	Employé	1950	PCF
Aïache				
Cartier	27	Employé	46	
Just	30	RATP	46	JS
Leroy	32	Professeur	44	/
Nadia (F)	24	Sténo dactylo	45	JS
Lambert <sup>3</sup>	29	Dentiste <sup>1</sup>	46	/

<sup>1</sup> Selon M. Lequenne, Geneste travaillait chez Michelin (entretien du 21/12/2005).

<sup>2</sup> La mention PTT est précédée de deux mots illisibles.

<sup>3</sup> Jean Lambert, militant des Ardennes homonyme de P. Lambert.

Nom des membres du comité central	Age	Profession	Date d'entrée au trotskysme	Anciennes organisations politiques
Bailly	32	Employé - cadre	1938	JC JS PSOP
Bleibtreu	34	Médecin sécurité sociale	1934	Groupes Bolcheviks léninistes
Bloch	31	Professeur	1938	Néant (JSOP)
Dumont				
Florence				
R. Berné	26	employé / chômage	1946	JC - PCF
Garnier	27	métallo	1943	-
Lambert	32	employé cadre	1938	JC PCF
Lefèvre	30	dessinateur métaux	1942	CCI
Maurin	31	Employé	1943	-
Pagès	23	Métallo	1947	-
Righetti	28	Métallo	1943	Démisionnaire
Scali				
Gilles	26	employée	1945	
Hemcé				
Maertens	31	cheminot	42	PCF
Raynal	39	cheminot	45	JSR

---

<sup>1</sup> La mention Dentiste est précédée d'un mot illisible.

## ANNEXE 9

### Liste des militants majoritaires en RP au 12/12/1954

Source : AC7. Cette liste a été établie lors du suivi d'une souscription. Les noms ou pseudonymes des militants sont reproduits tels quels à l'exception de quelques erreurs avérées. Des militants semblent manquer à la liste.

Cellule	Noms des militants	Cellule	Noms des militants
Métro	Selleron Serge Stéphane Just Selleron Claude Gauthier Léon Guth Kirch Souzet Clech'h	Téléphonie	Bloch Sophie L Cartier Lange Macula Raguin
Cheminots	Lambert Maertens Vincent Vincent J. Lulu	Fonctionnaires	Ginette Roux Christiane Thomas Dumont
Instits	Jacqueline B. Leroy Janine M. Antoinette Paul Jeannette H. Nadia Gilles Landon Lucienne Bloch D. Mazet R. Mazet Becro	Renault	Lefèvre Henger Van Bever Lagoutte Milou Baumgarten Renard Baratier Mickey C. Monnier M. Monnier Righetti
Employés	Maria Eemans Lecomte Barbier Voutier Raoul Maurin Grandjean Lucien	Postiers	Bleibtreu Mougard Margne Claude Lafièvre Poncet Jacqueline

Cellule	Noms des militants	Cellule	Noms des militants
Divers	Boivin X Sontet R. Berné (qui va maintenant à la cellule Téléphonie)		

Commentaires sur ce document par comparaison au listing de synthèse élaboré par le groupe « Extrême gauche (marxiste), 1940-1968 » et à la suite d'entretiens avec M. Lequenne, J. Baumgarten, L. Eemans, C. Kahn, P. Levasseur et J. Simon (nous n'explicitons pas les militants les plus connus) :

Serge Selleron travaillait à la RATP

Claude Selleron est un homme, il travaillait à la sécurité sociale

Gauthier est Marc Gauthier qui travaillait à l'INSEE

Léon était un vietnamien

Vincent est Jean-Marie Vincent

Vincent J est Vincent Jaillet, mari de Denise Mazet

Lulu est Lucienne Favrot. Elle travaillait à la SNCF

Jacqueline B. est Jacqueline Bois

Janine M. est Janine Macquard institutrice

Antoinette est Rolande Depaepe

Paul est Paul Hirzel, il travaillait à l'imprimerie du Figaro

Jeannette H est Jeannette Harding, épouse du militant Wilfred Harding (recruté en 1943 par M. Lequenne) ayant pour pseudo Lesieur

Nadia était Lucienne Copferman, la femme de S. Just. Elle épouse ensuite Robert Chéramy. Elle est décédée en 2004 ou 2005.

Gilles est Annie Cardinal

Landon est Basile Karlinsky

D. et R. Mazet sont les deux sœurs Denise et Renée Mazet venues de l'Ardèche et recrutées par P. Broué

Maria est Soledad Estorach, compagne de M. Lequenne

Lecomte est Serge Dhénin

Lucien est Lucien Fontanel

Cartier est Claude Kahn, mari de Renée Mazet

Lange est Ferdinand Lange

Macula est Robert Macula

Raguin était ouvrier-boulangier chez Gondolo

Ginette est G. Rault

Roux est Albert Roux

Thomas est Thomas Dejean

Pierre Henger était métallurgiste

Lagoutte est Jean Gouttefangeas. Métallurgiste, il était le responsable du *Métallurgiste unitaire*

Milou est Emile Lejeune

Mickey était un métal

Claude et M. Monnier étaient ouvriers chez Renault

Claude est Jeanine Weill

Jacqueline est J. Chardon, secrétaire, et appartenant à la FNSA PTT

Boivin est Elie Boisselier

Sontet est Roger Sontet. Il travaillait à la RATP ( ?)

## ANNEXE 10

### Coefficients de transformation du franc des années cinquante en euro

Ce tableau a été obtenu sur le site de l’Insee (insee.fr). Il permet de traduire en euros actuels des valeurs exprimées en francs des années cinquante à partir de l’indice général des prix publié par l’institut. La période étudiée étant éloignée les résultats obtenus ne fournissent qu’un ordre de grandeur.

1 FF de l’année	Vaut en euro 2004
1952	0,01850
1953	0,01882
1954	0,01874
1955	0,01856
1956	0,01781

## SOURCES

### Archives

#### **Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC)**

Deux fonds ont été consultés : ceux de Marcel Bleibtreu et Stéphane Just.

#### **Centre d'histoire sociale du XX<sup>ème</sup> siècle**

Les cartons CHS AM 36 et 39 des archives André Marty ont été consultés.

#### **CERMTRI**

Les cartons consultés sont indiqués au début de ce mémoire.

#### **Archives Lequenne**

Il s'agit de documents des années 1952-1955 appartenant à Michel Lequenne.

#### **Archives Raoul**

Elles sont détenues par C. Tranchant. Pour l'année 1954, les chemises suivantes ont été étudiées : A, B, C, J, L, M. En fait, ces chemises intègrent aussi quelques documents de 1955. Pour la correspondance avec l'étranger, la chemise Q a été consultée.

### Presse

Les périodique suivants ont été consultés. Leurs collections complètes sont disponibles au CERMTRI :

*La Vérité*

*L'Unité*

*L'Unité syndicale*

## BIBLIOGRAPHIE

### Outils de recherche

- BOULLAND (Paul), PENNETIER (Claude) et VACCARO (Rossana) (sous la direction de), *André Marty : l'Homme, l'Affaire*, Paris, Editions Codhos, 2005.
- GIRARDIN (Dominique), *Index de la revue Quatrième Internationale 1936-1975*, Paris, Éditions La Brèche, 1979.
- PENNETIER (Claude) (sous la direction de), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (version CD-ROM Mac/PC)*, Paris, Editions de l'Atelier, 1997.
- PLUET-DESPATIN (Jacqueline), *La presse trotskyste en France de 1926 à 1968*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme / Presses Universitaires de Grenoble, 1978.
- PRAGER (Rodolphe) (sous la direction de), *Les congrès de la Quatrième Internationale, tome 3 : Bouleversements et crises de l'après-guerre (1946-1950)*, Paris, Editions La Brèche, 1988.
- PRAGER (Rodolphe) (sous la direction de), *Les congrès de la Quatrième Internationale, tome 4 : Menace de la troisième guerre mondiale et tournant politique (1950-1952)*, Paris, Editions La Brèche, 1989.

### Ouvrages historiques généraux

- BERSTEIN (Serge) et MILZA (Pierre), *Histoire de la France au XX<sup>ème</sup> siècle - Tome 3 1945-1958*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1991.
- BRESSOL (Elyane), DREYFUS (Michel), HEDDE (Joël) et PIGENET (Michel) (sous la direction de), *La CGT dans les années 1950*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005.
- DREYFUS (Michel), *Histoire de la CGT*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1995.
- GIRAULT (Jacques), Benoît Frachon communiste et syndicaliste, Presse de sciences Po, Paris, 1989.
- KERGOAT (Jacques), *Marceau Pivert*, Editions de l'Atelier, Paris, 1994.
- RIOUX (Jean-Pierre), *La France de la Quatrième République – 1. L'ardeur et la nécessité 1944-1952*, Paris, Seuil, 1980.

- RIOUX (Jean-Pierre), *La France de la Quatrième République - 2. L'expansion et l'impuissance 1952-1958*, Paris, Seuil, 1983.
- SIMON (Jacques), *Messali Hadj. La passion de l'Algérie libre*, Paris, Editions Tirésias, 1998.
- SIMON (Jacques), *Novembre 1954. La révolution commence en Algérie*, Paris, Editions L'Harmattan, 2004.
- SIMON (Jacques), *Le MTLD 1947-1954*, Paris, Editions L'Harmattan, 2002.
- STORA (Benjamin), *Messali Hadj*, Paris, Le Livre de Poche, 1994.

## Ouvrages généraux sur le mouvement trotskyste

- BROUE (Pierre), *Trotsky*, Paris, Fayard, 1988.
- BENSALID (Daniel), *Les trotskysmes, Que sais-je ?*, 2002.
- FRANK (Pierre), *La Quatrième Internationale - Contribution à l'histoire du mouvement trotskyste*, Paris, Maspero, 1969.
- LEQUENNE (Michel), *Le trotskisme, une histoire sans fard*, Paris, Syllepse, 2005.
- MANDEL (Ernest), *Trotsky*, Paris, Maspero, 1980.
- MARIE (Jean-Jacques), *Le trotskysme*, Paris, Flammarion, 1977.
- MARIE (Jean-Jacques), *Trotsky, le révolutionnaire sans frontières*, Paris, Payot, 2006.
- MARIE (Jean-Jacques), *Trotsky et les trotskystes*, Paris, Armand Colin, 2004.
- MOREAU (François), *Combats et débats de la IV<sup>ème</sup> Internationale*, Hull (Québec), Editions Vents d'Ouest, 1993.
- ROUSSEL (Jacques), *Les enfants du prophète. Histoire du mouvement trotskyste en France*, Paris, Spartacus, 1970.

## Etudes universitaires

- BRANDELY (Emmanuel), *L'OCI-PCI de 1965 à 1985*, mémoire de maîtrise, Université de Bourgogne, 2001.
- BRETON (François-Xavier), *La scission du PCI (Parti communiste internationaliste) section française de la IV<sup>ème</sup> Internationale en 1952*, Université de Bourgogne, 2001.
- ESCURET (Jean-Louis), *La crise de 1952 et les courants du trotskisme en France*, mémoire de maîtrise, Université de Clermont, 1976.

- GRZYBEK (Gérard), *Les trotskystes dans les organisations communistes françaises pendant les années cinquante*, mémoire de maîtrise, Université de Paris VIII, 1975.
- LANDAIS (Karim), *Un parti trotskiste éléments pour une socio-histoire des relations de pouvoir : introduction à une étude de l'OCI-PCI*, Université de Bourgogne, 2004.
- LANUQUE (Jean-Guillaume), *Le mouvement trotskyste et la question coloniale : le cas de la guerre d'Indochine, 1945-1954*, mémoire de maîtrise, Université de Nancy II, 1995.
- LANUQUE (Jean-Guillaume), *Les trotskystes français et la question coloniale : le cas de l'Algérie 1945-1965*, mémoire de DEA, Université de Nancy II, 1997.
- MALAISE (Céline), *Trotskyisme et engagements militants en France de 1938 à 1944*, mémoire de maîtrise, Université de Nancy II, 2001.
- MALAISE (Céline), *Etre Trotskyiste. Militants et militantisme trotskystes en France de 1944 à la fin des années 50*, DEA, Paris I, 2002.
- MICHELET (Stéphane), *L'exclusion de la Section Française de la Quatrième Internationale - 1952-*, mémoire de maîtrise sous la direction d'Antoine Prost, Paris 1, 1980.
- PATTIEU (Sylvain), *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002.
- SALLES (Jean-Paul), *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981) Instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage ?*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2005.
- SIDI MOUSSA (Nejib), *Révolution algérienne. La guerre du FLN contre le MNA en France (1954-1958)*, Master, Paris I, 2006.
- YON (Karel), *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique ? Etude du courant Convergence(s) Socialiste(s)*, mémoire de DEA de Sciences politiques, Paris I, 2001.

## Témoignages, mémoires, souvenirs et écrits partisans

- BAUMGARTEN (Jean), *Un léger incident ferroviaire*, Paris, La Fabrique, 2002.
- CRAIPEAU (Yvan), *Le mouvement trotskyste en France. Des origines aux enseignements de mai 1968*, Paris, Syros, 1971.
- CLAVIER (Raymond), *Marxisme, marxistes et Yougoslavie*, les 12 premiers chapitres sont disponibles sur

[perso.wanadoo.fr/marxisme-yougoslavie/index.htm#ANCRE%20sommaire](http://perso.wanadoo.fr/marxisme-yougoslavie/index.htm#ANCRE%20sommaire)

- CRAIPEAU (Yvan), *Mémoires d'un dinosaure trotskyste. Secrétaire de Trotsky en 1933*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- EROUVILLE (Daniel), *Qui sont les Trotskystes ? (d'hier à aujourd'hui)*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- FRAENKEL (Boris), *Profession : révolutionnaire*, Latresne, Le bord de l'eau, 2004.
- FICHAUT (André), *Mémoires d'un ouvrier trotskyste breton*, Paris, Syllepse, 2003.
- GLUCKSTEIN (Daniel) et LAMBERT (Pierre), *Itinéraires*, Ed. du Rocher, Paris, 2002.
- MESSALI HADJ, *Mémoires de Messali Hadj*, J-C. Lattès, Paris, 1982.
- MINGUET (Simone), *Mes années Caudron une usine autogérée à la Libération (1944-1948)*, Paris, Syllepse, 1997.
- PLENEL (Edwy), *Secrets de jeunesse*, Paris, Stock, 2001.
- Maurice RAJSFUS, *Une enfance laïque et républicaine*, Paris, Manya, 1992.
- STORA (Benjamin), *La dernière génération d'octobre*, Paris, Stock, 2003.
- Pouvoir Ouvrier, *La Quatrième Internationale 1940-1953*, disponible sur [www.pouvoir-ouvrier.org/theorie/QI/index.html](http://www.pouvoir-ouvrier.org/theorie/QI/index.html), 2002.
- World Socialist Web Site, *L'héritage que nous défendons*, disponible sur [wsws.org/francais/heritage/heritage/chapitre1-35/29sept01\\_intro.shtml](http://wsws.org/francais/heritage/heritage/chapitre1-35/29sept01_intro.shtml), 1998-2000.

## Enquêtes journalistiques

- ASKOLOVITCH (Claude), *Lionel*, Paris, Grasset, 2001.
- BIRNBAUM (Jean), *Leur jeunesse et la nôtre*, Stock, Paris, 2005.
- BOURSEILLER (Christophe), *Cet étrange Monsieur Blondel - enquête sur le syndicat Force Ouvrière*, Paris, Bartillat, 1997.
- CAMPINCHI (Philippe), *Les lambertistes, un courant trotskyste français*, Paris, Balland, 2000.
- CHARPIER (Frédéric), *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*, Paris, Editions 1, 2002.
- ENOCH (Louis-Marie) et CHENESEAU (Xavier), *Les taupes rouges. Les trotskistes de Lambert au cœur de la République*, Paris, Manitoba, 2002.
- NICK (Christophe), *Les Trotskistes*, Paris, Fayard, 2002.
- RAFFY (Serge), *Jospin. Secrets de famille*, Paris, Fayard, 2001.

## Articles, revues et brochures

- « Actualités de Léon Trotsky », *Critique Communiste*, n°25, 1978.
- « Quelques enseignements de notre histoire », *Brochure de l'OCI*, n°7, Paris, Selio, 1970 (première édition).
- « Le spectre du trotskisme », *Le Monde*, 21 juin 2001.
- « L'histoire de l'extrême gauche française : le cas du « trotskysme ». Une histoire impossible ? », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 79, décembre 2002.
- « Quarantième anniversaire de la fondation de la IV<sup>ème</sup> internationale », *La Vérité*, n° 583, 1978.
- « Stéphane Just 1921-1997 », *Combattre pour le socialisme*, n°73-74, 1998.
- BROUE (Pierre), « Raoul », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 56, juillet 1995.
- Les *Cahiers du CERMTRI* :
  - n°44 et 45, mars et juin 1987 : « Documents sur la scission de 1952 du PCI (section française de la Quatrième Internationale) »
  - n° 47, décembre 1987, « Documents de 1953 sur la scission dans la IV<sup>e</sup> Internationale »
  - n° 49, juin 1988, « Documents sur la grève générale d'août 1953 »
  - n° 90, septembre 98, « Documents sur la lutte de classe en France 1955-1957 »
  - n° 106 « Les trotskystes et l'Algérie de 1945 à 1954 »
  - n° 111 , novembre 2003, « Berlin 1953 »
  - n° 112, février 2004, « Les Trotskystes et l'Indochine de 1945 à 1954 »
  - n° 119, décembre 2005, "La révolution bolivienne et le POR (1952-1953)"
- COLLIN (Denis), « La grève générale d'août 1953 », *La Vérité*, n° 590, 1980.
- *Dissidences - Bulletin de liaison des études sur les mouvements révolutionnaires*, n°1 au n°14.
- DE MASSOT (François), « Mise au point », *La Vérité*, n°623, mars 1996.
- DREYFUS (Michel), « Sur l'histoire du mouvement trotskyste en Europe de 1930 à 1952 », *Le Mouvement Social*, n°96, 1976.
- DREYFUS (Michel), LANUQUE (Jean-Guillaume), PENNETIER (Claude), « La France, Trotski, les trotskistes », *Le Monde*, n°17537, 13 juin 2001.
- FREYSSAT (Jean-Marie), DUPRE (Michel) et Ollivier (François), « Ce qu'est l'O.C.I », Paris, éditions de la Taupe Rouge, 1977
- JUST (Stéphane), « Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI », disponible sur <http://socialisme.free.fr/>, 1984
- JUST (Stéphane), « Réponse à la brochure « Ce qu'est l'O.C.I » », Paris, Selio, 1978.

- LEQUENNE (Michel), « Continuité et discontinuité du « lambertisme » (Contribution à l'histoire d'une dégénérescence) », *Critique Communiste*, n°7, 1976.
- LEQUENNE (Michel), « Notes sur notre histoire », *Critique Communiste*, n°148, p.p 93-98.
- LEQUENNE (Michel), « Notes sur notre histoire- II : La grande scission (1951-1952) », *Critique Communiste*, n°149, p.p 65-71.
- LEQUENNE (Michel), « Notes sur notre histoire- III : Autour des *Années Caudron* de Simone Minguet », *Critique Communiste*, n°151 p.p 95-98.
- PIGENET (Michel), « Les grèves d'août 1953. Le social sans le politique ? », *Historiens et Géographes*, n°358, 1997, p. 169-184.
- WEBER (Henri), « Qu'est-ce que l'AJS ? », Paris, François Maspéro, 1971.

## INDEX DES NOMS DE PERSONNE

Afin de faciliter de futures recherches, nous nous sommes inspirés du listing de synthèse des militants élaboré par le groupe *Maitron* en charge de l'extrême gauche marxiste (1940-1968). Sauf exception, pour chaque militant du PCI le nom et le prénom sont indiqués d'abord puis le pseudonyme entre parenthèses. Attention : certains noms peuvent être des pseudonymes.

Abbé Pierre, 107  
 Abd-El-Krim, 188  
 Albertini Georges, 67  
 Anglard Jean, 44, 63, 118, 194, 195  
 Baratier Henri (Pagès), 39, 45, 63, 74, 76, 82, 95, 105, 111, 112, 119, 181, 197  
 Barbé Henri, 67  
 Barcia Robert (Hardy), 131  
 Barrillon Raymond, 53  
 Baumgarten Jean (Verger), 3, 11, 69, 96, 181, 197, 198  
 Beaufrère Marcel, 134  
 Becro, 197  
 Belkacem Krim, 145  
 Bellac Yves, 21  
 Bellounis Mohamed, 155, 173  
 Berger Denis, 174  
 Beria Lavrenti, 71, 73, 158, 170, 175  
 Bernard Claude, voir aussi sous le pseudo Raoul 9, 11, 12, 195  
 Berné Robert (Garrive), 28, 31, 34, 40, 49, 59, 61, 62, 63, 64, 66, 67, 71, 73, 81, 82, 83, 95, 96, 98, 105, 107, 108, 109, 118, 119, 167, 168, 170, 171, 186, 187, 196, 198  
 Billoux François, 38, 55  
 Bleibtreu Marcel (Favre), 4, 8, 11, 20, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 32, 33, 37, 38, 39, 40, 41, 43, 44, 47, 50, 52, 54, 56, 57, 58, 59, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 71, 72, 74, 75, 77, 81, 83, 84, 86, 87, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 102, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 121, 123, 126, 127, 129, 131, 132, 141, 144, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 157, 158, 161, 162, 163, 164, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 181, 182, 184, 187, 191, 192, 196, 197, 201  
 Bloch Gérard, 5, 11, 28, 31, 34, 39, 40, 41, 43, 44, 50, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 66, 68, 72, 73, 74, 77, 82, 86, 88, 91, 95, 96, 97, 98, 99, 105, 106, 107, 109, 113, 114, 115, 119, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 144, 146, 167, 168, 170, 175, 186, 189, 190, 192, 196, 197  
 Bois Jacqueline, 190, 198  
 Boisselier Elie (Boivin), 96, 139, 175, 199  
 Bonnet Marguerite, 32  
 Boudiaf Mohamed, 138  
 Bourdet Claude, 182

- Boussel Pierre, voir aussi sous le pseudo Lambert 12, 14  
 Brassamain Julien, 44, 161, 167  
 Broué Pierre (Scali), 9, 11, 33, 35, 43, 44, 68, 96, 100, 142, 146, 175, 176, 198  
 Buchbinder Heinrich (Jacques), 51, 86, 127  
 Cannon James-Patrick, 29, 83, 84, 87, 100, 126  
 Cardinal Annie (Gilles), 40, 95, 136, 139, 142, 172, 189, 190, 198  
 Cassou Jean, 96, 108, 139  
 Castoriadis Cornélius (Chaulieu), 17, 121, 168, 185  
 Chambrier Marcel (Hemcé), 63  
 Chardon Jacqueline, 118, 120, 147, 152, 185, 199  
 Chauvin Jean-René, 186  
 Chéramy Robert (Leroy ou Leroi), 40, 45, 95, 96, 108, 111, 119, 124, 189  
 Chevallier Jacques, 188  
 Clarke Georges (Livingstone), 83, 85  
 Clech'h, 197  
 Cochran Bert, 83, 85  
 Copferman Lucienne (Nadia), 198  
 Corvin Mathias, 29, 41, 128, 129  
 Dalmas Louis, 171  
 Danos Jacques (Jean Graves), 32, 71, 106, 136, 148, 163, 169, 195  
 de Massot François, 3, 11, 30, 31, 32, 33, 34, 90, 93, 94, 120, 142, 147, 174, 185, 191  
 Dechezelles Yves, 96, 108, 139, 140, 141, 173, 189  
 Dejean Thomas, 42, 66, 147  
 Derick, 152  
 Desnos Robert, 98  
 Dhénin Serge (Lecomte), 120, 152, 155, 162, 172, 198  
 Dobbs Farell, 83, 84, 130  
 Ducimetière René, 44, 161, 167  
 Duclos Jacques, 32, 61, 107, 123, 143  
 Dumont René (René Artaud), 40, 93, 111, 119, 193, 196, 197  
 Duthel Paul, 44  
 Duverger Maurice, 182  
 Duvignaud Jean, 96, 108  
 Edmond Michel, 172  
 Eemans Louis (Pelo), 3, 11, 40, 43, 66, 91, 92, 93, 96, 98, 99, 119, 194, 195, 197, 198  
 Estorach Soledad (Maria), 150, 162, 198  
 Fajon Etienne, 54  
 Favrot Lucienne, 198  
 Fichaut André, 3, 12, 32, 36, 43, 96, 100  
 Filali Abdallah, 141, 188, 189  
 Florence Raymond, 31, 44, 196  
 Fontanel Lucien, 24, 25, 33, 36, 38, 39, 40, 41, 82, 98, 99, 105, 106, 119, 144, 149, 150, 161, 162, 165, 172, 173, 198  
 Fontenis Georges, 143  
 Frachon Benoît, 22, 38, 47, 48, 57, 58, 59, 63, 69, 111, 114, 122, 123, 124, 148, 157, 202  
 Frank Pierre, 20, 22, 25, 26, 29, 41, 48, 51, 52, 53, 61, 68, 69, 89, 100, 129, 134, 156, 167, 171, 176

Frischmann Georges, 46, 113, 114, 115, 122, 123  
 Gallois, 150  
 Garreau R., 22  
 Gauthier Marc, 182, 191, 197, 198  
 Geneste Henri, 119, 194, 195  
 Gerland Brigitte, 101, 127, 154  
 Gibelin Marcel (Bailly), 15, 26, 27, 28, 39, 40, 42, 58, 70, 87, 98, 118, 161, 169, 170, 171, 184, 192  
 Goonawardene Leslie, 126  
 Gouttefangeas Jean (Lagoutte), 199  
 Grandjean, 152, 197  
 Grant Ted, 50  
 Grelaud André, 44  
 Grinblat Jacques (Privas), 29, 32, 41  
 Guattari Félix, 34, 174  
 Guérin Daniel, 96, 173, 189, 191  
 Guingoin Georges, 69, 181  
 Guth, 197  
 Hamilton Betty, 11, 86, 114, 127, 131, 150, 151  
 Hanley Charles, 11, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 60, 73, 75, 76, 78, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 98, 109, 110, 112, 117, 125, 127, 130, 137, 163, 164  
 Harbi Mohamed, 138, 172, 189  
 Harding Jeannette et Wilfred (Lesieur) 198  
 Healy Gerry (Burns), 84, 85, 127, 129, 130, 131, 154, 164  
 Hébert Alexandre, 12, 21, 31, 42, 43, 44, 48, 78, 93, 113, 116, 139, 189  
 Henger Pierre, 119, 197, 199  
 Herriot Edouard, 76, 107  
 Hô Chi Minh, 104  
 Jaillet Vincent, 147, 152, 198  
 Joseph, 108, 184  
 Jouffa Yves, 173  
 Joyeux Maurice, 21, 23, 167  
 Junclass Georg, 50  
 Just Stéphane, 4, 11, 17, 28, 31, 36, 39, 42, 59, 61, 63, 64, 66, 73, 75, 99, 103, 109, 110, 119, 130, 141, 146, 148, 158, 162, 168, 174, 175, 194, 195, 197, 198, 201, 206  
 Kahn Claude (Cartier), 3, 11, 119, 120, 142, 147, 172, 184, 198  
 Karlinsky Basile (Landon), 12, 54, 71, 74, 82, 106, 150, 165, 198  
 Kirch, 197  
 Lafièvre Henri et Daniel, 3, 12, 46, 67, 68, 69, 79, 80, 94, 95, 118, 119, 121, 124, 147, 172, 176, 185, 186, 197  
 Lafond André, 48  
 Lagoutte, 197  
 (Lambert) pseudo de Boussel Pierre, 8, 9, 12, 13, 14, 21, 25, 26, 27, 28, 29, 31, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 47, 48, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 75, 77, 78, 82, 83, 92, 95, 96, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 105, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 119, 122, 123, 134, 136, 137, 139, 140, 141, 144, 146, 147, 148, 149, 150, 157, 158, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 175, 176, 180, 182, 185, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 205

Lange Ferdinand, 111, 112, 197  
Laniel Joseph, 74, 75, 77, 122  
Laurent Maurice (Laure), 44, 96  
Lavezzi Claude, 61, 67  
Le Troquer André, 103  
Lecoeur Auguste, 38, 58, 69, 107, 108, 122, 185  
Lefèvre Jean, 40, 45, 63, 64, 73, 95, 105, 119, 162, 175, 196, 197  
Lefort René, 44  
Lejeune Emile (Milou), 64, 73, 119, 120, 147, 152, 154, 181, 185, 194, 195, 199  
Lemoine Charles, 43, 113, 116, 166, 193  
Lequenne Michel (Maurin), 3, 4, 8, 9, 11, 14, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 54, 56, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 65, 68, 70, 72, 73, 74, 75, 76, 78, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 90, 91, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 112, 114, 117, 119, 120, 121, 122, 124, 125, 127, 130, 136, 137, 144, 148, 149, 150, 153, 157, 160, 169, 175, 182, 184, 186, 187, 195, 198, 201  
Levan, 64, 73  
Lop Ferdinand, 53  
Macquard Janine, 198  
Macula Robert, 197, 199  
Maertens Jean, 31, 39, 95, 119, 196, 197  
Mandel Ernest, 14, 36, 37, 47, 96, 99, 168, 174  
Marchand Roger, 39, 118, 194, 195  
Margne Charles, 34, 46, 48, 72, 106, 144, 150, 172, 182, 194, 195, 197  
Maroc Mohamed, 141, 188, 189  
Marty André, 4, 11, 46, 51, 54, 55, 56, 58, 59, 60, 61, 67, 68, 69, 116, 122, 148, 149, 158, 166, 167, 175, 181, 184, 185, 201, 202  
Mauvais Léon, 112  
Mazet Denise et Renée, 130, 152, 185, 197, 198  
Mendès France Pierre, 68, 140, 145  
Merbah Moulay, 190  
Messali Hadj, 4, 47, 96, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 148, 172, 188, 189, 203, 205  
(Mestre Micheline) pseudo de Abraham Lucienne, 14, 29, 41, 52, 81, 98, 128, 156, 157, 168, 172  
Mickey, 197, 199  
Minguet Simone, 17, 45, 163, 207  
Mitterrand François, 133  
Molinier Raymond, 25, 48  
Molinier Cécile (Laurence), 148  
Monnier Claude et M., 197, 199  
Moreno Nahuel, 83, 164  
Morin Michel, 21, 23  
Moth Poul, 49, 50  
Mougard Georges, 42, 46, 63, 72, 74, 79, 80, 106, 116, 117, 119, 150, 172, 194, 195, 197  
Nasser Gamal A., 138, 141  
Naville Pierre, 88, 89

Nguyen Giap Thoi (Levan), 63, 71  
Nouvel Georges, 39, 44, 91, 92, 95, 119, 146, 194, 195  
(Pablo) pseudo de Raptis Michel, 19, 20, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29, 34, 40, 44, 47, 48, 50, 51, 52, 62, 74, 83, 84, 85, 87, 96, 99, 100, 109, 125, 126, 128, 136, 157, 161, 164, 168, 169, 174, 179  
Peng Shuzi, 86, 100, 129, 131  
Pinay Antoine, 32, 37, 74  
Pivert Marceau, 142, 143, 202  
Ponce, 150  
Portes Louis, 79, 93, 113  
Raguin, 152, 197, 199  
(Raoul) pseudo de Claude Bernard, 4, 9, 11, 13, 35, 44, 46, 68, 89, 95, 96, 98, 100, 101, 102, 119, 120, 121, 124, 132, 141, 146, 147, 148, 149, 158, 161, 162, 168, 172, 175, 176, 178, 185, 186, 191, 197, 201, 206  
Rault Ginette, 152, 199  
Régnier Simon, 182  
Renard Daniel (Garnier), 27, 28, 29, 31, 36, 39, 40, 45, 47, 52, 53, 54, 56, 59, 63, 64, 73, 76, 82, 88, 97, 98, 100, 102, 104, 105, 106, 109, 113, 116, 119, 120, 121, 122, 124, 127, 129, 134, 136, 139, 144, 146, 148, 150, 163, 172, 175, 179, 181, 185, 189, 197  
Ridgway Matthew, 32, 37  
Righetti Daniel, 25, 27, 44, 98, 106, 117, 119, 150, 161, 165, 172, 173, 181, 196, 197  
Robrieux Philippe, 30, 55  
Rosmer Alfred, 31, 136  
Roux Albert (Hermont), 197, 199  
Schwartz Laurent, 96, 108  
Selleron Claude et Serge, 197, 198  
Sender Gérard, 182  
Simon Jacques, 3, 11, 17, 134, 135, 136, 138, 141, 142, 156, 182, 188, 198  
Smith, 86  
Sontet Roger, 112, 198, 199  
Souzet, 197  
Staline Joseph, 15, 61, 62, 71, 72, 100, 168, 170, 175, 182  
Steven, 127, 129  
Thorez Maurice, 32  
Thourel Marcel, 32  
Tillon Charles, 46, 51, 54, 55, 56, 175  
Trotsky Léon, 7, 9, 15, 16, 20, 29, 31, 34, 35, 44, 50, 68, 86, 88, 99, 100, 121, 176, 186, 203, 205, 206  
Valière Marcel, 48  
Van Bever Georges (Jo), 94, 111, 119, 187, 197  
Vincent Jean-Marie (Valette), 96, 150, 152, 182, 197, 198  
von Steiger J. (Pia), 51  
Voutier, 152, 197  
Wagner-Marescu N., 81  
Weill Jeannine, 40, 46, 79, 150, 199

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS .....	4
IDENTIFICATION DES SOURCES DU CERMTRI .....	5
INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE I UNE ORGANISATION ORPHELINE.....	14
Le mouvement troskyste dans l'impasse .....	15
Une longue lutte fractionnelle.....	19
Les dirigeants majoritaires .....	24
Un environnement hostile .....	29
La démoralisation des militants .....	32
Les atouts du PCI majoritaire.....	34
CHAPITRE II REORGANISATION ET NOUVEAU CLIVAGE (juillet 1952 - mars 1953).....	36
Le VIII <sup>e</sup> congrès .....	36
La remise en route.....	41
Echec dans l'Internationale.....	49
Crise au PCF et débat au PCI.....	54
La majorité bascule .....	59
CHAPITRE III MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE DIRECTION (avril 1953 – janvier 1954).....	65
Le fonctionnement interne .....	65
L'intervention externe.....	67
La constitution d'un noyau .....	70
Le bel été 1953 .....	73
Le mouvement pour les Assises.....	78
La fin de l'isolement international.....	83
CHAPITRE IV MILITER AU PCI.....	88
Conception du militantisme .....	88
Une organisation exigeante.....	89
Typologie des militants.....	95
Les apports du militantisme .....	96
Une identité politique en construction .....	99
CHAPITRE V RETOUR DES LUTTES DE TENDANCE (janvier – octobre 1954) .....	103
Crise à la direction .....	103
L'intervention syndicale .....	110
Les deux programmes pour le IX <sup>e</sup> congrès .....	114
Constitution du groupe Raoul .....	119

Les dissensions demeurent .....	122
Comité international : l'enlèvement .....	125
CHAPITRE VI LA FIN DU PCI UNIFIÉ (novembre 1954 – juin 1955).....	133
Une guerre annoncée .....	133
L'action du PCI .....	139
Des oppositions renforcées.....	146
La rupture finale .....	149
Les conséquences de la nouvelle scission .....	152
CONCLUSION .....	156
ANNEXES .....	159
ANNEXE 1 Entretien avec Michel Lequenne .....	160
ANNEXE 2 Entretiens avec François de Massot.....	174
ANNEXE 3 Entretien avec Jean Baumgarten.....	181
ANNEXE 4 Entretien avec Claude Kahn .....	184
ANNEXE 5 Entretien avec Jacques Simon .....	188
ANNEXE 6 Lettre de Pierre Lambert à Gérard Bloch .....	192
ANNEXE 7 Cellules représentées au VIII <sup>e</sup> congrès (majoritaire).....	194
ANNEXE 8 Fiches statistiques sur le VIII <sup>e</sup> congrès du PCI.....	195
ANNEXE 9 Liste des militants majoritaires en RP au 12/12/1954 .....	197
ANNEXE 10 Coefficients de transformation du franc des années cinquante en euro.....	200
SOURCES .....	201
Archives.....	201
Presse.....	201
BIBLIOGRAPHIE .....	202
Outils de recherche .....	202
Ouvrages historiques généraux .....	202
Ouvrages généraux sur le mouvement trotskyste.....	203
Etudes universitaires.....	203
Témoignages, mémoires, souvenirs et écrits partisans .....	204
Enquêtes journalistiques.....	205
Articles, revues et brochures .....	206
INDEX DES NOMS DE PERSONNE .....	208
TABLE DES MATIERES.....	213